

LE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL AU MAROC

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 10 Décembre 1934, à 14 h.

PAR

M. HERISSON

Président: M. William OUALID, Professeur

<i>Suffragants</i> {	MM. PERREAU, TRUCHY.	} <i>Professeurs</i>
----------------------	-------------------------	----------------------

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU & C^{ie}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13 (v°)

1934



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**LE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL
AU MAROC**

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL AU MAROC

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 10 Décembre 1934, à 14 h.

PAR

M. HERISSON

Président: M. William OUALID, Professeur

<i>Suffragants</i> {	MM. PERREAU, TRUCHY.	{ <i>Professeurs</i>
----------------------	-------------------------	----------------------

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU & C^{ie}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13 (v°)

—
1934

*37069



INTRODUCTION

Parmi les différentes forces qui président à l'activité économique du Maroc le facteur agricole tient, à côté des facteurs industriel et commercial, une place prépondérante. Un système orographique bien disposé, un régime hydrographique régulier, un climat humide, un sol riche ne pouvaient qu'appeler le pays à entreprendre principalement l'exploitation des richesses agricoles dont la nature l'a si bien doté. Encore que maintenant les efforts tendent à se diriger vers l'industrie afin de parer aux dangers de la spécialisation et d'ouvrir de nouveaux débouchés locaux, l'on peut sans hardiesse soutenir que les deux principales sources de richesses marocaines sont et resteront longtemps, pour ne pas dire toujours, l'agriculture et l'élevage.

Depuis l'installation du Protectorat, le Maroc dans ces deux branches n'a cessé de marquer des progrès continus, grâce aux efforts de ses dirigeants tendant à encourager colonisation officielle et colonisation privée. Parmi les œuvres les plus importantes de l'Administration, il est une qui au point de vue économique et social mérite tout particulièrement de retenir l'attention : c'est l'organisation du crédit agricole.

En raison des moyens très modernes qui sont mis en œuvre, l'agriculture marocaine exige d'importantes

mises de fonds, tant pour parer aux difficultés d'installation, telles que défrichement du sol, aménagement des eaux, défoncement et appropriation des terres que pour faire face aux dépenses diverses, échelonnées au cours de la campagne agricole et nécessitées par l'achat des semences, de matériel, de bétail et la constitution du fonds de roulement. Le colon isolé possède rarement une fortune suffisante pour surmonter les aléas d'une entreprise agricole naissante et attendre plusieurs années les rentrées d'argent. Il doit presque toujours recourir à l'emprunt pour faire face à ses affaires. Quant au cultivateur indigène qui est resté longtemps dans un état misérable, tant en raison de l'insécurité du régime antérieur à notre établissement, que des exigences de ceux qui lui consentaient du crédit, sa situation n'a pas manqué d'attirer l'attention des pouvoirs publics.

Afin de procurer facilement du crédit aux agriculteurs qui en ont besoin, et de combattre utilement l'usure qui sévit au Maroc, l'Administration a organisé deux sortes d'institutions de crédit agricole : celles qui sont communes aux colons et aux cultivateurs indigènes et celles qui sont réservées uniquement aux cultivateurs indigènes. Font partie de la première catégorie, les caisses de crédit agricole mutuel et la caisse fédérale de la coopération et de la mutualité agricoles ; sont comprises dans le deuxième groupe, les sociétés indigènes de prévoyance, les caisses régionales d'épargne et de crédit agricole indigènes et la caisse centrale de crédit agricole et de prévoyance indigènes.

Bien que visant des buts identiques en matière de crédit, ces deux sortes d'institution n'emploient pas les mêmes méthodes, eu égard à la différence d'évolution des

deux facteurs humains. Il est apparu, en effet, nécessaire, tout en rendant accessibles aux indigènes les organismes déjà évolués — ce, afin de faciliter une fusion progressive d'intérêts — d'organiser spécialement un crédit agricole indigène, en s'inspirant de la mentalité et des habitudes des populations musulmanes.

L'organisation du crédit agricole mutuel est d'essence gouvernementale. L'état intervient législativement dans la constitution des organismes de crédit, financièrement dans leur fonctionnement et administrativement dans leur contrôle. Malgré la complexité de la mise en branle de ces organismes fortement imprégnés de l'action des Pouvoirs Publics, le Crédit agricole mutuel a rendu de signalés services à l'Agriculture.

L'activité de ces institutions loin de se ralentir doit au contraire se développer dans le sens d'une meilleure répartition et d'une plus stricte discipline du crédit, si l'on veut que l'agriculture marocaine déjà sérieusement atteinte par la crise mondiale qui lui a fermé force débouchés, ne tombe dans le marasme le plus complet.

Dans la lutte redoutable ouverte par la concurrence économique internationale le Maroc se présente avec des moyens diminués. Privé à la fois des bénéfices qu'une colonie trouve dans la dépendance d'un grand pays, et des avantages qu'un Etat tire de son indépendance complète, il est condamné à la plus décevante des tutelles, la tutelle collective.

Avec la charte douanière consacrée par l'acte d'Algésiras, on a enlevé au Maroc toute possibilité de protéger son commerce et son industrie. On lui a retiré en même temps et du même coup toute velléité d'offensive économique en le mettant ainsi dans l'impossibilité de négocier

avec ses clients ou ses rivaux éventuels qui restent maîtres absolus à la fois de l'inonder de leurs produits et de lui fermer leurs propres marchés. Cette situation économique désavantageuse, dans laquelle se trouve le Maroc pour déplorable qu'elle apparaisse, n'est pas désespérée. Il ne faut pas se laisser intimider par l'apparente infériorité où nous tient l'acte d'Algésiras. On commence, en effet, à se rendre compte dans le monde entier que la protection douanière est une de ces protections artificielles qui ne résistent pas à l'épreuve des réalités.

Quoi qu'il en soit, il appartient au Maroc de tirer profit le plus possible des conditions favorables que lui a réservées la nature, en se livrant à une exploitation rationnelle du sol, en utilisant cette main-d'œuvre abondante et à bon marché, dont elle jouit, à la mise en valeur des régions récemment soumises, et en dirigeant ses efforts vers une industrie naissante dont le développement augmentera le pouvoir d'achat de son marché intérieur.

Ce programme ne pourra, certes, se réaliser quant à la partie agricole, que par un règlement de la discipline du crédit, afin de répartir les quelques capitaux dont dispose le Maroc entre les mains de ceux qui en sont le plus dignes.

Le plan de notre étude se divisera en trois parties.

Dans la Première Partie nous examinerons le cadre dans lequel se pose le problème, un premier chapitre sera consacré au Maroc agricole : un deuxième chapitre à l'œuvre colonisatrice du Protectorat, un troisième chapitre à la nécessité du crédit agricole mutuel au Maroc.

Notre Deuxième Partie réservée aux institutions de crédit agricole mutuel se divisera en deux Titres, dont

l'un comprendra les institutions de crédit communes aux colons et aux agriculteurs indigènes et l'autre les institutions de crédit réservées aux cultivateurs indigènes. Le premier titre se subdivisera en deux chapitres au cours desquels nous étudierons successivement les caisses de crédit agricole et la caisse fédérale de la mutualité et de la coopération agricoles. Dans le second titre nous entreprendrons répartie sous trois chapitres, l'étude des sociétés indigènes de prévoyance, des caisses d'épargne et de crédit agricole indigènes et de la caisse centrale d'épargne et de crédit agricole indigènes.

Notre Troisième Partie aura pour objet l'examen du système du crédit agricole mutuel marocain envisagé dans son application et dans les résultats obtenus. Nous étudierons dans un premier chapitre le système du crédit agricole, dans un deuxième chapitre l'activité des institutions de crédit et enfin dans un troisième chapitre, la crise agricole et le crédit rural marocains.

Première Partie

Le Maroc agricole

CHAPITRE PREMIER

L'ECONOMIE RURALE MAROCAINE

SECTION I. *Le milieu naturel.*

SECTION II. *Les ressources principales.*

Section I

**Le milieu naturel. — Orographie. — Hydrographie.
Climat. — Sol.**

Situé à l'extrémité nord-ouest du continent africain, faisant, par conséquent, partie du même bloc que l'Algérie et la Tunisie, le Maroc présente toutefois sur ces deux pays certains caractères propres qui sont à son avantage. Il jouit de l'enviable privilège de s'ouvrir sur la mer Méditerranée et sur l'océan Atlantique, ce qui lui vaut deux rivages bien exposés. Les massifs montagneux beaucoup plus élevés que ceux de l'Algérie constituent une barrière qui arrête les influences désertiques du Sahara et qui amène d'autre part la condensation des nuages formés par l'évaporation des eaux de l'océan Atlantique. Ces mêmes massifs sont en outre, de véritables « château d'eau » d'où descendent de grands fleuves les plus importants de l'Afrique du Nord, tant par

la puissance de leur débit que par le développement de leur cours.

On distingue au Maroc trois grandes régions orographiques : les massifs littoraux qui couvrent la région côtière située entre la frontière algérienne et le détroit de Gibraltar et qui ont reçu le nom du Riff (rivage), la chaîne de l'Atlas qui s'étend du nord-est au sud-ouest et les plaines occidentales s'ouvrant sur le versant Atlantique.

La chaîne du Riff borde la côte méditerranéenne ¹. Elle continue la Cordillère Bétique par delà l'effondrement du détroit de Gibraltar. Parallèlement au rivage, elle décrit une courbe régulière qui part du cap des Trois Fourches pour atteindre le Djebel-Moussa près de Ceuta. Elle se dresse en abrupt sur la Méditerranée alors qu'elle s'étale en pente douce sur le versant sud et sud-ouest. Au milieu de l'enchevêtrement des collines et des montagnes qui la constituent se marquent des plaines d'assez faibles étendues.

L'Atlas se divise communément en trois chaînes : une chaîne centrale, le Haut-Atlas, flanquée de deux ramifications : l'une au nord, le Moyen-Atlas, l'autre au sud, l'Anti-Atlas ou Petit-Atlas.

Le Haut-Atlas constitue la partie la plus saillante du système orographique du Maghreb. Cette chaîne commence au cap Ghir (Rhir) et se poursuit en diagonale dans la direction ouest-sud-ouest-est-nord-est jusqu'aux plateaux du sud du Maroc oriental où elle se continue par le pli de l'Atlas saharien d'Algérie.

1. La chaîne du Riff constituait avec la Cordillère Bétique une chaîne continue, la chaîne ibérique. Un bras de mer le détroit sud riffain, comblé aujourd'hui par des sédiments tertiaires, assurait la communication entre la Méditerranée et l'océan Atlantique. Ce n'est que par suite de l'effondrement et de la cassure de la chaîne ibérique entre les colonnes d'Hercule, que le Riff fut rattaché au continent africain.

Le Moyen-Atlas se détache du Haut-Atlas dans la région de la Têçaout, où prend sa source la Moulouya. Il suit une direction sud-ouest est-nord, jusqu'au couloir de Taza. Il se trouve séparé de la mer par une série de petits massifs (Béni, Snassen, Kebdana etc..) et les plaines généralement fertiles des Trifas, des Angdad, des Sebra etc..

L'Anti-Atlas est un rameau qui se détache du Haut-Atlas au Djebel Siroua (3.333 m.). Il forme une chaîne de plus en plus basse et va s'épanouir dans la direction nord-est sud-ouest dans le Tazeroualt.

Entre ces plissements montagneux s'étendent du nord au sud de vastes régions de plaines ou de plateaux dont la fertilité varie suivant la nature du sol.

C'est tout d'abord la région du Gharb, comprise dans le triangle formé par Tanger, Fez, l'embouchure du Sebou et la côte atlantique. Elle occupe la partie occidentale de la dépression sud-africaine, aujourd'hui comblée par des sédiments tertiaires. Doucement ondulées dans leur partie occidentale, les plaines du Gharb s'inclinent vers le Sebou pour aller se joindre à la plaine alluviale qui s'étale au voisinage du littoral du fleuve.

C'est ensuite le pays des Zaers et des Zemmours recouvrant en partie les forêts des Zaers et de la Mamora qui séparent du Gharb, la Méseta marocaine, laquelle s'étend de Rabat à Mogador.

A travers la Chaouia, les Doukkala et des Abda s'étendent en une bordure littorale dont la fertilité est exceptionnelle. Le blé, le maïs, l'orge y réussissent à merveille.

La zone côtière devient beaucoup moins riche au sud de Tensift, étant données sa situation plus méridionale et la diminution des pluies.

Le plateau intérieur séparé de la zone côtière par une falaise d'une centaine de mètres de hauteur, s'élève de 300 à 700 mètres d'altitude. Moins fertile que la plaine littorale, il constitue surtout une région d'élevage.

*
* * *

Par sa situation et son relief, le Maroc est plus favorisé que le reste du Maghreb. Il est arrosé sur chacun de ses versants par des fleuves importants alimentés en hiver par les eaux de pluies rendues plus fréquentes et plus abondantes par le voisinage de l'Océan, en été par la fonte des neiges sur les sommets des massifs montagneux.

Les cours d'eau peuvent se répartir d'après leur direction et leur régime en trois groupes : méditerranéens, atlantiques, sahariens.

Le fleuve le plus important du groupe méditerranéen, est l'Oued Moulouya qui prend sa source dans le massif de l'Aïa-Chin à la jonction du Moyen et du Haut-Atlas, et qui draine le versant est de l'Atlas. C'est le seul grand fleuve qui ait pu se former sur le versant méditerranéen, le Riff étant sur la plus grande partie du littoral trop rapproché de la côte pour permettre le développement d'autres grands fleuves. L'Oued Moulouya coule dans une vallée étroite et encaissée pour pénétrer dans la dépression sud-riffaine. Elle est accessible à la navigation jusqu'à une cinquantaine de kilomètres de son embouchure, qui est située non loin de la frontière algérienne à l'est des îles Zaffarine ². C'est à elle que la vallée de la Moulouya doit la fertilité de ses cultures.

2. A l'embouchure du fleuve se trouve une rade naturelle, la rade de Cap de d'Eau, qui aurait pu servir à créer un des plus beaux ports de la Méditerranée. Malheureusement le traité franco-espagnol l'a laissée à l'Espagne pour laquelle elle ne présente guère d'intérêt.

Le groupe méditerranéen comprend encore les torrents du Riff. Ce sont de petits fleuves côtiers torrentueux et violents nés dans les montagnes du Riff (Oued Kert, Oued Ghis, Oued Laon, Rio Martine).

Le groupe atlantique comprend du Nord au Sud, l'Oued Loukkos, l'Oued Sebou grossi à droite par l'Oued Ouergha, et à gauche par l'Oued Rdour, l'Oued Beth, l'Oued Bou-Regreg, l'Oued Oum er Rebja qui reçoit l'Oued El Abid et l'Oued Têçaout, l'Oued Tensift, l'Oued Sous.

En dehors du Sebou, le seul fleuve navigable au Maroc est l'Oued Loukkos, dont l'embouchure est à Larache et qui peut être remonté jusqu'à El Ksar.

Le Sebou est le fleuve le plus important de l'Afrique du Nord ; large de 300 mètres dans sa partie inférieure, d'un débit moyen de 350 mètres cubes, il arrose de ses méandres l'une des régions les plus riches du Maroc, centre de l'ancienne colonisation romaine³.

L'Oued Bou Regreg venu du pays Zaïan se jette dans la mer entre Rabat et Salé ; il rappelle les fleuves des plateaux castillans, roulant par des méandres profondément encaissés un débit extrêmement variable.

L'Oum er Rbia qui, comme le Sebou, descend du Moyen-Atlas est également un grand fleuve. Après être passé par Kénifra, il contourne le Tadla, sépare la Chaouia des Doukkala et se jette dans la mer à Azemmour. Il arrose sur tout son parcours une contrée très fertile. Aussi l'a-t-on dénommé « la mère des pâturages ».

L'Oued Tensift descendu du Haut-Atlas, borde au Nord la plaine de Marrakech, son débit très irrégulier

3. Déjà Pline l'Ancien qualifiait le Sebou de fleuve navigable et magnifique (*amnis magnificus et navigabilis*).

est presque nul en été. Il se jette dans la mer, au Sud de Safi.

L'Oued Sous né dans la région où le Djebel Siroua se rattache au Haut-Atlas, arrose la vallée du Sous dont la fertilité est peu commune⁴. C'est déjà le type des fleuves intermittents des régions prédésertiques. En juillet, le débit est de 30 mètres cubes environ ; il est vrai que ces eaux, comme celles de l'Oued Tensift sont en partie absorbées par des canaux d'irrigation.

Les cours d'eau sahariens issus des pentes de l'Atlas ne sont vraiment alimentés que dans la région montagnieuse. L'Oued Draa, l'Oued Ziz, le Guir n'ont d'eaux permanentes que dans leur cours supérieur. Dans la partie basse la perméabilité du sol et l'évaporation dessèchent peu à peu le lit.

L'Oued Draa formé de la réunion des Oued Dades et Iriri, descendus le premier du Djebel Raoua, le second du Haut Atlas n'a d'eaux permanentes que jusqu'au coude qu'il décrit pour se diriger est-ouest vers l'océan où il aboutit près du Cap Noun en face des Canaries.

L'Oued Ziz arrose le Tafilalet, mais cesse de couler à partir de Taouz.

Le Guir n'a de cours continu que jusqu'à Bou Denib.

Au Maroc, on ne trouve pas de lacs importants « mais l'irrégularité du drainage et certains phénomènes karstiques créent de nombreuses petites cuvettes où l'eau de pluies s'accumule et séjourne plus ou moins longtemps (daïa ou aguelman). Quelques accidents locaux (coulées de laves, glissement de rochers) expliquent les lacs profonds

4. Sa richesse était déjà célèbre au Moyen-Age, le Sous formait un royaume distinct de celui de Marrakech.

et permanents comme l'aguelmann de Sidi Ali et le lac d'Ifni »⁵.

Il existe par contre une abondance d'eau souterraine alimentant de nombreuses sources qui jaillissent sur toute leur périphérie, au contact de la plaine. Elles rendent des services appréciables pour le plus grand profit de l'agriculture et de l'élevage.

Le Maroc bénéficie d'un régime hydrographique privilégié que lui envie le reste de l'Afrique du Nord. C'est, a-t-on dit avec justesse, une Algérie où il y a de l'eau.

*
* *

Grâce à l'importance de son relief et au développement de sa côte atlantique, le Maroc jouit d'un climat plus favorable à la vie végétale et animale, à la santé et à l'activité des hommes que le reste du continent africain. L'Atlas constitue un écran entre le Sahara et le Maroc occidental; de l'Atlantique viennent les vents d'ouest chargés d'humidité.

La région du littoral jouit d'une température uniforme et d'une constante humidité. Les moyennes sont plutôt basses en raison de l'influence océanique qui réchauffe les hivers et rafraîchit les étés. L'action de l'Océan est d'autant plus accentuée que la côte africaine du nord-ouest est baignée par le courant froid des Canaries.

A mesure qu'on s'éloigne de la côte les températures s'élèvent rapidement et les variations deviennent plus grandes : les hivers sont frais, sinon froids, les étés plus marqués.

Le régime des vents et des pluies divise l'année maro-

5. J. Célérier, *Le Maroc*, p. 23.

caine en deux saisons. En hiver dominant les vents d'ouest et du sud-ouest et d'autant plus qu'on remonte vers le Nord, les vents d'été sont plutôt du Nord et avec une persistance d'autant plus marquée qu'ons'avance vers le Sud. Ces vents chauds et desséchants dits Chergui sont redoutables à l'agriculture marocaine ; ils sont souvent comparés tant par leurs méfaits que par leur origine saharienne, au sirocco d'Algérie.

Les pluies viennent de l'Atlantique apportées par les vents d'ouest et du sud-ouest. Elles diminuent du Nord au Sud, de la côte vers l'intérieur. La période pluvieuse s'étend d'octobre à avril, avec des maxima en novembre et février ; en été, pas de pluie, la saison est presque absolument sèche.

« Dans l'ensemble, le Maroc se rattache à la grande zone méditerranéenne de climat et de végétation, mais nul autre pays ne possède une gamme aussi complète et aussi merveilleusement nuancée de ces paysages méditerranéens où chante la douceur de vivre »⁶.

* * *

Les terres de culture sont généralement marmeuses ; elles se divisent en terres noires ou Tirs, en terres rouges ou Hamris, en terres blanches dénommées Remel et en terres grises ou Dahs.

Les meilleures terres sont les Tirs. Elles sont noires, franches, de très grande fertilité ; riches en humus, en azote et en potasse elles conviennent à la grande culture.

« Au Maroc » dit le Lieutenant Graux, quand les

6. Célérier, opinion déjà citée, p. 20.

indigènes parlent de ces terres ils emploient généralement des expressions qui montrent bien leur admiration. On y dit couramment, « ici il suffit de jeter le grain en l'air pour qu'il germe » ou bien « voici la terre bénie »⁷.

Les Tirs s'étendent dans le Maroc occidental entre les Zaers et les Abda autrement dit entre le Bou-Regreg et le Tensift.

Les Hamris sont des terres rouges, de même origine que les Tirs, mais possédant moins d'azote. Par contre elles contiennent davantage de calcaire, d'acide phosphorique et de potasse. Leur fertilité, quoique moindre que celle des Tirs est encore grande ; ces terres conviennent également à la grande culture avec des pluies peu abondantes, elles sont favorables à toutes les cultures céréalières, arbustives et maraîchères. Elles s'étendent dans les régions de Rabat, Marrakech, Mogadoc.

Les Remels sont des terres blanches ou sablonneuses. Elles sont siliceuses, pauvre en azote et en humus : cependant elles conviennent à la culture maraîchère, fruitière. Les dunes du littoral, les abords de la Mamora et quelques parcelles isolées dans l'intérieur, tel est le domaine des Remels.

Dans le voisinage des oueds, on trouve les dahs, vieux fonds de merjas ou cuvettes desséchées. Ces terres sont tendres, de couleur rougeâtre ; elles ne sont ni sablonneuses ni argileuses. Elles conviennent à toutes les cultures.

Enfin peuvent se classer comme terres de pâture les terres forestières, les terrains de culture non labourés, les vallées marécageuses composées de terre végétale, d'humus et de silice, entraînés par ruissellement.

7. Graux, *Le Maroc, sa production agricole*, p. 90.

En résumé, au Maroc de même que dans tout le continent africain il y a contraste entre les sols-squelettes de montagnes dont la terre végétale a été entraînée par le ruissellement et les alluvions des plaines qui se sont enrichies de tout cet humus. Ces plaines qu'elles soient de tirs, de hamris, de remels ou de dahs sont susceptibles de rendements équivalents sinon supérieurs aux meilleures terres de l'Afrique du Nord. Grâce à l'existence de gisements de phosphates vers le centre de gravité du Maroc agricole, la fertilité de ces plaines pourra être facilement entretenue.

Bénéficiant d'un régime hydrographique régulier et abondant dû à la disposition du relief, jouissant d'un climat humide en raison du voisinage de l'océan, doté d'un sol très riche qui se prête aux cultures les plus variées, le Maroc offre des disponibilités agricoles considérables. C'est de la terre que vivent les quatre cinquièmes d'indigènes et la majorité d'européens subsistent du commerce des céréales, des produits végétaux et des industries qui s'y rattachent.

Section II

Les ressources principales. — L'agriculture L'élevage

L'agriculture et l'élevage constituent les deux principales sources de richesses du Maroc. L'étendue des terres qui y sont utilisées n'est pas déterminée d'une façon exacte ; toutefois, la surface approximative peut être évaluée à 10 millions d'hectares sur les 23 millions

occupés par nous. On s'accorde généralement à répartir les sols exploités de la façon suivante :

Terres en culture et jachères cultivées	3.100.000 ha.
Vergers, vignobles, jardins, olivettes, palmeraies	60.000 ha.
Terres à défricher	1.700.000 ha.
Merja (prairies naturelles couvertes par les eaux de pluies une partie de l'année)	80.000 ha.
Terres de parcours en jachères mortes	4.700.000 ha.
Forêts	470.000 ha.
Total	<u>10.110.000 ha.</u>

Le Maroc est surtout un pays producteur de céréales. L'orge vient au premier rang, elle couvre 40 à 45 % des surfaces ensemencées annuellement. Dans les régions où l'irrigation est possible, l'orge semé à la première quinzaine de septembre croît si rapidement que dès janvier on peut effectuer une première coupe de fourrage vert.

La production est évaluée à 11 millions de quintaux. Elle est exportée dans le Nord de l'Europe où elle est utilisée pour la fabrication de la bière et l'engraissement du bétail.

Le blé est cultivé sur un million d'hectares ; on trouve le blé dur préféré des indigènes et le blé tendre que cultivent de préférence les européens. Du blé dur on extrait la semoule très appréciée d'ailleurs par la minoterie française. La culture du blé tendre est récente, elle ne date que de 1926, l'européen le cultive dans la proportion de 2/3, le blé dur n'occupant que le 1/3 de la culture. Les moissons se font de juin à août selon les régions. Dans la culture indigène le rendement est d'environ 6 quintaux à l'hectare. Des européens utilisant les der-

nières méthodes culturales arrivent à obtenir plus de 20 quintaux à l'hectare.

Le maïs vient en rendement après l'orge et le blé. Il réussit dans les sols profonds et riches des plaines littorales ; le rendement d'environ 3 à 4 quintaux pour les régions côtières peut atteindre et dépasser 6 à 7 quintaux à l'hectare dans les terrains irrigués du Sud.

Puis viennent l'avoine, le seigle et le mil cultivés en plus petite quantité.

Parmi les légumineuses il convient de citer les fèves, les lentilles, les pois chiches, le fénugrec. Elles viennent en second rang après la culture des céréales ; elles sont toutefois cultivées en quantité suffisante pour alimenter un courant d'exportation. *

D'autres cultures ont une importance locale, ce sont : les plantes oléagineuses, tels le lin, le ricin, qu'on trouve à Chaouia ; les plantes condimenteuses, tels le cumin, la coriandre, cultivées également à Chouia ; les plantes tinctoriales représentées principalement par le henné dont la culture est pratiquée dans les Doukkala et le Sous ; les plantes fibreuses, tels le chanvre cultivé chez les Mesfioua du Haouz, le coton, dont les essais ont été entrepris dans la région du Sebou. Parmi ces dernières plantes, il est une qui offre certaines particularités, c'est le palmier nain ou doum. Largement étendu il envahit les sols agricoles qui doivent en être débarrassés par un arrachage à la pioche, la charrue étant impuissante à extirper ce parasite. Mais cette opération offre un double avantage : tandis qu'on libère le sol de la plante préjudiciable, on obtient un produit utilisable de plusieurs manières. Les indigènes se servent des racines comme combustibles et des feuilles pour faire des nattes, coussins,

cordes etc.... Les européens en fabriquent du crin végétal, du charbon à gazogène, du combustible. Le palmier nain peut encore servir à la fabrication de la sparterie, des paillassons et surtout de la pâte à papier.

L'arboriculture n'est pas très développée au Maroc, « le marocain n'est, dit M. Célérier, ni assez raffiné, ni assez savant pour faire un bon arboriculteur »⁸. Aussi la qualité des produits est-elle en général inférieure. Les arbres fruitiers les plus répandus sont l'olivier, les agrumes, le figuier, le palmier-dattier, l'abricotier.

L'olivier pousse sur toute l'étendue du territoire. On évalue à 5 millions le nombre des oliviers marocains. La culture est en progrès. Malheureusement les arbres sont exploités grossièrement par l'indigène ; ils sont plantés en tous sens, mal soignés, jamais taillés et abimés lors de la cueillette des fruits qui s'opère par le gaulage. Aussi le rendement et la qualité du produit en souffrent-ils : les olives du Maroc ne sauraient en aucune façon être comparées à celles de l'Algérie et de la Tunisie, dont la teneur en matières grasses est nettement plus forte.

Le figuier, comme l'olivier, réussit partout au Maroc, s'accommodant d'un sol même peu fertile. On compte environ 4 millions d'arbres. La culture est susceptible d'un plus grand rendement et surtout d'une grande extension.

Les agrumes ne sont pas suffisamment cultivés, on évalue seulement à 300.000 le nombre d'orangers et de citronniers. Etant donné le climat qui convient, on ne peut mieux aux agrumes dont le rendement est extrê-

8. Célérier, *op. cit.*, p. 32.

mement rémunérateur⁹, la culture devrait être beaucoup plus développée dans les régions irriguées.

Le palmier-dattier ne réussit que dans les régions de Marrakech et du Sous ; il exige beaucoup d'eau et une température élevée. La production ne suffit pas à la consommation locale qui doit faire appel à l'importation de l'Algérie et de la Tunisie.

La vigne est cultivée au Maroc depuis un temps immémorial, l'indigène en raison de l'interdiction coranique consomme le raisin frais. Les colons européens achètent une partie de la récolte pour en faire du vin, les israélites en font de même pour la fabrication de leur vin « cachir ». Les vins du Maroc jouissent d'une excellente réputation ; ils ne le cèdent en rien aux meilleurs crus d'Espagne ; malheureusement la production est insuffisante. Il est nécessaire d'importer chaque année près de 300.000 hectolitres.

Les exploitations de cultures maraîchères sont établies dans la banlieue des villes du littoral. Ces cultures se développent de plus en plus et non seulement elles pourvoient à l'alimentation en légumes des habitants des villes environnantes, mais encore elles permettent l'exportation de primeurs. Le Maroc expédie en France des tomates, des pommes de terre, des asperges, des haricots verts etc...



La deuxième branche principale de l'activité marocaine est constituée, avons-nous dit, par l'élevage.

9. Il est établi qu'à l'état adulte, c'est-à-dire au bout de la 4^e année, un oranger rapporte en moyenne 600 fruits, un mandarinier 700 à 800, le prix varie de 15 à 20 fr. le cent, pris chez le producteur.

La nature du sol, l'ampleur des terres de parcours, le régime des eaux sont autant de facteurs favorables à l'industrie de l'élevage.

En fait d'animaux domestiques le bétail comprend des bœufs, des moutons, des chèvres, des porcs, des chevaux, des ânes, des mulets, des chameaux. Le cheptel marocain est resté longtemps stationnaire ; lors de l'installation du Protectorat, le nombre d'animaux domestiques était encore relativement peu élevé. Le vétérinaire colonel, chef du Service de l'Élevage, M. Monod attribuait l'état déficitaire de ce troupeau aux causes suivantes :

« 1° L'interdiction d'exportation décrétée par les Sultans, dans le but de conserver dans le pays, même au cours des années de disette une alimentation suffisante pour subvenir aux besoins des populations, ainsi que les animaux de trait nécessaires aux travaux des champs ;

2° Le régime d'insécurité qui obligeait les propriétaires à n'avoir que de petits troupeaux très mobiles pour pouvoir les mettre à l'abri, par des déplacements rapides, des razzias des tribus voisines ;

3° L'imprévoyance des indigènes qui ne faisant pas de réserves fourragères voyaient les années de sécheresse, leurs troupeaux décimés par la faim au cours de l'été ;

4° Les maladies contagieuses contre lesquelles aucune mesure ne pouvait être prise »¹⁰.

Le gouvernement du Protectorat s'efforce par un service spécial, le Service de l'Élevage, de remédier à cet état de choses, en assurant l'entretien, le développement, l'amélioration du cheptel.

Le cheval marocain appartient à la race barbe. C'est

10. M. Monod, *L'élevage au Maroc*, Conférence faite au cours préparatoire au Service des Affaires Indigènes, le 20 décembre 1927, à Rabat.

un cheval commun, fortement charpenté, plus étoffé que le cheval barbe d'Algérie. Il est remarquable par sa rusticité et son endurance ; admirablement adapté à son climat, il se contente d'une nourriture sèche et peu abondante.

Le mulet est de petite race, mais très robuste et très endurci à la fatigue, il rend de précieux services à l'indigène qui le préfère même au cheval, parce que plus sobre et par conséquent plus facile et moins coûteux à élever.

Les bovidés appartiennent à la race brune de l'Atlas, d'un format réduit, peu précoces, mais d'une rusticité et d'une résistance remarquables. Le bétail marocain d'un engraissement facile est plutôt destiné à produire de la viande. La vache est une bonne beurrière ¹¹, mais médiocre laitière ; le lait qu'elle donne est d'excellente qualité et comparable à celui des vaches bretonnes.

Les moutons appartiennent à divers types dont les plus connus sont : le mouton du Tadla apprécié à sa laine et sa viande ; le mouton chleuh recherché pour sa viande, et le mouton des Beni Ahsen élevé surtout pour les qualités de sa laine.

Les gallinacés sont abondants. On se préoccupe de leur élevage d'autant plus que l'exportation des œufs a pris une importance considérable en France et en Angleterre depuis la guerre.

Enfin une industrie nouvelle, introduite par les européens s'étend chaque jour de plus en plus, c'est l'élevage des porcs. Appartenant à la race ibérique, le porc marocain est demi gras, de tempérament rustique et de

11. Il faut 26 à 31 litres de lait pour faire 1 kg. de beurre.

chair savoureuse. Les Espagnols se sont fait une spécialité de cet élevage.

Après cette rapide étude du milieu physique et des ressources naturelles nous pouvons conclure avec M. le Lieutenant Colonel Graux ¹² « que le Maroc par son heureux mélange des plaines et des montagnes favorablement réparties à des altitudes différentes, plus abondamment arrosé que l'Algérie et la Tunisie, par son climat d'une parfaite salubrité et plutôt tempéré dans son ensemble, par l'abondance et la régularité des pluies et par un sol en grande partie riche et fertile, semble réunir toutes les conditions d'un pays fortuné susceptible de devenir une véritable Normandie africaine ». Et ce d'autant plus qu'aux avantages naturels du milieu physique viennent s'ajouter les aptitudes agricoles du facteur humain. Le Marocain n'est pas, comme on est tenté de le croire, un musulman fanatique passionné pour la guerre, plus soucieux de rapines que de cultures, c'est un paysan laborieux et sobre, qui aime par dessus tout sa terre. « Pas plus que le commun des hommes il n'aime la guerre pour la guerre, l'aliment principal de son courage, c'est encore l'Amour de la terre, pour lui mettre le fusil en mains rien n'est efficace comme l'image d'un sol fertile à conquérir ou à défendre. Il n'est pas guerrier quoique paysan, il est guerrier parce que paysan. La nécessité a développé en lui deux séries de qualités que nous avons tendance à opposer » ¹³.

Le milieu physique et le facteur humain se prêtant on ne peut mieux à l'agriculture, on comprend aisément que les efforts du Protectorat se soient concentrés à développer cette industrie fondement de la puissance économique du Maroc.

12. Graux, *op. cit.*, p. 95.

13. Célérier, *op. cit.*, p. 30.

CHAPITRE II

L'ŒUVRE COLONISATRICE RURALE DU PROTECTORAT

SECTION I. *La colonisation officielle.*

SECTION II. *La colonisation privée.*

Pays usé par l'anarchie, désertique sur presque toute son étendue, tel était le Maroc d'il y a vingt ans avant l'installation du Protectorat français.

L'imprévoyance et le fatalisme musulmans, l'insécurité chronique tant politique que sociale avaient fixé l'utilisation des facultés productives du pays au minimum strictement nécessaire aux besoins naturels. L'économie marocaine, inapte au progrès, était figée : le fellah faisait un peu d'orge et de blé pour sa consommation personnelle et pour la vente restreinte qui lui permettait de se procurer certains produits européens, sucre, thé, armes, etc... ; mais, l'extension des entreprises, l'édification d'une fortune étaient choses extrêmement dangereuses qui ne pouvaient que désigner leur auteur dans le bled El Maghzen à l'avidité du Caïd et du Sultan, dans le bled es Siba¹ aux convoitises des tribus voisines.

1. Le bled El Maghzen était la partie soumise ; bled es Siba, la partie insoumise.

Notre domination mettant fin aux luttes incessantes dans lesquelles se débattaient les multiples fractions de ce pays, ramenant le calme dans les esprits et imposant dans tous les milieux notre civilisation, réussit à faire apprécier par nos sujets musulmans les progrès de toute nature, dont elle est la source.

Peu à peu l'indigène s'eupéanise, se francise, il le fait de son propre mouvement ; il agit déjà non plus tant par instinct d'imitation que par instinct de conservation. En s'assimilant les méthodes et les procédés européens il découvre un moyen de mieux vivre.

S'agissant d'un pays, dont les principaux facteurs de la richesse publique sont l'agriculture et l'élevage, les efforts ont surtout convergés vers la colonisation agricole qui est « la mesure on peut même dire la justification de toute l'œuvre du Protectorat »².

La colonisation française au Maroc dont l'intérêt tant politique qu'économique n'a pas échappé aux dirigeants de la première heure, a été inspirée d'un double principe : accroître et consolider l'emprise française, mettre en valeur le plus rapidement possible les ressources naturelles du pays.

Elle vise à réaliser au Maroc un peuplement français suffisant, stable, actif, honnête qui doit jouer vis-à-vis de l'indigène le rôle d'éducateur. Les rapports de voisinage et de transactions vont contribuer au rapprochement moral des éléments français et indigènes par le simple jeu des intérêts communs.

Au point de vue économique, la colonisation tend à une exploitation rationnelle et intense des ressources agricoles du pays. Il convient d'instruire pratiquement et

2. J. Célérier, op. déjà cité, p. 157.

sans heurt, par l'exemple, la masse indigène dans les méthodes de culture plus perfectionnées en vue d'assurer et de développer la mise en valeur du pays dont la production sera tout d'abord augmentée, puis intensifiée. « La ferme du colon est une semence du ferment vivifiant jeté dans la masse de vitalité lente, ou quelquefois amorphe de la population rurale indigène »³.

Faciliter l'installation du colon immigrant et l'éducation de l'indigène, tel a été donc le but des mesures prises par le Protectorat, mesures que nous étudierons au point de vue de la colonisation officielle et de la colonisation privée.

Section I

La colonisation officielle . — Concessions à titre gratuit et à titre onéreux. — Ressources foncières. — Petite, moyenne et grande colonisation

La colonisation officielle provient de l'initiative administrative pour sa conception et sa direction. Comment doit-elle se poursuivre ? Est-ce par voie de concessions gratuites ou de concessions onéreuses ? c'est là, une question peu facile à résoudre et dont la solution a parfois réservé des surprises.

De prime abord, le système des concessions gratuites paraît le plus favorable au développement de la colonisation ; c'est le plus logique, dit-on, le plus favorable, le plus utile, le plus sûr.

3. Croizeau, « De la Colonisation au Maroc », Rapport au Congrès des Comités d'Etudes Economiques de Casablanca, (*Bulletin officiel*, février 1916, p. 126.)

Le plus logique, car la terre vierge de tout travail humain est sans valeur ; le plus favorable au peuplement de la colonie, car la perspective séduisante de devenir propriétaire foncier sans bourse délier contribue fortement à attirer l'émigrant ; le plus utile, car il permet au colon de consacrer à son utilisation et à l'achat d'un matériel agricole les sommes qu'il devrait autrement employer à solder son prix d'acquisition ; le plus sûr, car il permet à l'Administration de choisir tout d'abord les colons, puis de les suivre en exigeant d'eux qu'ils mettent leur concession en valeur dans un délai déterminé ⁴.

Malgré ces avantages apparents, le système de concessions gratuites aujourd'hui vivement critiqué par presque tous les économistes, a été écarté au Maroc, non seulement pour des raisons théoriques éprouvées par l'Algérie dont l'expérience a été concluante, mais encore pour des raisons plus impératives touchant les ressources foncières.

Voici à ce sujet l'avis autorisé d'un colon : « La colonisation officielle a de tout temps existé en Algérie où elle a constamment varié dans ses modes, jusqu'à ces dernières années, où l'expérience a permis d'acquérir une formule satisfaisante par l'exclusion, en partie, — et que nous désirons compléter au Maroc — de la concession gratuite. L'expérience a montré que ne sait s'attacher à sa terre celui qui n'a eu la peine de l'acquérir. Au reste, la concession, de par sa gratuité, est ambitionnée de tous, même ceux qui ont le moins d'aptitudes pour coloniser, surtout ceux qui n'ont jamais rien fait et

4. *Principes de colonisation et de législation coloniale*, Arthur Girault, T. III, p. 134.

estiment n'avoir aucun risque d'obtenir gratuitement ce qui un jour pourra être revendu. Beaucoup aussi regardent ces concessions comme le paiement naturel de clientèle électorale et se servent de ce moyen pour se débarrasser d'importuns ou de parasites. Quoi qu'il en soit, le concours de demandes est tel, et la sélection si difficile à faire avec des renseignements toujours entachés d'influences politiques, qu'il est, dans la généralité des cas, impossible de discerner les candidats qui seraient intéressants ; et que de gros frais d'installation de villages servent à pourvoir, les 3/4 du temps, de mauvais artisans qui n'ont aucune vocation agricole, se laissent aller à la paresse et au découragement ; et, au bout de peu de temps aliènent leurs concessions — pour une somme minime, comparée à ce qu'elles ont coûté à l'Etat — à des prêteurs d'argent ! Le système de concession gratuite doit être abandonné, seule, la concession vendue par paiements, facilités à longs termes, doit être maintenue »⁵.

* * *

Tel a été le point de vue du Protectorat dont, au surplus, les faibles disponibilités en terres domaniales propres à la culture et nettes de revendications, ne permettaient pas de remettre des lots aux colons par voie de concessions gratuites. Au Maroc, en effet, ces ressources foncières étaient limitées, l'indigène se trouvant attaché soit primitivement, soit par l'usage collectif au sol nourricier.

Les disponibilités foncières devant servir à la colo-

5. Croizeau, rapport cité, p. 127.

nisation officielle sont constituées en majeure partie, par le domaine privé de l'Etat ; biens dits domaniaux ou maghzen qui lui appartiennent en propre et dont il peut disposer soit par location, soit par vente. Exempte à priori de toutes contestations juridiques, cette catégorie de biens a été vite mobilisée pour les besoins de la colonisation. Malheureusement, la superficie des terres ainsi livrées est minime au regard du programme général à réaliser.

Aussi a-t-on été amené à faire appel à un autre moyen : utiliser les biens guich. Ces biens proviennent de concessions en jouissance faites par les Sultans à certaines tribus dites « guich » en échange d'obligations militaires ⁶. Ayant pris à notre compte la pacification du pays, la raison, qui justifiait pour les tribus guich, le bénéfice de la jouissance des terres sur lesquelles elles étaient installées, a disparu.

Et c'est ainsi que l'Etat a estimé juridiquement devoir rentrer en possession de ces terrains. Toutefois certaines mesures ont été prises en vue d'indemniser les indigènes du trouble de jouissance occasionné par l'installation des colons sur les territoires qu'ils exploitaient.

Outre ces deux moyens de pourvoir aux nécessités foncières de la colonisation officielle, l'Etat a songé à utiliser les terrains collectifs. Ceux-ci proviennent du droit que s'arrogeait le conquérant de s'approprier des

6. Les tribus soumises à l'Administration du Protectorat se classaient en deux catégories : les tribus guich et les tribus naïba. Les premières étaient des tribus militaires qui fournissaient aux Maghzen des contingents réguliers et permanents à la place d'impôts ; les tribus naïba, à l'inverse, n'étaient pas soumises au service militaire, mais payaient l'impôt de la naïba, sorte de remplacement. Cette distinction est appelée à disparaître par suite des circonstances nouvelles, et les tribus guich ne tendent plus qu'à devenir l'exception : actuellement il n'en existe que trois : les Andayas, les Charagas, et les Cherardas.

biens de l'ennemi vaincu. Aucun partage ne s'opérait entre les membres de chaque fraction, si bien que le bloc berbère ne connaissait vraiment qu'un régime foncier, celui de la collectivité. En droit musulman, les propriétés collectives étaient inaliénables ; la mobilisation de ces terres était donc impossible. Pour les besoins de la cause, le Gouvernement du Protectorat par un dahir du 27 avril 1919 organisant la tutelle administrative des collectivités indigènes a levé l'interdiction d'acquérir ou de louer ces terrains. L'Etat achète lui-même la terre aux collectivités. Ces acquisitions s'effectuent par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique : elles portent sur les vastes terrains inexploités que leurs occupants sont incapables de mettre en valeur avec les moyens rudimentaires à leur disposition et qui sont en excédent de leurs besoins largement calculés. Chaque année le programme de colonisation officielle comprend une large proportion de terrains collectifs qui constitue la grande réserve foncière et qui s'accroît au fur et à mesure que se raréfient les biens domaniaux et guich.

A côté des terres maghzen, guich, collectives nous trouvons : 1° les terrains melks, qui sont la propriété privée des indigènes et que l'Etat peut acquérir aimablement ou par voie d'expropriation ; 2° les terrains Habous, c'est-à-dire affectés à des fondations pieuses qui, en principe, sont inaliénables, mais peuvent faire, à titre exceptionnel, l'objet de vente ou d'échange, après autorisation du Sultan, Chef de la communauté, et à la condition que le produit de la vente de l'échange soit réemployé au profit des biens religieux.

Les raisons théoriques que nous avons analysées et la situation juridique des terres que nous venons d'ex-

poser justifient qu'il n'est pas fait de concessions gratuites de terrain. Le Comité de colonisation, créé par Arrêt résidentiel du 9 novembre 1916, et qui étudie toutes les questions intéressant la colonisation au Maroc, a dû adopter le système de concessions onéreuses avec toutefois de grandes facilités de paiement.

* * *

Les lots de colonisation sont vendus par tirage au sort ou par adjudications. Voici en détail comment s'opère l'attribution des lots. Chaque postulant adresse au Directeur général de l'agriculture, quelque temps avant la réunion de la commission d'attribution, une demande pour être admis à participer à l'attribution des lots. Il y indique la catégorie au titre de laquelle il demande un lot, (immigrants marocains — mutilés et anciens combattants — fonctionnaires ou officiers) ses moyens financiers et ses références professionnelles d'ordre agricole. Au cas où la demande examinée par la commission est retenue, l'intéressé se rend à Rabat le jour fixé pour l'attribution des lots qui sont divisés en deux catégories :

1° Les lots mis en vente à prix fixe, qui comprennent les lots de moyenne ou de petite colonisation ;

2° Les lots mis en vente par voie d'adjudication sous pli cacheté qui comprennent les lots de grande colonisation ou des lots plus petits mais isolés et ne se rattachant pas à un périmètre de moyenne colonisation.

Les lots de moyenne ou de petite colonisation mis en vente à prix fixe qui sont de beaucoup les plus nombreux, s'attribuent suivant une procédure mixte comportant :

1^o Attribution d'une partie des lots d'après un rang de classement établi en totalisant les points affectés à chaque candidat, selon les qualités dont il est reconnu fondé à se prévaloir ;

2^o Attribution de l'autre partie des lots par voie de tirage au sort.

La vente s'effectue sous conditions résolutoires à charge par l'acheteur de mettre en valeur son lot dans un délai déterminé et conformément aux clauses et conditions d'un cahier des charges. Les lots ainsi mis en vente sont de grandeur variable, généralement proportionnés à la qualité de la terre. On distingue trois catégories : les lots de petite colonisation destinés aux cultures maraîchères, et situés aux abords de centres urbains ; les lots de moyenne colonisation de 150 à 400 hectares, tendant à implanter et à maintenir au Maroc une bonne souche française, les lots de grande colonisation généralement isolés, non morcelables, exigeant des capitaux importants pour la mise en valeur.

Si au début l'Administration s'est préoccupée surtout de créer des domaines de vaste étendue, il n'est pas douteux qu'elle a abandonné son système et que l'heure actuelle est celle de la moyenne propriété et déjà dans certains cas, de la petite propriété — notamment aux environs des villes.

La très grande exploitation donne, en effet, un rendement économique inférieur à celui de la ferme de moyenne importance. Cette dernière à l'avantage d'être dirigée par le propriétaire lui-même. Or « il ne faut pas oublier qu'une entreprise agricole réclame dans sa direction une application constante, une surveillance minutieuse, s'exerçant dans les moindres détails si on veut éviter le

coulage, les mêmes pertes quotidiennes qui par leur répétition incessante mangent le bénéfice. En un mot à une exploitation agricole, il faut l'œil du maître, ce qu'on trouve dans l'entreprise du type individuel et ce qui manque par définition dans l'entreprise du type collectif »⁷.

En outre, le propriétaire exploitant n'est pas gêné dans ses décisions dont le succès est lié à l'exécution rapide par les intermédiaires indispensables très onéreux, qui s'échelonnent entre une société et les ouvriers agricoles (Conseil d'Administration, Directeur, Gérant).

C'est en tenant compte de ces considérations que le Protectorat s'est efforcé, par la suite, de développer les lots ruraux d'étendue moyenne, créant ainsi un grand nombre de fermes à l'image des exploitations en France. Si l'on pense qu'on aurait pu à l'aide de lots moins étendus faciliter l'établissement d'un plus grand nombre de cultivateurs français, il faut comprendre la situation toute particulière dans laquelle se trouve le colon immigrant au Maroc. Il doit faire face à des dépenses importantes de premier établissement ; il doit pourvoir à son installation personnelle, au défrichement de sa terre à l'achat du bétail et d'un matériel mécanique. Bref, il lui faut tout créer, tout organiser de lui-même.

« Une propriété assez étendue est donc seule capable d'amortir les frais généraux, de payer le matériel qui valorisera rapidement la terre, de donner des bénéfices proportionnés aux dépenses et aux risques »⁸.

D'autre part, on a, avec raison, fait observer que le cas spécial de nos colons français peinant en vue de mai-

7. H. et J. Hilier, *Les problèmes actuels de l'agriculture*, p. 28.

8. J. Célérier, *op. cit.*, p. 159.

gres résultats sur quelques hectares, aurait un effet plutôt déplorable sur les indigènes : c'est là un facteur psychologique qui a poussé le Protectorat à favoriser la moyenne colonisation, afin, au surplus, de ne pas mettre le Français, en état d'infériorité sociale vis-à-vis du gros propriétaire indigène.

Nous devons faire observer que l'Administration n'a pas pour cela négligé la petite colonisation. Elle l'a restreinte cependant autour des grands centres où les produits de prix peuvent facilement s'écouler.

En résumé, le programme de colonisation officielle du Protectorat est basé sur le système de concessions onéreuses avec grandes facilités de paiement, et se manifeste par l'attribution de préférence d'exploitation rurales d'étendue moyenne correspondant au véritable idéal d'un peuplement rural par des familles françaises de situation aisée encadrant la masse indigène au lieu de la refouler⁹.

Section II

La colonisation privée

Stabilité de la propriété

La colonisation privée, toute spontanée, est celle qui se réalise par l'action d'initiatives individuelles agissant auprès des indigènes pour l'acquisition des terres. Elle demande principalement à l'Etat de lui assurer la sécurité de la jouissance et de la propriété des titres acquis

9. J. Célérier, *op. cit.*, p. 158.

par elle. Un régime foncier donnant les garanties désirables constitue, l'on peut dire, la clef de voûte de toute colonisation. Aussi l'Administration n'a-t-elle pas manqué d'asseoir la situation juridique des terres, situation incertaine avant notre établissement, en créant un régime d'immatriculation qui permet aujourd'hui aux colons d'acquérir et de posséder en toute sécurité¹⁰.

C'est une nouvelle application des principes posés par l'Act Torrens d'Australie, qui a déjà servi de base aux régimes fonciers institués en Tunisie, à Madagascar, en Afrique Occidentale, au Congo et à la côte des Somalis.

10. La question de la propriété des européens au Maroc a été réglée par l'art. 11 de la Convention de Madrid du 3 juillet 1880, ainsi conçu :

- « Le droit de propriété au Maroc est reconnu pour tous les étrangers :
- « L'achat des propriétés devra être effectué avec le consentement préalable du Gouvernement et les titres de ces propriétés seront soumis aux formes prescrites par les lois du pays.

- « Toute question qui pourrait surgir sur ce droit sera décidée d'après les mêmes lois avec l'appel au ministère des Affaires Etrangères stipulé dans les traités ».

Ces dispositions ont passé dans l'art. 30 de l'Acte d'Algésiras du 7 avril 1906, avec certaines atténuations.

- « Conformément au droit qui leur a été reconnu par l'art. 11 de la Convention de Madrid, les étrangers pourront acquérir des propriétés dans toute l'étendue de l'empire chérifien et S.M. le Sultan donnera aux autorités administratives et judiciaires les instructions nécessaires pour que l'autorisation de passer les actes ne soit pas refusée sans motif légitime. Quant aux transmissions ultérieures par actes, entre vifs ou après décès, elles continueront à s'exercer sans aucune entrave.

- « Dans les ports ouverts au commerce et dans un rayon de 10 km autour de ces ports, S. M. le Sultan accorde, d'une façon générale et sans qu'il soit nécessaire de l'obtenir spécialement pour chaque achat de propriété par les étrangers, le consentement exigé par l'art. 11 de la Convention de Madrid.

A Ksar-el-Kébir, Arzila, Azemmour et éventuellement dans d'autres localités du littoral ou de l'intérieur, l'autorisation générale ci-dessus mentionnée est également accordée aux étrangers, mais seulement dans un rayon de 2 km autour de ces villes.

- « Partout où les étrangers auront acquis des propriétés, ils pourront élever des constructions en se conformant aux règlements et usages.

- « Avant d'autoriser la rédaction des actes transmissifs de propriété, le caïd devra s'assurer, conformément à la loi musulmane de la régularité des titres.

Le Maghzen désignera dans chacune des villes et circonscriptions indiquées au présent article le caïd qui sera chargé d'effectuer ces vérifications ».

Le système de cette législation foncière consacré par le dahir du 12 août 1913, consiste dans l'établissement d'un titre de propriété dressé par le conservateur de la propriété foncière et par un agent administratif sous le contrôle de l'autorité judiciaire et dans l'inscription de ce titre sur les registres fonciers.

L'établissement du titre foncier nécessite au préalable une procédure ayant pour but de fixer sur le terrain les limites de l'immeuble et de révéler les droits ou charges pouvant le grever. Si, après une publicité régulière, dans un délai fixé à quatre mois, des protestations n'ont pas surgi, l'immatriculation est prononcée et le titre foncier établi par le conservateur de la propriété foncière, sur avis conforme du Procureur du Gouvernement.

Si au contraire la réquisition a suscité des oppositions, le dossier est transmis au Tribunal de première instance qui statue sur les mémoires des parties, sauf recours devant la Cour d'appel ¹¹.

Le conservateur dresse le titre de propriété, qui comprend : 1° la description détaillée de l'immeuble, ses limites, ses tenants et aboutissants, sa nature, sa contenance etc.. ; 2° l'indication de l'état civil et du domicile du propriétaire, les droits immobiliers existants sur l'immeuble. La purge de la propriété est alors accomplie et nul ne saurait se prévaloir d'un droit réel qui ne figurerait pas sur le titre foncier.

Le titre reste déposé à la Conservation pour être mis à jour au fur et à mesure des nouvelles acquisitions de

11. Le tribunal et la Cour s'adjoignent pour l'examen de ces litiges immobiliers, deux assesseurs musulmans qui ont seulement voix consultative et qui sont nommés chaque année par dahir, après avis du Premier Président.

droits réels sur l'immeuble. Le principe est, en effet, que tous actes de nature à modifier la condition de la propriété ne deviennent opposables aux tiers que par leur inscription sur le titre foncier, inscription qui se fait sous le contrôle du conservateur ¹².

Le régime foncier marocain a rendu les plus grands services à la colonisation ; permettant aux biens de circuler facilement, donnant toute sécurité à l'acquéreur et au créancier, il a contribué pour une large part à la prospérité de l'Empire Chérifien.

Création de services centraux et régionaux

L'Etat ne s'est pas borné à assurer la propriété, il a en outre apporté aux agriculteurs son aide en créant des services centraux et des organismes régionaux dont les attributions consistent à fournir à l'Administration les renseignements utiles au développement de l'agriculture. Le service de l'agriculture et des améliorations agricoles, rattaché à la direction de l'agriculture par le dahir du 24 juillet 1920 ¹ a pour mission de centraliser et de vulgariser les informations touchant l'agriculture ; étude du programme d'expérimentation agricole —

12. Le système hypothécaire marocain écarte les hypothèques générales et occultes : toute hypothèque est spécialisée et publique. Les droits des mineurs, des femmes mariées, des vendeurs, des coéchangistes, des copartageants, des créanciers ou légataires d'une succession sont sauvegardés par des hypothèques dûment inscrites.

En vue de favoriser spécialement les commerçants il a été cependant créé une hypothèque différée ; elle peut ne pas être inscrite sur la liste pendant 90 jours et ne laisser aucune trace à la condition que l'acte constitutif et le duplicata du titre soient déposés dans les mains du conservateur.

Deux seuls privilèges ont été institués : celui des droits du Trésor (à défaut de mobilier) et celui des frais de justice pour la réalisation de l'immeuble).

13. *Bulletin officiel*, n° 409 du 24 août 1920.

défense contre les fléaux invisibles à la culture — enseignement professionnel agricole — législation rurale — coopération et mutualité agricoles.

Le service de l'élevage, qui dépend également de la direction de l'agriculture, est chargé de prendre des mesures propres à conserver et développer le troupeau marocain. Il doit surveiller l'état sanitaire du bétail, veiller à l'application des mesures de préservation et lutter contre les maladies contagieuses, étudier tous les moyens tendant à la plus grande prospérité des races d'animaux domestiques du Maroc.

Ces deux services envoient des inspecteurs en mission dans les différentes régions. Les inspecteurs d'agriculture sont chargés de renseigner l'Administration centrale sur l'évolution agricole dans leur circonscription, de donner des conseils aux colons européens et aux cultivateurs indigènes. Ils collaborent avec l'autorité régionale en effectuant des enquêtes agricoles. Les vétérinaires inspecteurs ont pour attributions d'assurer dans leur circonscription le service sanitaire, la surveillance des marchés et d'effectuer des tournées chez les colons et dans les tribus. Ils donnent des consultations gratuites aux indigènes et jouent auprès d'eux un rôle d'éducateur et de vulgarisateur. Ils cherchent à les amener à employer de meilleures méthodes d'élevage, à pratiquer la castration des mâles, à construire des abris, à constituer des réserves de fourrages.

A côté de ses services centraux ont été institués deux organismes : les chambres d'agriculture et le conseil supérieur de l'élevage. Les chambres d'agriculture instituées par arrêté résidentiel du 29 juin 1913¹⁴ sont

14. *Bulletin officiel* n° 37 du 11 juillet 1913, p. 236.

tantôt spécialisées, tantôt mixtes, s'occupant à la fois d'agriculture, de commerce et d'industrie ¹⁵. Elles comportent toutes, une section indigène. Primitivement les membres étaient nommés par le Résident Général ; depuis l'arrêté résidentiel du 1^{er} juin 1919 ¹⁶, ils sont élus par l'assemblée des colons inscrits. Ces compagnies ont un double rôle consultatif et actif, analogue à celui des chambres de commerce de la Métropole. Elles ont pour mission d'étudier d'accord avec l'Administration les moyens de développer la richesse agricole du Maroc et de présenter les vœux des agriculteurs en matière d'économie rurale et de technique agricole.

Le Conseil supérieur d'agriculture, créé par le dahir du 15 janvier 1921 ¹⁷ est chargé de donner son avis sur toutes les questions intéressant l'amélioration et le développement de l'agriculture et de l'élevage, qui lui sont soumises par le directeur de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

Ce Conseil est composé comme suit :

Président. — Le directeur général de l'agriculture du commerce et de la colonisation ;

Vice Président. — Un vice président français élu par les membres français du Conseil ;

Un vice président indigène élu par les membres indigènes du Conseil ;

Membres. — Le président et le vice président de chaque chambre française consultative de commerce et d'industrie ;

15. Deux Chambres d'agriculture spécialisées fonctionnent à Rabat et à Casablanca.

Il existe, en outre, à Marrakech, Fez, Meknès, Mazagan, Safi, Oudja, des Chambres d'agriculture, de commerce et d'industrie.

16. *Bulletin officiel* n° 349 du 30 juin 1919, p. 655.

17. *Bulletin officiel* N° 433 de 8 février 1921, p. 206.

Le président de la section indigène de chaque chambre consultative de commerce et d'industrie.

Un délégué commerçant ou industriel de chacune des chambres mixtes d'agriculture, d'industrie et de commerce.

Un délégué, commerçant industriel de la section indigène de chaque chambre mixte d'agriculture, d'industrie et de commerce.

Secrétaire. — Un fonctionnaire désigné par le directeur de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

Le Conseil se réunit au moins deux fois par an dans la deuxième quinzaine de mai et dans la deuxième quinzaine de novembre. Il arrive que pour faciliter les débats le Conseil se divise en deux sections : l'une française, l'autre indigène qui étudient séparément les questions inscrites à l'ordre du jour ; mais les propositions et les vœux ne sont définitivement acquis qu'après discussion, en séance plénière, suivie d'un vote émis à la majorité des voix présentes.

Le Conseil supérieur de l'élevage a été institué par le dahir du 4 janvier 1916¹⁸. Il est chargé de donner son avis sur les questions intéressant l'amélioration et le développement de l'élevage, qui lui sont soumises. Il est réuni au moins deux fois par an et comprend :

Le chef du service de l'élevage ;

Les inspecteurs adjoints de l'élevage ;

Le chef de laboratoire de recherches du service de l'élevage ;

Les membres français et marocains du Conseil supérieur de l'agriculture ;

18. *Bulletin officiel* n° 693 du 2 février 1926, p. 186.

Un éleveur membre de chaque chambre française consultative d'agriculture ;

Un éleveur membre de chaque chambre française consultative mixte d'agriculture du commerce et d'industrie (section agricole) ;

Un éleveur membre de chaque section indigène d'agriculture ;

Un éleveur membre de chaque section indigène d'agriculture, de commerce et d'industrie.

Le Conseil est présidé par le directeur général de l'agriculture du commerce et de la colonisation.

Etablissements de jardins d'essais et de fermes expérimentales.

Afin de frapper utilement l'esprit du colon et du cultivateur indigène, l'Administration du Protectorat a organisé des champs d'expérience constitués par les jardins d'essais et les fermes expérimentales.

Dans les jardins d'essais, il est procédé à des recherches sur les cultures fruitières et potagères, sur les essences de boisement et d'agrément à consulter. Ces jardins qui existent dans les principales villes du Maroc permettent de renseigner les colons sur les meilleures variétés de graines à employer, la meilleure époque pour les serins, les burages etc... Des conférences sont faites parfois aux indigènes dans ces jardins dans le but de leur apprendre les méthodes européennes de cultures et de leur montrer les résultats qu'ils pourraient obtenir en employant nos façons de tailler et de soigner les plantes ¹⁹.

19. Il existe trois jardins d'essais : à Meknès (30 ha), (région continentale-nord), à Rabat (15 ha) (région côtière) et Marrakech (25 ha) (région continentale sud). En outre, une station fruitière poursuit à Sefrou, (altitude 800 m.) l'étude des comportements des arbres fruitiers en pays de montagnes.

Les fermes expérimentales ont pour rôle d'étudier les plantes dont la culture semble devoir être intéressante sous le climat du Maroc, et les races d'animaux dont l'élevage est à conseiller. Ces fermes forment des centres de recherches agricoles où une pépinière d'ouvriers et de contremaîtres viennent puiser les éléments de base spéciaux à l'agriculture marocaine. Des jeunes gens issus des écoles d'agriculture de la métropole et désireux de s'assimiler les pratiques de la culture marocaine en vue de devenir eux-mêmes des colons y sont admis ²⁰.

Attribution de subventions et de primes

Afin d'étendre les superficies cultivées, d'introduire les méthodes agricoles européennes, de développer la motoculture et de favoriser certaines plantations, l'Administration du Protectorat accorde des subventions. Des primes culturales sont attribuées aux cultivateurs tant européens qu'indigènes qui justifient avoir mis en culture une terre jusqu'alors en friche, avoir substitué au travail sommaire de l'araire arabe des procédés perfectionnés de défoncement et de labour du sol, ou avoir planté en vue de leur culture régulière et permanente des oliviers, caroubiers, mûriers du ver à soie.

Par ailleurs dans le but de stimuler les initiatives utiles, chaque année des concours agricoles sont institués dans diverses localités ; les meilleurs animaux repro-

20. Elles sont au nombre de trois : la ferme de Fès (environ 600 ha) qui reçoit les stagiaires, est consacrée à la culture des céréales, des fourrages et à la production de reproducteurs améliorés des races bovines, ovines, porcines, chevalines et asines ; celle de Casablanca (environ 171 ha.) est destinée à la grande culture, à la viticulture et à la production légumière ; celle de Marrakech (environ 250 ha) s'occupe plus particulièrement de l'application du *dry farming*, de l'arboriculture et de l'utilisation des eaux d'arrosage.

ducteurs des espèces chevaline, bovine, ovine, porcine, et de basse-cour y sont primés ; des machines agricoles dont le fonctionnement est démontré devant les indigènes y sont parfois exposées. Ces expositions et ces foires ont toujours été suivies assidûment des cultivateurs qui en tirent le plus grand profit.

Organisation de la mutualité et du crédit

Toute cette réglementation, dont bénéficie la colonisation privée par l'intervention active de l'Etat, resterait lettre morte si elle n'était pas couronnée par une bonne organisation de la mutualité et plus spécialement du crédit.

En ce qui concerne la mutualité, le dahir du 30 octobre 1920 ²¹ a institué les sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles ayant pour but de garantir leurs membres contre les risques exclusivement agricoles, notamment contre la grêle, la gelée, la mortalité du bétail, les accidents agricoles, l'incendie de récolte, cheptel, matériel, produits agricoles, maisons rurales d'habitation etc...

Un dahir du 9 mai 1923 ²² a organisé les sociétés coopératives constituées au moyen de parts sociales souscrites par leurs membres et ayant pour objet la transformation, la conservation et la vente des produits provenant exclusivement des associés, l'achat en commun des produits matériels, bétail, nécessaires aux exploi-

21. *Bulletin officiel* n° 421 du 16 novembre 1930, p. 1930.

Sous l'empire de cette législation trois caisses régionales se sont aussitôt créées : la première à Berkane, dite « Caisse du Maroc oriental », la deuxième, à Casablanca dite « Caisse du Maroc sud », la troisième, à Rabat, dite « Caisse du Maroc nord ».

22. *Bulletin officiel* du 15 mai 1923, n° 551, p. 602.

tations des associés, l'exécution de travaux agricoles d'intérêt collectif (abattoirs industriels, frigorifiques, réseaux électriques, voies ferrées etc...) intéressant les exploitations des membres. Les excédents annuels de ressources de même que les réserves ne peuvent être répartis entre les sociétaires qu'au prorata des opérations faites par eux avec la coopérative.

Par le dahir du 15 juin 1924²³ ont été autorisées les associations syndicales agricoles qui sont actuellement très en faveur. Soit qu'il manque de compétence technique soit qu'il ne dispose pas de moyens financiers suffisants, le colon se trouve souvent désarmé pour entreprendre certains travaux d'améliorations agricoles. L'Etat, s'il lui est impossible d'accorder à chacun des intéressés son concours, peut le faire efficacement quand il s'agit d'une collectivité. C'est en partant de cette idée que sont nées et se sont développées les associations syndicales agricoles. Elles ont été organisées sur les bases de la loi française du 21 juin 1865, modifiée par la loi du 22 décembre 1888.

Avec le crédit agricole mutuel auquel nous devons consacrer de plus amples développements nous aurons achevé la rapide étude de l'œuvre colonisatrice rurale du Protectorat, dont l'intervention, nous pouvons, d'ores et déjà, le noter s'est toujours manifestée activement. Qu'il s'agisse de colonisation officielle ou de colonisation privée, le gouvernement s'est toujours montré soucieux d'aboutir au relèvement économique du pays, non seulement par son action directe, mais encore par l'intermédiaire du colon, dont le rôle d'éducateur et de bienfaiteur de l'indigène doit être de plus en plus facilité.

23. *Bulletin officiel* du 5 août 1924, n° 615, p. 1206.

CHAPITRE III

LE CREDIT AGRICOLE AU MAROC

SECTION I. *Sa nécessité. — Son influence économique et morale.
Sa lutte contre l'usure.*

SECTION II. *La mutualité base du crédit agricole. — Principes.
Le crédit mutuel en France.*

Nécessité du crédit

« Aux dires des économistes, l'humanité traverse dans son évolution des époques que caractérisent des signes particuliers : elle a vécu d'abord l'âge du troc, puis l'âge des échanges, elle est parvenue maintenant à l'âge du crédit ¹ ».

Cette constatation si juste s'applique tout spécialement aux colonies où les capitaux sont indispensables au développement économique et social, et, où il est nécessaire, plus que partout ailleurs, de mettre l'argent à la disposition des plus habiles à le faire fructifier.

Le principal souci du législateur colonial doit être, dès lors, de pourvoir à une organisation sérieuse du crédit. Et si l'on considère que l'agriculture est à la base de la prospérité future du Maroc, il semblera

1. Albier, *De l'organisation du crédit en Algérie*, p. 16.

naturel que le Protectorat se soit efforcé d'établir et de développer avec soin les institutions de crédit agricole.

Le colon qui vient s'installer dans un pays neuf dispose généralement de capitaux insuffisants. C'est un déshérité de la vieille terre d'Europe, qui, en s'expatriant, convoite la richesse et la prospérité par l'exploitation d'un sol vierge, fécond et riche. Pour réaliser son programme le modeste pécule qu'il a emporté avec lui, est vite épuisé en frais d'installation. Il lui a fallu tout créer : habitation, bâtiments d'exploitation, instruments de culture, animaux de labour, etc... L'achat de semence, les travaux d'entretien, le paiement des ouvriers ont vite fait d'absorber ses quelques ressources. Peut-il alors espérer compenser bientôt ces premiers débours ? Non, car à l'inverse du commerçant, qui tous les jours, achète et vend des marchandises, débourse de l'argent, mais aussi en gagne, le colon doit attendre des semaines, et quelquefois des mois avant de pouvoir récolter. Cependant cet homme devra vivre et faire vivre les siens ; et s'il ne trouve pas du crédit pour se ménager en outre des fonds de roulement nécessaires aux dépenses courantes d'exploitation, il est condamné à abandonner sa concession et se trouve réduit à la misère.

D'autres colons arrivant dans la colonie munis de capitaux assez importants, mais vite gagnés par l'esprit de lucre et de spéculation se lancent dans des entreprises trop vastes, défrichent, cultivent, construisent tant et plus, si bien qu'ils ont eux aussi également vite fait d'épuiser leurs disponibilités. Pour alimenter leurs fonds de roulement il leur est nécessaire de recourir au crédit.

Ce qui est vrai pour le colon, s'applique aussi au cultivateur indigène dont le besoin du crédit rural devient

de plus en plus impérieux. Outre son imprévoyance naturelle qui l'y conduit, les méthodes modernes mises en application par le colon lui imposent, pour augmenter ses produits et lutter contre la concurrence, l'obligation d'améliorer sans cesse son outillage, ses semences et ses fumures.

Que l'on considère la situation du petit propriétaire dont les modestes économies ne permettent pas d'attendre la récolte de la campagne agricole, que l'on envisage le cas du gros fermier hypnotisé par l'appât de gains faciles et dont les ressources sont vite épuisées dans de trop grandes entreprises, l'organisation du crédit agricole est une nécessité vitale.

Et ce besoin du crédit devient plus impérieux en cas de crise agricole. L'industriel, le commerçant, en mauvaise posture pourra presque toujours faire patienter ses créanciers, il ne sera pas forcément acculé à la faillite pour avoir prorogé une échéance, tandis que le cultivateur tributaire du sol doit lui assurer à époque fixe les soins, la préparation, la semence qu'il réclame. La terre ne fait pas crédit de ces avances ; la saison s'y oppose. Il est donc de toute nécessité d'organiser un système de crédit agricole rationnel afin d'aider et de favoriser le colon, ce serviteur le plus utile et le plus convaincu à la cause coloniale.

* * *

Le crédit rural bien compris aura une influence économique et morale des plus avantageuses.

L'influence économique se manifestera tout d'abord sur la production. Le crédit en même temps qu'il procure

aux capitalistes des placements lucratifs, permet aux emprunteurs qui ne produisaient pas, faute d'argent, d'utiliser leur activité. « Grâce au crédit, si les capitaux peuvent passer des mains de ceux qui ne peuvent ou ne veulent rien en faire, aux mains de ceux qui sont en mesure de les utiliser productivement, ce sera un grand profit pour chacun d'eux et pour le pays tout entier ² ». Par le crédit qui les fécondent, les capitaux sont ainsi soustraits soit à une thésaurisation stérile, soit à une consommation improductive. « Le crédit a-t-on dit avec raison avait pour vertu de faire passer à l'état actif les capitaux qui étaient à l'état latent » ³.

Ces capitaux abondants qui sommeillent en Europe et se contentent d'une rémunération insuffisante, il faut les diriger sur les pays où les plus beaux espoirs sont permis. La colonisation offre un bon placement, peut-être le meilleur, quand il s'agit du Maroc dont la prospérité future est indiscutable. Aussi le pays ne manque-t-il pas d'exercer déjà un grand attrait sur les capitaux en quête de placement ⁴.

L'influence du crédit sur les prix est de leur assurer une plus grande régularité. Sans le crédit, le colon ne peut le plus souvent, après sa récolte, attendre un moment favorable pour livrer ses produits au commerce. Afin de faire face aux dépenses courantes d'exploitation, afin de subvenir à l'entretien de sa famille, il est obligé, s'il ne trouve pas du crédit, de se défaire du fruit de sa récolte en temps inopportun, et c'est ainsi qu'à certaines époques de l'année l'encombrement des céréales détermine l'avalissement des cours. La conséquence

2. Gide, *Principes d'Economie politique*, p. 340.

3. Gide, *Principes d'Economie Politique*, p. 340.

4. Ch. Richon, *La production coloniale et le crédit*, p. 128.

fatale de cet état de choses est de conduire à la ruine le colon : les années d'abondance elles-mêmes ne peuvent lui donner, dans ces conditions, les moyens de réparer les pertes occasionnées par les années de disettes, par les fléaux, les accidents, les maladies épidémiques qui frappent si souvent ses bestiaux et ses récoltes.

Par le crédit l'agriculteur dispose des moyens d'acheter en temps opportun, outils, bestiaux, engrais, il pratique sur sa terre au moment voulu les travaux d'amélioration : il choisit le meilleur moment pour l'écoulement de ses produits. En assurant aux prix une certaine régularité le crédit contribue au bien être du colon dont il conjure la ruine en atténuant les effets des situations désavantageuses et parfois malheureuses auxquelles sont si souvent sujets ceux qui s'adonnent à la culture de la terre.

Les espérances fondées sur une large extension du crédit se rattachent aussi bien à l'ordre moral qu'à l'économie sociale. Suivant une expression de M. Chevalier, « le crédit possède une grande puissance de conciliation ». Il entendait par là, qu'il peut servir de trait d'union entre les membres d'une même société qu'une inégalité de fortune divise. La loi qui gouverne la distribution des richesses ne maintient pas toujours l'argent entre les mains les plus habiles à le faire fructifier. Le crédit seul peut en harmoniser la répartition avec les aptitudes. Il permet à l'homme qui n'apporte en commençant la vie que son intelligence et sa bonne volonté d'arriver à une aisance. Ainsi les privilèges de naissance sont quelque peu atténués.

Pour le colon, le crédit sera un stimulant au travail, il n'y aura plus d'obstacles qu'il ne puisse franchir,

soutenu dans sa tâche quotidienne par l'espoir des temps meilleurs que fait luire à ses yeux une bonne organisation du crédit donnant à tous la mesure d'une situation personnelle. Epruvé par une mauvaise récolte, le colon ne se laissera pas envahir par le découragement ; il sait qu'un prêt honnête lui viendra en aide en attendant des jours meilleurs qui lui permettront de liquider le passé et d'entrevoir l'avenir avec sérénité. Sans le crédit qui encourage à la persévérance, le colon dont les ressources auraient été épuisées par une mauvaise campagne, aurait vite fait de regretter son village où des amitiés compensaient le défaut de fortune et ne pouvant plus supporter l'isolement quitterait sans idée de retour le pays où il était venu plein d'espoir.



L'œuvre utile qu'ont à accomplir au Maroc les capitaux, nécessite certaines conditions propres à assurer le développement du crédit. La paix, la sécurité, l'outillage économique, tels sont les éléments qui créent la confiance des capitalistes et qui attirent les capitaux. « Le crédit ⁵ est un acte de foi de la part du prêteur à son emprunteur ». Il dérive de confiance, il en est le synonyme. Son histoire peut-on dire, se confond avec celle de la civilisation ; il n'atteint en effet son complet développement que dans les états où la richesse publique est assise, la sécurité sociale assurée, la confiance en prospérité économique établie.

Les capitalistes ne risquent pas leur fortune dans un pays neuf sujet à des soulèvements et dont, par consé-

5. Gide, *Principes d'Economie Politique*, p. 455.

quent, l'avenir est incertain. Les capitaux ne vont pas facilement dans les contrées lointaines et primitives où les risques d'insuccès sont nombreux par suite de l'insécurité qui peut y régner. Ce que la finance cherche avant tout par un instinct de conservation qui se comprend parfaitement, c'est la sûreté de ses capitaux. Le souci des bénéfices vient ensuite.

Quand l'ère des conquêtes est close, quand la sécurité est complète, il faut établir la confiance dans l'avenir de la colonie. Les desseins du gouvernement dominés par un esprit de suite très net, doivent pourvoir au développement de l'outillage économique, tendant ainsi à rendre toujours meilleure l'organisation du crédit.

Jusqu'à l'établissement de notre Protectorat, le Maroc n'offrait pas les garanties que réclament les capitalistes. La vie des populations musulmanes s'était jusqu'alors déroulée dans l'insécurité, les guerres intestines, l'anarchie la plus sanglante. La précarité des titres de propriété ne permettait pas aux cultivateurs indigènes d'offrir un gage sûr et facilement réalisable. On comprend dès lors que les capitalistes aient eu de vives appréhensions pour la sécurité de leurs fonds et que l'insuffisance des garanties ait amené l'élévation du taux des intérêts qui constitue une véritable assurance contre les probabilités de pertes. De plus au Maroc la malhonnêteté de l'emprunteur est extrême. « La loi musulmane, loi religieuse, considère les richesses, les pires ennemis de la foi puisqu'elles détachent l'homme de la contemplation divine et lui donnent l'orgueil ou l'indépendance nécessaire pour nier Dieu, elle condamne tous les prêts à intérêt. Le prêteur étant un contrevenant, son emprunteur trouve tout naturel de le payer en monnaie de singe. Les

moyens dilatoires, les sursis auxquels recourt l'indigène sont inépuisables, et quand enfin il est acculé au paiement, combien de fois ne se soustrait-il pas par la fuite ou la dissimulation de ses biens à l'exécution de ses engagements »⁶.

Soutenue en outre par l'imprévoyance musulmane, c'est pourquoi l'usure sévissait pleinement au Maroc⁷. Elle constituait une véritable plaie pour le pays, et un obstacle redoutable à l'établissement et au développement du crédit agricole. Les indigènes, véritables grands enfants, qui ne se préoccupent que du présent et professent pour l'avenir la plus grande insouciance, étaient conduits fatalement à s'endetter et parfois dans des conditions tellement onéreuses, qu'ils ne pouvaient parvenir à se libérer. L'usure était d'un usage général chez les indigènes ; tous s'en servaient, beaucoup la pratiquaient, mais elle n'était une industrie prospère que pour l'usurier : malheur à ceux qui avaient recours à elle, car ils étaient vite exploités et ne tardaient pas à voir lentement s'écrouler leurs belles espérances.

Pour lutter contre une telle industrie qui acculait le malheureux cultivateur à la ruine, le législateur a eu recours à des sanctions pénales d'autant plus énergiques que le mal à guérir était grave. Tandis qu'en France, l'usure n'est répréhensible que quand elle constitue un délit d'habitude, au Maroc, elle est punie dans tous les

6. Jost Van Vollenhoven, *Essai sur le fellah algérien*, p. 181.

7. Les formes courantes de crédit que connaissent les indigènes étaient les suivantes : 1° le prêt des usuriers dont le taux moyen est de 0,50 par douro (5 fr.) et par mois soit 120 % ; 2° le prêt de grains, crédit de campagne dont le taux varie de 50 à 100 % ; 3° la négociation des titres de propriété ; l'emprunteur, contre dépôt de ces titres aux mains de l'acquéreur éventuel reçoit en prêt de celui-ci une certaine somme mais le reçu majeure généralement dès l'abord cette somme de 50 %.

cas (article 878 du dahir formant code des obligations et contrats).

Cette intervention répressive du législateur a une valeur très discutée. Certains auteurs, parmi lesquels nous citons M. Planiol⁸ ont constaté que « les lois répressives de l'usure ne l'empêchent pas de se pratiquer : elles la forcent seulement à se cacher et par suite à se faire plus exigeante et plus dangereuse à mesure que croissent les dangers attachés au métier de prêteur d'argent, l'usurier devient plus âpre au gain et se dédommage des risques qu'il court par l'énormité des profits. La protection légale se retourne ainsi contre ceux qu'on voulait protéger ».

La fixation du taux de l'intérêt, apparaît d'autre part fondée sur l'injustice et l'arbitraire : le législateur ne peut en effet suivre les oscillations du taux légitime dues au rapport éminemment variable entre l'offre et la demande des capitaux. L'usage du crédit se trouve donc restreint dans une certaine mesure ; « fixer le taux de l'intérêt c'est, disait Turgot, priver de la ressource de l'emprunteur quiconque ne peut offrir une sûreté proportionnelle à la modicité de l'intérêt fixé par la loi ». Par la rareté des capitaux et les risques de l'entreprise, l'élévation de l'intérêt se justifie parfois : les honnêtes capitalistes se retirent alors au profit des prêteurs peu scrupuleux qui imposent à l'emprunteur des conditions léonines s'indemnisant ainsi, suivant l'expression de Montesquieu, « du péril de la contravention ».

Le remède à la situation créée par l'usure ne peut donc

8. Planiol, 2^e édit., t. II, p. 658, n^o 2081.

venir à notre avis que d'une bonne organisation du crédit ; plus il sera facile de se procurer de l'argent dans les maisons sérieuses, pratiquant le prêt honnêtement, plus le taux de l'usure baissera. On ne luttera efficacement contre l'usure qu'en offrant un crédit abondant et à bon marché, honnête et facile.

Section II

La mutualité base du crédit agricole. —

Principes. —

Le crédit agricole mutuel en France

« Appropriier le crédit agricole aux besoins propres du pays, en faire un instrument de prospérité et non de ruine »⁹ tel doit être le souci primordial d'un pays colonisateur. Ce n'est certes pas une tâche légère que d'établir et d'organiser ce crédit dont le développement et la richesse de la colonie dépendent en grande partie. Aussi faut-il procéder avec circonspection, car tel système, qui a fait ses preuves dans un vieux pays, peut échouer lamentablement dans un autre milieu plus jeune, où les facteurs économiques et sociaux ne répondant pas aux mêmes habitudes, aux mêmes aspirations se présentent sous un aspect différent. Il convient donc au législateur colonial d'étudier le cadre dans lequel il doit édifier ses établissements de crédit agricole, tant au point de vue psychologique qu'au point de vue économique, car le crédit est comme la langue d'Esopé « il est meilleur ou pire ». C'est une arme à double tranchant :

9. Cuinac, *Le crédit agricole en Algérie*, Introduction.

il peut être un instrument de prospérité, il est quelquefois une cause de ruine. Si l'argent est bien employé le crédit fécondera l'exploitation et permettra au colon d'étendre son rayon d'action ; si les avances sont mal utilisées, le cultivateur est vite acculé à la misère ne pouvant pas se libérer de ses engagements antérieurs. Il faut par conséquent que le crédit soit organisé de telle façon, qu'on connaisse individuellement les cultivateurs qui en sont dignes par leurs qualités personnelles, qu'on puisse s'assurer de leurs besoins et contrôler l'emploi judicieux et utile des avances qui leur sont faites.

De là, est née la pensée du crédit personnel, c'est-à-dire de celui qui est accordé au cultivateur à raison de sa valeur propre, de sa moralité, de son instruction, de son esprit d'ordre et d'économie. Si le grand propriétaire qui possède de vastes domaines trouvent aisément des prêteurs, car il présente des garanties de premier ordre, le petit cultivateur altéré de crédit ne peut fournir facilement de garantie réelle. Il lui faut le crédit personnel. D'où la nécessité d'organiser le crédit agricole non par en haut à l'aide d'un grand organisme central, mais par en bas au moyen de petites sociétés de crédit, opérant dans un rayon peu étendu et pouvant apprécier les qualités personnelles de leurs clients et leur besoins. Pour atteindre ce résultat, c'est à l'esprit d'association et à la mutualité qu'il faut faire appel.

« Avantages pour tous : pour les prêteurs qui auront d'autant plus confiance que les groupements ne comprendront que des associés intéressés à leur prospérité mutuelle et dont la solvabilité sera garantie par ce seul fait qu'ils seront solidairement responsables, les uns des autres ; mais surtout pour les emprunteurs qui appré-

cieront d'autant mieux les facilités qu'ils auront de trouver sur place le crédit dont ils auront besoin, en s'adressant à leur association »¹⁰. Grâce à la mutualité, la sécurité est donnée au capital, ce qui permet d'obtenir l'argent à bon marché. Et pour peu qu'on écarte l'esprit de lucre du crédit mutuel en imposant un taux modéré au capital engagé dans l'entreprise, on aura posé les bases véritables d'un édifice devant contribuer sérieusement au développement et à la prospérité de l'agriculture.

Le crédit agricole ainsi conçu a fait son apparition en Allemagne d'abord, en Italie ensuite.

C'est en 1850, que Schulze fonda à Delitzsch, la première banque reposant sur le crédit mutuel. Raiffesen, en 1864, établissait la Banque d'Heddesdorf dans la Prusse Rhénane et c'est dans cette région, puis dans le pays de Bade et en Wurtemberg, que ces caisses se propagèrent rapidement

Dans le système adopté par eux le crédit fut accordé à la personne et garanti par la mise en jeu de la responsabilité solidaire des coassociés ; et cette solidarité dans la responsabilité, pour donner plus de force à l'institution, les promoteurs du mouvement la voulurent absolue et illimitée. Leurs principes ne tardèrent pas à être transportés en Italie où ils furent mis en pratique par M. Léone Wollembord dans ses caisses rurales et par M. Luigi Luzatti dans ses Banques populaires, qui font des opérations de crédit agricole en même temps que des opérations de crédit urbain.

Avec quelque retard, la France suivit le mouvement,

10. Mathieu, *Le prêt usuraire et le crédit agricole en Cochinchine*, p. 30.

qui aboutit au vote de la loi du 5 novembre 1894, sur les sociétés de crédit agricole mutuel.

* * *

Le rôle principal de ces sociétés consistait à cautionner les engagements des agriculteurs et, dans une moindre mesure, à accorder des avances pour l'exploitation de la terre. Les prêts qu'elles pouvaient consentir se réduisaient à des prêts à court terme, destinés à permettre aux cultivateurs de se procurer facilement et à un taux d'intérêt modéré les fonds de roulement nécessaires à leurs exploitations et qu'ils étaient trop souvent obligés jusqu'alors d'emprunter à des taux usuraires.

Quelques années plus tard, et après que la loi du 17 novembre 1897 eut assuré aux institutions de crédit agricole une dotation de quarante millions et une redevance annuelle, fut voté la loi du 31 mars 1899 qui classa les sociétés de crédit agricole, en caisses locales et en caisses régionales.

Les caisses locales constituent la première base de l'institution. Elles ont une circonscription restreinte qui comprend une ou plusieurs communes. Leurs membres se connaissent et peuvent, en conséquence, apprécier les qualités ou les garanties offertes par ceux d'entre eux qui demandent à emprunter. Ce sont elles qui consentent les prêts aux membres affiliés, agriculteurs isolés ou associations agricoles.

Les caisses régionales sont des organismes du deuxième degré constitués par la fédération des caisses locales, le plus souvent dans le cadre départemental. Ces caisses reçoivent les avances de l'Etat pour les diverses formes

de crédit, contrôlent et secourent les caisses locales, escomptent leur portefeuille leur servant de banquier, acceptant des dépôts de fonds en compte courant pour faire face aux demandes de prêts à court terme de leurs filiales.

Après la loi de 1899, plusieurs autres lois ¹¹ furent votées, qui étendirent le rôle du crédit agricole ; les caisses de crédit ne furent pas touchées toutefois dans leur organisation.

Ce n'est qu'en 1920 qu'elles furent remaniées à la suite des besoins croissants de crédits nés de la guerre ». « Dès la fin des hostilités les agriculteurs, pour remettre en état leurs exploitations et reconstituer leur cheptel eurent besoin de faire largement appel au crédit agricole. Il apparut, par suite, nécessaire de coordonner et d'améliorer la législation antérieure, de l'adapter à la situation nouvelle issue de la guerre et de créer pour son application un organisme central pouvant fonctionner d'une façon plus rapide et plus souple qu'un service d'une administration » ¹². Un projet de loi fut déposé dans ce sens par le gouvernement et c'est ce projet qui est devenu la loi du 5 août 1920. Par cette loi a été créée la Caisse nationale de crédit agricole dont le but est d'harmoniser et, au besoin, d'orienter l'action des caisses de crédit agricole, de faciliter leurs opérations et de développer parmi les populations rurales la pratique du crédit mutuel et de la coopération agricoles.

11. Loi du 29 décembre 1906, instituant le crédit à long terme en faveur des sociétés coopératives agricoles ; loi du 19 mars 1910 facilitant au moyen de prêts à long terme à taux réduit l'accession à la petite propriété rurale ; loi du 9 avril 1918, favorisant l'accession à la propriété des pensionnés militaires et des victimes de la guerre.

12. A. Cramois, *Les associations agricoles dans les colonies françaises*, p. 5.

C'est un établissement public possédant l'autonomie financière, auquel sont rattachés les services centraux du crédit, de la coopération et de la mutualité agricole, appartenant au ministère de l'agriculture. Cet organisme est chargé de répartir entre les caisses régionales les avances dont elles ont besoin, de contrôler les bénéficiaires de ces avances, de recevoir des dépôts de fonds en comptes courants. Il prête en outre son concours aux autorités administratives et aux organisations privées pour la réalisation d'œuvres mutualistes et coopératives,

La loi du 5 août 1920 est restée la loi fondamentale, celle dont-on peut dire encore actuellement, « qu'elle est la charte du crédit agricole »¹³. Depuis, plusieurs lois ont été cependant votées qui par des dispositions spéciales ont favorisé le développement des caisses de crédit agricole. Nous nous abstiendrons de les étudier. Qu'il nous suffise avant d'entreprendre l'étude des institutions marocaines de crédit agricole, devant faire l'objet de la deuxième partie de cet ouvrage, d'avoir rappelé simplement les principes fondamentaux de l'organisation en France du crédit agricole mutuel dont s'est inspiré le législateur marocain.

13. A. Cramois, *Les associations agricoles dans les colonies françaises*, p. 5.

Deuxième Partie

Les institutions de crédit agricole au Maroc

Le crédit agricole mutuel est assuré, au Maroc, par deux sortes d'institutions :

Les unes sont ouvertes à tous les agriculteurs sans condition d'origine, aux cultivateurs indigènes comme aux colons européens ; les autres sont réservées exclusivement aux indigènes.

Les premières sont représentées par les Caisses de crédit agricole mutuel et la Caisse Fédérale de la mutualité et de la coopération agricoles.

Les secondes comprennent les Sociétés indigènes agricoles de prévoyance, les Caisses régionales d'épargne et de crédit agricole indigènes et la Caisse centrale de crédit agricole et de prévoyance indigènes.

TITRE PREMIER

Les institutions de crédit ouvertes aux colons européens et aux cultivateurs indigènes. La législation

Le texte organique des institutions de crédit agricole mutuel communes aux colons européens et aux cultivateurs indigènes est le dahir du 15 janvier 1919¹. Fortement inspiré de la législation française ce dahir instaurait un crédit à court terme nécessitant l'intervention directe de deux sociétés se superposant l'une à l'autre (Caisse centrale et Caisse locale).

Une expérience tentée au Maroc oriental, démontrait à la suite de certaines difficultés survenues dans le fonctionnement plutôt compliqué de cette organisation, qu'il n'y avait que des avantages à réunir en un seul organe les attributions des deux échelons.

D'autre part, pour donner au crédit agricole le maximum d'efficacité, il a paru indispensable d'introduire dans la législation existante des dispositions permettant l'organisation du crédit individuel à moyen terme par

1. *Bulletin officiel* n° 328 du 3 février 1919, p. 89.

l'attribution de prêts amortissables comportant des garanties réelles.

Une troisième modification de la législation organique s'imposait. Le dahir du 15 janvier 1919 qualifiait de sociétés commerciales les sociétés de crédit mutuel. Cette classification avait pour effet de compliquer la réalisation de certaines opérations sociales ; il a paru rationnel de la modifier et de donner un caractère *sui generis* aux sociétés de crédit de façon à leur permettre de fonctionner plus pratiquement qu'auparavant. C'est en ce sens qu'intervenait le dahir du 9 mai 1923 ² qui modifia sur trois points le texte organique : 1° en substituant aux Caisses centrales et aux Caisses locales un unique organe de crédit ; 2° en instituant un crédit à moyen terme ; 3° en donnant au nouvel organisme un caractère de société particulière devant répondre aux considérations d'ordre pratique.

Ce texte modifié successivement par les dahirs des 25 novembre 1925 ³, 5 décembre 1930 ⁴ et 21 mars 1934 ⁵, réglemente avec les arrêtés viziriels des 20 novembre 1931 ⁶, 28 juillet 1932 ⁷, 20 mai 1933 ⁸, 28 septembre 1933 ⁹ et 21 mars 1934 ¹⁰, l'organisation actuelle des sociétés de crédit agricole mutuel.

Au-dessus de ces sociétés, fonctionne à l'exemple de la Caisse Nationale de France, une Caisse centrale de crédit créée par le dahir du 5 décembre 1930 et dénommée : Caisse Fédérale.

2. *Bulletin officiel* n° 551 du 15 mai 1923, p. 607.

3. *Bulletin officiel* n° 684 du 1^{er} décembre 1925, p. 1895.

4. *Bulletin officiel* n° 948 du 26 décembre 1930, p. 1432.

5. *Bulletin officiel* n° 1117 du 23 mars 1934 p. 243.

6. *Bulletin officiel* n° 996 du 30 novembre 1931, p. 1365.

7. *Bulletin officiel* n° 1037 du 9 septembre 1932, p. 1046.

8. *Bulletin officiel* n° 1074 du 26 mai 1933 p. 453.

9. *Bulletin officiel* n° 1092 du 29 septembre 1933, p. 962.

10. *Bulletin officiel* n° 1117 du 23 mars 1934 p. 245.

Afin de sauvegarder l'indépendance de cette institution, l'administration en est confiée aux représentants des caisses de crédit existantes. Cette Caisse Fédérale, chargée de coordonner et de contrôler l'action des divers organismes de crédit et de coopération agricoles, constitue un organisme permanent substitué à l'Etat pour la distribution de crédits spéciaux en temps de crise agricole ou économique.

Nous consacrerons le chapitre premier de ce titre à l'étude des Caisses de crédit agricole et le chapitre II à celle de la Caisse Fédérale de la mutualité et de la coopération agricole.

CHAPITRE PREMIER

LES CAISSES DE CREDIT AGRICOLE

SECTION I. *Constitution.*

SECTION II. *Administration générale.*

SECTION III. *Opérations.*

Section I

Constitution. — Personnes pouvant constituer la caisse. — Formalités constitutives. — Capital, souscription, libération, intérêt des parts. — Sociétaires. — Formalités publicitaires. — Caractère juridique.

Personnes pouvant constituer la Caisse de crédit. —

Les Caisses de crédit agricole peuvent être constituées sur l'autorisation du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, après avis conforme du directeur général des finances, par les personnes limitativement énumérées par l'art. 2 du dahir. Ce sont :

1° Les propriétaires de fonds ruraux situés dans la circonscription territoriale de la Caisse exploitant par eux-mêmes, ou faisant valoir par autrui ;

2° Les fermiers, métayers, régisseurs et, en général, tous préposés ou employés à la culture des fonds.

3° Les personnes exerçant une profession permettant leur inscription sur la liste des électeurs aux chambres d'agriculture ¹¹.

11. Arrêté résidentiel du 1^{er} juin 1919, instituant par voix d'élection des Chambres françaises consultatives d'agriculture. Art. 3, (Arrêté résidentiel du 26 janvier, art. 1^{er}) :

« Nul ne peut être électeur à l'une des Chambres consultatives d'agriculture instituées par application de l'art. 1^{er} du présent arrêté s'il ne satisfait aux conditions suivantes :

1° Etre français, sans distinction de sexe ;

2° Etre âgé de 21 ans révolus au moment où l'inscription sur les listes électorales est sollicitée ;

3° Etre établi depuis un an au moins dans le ressort où l'inscription est demandée, ou être directeur, gérant ou fondé de pouvoir d'un établissement ou d'une société anonyme agricole française dont l'installation dans le ressort remonte à un an au moins ;

4° Justifier d'une des qualités suivantes : *a.* être propriétaire, usufruitier ou usager d'un fond rural (propriété exploitée en vue de la vente des produits), ou d'une propriété forestière, que l'intéressé ait ou non sa résidence dans le ressort ; *b.* être agriculteur, éleveur, horticulteur, pépiniériste, jardinier, ou maraîcher (en qualité de directeur administrateur délégué, régisseur, locataire, fermier ou colon partiaire).

« Sont considérés comme éleveurs les propriétaires ou fermiers vendant le bétail élevé, entretenu ou engraisé sur les terrains qu'ils exploitent, à l'exception de ceux qui font de l'association avec les indigènes, sans être sous une forme quelconque propriétaires ou usufruitiers.

c. Etre contremaître, maître de chai, ou chef de culture à contrat annuel et en fonction depuis deux ans au moins sur la même exploitation.

Art. 4. — Ne peuvent être portés sur aucune liste électorale :

a. les fonctionnaires agents ou salariés à un titre quelconque de l'Administration ; *b.* les militaires en activité de service ; *c.* les individus frappés de condamnation judiciaire savoir :

1° Les individus privés de leurs droits civils et politiques par suite de condamnations soit à des peines afflictives et infamantes, soit à des peines infamantes seulement ; 2° les individus condamnés à l'emprisonnement correctionnel pour crime, par application de l'art. 463 du Code pénal français ; 3° ceux que les tribunaux jugeant correctionnellement ont privés des droits et vote et d'élection par application des lois qui autorisent cette interdiction spéciale ; 4° les individus condamnés aux travaux publics par application des lois militaires ; 5° les individus condamnés pour délits de vagabondage, mendicité, usure ; ceux qui ont été condamnés pour infraction aux lois sur les jeux et loteries (art. 410 du Code pénal français) et aux dispositions de l'art. 411 du Code pénal relatives aux prêts sur gages ou nantissement, ou pour chantage (art. 400, § 2 du Code pénal ; les interdits ; les notaires greffiers ou officiers ministériels destitués ; les secrétaires, greffiers, et commis de secrétariat des juridictions françaises du Maroc révoqués ; 6° ceux qui ont été condamnés à l'emprisonnement pour vol (art. 379, 388 et 401 du Code pénal), escroquerie (art. 405 du Code pénal), abus de confiance (art. 408 du Code pénal), abus de blanc-seing (art. 407 du Code pénal), abus des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur (art. 406 du Code pénal), soustraction commise comme dépositaire de deniers publics (art. 169 et 170 du

Cette disposition limitative a pour effet de renforcer le caractère professionnel de ces groupements et d'éviter ainsi l'intrusion dans les caisses de crédit d'étrangers à l'agriculture, animés de l'esprit de lucre et uniquement préoccupés d'opérations fructueuses.

Code pénal); attentat aux mœurs (art. 330 et 334 du Code pénal, loi, française du 3 avril 1903 et dahirs des 19 mars 1914 et 10 février 1917 édictant des pénalités contre les gens sans aveu et les souteneurs, infraction aux art. 69, 70, 71 et 72 de la loi française du 15 juillet 1889, sur le recrutement de l'armée;

7° les faillits non réhabilités;

8° ceux qui ont été condamnés à trois mois au moins d'emprisonnement pour : tromperie sur le titre des matières d'or et d'argent, sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, sur la qualité des choses livrées (par usage de faux-poids ou de fausses mesures ou d'instruments inexacts ou par toute manœuvre frauduleuse relative au pesage ou au mesurage); falsification de substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses destinées à être vendues (loi française du 1^{er} août 1905 et dahir du 14 octobre 1914 sur la répression des fraudes); destruction de registres, minutes ou actes originaux de l'autorité publique, de titres, billets, lettres de change, effets de commerce ou de banque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge (art. 439 du Code pénal); détérioration de marchandises, matières ou instruments quelconques servant à la fabrication (art. 433 du Code pénal), dévastation de récoltes, abattage, coupe ou mutilation d'arbres, destruction de greffes (art. 444, 445, 446, et 447 du Code pénal); et du dahir du 10 octobre 1917 sur la conservation et l'exploitation des forêts; empoisonnement de chevaux ou autres bêtes de voiture, de monture ou de charge, de bestiaux (bœufs, moutons, chèvres) ou de porcs; destruction de poissons dans les étangs, viviers ou réservoirs (art. 452 du Code pénal); délits en matière électorale entraînant en France la privation des droits de vote et d'élection;

9° ceux qui ont été condamnés pour contrebande ou pour les délits prévus aux art. 413, 414, 419, 420 et 433 du Code pénal; pour les faits prévus aux art. 594, 596 et 597 du Code de commerce en France ou pour les faits prévus aux art. 372, 374 et 375 du dahir formant Code de commerce du Maroc et aux art. 82 et 92 de l'Acte d'Algésiras.

Art. 5. — Ne peuvent être inscrits sur les listes électorales pendant cinq ans à dater de l'expiration de leur peine, les individus condamnés à plus d'un mois d'emprisonnement pour rébellion, (art. 209 à 212 du Code pénal), outrages ou violences envers les dépositaires de l'autorité ou de la force publique (art. 222 à 230 du Code pénal); outrages publics envers un juré ou un assesseur des tribunaux criminels à raison de sa déposition; infraction aux lois et règlements sur les attroupements et les associations.

Art. 6. — Ne peuvent être inscrits sur les listes électorales pendant deux ans à partir du jour où la condamnation est devenue irrévocable, les individus condamnés pour deuxième récidive d'ivresse manifeste et publique (loi du 23 janvier 1873), pour infraction au dahir du 20 septembre 1914 sur la répression de l'ivresse publique ou au dahir du 10 janvier 1913 sur la réglementation des débits de boissons, ou à tous arrêtés pris pour leur exécution.

Formalités constitutives. — Les sociétaires qui doivent être au nombre minimum de sept après avoir élaboré leurs statuts et leur règlement intérieur, en adresse à la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, deux exemplaires dont l'un est transmis pour avis à la direction générale des finances. Ils y joignent également en double exemplaire : la copie du procès-verbal de l'assemblée consultative, la liste des souscripteurs avec la mention de leurs noms, prénoms, domicile, profession, nationalité et indication du capital souscrit par chacun d'eux, la liste des administrateurs et des membres chargés de la surveillance des comptes et des opérations, un certificat du greffier de la justice de paix attestant que la publicité prescrite a été faite, le procès-verbal de la séance au cours de laquelle le Conseil d'administration a délégué à l'un ou plusieurs de ses membres tout ou partie de ses pouvoirs.

Capital. — Souscription. — Libération. — Intérêts des parts. — Les sociétés de crédit agricole peuvent se constituer sans capital social, il pourrait en être ainsi, par exemple, lorsque les statuts stipuleraient la responsabilité solidaire et illimitée des associés, ainsi que cela a lieu dans la plupart des sociétés de crédit en Allemagne et dans les sociétés Leone Wollenborg en Italie. L'apport de la masse des garanties obtenues par la solidarité entre associés est considéré comme l'équivalent d'un capital social.

Dans ce cas, où le capital fait entièrement défaut, les ressources nécessaires au fonctionnement de la société peuvent être obtenues au moyen de fonds provenant de dépôts, ou d'emprunts garantis par la responsabilité solidaire et illimitée de tous les associés.

Les caisses de crédit agricole peuvent aussi se former avec un capital constitué au moyen de parts sociales souscrites par les membres de la caisse. Ces parts sont nominatives et ne peuvent être négociées sur un marché public. La propriété en est constatée par une inscription sur un registre spécial. Un certificat signé par le Président du Conseil d'administration et un administrateur-délégué constatant le nombre de parts et portant un numéro d'ordre, est remis à l'intéressé. Les parts ne sont cessibles qu'avec l'agrément du Conseil d'administration sous réserve de ratification par l'assemblée générale, et qu'aux membres de la société ou à des personnes remplissant les conditions requises pour en faire partie. Encore faut-il que le cédant ne soit à aucun titre débiteur de la caisse. Un certificat de cession signé du cédant et du cessionnaire et visé par deux administrateurs constate le transfert dont mention est faite sur le registre des sociétaires.

Lorsque la société a été formée avec un capital, ce capital social doit être entièrement souscrit et le quart au moins doit en être versé (ce quart porte sur la totalité du capital souscrit et non sur chaque part). Ce capital peut être stipulé variable, il peut être augmenté au moyen : soit de l'adjonction de nouveaux membres, soit de souscriptions de parts nouvelles faites par des membres déjà inscrits. Il ne peut être réduit par les reprises des apports des membres sortant au-dessous du capital de fondation, ni au-dessous du montant du capital ayant servi de base aux avances de l'Etat. Cette réduction du capital est limitée afin d'assurer le fonctionnement de la Caisse et d'éviter que les intérêts des créanciers de la société ne soient compromis.

Les parts sont de valeur égale, elles sont de 400 fr., payables le quart à la souscription et le solde au fur et à mesure des besoins de la caisse aux époques déterminées par une assemblée générale extraordinaire. Ces conditions de souscription comportent une sanction, les porteurs de parts contrevenant sont passibles d'un intérêt de retard supérieur de 3 % au taux spécial de réescompte de la Banque d'Etat du Maroc. Cette pénalité est encourue de plein droit sans qu'il soit besoin d'action en justice. Par ailleurs, le sociétaire dont la part n'a pas été libérée trois mois après une mise en demeure faite par lettre recommandée peut être exclu de la société après délibération de l'assemblée générale.

Afin de limiter l'action des membres, chaque sociétaire ne peut avoir un nombre de parts supérieur au cinquième du fonds total.

Outre le capital constitué par les parts, la Caisse de crédit agricole mutuel bénéficie de certaines avances de l'Etat qui lui parviennent par le canal de la Caisse Fédérale, dont le fonctionnement sera étudié plus loin.

A l'encontre des sociétés à forme capitaliste dont le caractère dominant réside dans le partage de bénéfices proportionnels au montant des actions souscrites et réparties entre elles sous le nom de dividendes, les caisses de crédit agricole ont un but dénué de tout esprit lucratif. Toute répartition de bénéfices qui aurait pour base le montant des souscriptions est formellement interdite. L'art. 12 du dahir dispose en effet qu'aucun dividende ne peut être attribué aux parts sociales.

Les sociétaires ont seulement droit à un intérêt dont le taux doit, aux termes de l'art. 10 de l'arrêté viziriel du 28 septembre 1932, être inférieur de 1 % au moins au

taux annuel de réescompte spécial de la Banque d'Etat du Maroc ¹².

En fin d'année, après acquittement des intérêts, la société peut avoir en caisse des bénéfices. Ils sont alors affectés jusqu'à concurrence des trois quarts à la constitution d'un fonds de réserve en vue de l'amortissement du montant des avances de l'Etat. Cette proportion se ramène à la moitié lorsque le fonds de réserve aura atteint le montant du capital social. Le surplus des prélèvements retenus au profit de la Caisse est affecté par anticipation au remboursement des avances de l'Etat et de la Banque d'Etat du Maroc. Si, ces avances remboursées, il existe un reliquat disponible il peut être réparti entre les membres de la caisse au prorata des prélèvements faits sur leurs opérations au cours de l'exercice écoulé.

Sociétaires. — Après avoir disposé dans l'art. 11, § 8 du dahir du 9 mai 1933, que les statuts déterminent :

« L'étendue et les conditions de la responsabilité incombant à chaque groupement territorial et à chacun des sociétaires dans les engagements pris par la Caisse », le législateur marocain a, par l'art. 12, al. 1^{er} de l'arrêté viziriel du 29 novembre 1931 ¹³, décidé « que les porteurs de parts étaient solidairement tenus sur tous leurs biens des dettes sociales jusqu'à concurrence du double du montant des parts souscrites ». Cette répartition des dettes sociales s'opère par les soins du Conseil d'administra-

12. Sous l'empire de la législation de l'arrêté viziriel du 29 novembre 1931, l'intérêt des parts était fixé à 19 % au-dessous du taux moyen annuel de réescompte spécial de la Banque d'Etat du Maroc.

13. Cet arrêté viziriel prévoit un modèle de statut qui enlève ainsi toute liberté d'action aux membres fondateurs des caisses.

tion qui fixe à chaque associé le montant de sa part individuelle ; en cas de non paiement d'un ou de plusieurs sociétaires, les parts incombant aux autres se trouvent augmentées d'autant. Le partage s'effectue dans les conditions susvisées d'abord entre les membres de la section territoriale pour les dettes sociales résultant d'opérations faites par un des adhérents de ladite section. Et ce n'est qu'au cas où la part individuelle des membres d'une même section dépasserait le double du montant des parts souscrites que le surplus se répartirait entre les membres des autres sections.

Cette disposition confère en quelque sorte une certaine autonomie à la section territoriale et l'engage à la prudence dans ses opérations.

Les sociétaires peuvent être exclus de la Caisse pour diverses raisons prévues à l'art. 14 de l'arrêté viziriel du 29 novembre 1931 :

1° Lorsqu'ils n'auront pas libéré leurs parts trois mois après une mise en demeure ;

2° Lorsqu'ils auront été déclarés en faillite ou en liquidation judiciaire ;

3° Lorsqu'ils auront failli à leurs obligations vis-à-vis de la Caisse, par exemple, lorsqu'ils n'auront pas affecté les fonds d'emprunt à l'emploi déterminé ou lorsqu'ils auront obligé la Caisse à recourir contre eux par voie judiciaire pour le remboursement des fonds prêtés ;

4° Lorsqu'ils auront encouru une peine infamante ;

5° Lorsqu'étant adhérents de la coopération agricole marocaine des carburants ils auront été exclus de cette coopérative par application de l'art. 19 du règlement intérieur.

La radiation n'est définitive qu'après ratification de l'assemblée générale.

Les sociétaires démissionnaires et les héritiers des sociétaires décédés ¹⁴ ont droit uniquement au remboursement des sommes versées et des intérêts échus après approbation des comptes de l'exercice par l'assemblée générale.

Formalités publicitaires. — Le dahir a prévu certaines formalités de publicité restreintes d'ailleurs au minimum.

C'est tout d'abord, le dépôt en double exemplaire au secrétariat greffe de la justice de paix de la circonscription dans laquelle la Caisse a son siège ; 1° des statuts signés par les membres fondateurs ; 2° de la liste complète des administrateurs, gérants, directeurs, commissaires aux comptes, sociétaires avec mention de leur nom, profession, domicile et du montant des parts souscrites par chacun d'eux.

Bien que le dahir soit muet à ce sujet, il ne nous paraît pas douteux que le texte des modifications aux statuts doive être déposé dans les mêmes conditions avant leur application.

A cette publicité constitutive les Caisses de crédit agricole ont, dans l'intérêt des tiers appelés à traiter avec elles, à effectuer annuellement au greffe de la justice de paix, le compte-rendu de leurs opérations. Chaque année, dans la première quinzaine de février, dit en substance l'art. 7 du dahir, il est déposé au secrétariat greffe de justice de paix, en double exemplaire la liste des membres faisant partie de la Caisse à cette date, ainsi que le bilan des opérations effectuées au cours de l'exercice précédent. Le greffe de la justice de paix con-

14. Les héritiers désignent l'un d'eux, agréé par le Conseil d'administration pour les représenter.

serve un exemplaire de toutes les pièces déposées par la Caisse et adresse l'autre au secrétariat du greffe du tribunal de première instance de la circonscription.

Lors de la promulgation en France de la loi du 5 novembre 1894 sur les Caisses de crédit agricole mutuel, cette publicité périodique a été critiquée. Entre autres griefs, on lui faisait celui de livrer à tout le monde la connaissance des opérations des Caisses et de leurs sociétaires. L'inanité de cette critique a été vite mise en lumière. La publication, a-t-on fait remarquer, de la liste des membres ne peut tirer à conséquence, quant aux opérations, les indications fournies ne doivent pas comporter de détails, ni l'indication du nom des personnes ayant traité avec la société. Il s'agit en somme d'états et de bilans devant permettre aux tiers, qui ont contracté ou qui désirent contracter avec la société, de se rendre compte des garanties offertes au point de vue capital et administration. La nécessité de cette publicité se fait, en outre, d'autant plus sentir que les Caisses tiennent une partie de leurs ressources de l'appoint financier de l'Etat.

Caractère juridique. — Aux termes de l'art. 6 du dahir du 9 mai 1923 « les Caisses de crédit agricole mutuel sont soumises exclusivement aux dispositions des art. 10 et 18, 128 et suivants du dahir formant Code de commerce au Maroc ».

Ces dispositions font des Caisses de crédit des sociétés d'un type particulier soumises aux prescriptions du dahir Code de commerce, en ce qui concerne la tenue des livres de commerce, les lettres de change, billets à ordre et à la prescription y relative, ainsi que la législation relative aux faillites, banqueroutes, liquidation judiciaire.

Section II

Administration générale

§ 1. — *Du Conseil d'administration*

a) *Généralités.*

La Caisse de crédit agricole est administrée par un Conseil composé de membres porteurs de parts qui gèrent les affaires sociales comme délégués de la collectivité des sociétaires.

Formes. — A l'origine de la société les premiers administrateurs sont désignés par l'assemblée générale constitutive. Lorsque leurs fonctions sont expirées, il est procédé à leur remplacement par l'assemblée générale ordinaire des sociétaires, ou par une assemblée extraordinaire, pourvu que leur nomination soit prévue à l'ordre du jour.

Eligibilité. — Aux termes de l'arrêté viziriel du 21 mars 1934 modifiant l'arrêté viziriel du 29 novembre 1931, les administrateurs doivent être choisis à raison d'un membre dans chaque comité d'escompte et, en outre de quatre membres qui peuvent être désignés en dehors de ces comités.

Il faut en outre qu'ils réunissent les conditions suivantes :

1° Être français ou marocain non protégé par une puissance étrangère ; 2° être associé ; 3° être propriétaire d'un certain nombre de parts ; 4° avoir satisfait aux obli-

gations de sociétaire ; 5° n'être pas directeur ou agent rétribué d'une autre institution de crédit de mutualité ou d'une coopération agricole.

La première condition a été exigée afin d'éviter au sein de la Caisse toute immixtion d'influence étrangère susceptible d'y jeter une certaine perturbation dans le fonctionnement de la société.

Tout administrateur doit être associé ; le choix des sociétaires ne peut donc strictement porter que sur des personnes qui lors de leur nomination sont d'ores et déjà associées. Le législateur en fait une condition essentielle, estimant qu'un administrateur ainsi choisi étant directement intéressé apporterait plus de vigilance dans la gestion que n'en montrerait un tiers étranger à la société.

Les administrateurs doivent être personnellement propriétaires de vingt parts. Elles sont affectées en totalité à la garantie de tous les actes de gestion ; elles forment un bloc indivisible qui répond des fautes de gestion des administrateurs ; il est ainsi établi une sorte de solvabilité réelle sur la masse des parts ainsi affectées à titre de garantie. Dans le but de rendre efficace la garantie due par les administrateurs de la société, l'art. 27 de l'arrêté viziriel du 29 novembre 1931 décide « qu'ils doivent être propriétaires de vingt parts inaliénables, frappées d'un timbre indiquant l'inaliénabilité et déposées dans la Caisse sociale à titre de garantie ». Le dépôt des titres dans la Caisse sociale vaut constitution en gage au profit de la société qui peut exercer un recours sur ces parts, par préférence aux créanciers personnels des administrateurs. En ce qui concerne l'étendue de la garantie, le privilège est limité aux actions que la société peut

avoir contre les administrateurs pour faute de gestion ; il ne saurait s'étendre aux créances dont ladite société pourrait être investie pour d'autres causes, telles que des avances aux administrateurs. Les titres restent déposés dans la Caisse jusqu'à ce que l'assemblée générale ait donné quitus à l'ensemble du conseil dont faisait partie l'administrateur sortant. Celui-ci pourra alors se faire délivrer, aux lieu et place des titres frappés du timbre d'inaliénabilité, des parts ordinaires. Tant que le titre reste affecté à la garantie, il est inaliénable ; mais est-il incessible et insaisissable ! Il semble que non ; le dépôt du titre ne le met pas hors commerce, il confère seulement un droit de gage à la société ; dès lors, le titre pourrait être cédé valablement à un tiers dans les formes civiles, sous réserve du privilège dont il est grévé ; il pourrait par ailleurs, faire l'objet d'une saisie arrêt pratiquée aux mains de la société depositaire. L'administrateur pourrait même conférer un droit de gage à ses créanciers sur les titres lui appartenant et affectés à garantie, sous réserve bien entendu, du droit de gage préférentiel de la société.

Pour faire partie du Conseil d'administration, le sociétaire doit avoir fait face à ses engagements vis-à-vis de la société. Il doit avoir remboursé aux échéances fixées le prêt de campagne, toute créance à quelque titre que ce soit, et, le cas échéant, l'annuité due à la Caisse Fédérale. L'assemblée générale extraordinaire peut, en outre, décider que les administrateurs seront choisis parmi les sociétaires ne possédant aucun intérêt commercial susceptible de se trouver en contradiction avec les intérêts des agriculteurs.

Les administrateurs sont en général indéfiniment

rééligibles. L'exclusion des anciens administrateurs qui auraient donné les preuves de leur capacité, ne pourrait en effet que nuire à la bonne gestion de la Caisse en faisant disparaître l'unité de vues et l'esprit de suite si nécessaires au succès de toute entreprise. L'intérêt de la société exige que l'on puisse maintenir à sa tête des administrateurs compétents, de l'expérience desquels les nouveaux venus sont appelés à tirer le plus grand profit. Toutefois, il peut être spécifié par l'assemblée générale extraordinaire que les sortants ne seront rééligibles qu'un an après l'expiration de leurs mandats.

Le président ou l'administrateur-délégué des coopératives affiliées peuvent assister aux séances du Conseil d'administration, mais avec voix consultative seulement et à la condition expresse que les statuts de ces coopératives renferment une disposition prévoyant que, réciproquement, le Président, l'administrateur-délégué ou un administrateur mandaté de la Caisse de crédit, assistent obligatoirement avec voix consultative aux délibérations de leur propre Conseil d'administration.

Gratuité. — Les administrateurs sont des mandataires gratuits. Toutefois ainsi qu'il est dit à l'art. 35 de l'arrêté viziriel du 29 novembre 1931 « l'assemblée générale annuelle pourra décider que les administrateurs seront remboursés des frais de déplacement nécessités par l'exécution de leur mandat. Pour ces administrateurs ayant la signature, cette assemblée peut leur attribuer des vacations dont elle fixe le montant. Cette délibération n'est exécutoire qu'après avis conforme de la commission de crédit agricole ». L'art. 1^{er} de l'arrêté viziriel du 21 mars 1934 a supprimé les vacations attribuées aux administrateurs ayant la signature.

Durée. — Les administrateurs sont nommés pour trois ans. Pour empêcher le brusque changement résultant du renouvellement simultané de tous les administrateurs, le Conseil est renouvelable par tiers chaque année¹⁵. Si l'assemblée générale devant élire de nouveaux administrateurs n'a pas été convoquée dans le délai statutaire, le Conseil se survit néanmoins dans l'administration et a le droit et le devoir de poursuivre la gestion des affaires sociales jusqu'à ce qu'il ait été relevé de ses fonctions par l'assemblée générale. Il en serait de même dans l'hypothèse d'une démission collective des administrateurs.

Administration provisoire. — Les administrateurs, bien que les textes ne le prévoient pas expressément, peuvent être révoqués, puisqu'en tant que sociétaires, ils peuvent être exclus par délibération de l'assemblée générale. Ils ont, de leur côté, le droit de faire cesser le mandat dont ils sont investis en se démettant de leurs fonctions. Il faut toutefois que cette démission ne soit pas dolosive, autrement elle exposerait l'administrateur à une action en dommages-intérêts de la part de la société.

Il peut arriver que par l'effet d'une cause quelconque, par suite de décès, de démission etc... des vacances viennent à se produire dans le Conseil d'administration. Afin de ne pas arrêter le fonctionnement de la Caisse, et d'éviter une convocation immédiate des sociétaires, il est pourvu au remplacement des membres démissionnants, décédés, ou empêchés par les administrateurs

15. Sous l'empire de l'arrêté viziriel du 29 novembre 1931, la durée, pour laquelle les administrateurs étaient nommés, était fixée par l'assemblée générale ; le Conseil était renouvelable chaque année par fraction déterminée par l'assemblée générale.

restants délibérant à la majorité des voix sauf à l'assemblée générale, lors de sa prochaine réunion de ratifier cette élection. Les administrateurs ainsi nommés pour occuper les sièges vacants dans le Conseil ne restent en exercice que jusqu'à l'époque où devaient expirer les fonctions de leurs prédécesseurs. Lorsque les nominations faites à titre provisoire par le Conseil ont été ratifiées par l'assemblée générale, cette ratification rétroagit au jour de chaque nomination, et les actes passés dans l'intervalle par le Conseil et par l'administrateur nommé provisoirement doivent être tenus pour valables par l'application des art. 317 et 318 du dahir, des obligations et contrats, correspondant à l'art. 1338 du Code civil prévoyant la confirmation ou la ratification d'une obligation rescindable. Mais qu'advierait-il si l'assemblée générale refusait sa ratification ? La nomination de l'administrateur provisoire devrait être considérée comme nulle et non avenue, en sorte que les actes passés par lui seraient juridiquement inexistantes et que pour apprécier si les décisions prises et les opérations accomplies par le Conseil sont valables, il faudrait faire abstraction du concours donné par l'administrateur. En tout cas, jusqu'à ce que l'assemblée ait été appelée à statuer sur la ratification, les actes autorisés, ou conclus par le Conseil produisent provisoirement à l'égard des tiers toutes conséquences d'actes valables. A défaut de ratification, leur nullité étant purement relative puisque fondée sur un défaut de qualité, ne pourrait être invoquée que par les représentants de la société et serait couverte par une confirmation émanant de l'assemblée ou d'un Conseil régulièrement composé. Le Conseil d'administration a aussi le droit

de révoquer l'administrateur par lui nommé provisoirement à la condition de soumettre ensuite à la ratification de l'assemblée la nomination et la révocation provisoires. Il pourrait même semble-t-il prononcer une révocation définitive en rapportant la délibération contenant la nomination de l'administrateur, si celui-ci n'avait pas encore exercé ses fonctions.

Président du Conseil et des mandataires substitués. —

Le Conseil d'administration nomme parmi ses membres un président et, s'il le juge utile, un vice-président obligatoirement désignés parmi les quatre administrateurs qui ne représentent pas les comités locaux d'escompte. Si le président, le vice-président sont absents pour une cause quelconque, le Conseil désigne un des membres pour remplir provisoirement les fonctions présidentielles. Comme le Conseil d'administration ne peut siéger en permanence et pourvoir à tous les détails, il nomme un de ses membres pour remplir les fonctions d'administrateur-délégué. Il sera chargé de la direction et de l'expédition des affaires courantes de la Caisse.

L'administrateur-délégué est généralement nommé pour un temps indéterminé, mais qui ne peut excéder la durée de ses fonctions d'administrateur. Le président et le vice-président ainsi que l'administrateur-délégué peuvent être révoqués par l'assemblée générale.

En principe, le président et l'administrateur-délégué sont deux collaborateurs qui se substituent et se complètent. L'un ou l'autre peut être chargé d'exécuter les décisions de l'assemblée générale et du Conseil d'administration. Ils signent tous deux les engagements pris à la suite d'attribution d'avances de l'Etat, les certificats des parts souscrites, et les certificats de cession.

A ces deux personnages, est adjoint un directeur nommé par le Conseil d'administration qui lui fixe des attributions et agréé par les directions générales des Finances et de l'Agriculture. Il ne peut être en même temps administrateur d'une autre institution de crédit, de coopération ou de mutualité agricoles. Il assiste aux assemblées générales et aux réunions du Conseil d'administration, mais à voix consultative seulement.

Tous les actes d'administration — à l'exception toutefois de ceux qui, nous avons vu sont réservés au président et à l'administrateur-délégué — les extraits des statuts, les délibérés de l'assemblée et du Conseil d'administration, les factures et autres pièces comptables sont revêtus de la signature du président du Conseil d'administration ou de l'administrateur-délégué et de celle du directeur.

b) *Pouvoirs.*

Les administrateurs sont des mandataires sociaux. Les actes accomplis par eux, dans la sphère de leurs attributions et dans la limite des pouvoirs qui leur ont été conférés, obligent la société et la constituent directement créancière ou débitrice des tiers avec lesquels les conventions sont passées. Les administrateurs ne sont obligés personnellement par les actes qu'ils accomplissent *ès qualités*, que lorsqu'il est relevé à leur charge une faute positive engageant leur responsabilité civile ou pénale.

« Ils (les administrateurs) dit l'art. 34 de l'arrêté viziriel du 29 novembre 1931 ne contractent en raison de leur gestion aucune obligation personnelle relative aux engagements de la société. Ils sont personnelle-

ment responsables aux termes du droit commun du préjudice résultant de la violation du dahir du 9 mai 1923 modifié par les dahirs des 25 novembre 1925 et 5 décembre 1930 ou des présents statuts.

Ils sont également responsables en cas de fausse déclaration relative aux statuts et aux noms et qualités des administrateurs, directeurs et sociétaires ».

Après avoir disposé dans son art. 23 que le Conseil d'administration était investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la Caisse, l'arrêté viziriel précité a déterminé par une longue énumération les principales attributions de ce mandataire.

C'est au Conseil qu'il appartient de fixer les dépenses générales d'administration, de déterminer chaque semestre le taux de l'intérêt des prêts. Il statue sur les demandes de prêts ou de propositions d'escompte après avis des comités locaux d'escompte et dans les limites déterminées par l'assemblée générale. Il fixe les termes des remboursements de prêts et surveille l'emploi que l'emprunteur fait des sommes qui lui sont avancées. Il autorise tous retraits, transferts, annulations de rentes, créances, valeur appartenant à la Caisse, toute mainlevée d'opposition ou d'inscription hypothécaire, tout désistement de privilège, tout compromis, transaction ou toute action judiciaire ; il consent toutes hypothèques et confère toutes autres garanties. Il décide de l'admission des membres et agréé les héritiers désignés pour représenter les sociétaires décédés. Sous réserve de ratification par l'assemblée générale, il statue sur l'exclusion des membres, sur la cession des parts et sur leur remboursement. Il fixe le nombre de la circonscription des sections territoriales et détermine les conditions de con-

trôle à exercer sur les opérations des sociétés coopératives agricoles affiliées. Il nomme, sous sa responsabilité un directeur dont il fixe les attributions.

Après avoir indiqué les pouvoirs du Conseil il convient de signaler ses devoirs. Nous ne parlerons pas des devoirs généraux, ce sont ceux qui s'imposent à tous mandataires. Il sera seulement question ici des devoirs spéciaux, prévus par l'arrêté viziriel. Le Conseil d'administration doit : 1° surveiller la gestion du directeur, vérifier la Caisse, faire l'inventaire chaque semestre et en arrêter les comptes annuels à soumettre à l'assemblée générale ; 2° convoquer les assemblées générales ordinaires et les assemblées générales extraordinaires en tant que de besoin ; 3° en cas de perte de la moitié du capital social, provoquer la réunion de l'assemblée générale de tous les sociétaires.

c) *Délibération.*

Les administrateurs doivent se réunir au siège de la Caisse aussi souvent que l'exige l'intérêt de la société et au moins une fois par mois, pour délibérer en commun sur les affaires qui la concernent. Le droit de convocation appartient au président. Les convocations sont faites par simples lettres envoyées suffisamment à l'avance de façon à permettre aux administrateurs de prendre leurs dispositions pour assister à la réunion.

Le Conseil n'est pas obligé d'indiquer à l'avance l'ordre du jour de ses délibérations ; dès lors toutes les questions qui lui sont soumises peuvent être étudiées et discutées valablement.

La gestion du Conseil d'administration étant collective, les décisions et mesures qu'il doit prendre doivent

être concertées et examinées en commun. Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents dont le nombre doit être égal à la moitié des administrateurs. En cas de partage, la voix du président est prépondérante. Si les membres présents à la réunion ne représentent pas le nombre minimum exigé, les délibérations prises par le Conseil sont nulles. Aussi, lorsque par suite de décès, démission ou toute autre cause, le Conseil est réduit à un nombre de membres inférieur à celui exigé pour les délibérations, il doit convoquer une assemblée générale appelée à le compléter ; en attendant, toutefois, il est tenu de pourvoir aux actes d'administration courante.

Un administrateur ne peut se faire représenter par un tiers, voire par un des collègues aux délibérations du Conseil, la prohibition édictée par l'art. 31 de l'arrêté viziriel du 29 novembre 1931 est formelle.

Nul ne peut voter par procuration dans le sein du Conseil d'administration.

Les délibérations du Conseil sont constatées au moyen de procès-verbaux inscrits sur un registre spécial tenu au siège de la société. Les procès-verbaux doivent être signés par le président et un des membres présents. Les copies ou extrait de procès-verbaux des délibérations à produire en justice, doivent être certifiés par le président ou l'administrateur-délégué.

§ II. *Les sections territoriales et comités locaux d'escompte*

Nous avons vu qu'une bonne organisation du crédit agricole nécessitait la création de petites sociétés opé-

rant dans un rayon peu étendu, pouvant apprécier les qualités personnelles de leurs clients, s'assurer de leurs besoins et contrôler l'emploi des avances qui leur sont consenties.

Lors de l'organisation du crédit agricole au Maroc, cette nécessité n'avait pas été perdue de vue, et l'on avait créé, imitant en ceci la législation française, des caisses locales ayant une existence propre, une administration personnelle.

Ces caisses, dont le fonctionnement était plutôt compliqué, ne tardèrent pas à s'avérer extrêmement gênantes ; étant donné la dispersion de la colonisation on ne pouvait utiliser avantageusement une cellule ayant une sphère aussi limitée. De plus des difficultés d'application pratique se révélèrent, notamment celles résultant de l'impossibilité constatée d'exiger des locales une comptabilité régulière, première garantie d'une bonne gestion ¹⁶.

Aussi ces caisses furent-elles vite supprimées et remplacées par les sections territoriales et les comités locaux d'escompte, qui sont rattachés à la Caisse de crédit agricole, dont ils constituent un des rouages administratifs.

Le Conseil d'administration après approbation du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, fixe le nombre et l'étendue des sections territoriales à former dans la circonscription de la Caisse.

Composition. — Font partie de la section les porteurs de parts résidant ou exploitant dans les limites du territoire fixé. Un sociétaire ne peut être membre de plus

16. Walch, *Le crédit mutuel et la coopération agricole au Maroc*, p. 14.

d'une section territoriale. Afin de permettre aux sections de bien connaître leurs membres et de les surveiller étroitement, le nombre de leurs adhérents est fixé au maximum cent.

Les membres de chaque section se réunissent en assemblée plénière chaque année avant le 15 mars. Ils élisent annuellement leur comité local d'escompte, à raison d'un membre par 10 sociétaires ou fraction de 5. La durée des fonctions des membres du comité local est de 4 ans. Ils sont renouvelables par $1/4$ tous les ans. Pour être élu, il faut être porteur de 10 parts frappées d'inaliénabilité et déposées dans la Caisse sociale à titre de garantie.

Fonctionnement. — Le comité local d'escompte à la tête duquel se trouve un président nommé pour un an, se réunit au siège de la section territoriale aussi souvent que l'exigent les intérêts de la Caisse. Il doit toutefois se réunir au moins une fois par mois et ce, 8 jours avant la réunion mensuelle du Conseil d'administration. Les délibérations sont adoptées à la majorité des membres présents qui doivent constituer au moins la moitié des membres faisant partie du comité local.

Ce comité a des attributions très délicates. C'est lui qui reçoit et instruit les demandes de prêts formées par les membres de la section territoriale. Il surveille l'emploi des avances faites et veille à la rentrée des fonds. Il donne son avis sur les admissions, cessions de parts, exclusions des membres de la section. Il doit mettre au courant le Conseil d'administration de tous les changements constatés dans la situation financière de la section.

Le comité local d'escompte est en rapport constant avec le Conseil d'administration auquel il rend compte

de ses opérations et fournit tous renseignements d'ordre local. Il adresse chaque mois au Conseil d'administration : 1^o la copie certifiée conforme de sa délibération ; 2^o un rapport sur chaque demande de prêt ; 3^o les réponses aux demandes de renseignements adressées par le Conseil d'administration au cours du mois précédent. Chaque trimestre, il adresse au Conseil un compte sur l'emploi des fonds prêtés et sur la situation financière des emprunteurs.

Le comité local d'escompte constitue, peut-on dire, l'agent de renseignements du Conseil d'administration. Son rayon d'action limité à une centaine de membres lui permet de remplir sérieusement cette mission.

§ III. *Des commissaires de surveillance*

La gestion des administrateurs est soumise à un contrôle qui constitue pour les sociétaires comme pour les tiers une garantie. Ce contrôle est confié à des commissaires de surveillance choisis parmi les membres de la Caisse.

Nomination. — Ils sont nommés par l'assemblée générale pour une année seulement ; autrement dit leurs fonctions durent de l'assemblée annuelle qui les a désignés jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivante. Ils sont toutefois rééligibles chaque année.

Le nombre des commissaires n'est pas déterminé par l'art. 49 de l'arrêté viziriel. L'assemblée générale est libre d'en désigner un ou plusieurs. S'ils sont plusieurs ils doivent délibérer et voter à la majorité. Mais rien n'empêcherait les dissidents d'exposer leurs avis séparés soit dans le rapport annuel à fournir à l'assemblée géné-

rale, soit dans des rapports distincts. Il serait même de leur devoir de le faire afin d'éclairer l'assemblée générale sur la réalité de la situation.

Le mandat des commissaires est gratuit. Il peut être révoqué par l'assemblée générale même au cours d'un exercice social. Les commissaires peuvent également donner leur démission au Conseil d'administration qui a qualité pour la recevoir.

Pouvoirs. — La principale mission dévolue aux commissaires de surveillance est de fournir à l'assemblée générale un rapport sur la situation de la société, sur le bilan et sur les comptes qui leur sont présentés par le Conseil d'administration. Ce rapport a pour but d'éclairer les sociétaires sur la situation matérielle de la Caisse, sur la marche des affaires sociales et sur le résultat des opérations effectuées. Sa présentation est indispensable à l'assemblée qui n'a que cette source de renseignements. Aussi la délibération contenant approbation du bilan et des comptes est-elle nulle si elle n'a pas été précédée du rapport des commissaires (art. 49 de l'arrêté viziriel). La présence à l'assemblée générale du commissaire ou de l'un des commissaires n'est pas indispensable. Toutefois elle apparaît nécessaire pour soutenir les conclusions du rapport et fournir les explications sollicitées au sujet des comptes et de leurs vérifications. Afin de fournir aux commissaires les éléments de leur rapport l'arrêté viziriel leur reconnaît le droit de se faire communiquer pendant le trimestre qui précède la réunion de l'assemblée générale, les livres et documents nécessaires ou utiles à l'exercice du contrôle des opérations de la société. Les commissaires vérifient les livres de la caisse, le portefeuille et les valeurs de

la société. Quarante jours au plus tard avant l'assemblée générale annuelle, l'inventaire, le bilan, l'état de la situation active et passive de la Caisse, le compte profits et pertes sont mis à la disposition des commissaires. Ils peuvent se faire assister par un expert comptable assermenté par les tribunaux. Le contrôle des commissaires n'est pas permanent, il ne s'exerce que pendant le trimestre précédant la réunion de l'assemblée générale.

Les commissaires ont comme autres pouvoirs celui de convoquer en cas d'urgence l'assemblée générale ; ce droit leur est conféré sans restriction, ni réserve, ils peuvent l'exercer à toute époque, mais seulement pour des motifs graves, dont ils sont tenus, le cas échéant, de justifier. La convocation d'une assemblée générale par les commissaires se justifiera notamment par la mauvaise gestion du Conseil d'administration, par les divergences de vues existant entre les membres, par la démission de plusieurs administrateurs, par l'état précaire des finances de la société. Les commissaires peuvent convoquer spécialement une assemblée générale en vue de statuer sur la dissolution de la Caisse.

Responsabilité. — L'étendue et les effets de la responsabilité des commissaires sont déterminés par les règles du mandat (art. 49 de l'arrêt viziriel du 29 novembre 1931). Les commissaires répondent non seulement de leur dol, mais encore de leur faute résultant soit de leurs agissements ou de leur inaction. Leur bonne foi ne suffit pas à les mettre à l'abri de tout recours. Pour apprécier dans quelle mesure les commissaires doivent être déclarés responsables, il convient de tenir compte des différents éléments, défaut d'expérience, difficulté de la mission, insuffisance de moyens de vérification. Il faut aussi

considérer la gratuité du mandat. Les commissaires ne répondent que de leurs fautes personnelles. Leur responsabilité est en principe individuelle ; toutefois elle serait déclarée solidaire, s'ils avaient commis une faute commune ou une série de fautes engendrant une obligation indivisible telle que les juges seraient dans l'impossibilité de discerner la mesure de la culpabilité de chacun et de graduer en conséquence les condamnations encourues.

Les quitus donnés par l'assemblée générale aux administrateurs couvrent également les commissaires de surveillance.

§ IV. *Les assemblées générales*

La Caisse de crédit agricole est gérée, nous l'avons vu, par un Conseil d'administration. Mais ce Conseil exerce les attributions qui lui sont dévolues sous le contrôle des sociétaires réunis en assemblée générale aux époques et aux conditions déterminées par le législateur. C'est donc à cette assemblée que revient l'action prépondérante et souveraine dans l'administration et pour le fonctionnement de la société. C'est elle qui constitue le pouvoir supérieur chargé de nommer les administrateurs et de les contrôler.

Il y a dans les Caisses de crédit trois sortes d'assemblées : les assemblées générales ordinaires, les assemblées générales réunies extraordinairement, et les assemblées extraordinaires.

a) Règles communes aux différentes assemblées générales.

Les assemblées générales ne peuvent être composées

que de porteurs de parts ayant satisfait aux obligations statutaires et ayant remboursé aux échéances fixées le prêt de campagne, toute créance des institutions de crédit agricole mutuel, à quelque titre que ce soit, et, le cas échéant, l'annuité due à la Caisse Fédérale. Ils peuvent se faire représenter par un mandataire, qui devra être forcément un autre sociétaire. La qualité de sociétaire qui est indivisible à l'égard de la Caisse, s'oppose à ce qu'un porteur de parts se fasse représenter par plusieurs mandataires.

Un sociétaire ne peut être porteur que du mandat d'un seul sociétaire absent. Il est nécessaire que le mandat soit écrit, peu importe qu'il soit conçu en termes généraux ou en termes spéciaux. On doit, par exemple, considérer comme suffisant le pouvoir donné pour représenter un sociétaire à l'assemblée générale qui se tiendra à telle date, le mandataire a qualité pour voter au nom de son mandant sur toutes les questions à l'ordre du jour de cette assemblée. Le mandat peut être impératif; il peut être donné pour voter dans tel ou tel sens. Le mandataire n'est alors autorisé à voter que dans le sens qui lui a été indiqué par le mandant.

Il peut arriver que des sociétaires envoient leurs pouvoirs au Conseil d'administration, en laissant en blanc le nom du mandataire. Ils sont alors, nous semble-t-il, censés charger le Conseil du soin de désigner le mandataire devant les représenter à l'assemblée générale. Les administrateurs se répartissent les pouvoirs qui leur seraient ainsi envoyés, en désignant des mandataires parmi les membres de l'assemblée.

C'est au bureau qu'il échet de vérifier la qualité des membres et la feuille de présence fait foi jusqu'à preuve contraire de la validité des pouvoirs acceptés.

Convocation. — Les sociétaires doivent toujours être convoqués à l'assemblée générale. Ils ne pourraient pas se réunir sans convocation régulière et délibérer, alors même qu'ils représenteraient le quorum fixé par les textes.

En principe, c'est au Conseil d'administration qu'il appartient de convoquer les assemblées générales ordinaires et les assemblées générales extraordinaires tenues au cours de la société. Les administrateurs individuellement et même le président du Conseil n'ont pas le droit de convoquer l'assemblée générale.

Les commissaires de surveillance ont le droit en cas d'urgence, de convoquer l'assemblée générale, droit qui leur est accordé sans restriction ni réserve. Ils ne peuvent toutefois recourir à cette mesure exceptionnelle que si elle est justifiée par des motifs graves.

Les sociétaires représentant une certaine fraction du capital, le $\frac{1}{4}$ au moins des porteurs de parts, ont le droit d'exiger la convocation d'une assemblée générale. La demande de convocation doit être faite par écrit, et préciser les questions sur lesquelles l'assemblée générale sera appelée à statuer.

Sur réquisition du directeur général des Finances, l'assemblée générale peut être également convoquée, ce pouvoir étant la conséquence du droit de contrôle qu'il exerce sur la gestion de la Caisse.

Délai. — Les convocations doivent être faites 8 jours au plus tôt et 8 jours au plus tard avant la date fixée pour l'assemblée générale, afin de permettre aux sociétaires de prendre leurs dispositions en vue d'assister à la réunion ou de s'y faire représenter. La convocation doit être faite par lettre ordinaire et par avis inséré

dans les journaux locaux. Elle indiquera notamment la dénomination de la société, les jours, heure, et lieu de l'assemblée et les questions inscrites à l'ordre du jour. En l'absence de toute disposition dans les statuts et dans l'avis de convocation, l'assemblée doit se réunir au siège social.

Il est prescrit d'indiquer dans les avis de convocation, l'objet de la réunion et les questions qui y seront discutées. L'inobservation de cette prescription entraînerait la nullité de la délibération. Il est indispensable en effet que les sociétaires connaissent d'avance les questions qui seront soumises à l'ordre du jour à l'assemblée générale. Avisés en temps opportun, ils pourront se documenter plus sérieusement. Ils seront ainsi prémunis contre des surprises ou des manœuvres et agissements frauduleux. Cette manière de procéder est conforme à l'esprit du pacte social. L'assemblée ne saurait voter à peine de nullité sur d'autres questions que celles mentionnées à l'ordre du jour.

Les avis de convocation doivent être suffisamment clairs et explicites de façon à éviter toute surprise et tout malentendu. Ainsi un ordre du jour portant la formule laconique « modifications aux statuts » ne remplirait pas les conditions précitées. Car il ne renseigne pas sur les modifications qui seront proposées à l'assemblée, modifications qui peuvent être très importantes et toucher aux bases essentielles du pacte social.

Délibération. — Il est dressé avant la réunion une feuille de présence ; elle contient les nom et domicile des porteurs de parts ainsi que le nombre de parts représentées par chacun d'eux. Cette feuille de présence est signée par les sociétaires au fur et à mesure de leur arri-

vée. A l'heure fixée pour l'ouverture de la séance, le président de l'assemblée générale qui est le président du Conseil d'administration ou à défaut, un des membres du Conseil procède à la composition du bureau ; il s'adjoint deux assesseurs désignés par l'assemblée générale. Puis il consulte la feuille de présence certifiée véritable par le bureau, pièce qui lui révélera le nombre de parts représentées ; il constate alors la réunion du quorum nécessaire pour que l'assemblée puisse valablement délibérer.

Il donne ensuite lecture du rapport du Conseil d'administration et s'il s'agit de l'assemblée annuelle, du rapport du ou des commissaires de surveillance, à défaut de rapport le président expose les questions soumises à l'ordre du jour. La discussion est alors ouverte et quand elle est déclarée close, on passe au vote des résolutions à l'ordre du jour.

Les délibérations prises par l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau, qui font foi jusqu'à preuve contraire.

Les décisions adoptées par l'assemblée générale sont obligatoires pour tous les sociétaires, pourvu qu'elles aient été prises dans les limites de la loi et qu'elles soient exemptes de fraude. L'art. 13 de l'arrêté viziriel, dispose à cet effet que « la possession d'une part comporte adhésion aux statuts de la Caisse et aux délibérations de l'assemblée générale.

b) *Les assemblées ordinaires.*

Attributions. — Il est tenu une assemblée générale chaque année avant le 1^{er} mars.

Elle a pour mission :

1° De désigner chaque année le ou les commissaires de surveillance chargés de faire un rapport à l'assemblée générale ordinaire suivante ;

2° De nommer, réélire ou remplacer les administrateurs dont les fonctions sont expirées ou ont pris fin par suite de démission ou de décès ;

3° D'entendre, de discuter, d'approuver les comptes ;

4° De statuer sur l'admission, l'exclusion des sociétaires, la cession ou le remboursement des parts sur la durée des fonctions des membres du Conseil d'administration sur les bases du remboursement des frais de déplacement ;

5° De fixer le maximum d'augmentation du capital social des engagements à contracter par le Conseil d'administration pour assurer le fonctionnement de la caisse.

Quorum. — L'assemblée générale ordinaire doit être composée d'un nombre de sociétaires représentant par eux-mêmes ou par procuration la moitié plus un au moins du nombre total des membres inscrits à la caisse à la date de la convocation. Lorsque sur une convocation régulière les sociétaires présents ou représentés ne constituent pas la moitié des membres inscrits l'assemblée ne peut être tenue. Il y a lieu néanmoins, de constater dans un procès verbal dressé et signé par les membres du bureau, l'impossibilité où se trouve l'assemblée de délibérer valablement.

Une nouvelle assemblée est alors convoquée dans les formes ordinaires. L'avis de convocation reproduit l'ordre du jour et indique la date et le résultat de la précédente assemblée.

Cette nouvelle assemblée délibère valablement quelque soit le nombre de sociétaires présents.

Majorité. — Dans les assemblées générales ordinaires, les délibérations sont prises à la majorité des voix, c'est-à-dire à la moitié plus une des voix exprimées. La majorité relative ne suffirait pas, les abstentionnistes devant en effet être considérés comme désapprouvant la proposition soumise au vote de l'assemblée.

Tout sociétaire participe aux délibérations avec un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède jusqu'à concurrence de 10.

c) Des assemblées générales réunies extraordinairement.

En outre de cette session annuelle, l'assemblée générale peut être réunie en cours d'exercice chaque fois qu'il y va de l'intérêt de la société.

Elle est ainsi convoquée extraordinairement, comme nous l'avons déjà vu :

1° Toutes les fois que le Conseil d'administration le juge utile ;

2° En cas d'urgence, sur la demande expresse des commissaires de surveillance ;

3° Sur réquisition écrite d'un certain nombre de porteurs de parts, $1/4$ au moins ;

4° Sur réquisition du directeur général des Finances qui contrôle l'organisation et le fonctionnement de la Caisse, ainsi que nous le verrons plus loin.

Les règles touchant le quorum et la majorité des assemblées générales annuelles s'appliquent aux assemblées réunies extraordinairement.

En résumé celles-ci ne se distinguent de celles-là qu'en ce qui concerne le mode de convocation, le nombre et l'époque des réunions. C'est au Conseil d'administration qu'il appartient de réunir les assemblées géné-

rales ordinaires, et ce, une fois par an, avant le 1^{er} mars, tandis que les assemblées générales réunies extraordinairement sont convoquées par différents organes, et peuvent se tenir plusieurs fois par an, à toute époque de l'année.

d) *Des assemblées générales extraordinaires.*

Attribution. — Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées et réunies pour délibérer :

1^o Sur le versement du solde ou de partie de solde des parts non libérées ;

2^o Sur les propositions de modification aux statuts ;

3^o Sur la dissolution de la société.

La composition de ces assemblées, la majorité exigée pour la validité de leurs votes, sont particulières, elles ne sont pas les mêmes que celles des assemblées ordinaires.

Quorum. — Pour délibérer valablement les assemblées générales doivent être composées d'un nombre de porteurs de parts représentant par eux-mêmes ou par procuration les deux tiers au moins des membres inscrits à la Caisse de crédit le jour de la convocation. Au quorum de moitié nécessaire pour les délibérations des assemblées ordinaires, l'art. 54 de l'arrêté viziriel du 29 novembre 1931 a substitué un quorum des deux tiers, en raison de l'importance des questions qui doivent être soumises à l'ordre du jour de ces assemblées extraordinaires.

Si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle assemblée est convoquée dans les formes prévues en pareil cas pour les assemblées ordinaires. Cette seconde assemblée discute valablement sur les questions qui lui sont

soumises, quel que soit le nombre des porteurs de parts présent.

Majorité. — Les résolutions pour être valables doivent réunir les deux tiers des voix des sociétaires présents ou représentés.

Autre différence avec les assemblées ordinaires dans lesquelles les délibérations sont prises à la majorité des suffrages.

Une troisième particularité est à signaler en ce qui concerne le nombre de voix attribué aux porteurs de part. Par dérogation à l'art. 50 de l'arrêté viziriel du 29 novembre 1931 qui prévoit que pour les assemblées ordinaires « chaque sociétaire a autant de voix qu'il y a de parts, sans qu'il puisse avoir plus de 10 voix » dans les assemblées extraordinaires tout sociétaire participe aux délibérations avec un nombre de voix égal au nombre de parts dont il est porteur sans limitation.

Par cette disposition le législateur marocain établit dans les assemblées extraordinaires l'omnipotence des gros sociétaires.

§ V. *Contrôle*

Les Caisses de crédit agricole tenant en partie leurs ressources de l'appoint financier de l'Etat marocain, il est rationnel que l'Administration du Protectorat ait sur elles un droit de contrôle. Ce contrôle est exercé, d'une part par les agents de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, et d'autre part, par ceux de la direction générale des finances.

Les agents de la direction générale de l'agriculture

désignés à cet effet surveillent les opérations effectuées par les institutions de crédit mutuel avec leurs sociétaires, ils ont qualité pour vérifier sur place l'application des prescriptions légales et statutaires, exiger la production de toutes pièces justificatives.

Le principal rayon de leur activité est le contrôle des conditions dans lesquelles s'effectuent les prêts. Nous avons vu qu'en effet le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation intervenait dans les opérations de crédit à court terme pour fixer au moyen d'un barème les limites dans lesquelles devaient être consenties les avances et déterminer les conditions de la réalisation de prêts

Près de chaque Caisse le directeur général de l'agriculture après avis du directeur général des Finances nomme un commissaire du gouvernement chargé de la surveillance permanente des opérations, d'approuver la forme des comptes d'inventaires et des bilans, d'examiner les inventaires et les comptes annuels, les livres de comptabilité, l'état de la caisse, le portefeuille et toutes les écritures. Il assiste avec voix consultative aux séances du Conseil d'administration et aux réunions de tout comité ou de toute commission issus de ce conseil. Il peut présenter des observations à l'assemblée générale. Il transmet à la Caisse Fédérale les demandes de fiche d'escomptes ou d'emprunt, et forme son avis obligatoire pour tout engagement de dépenses.

Des agents de la direction générale de l'agriculture surveillent particulièrement les opérations ayant trait à l'ouverture des crédits. Ils s'assurent tant en la forme qu'au fond de la régularité des contrats de prêts passés avec les sociétaires. Ils sont chargés de vérifier les écri-

tures, caisse et portefeuille et d'en rendre compte à une commission de contrôle à laquelle ils adressent des rapports périodiques.

Cette commission de contrôle est présidée par le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, ou de son délégué et se compose :

1° du chef de service de la colonisation et du crédit agricole ;

2° d'un délégué du directeur général des Finances ;

3° d'un délégué du directeur général de la Banque d'Etat du Maroc ;

4° d'un administrateur de la Caisse Fédérale de la mutualité et de la coopération agricole ;

5° d'un administrateur de chaque caisse de crédit agricole mutuel ;

6° d'un fonctionnaire de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation qui remplit les fonctions de secrétaire.

Les sociétés de crédit sont soumises par ailleurs à l'inspection des agents de la direction générale des finances. Ils sont chargés d'examiner l'organisation et le fonctionnement des Caisses et de vérifier leur situation financière ; ce, afin d'établir si elles doivent être admises ou non au bénéfice des avances de l'Etat.

La commission de contrôle d'une part, les inspecteurs sus-visés des finances d'autre part, fournissent des rapports qui permettent en fin d'année au directeur général des Finances d'établir d'accord avec le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation un compte rendu d'ensemble des opérations faites par les Caisses de crédit mutuel. Ce compte rendu est publié chaque année au Bulletin Officiel.

Outre ce double contrôle de l'Etat exercé tant par la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation que par la direction générale des finances, les Caisses de crédit se trouvent placées sous la dépendance de la Caisse Fédérale de la mutualité et de la coopération agricoles, dont nous étudierons plus loin le fonctionnement et les attributions.

§ VI. *Dissolution.*

L'assemblée générale extraordinaire peut, à toute époque et dans toutes les circonstances et pour des motifs dont elle est seule juge, prononcer la dissolution de la Caisse et sa décision, dès lors qu'elle n'est pas entachée de fraude ou de manœuvres dolosives, s'impose à tous les sociétaires.

Par l'effet de sa dissolution la société cesse d'exister pour l'avenir, mais elle survit pour le règlement des frais accomplis, c'est-à-dire pour la liquidation. Durant cette dernière phase de son existence la société subsiste et persiste tant activement que passivement pour ses besoins et jusqu'à l'issue de sa liquidation. « L'art. 64 de l'arrêté viziriel du 29 novembre 1931 dispose en ce sens que pendant la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée générale se continuent comme pendant l'existence de la société » ; et l'art. 65 dit « A moins de décision contraire de l'assemblée générale, la liquidation lors de la dissolution de la Caisse s'opérera par les soins du Conseil d'administration en exercice dont les pouvoirs seront prorogés pendant la durée de la liquidation ».

Le produit de la liquidation de l'actif social doit servir tout d'abord à payer le passif et à faire face aux charges de la société envers les tiers.

Après le règlement des engagements de la société le produit net doit être affecté à une œuvre d'intérêt agricole. Cette affectation de l'actif d'une caisse en dissolution à une œuvre d'intérêt agricole apparaît très logique étant donnés les principes d'entraide et de mutualité des sociétés. Au surplus, l'espoir d'un partage éventuel pourrait fausser le but des institutions de mutualité et introduire un esprit de spéculation dans le fonctionnement des Caisses de crédit.

« En cas de dissolution, dit l'art. 14 du dahir du 9 mai 1923, le fonds de réserve et le reste de l'actif net, après paiement des dettes sociales et remboursement des parts sociales (dont le taux ne peut excéder le montant de la somme effectivement versée par le souscripteur) sont affectés à une œuvre d'intérêt agricole, sur décision de l'assemblée générale approuvée par la Commission de crédit agricole mutuel ».

Cette commission dont il est question est une commission consultative, appelée à donner son avis sur toutes les questions intéressant le crédit mutuel et la coopération agricole. Elle est présidée par le Résident général ou le secrétaire général du Protectorat et composée : 1° du directeur général des Finances ; 2° du directeur général de l'agriculture ; 3° du commissaire du gouvernement près la Caisse Fédérale de la mutualité que nous étudierons plus loin ; 4° de deux délégués colons du Conseil d'administration de cette Caisse Fédérale ; 5° et d'un agent de la direction de l'agriculture remplissant les fonctions de secrétaire.

L'art. 68 de l'arrêté viziriel du 29 novembre 1931 a prévu le cas où la Caisse serait dissoute en vue de la création de plusieurs autres Caisses, il dispose à cet effet :

« Lorsqu'à la demande de Conseil d'administration, l'assemblée générale aura décidé la dissolution de la Caisse en vue de la création de plusieurs sections territoriales il sera procédé à la dissolution de la Caisse à la diligence du Conseil d'administration en exercice. La répartition de l'actif et du passif de l'ancienne Caisse sera effectuée entre les nouvelles Caisses au prorata des opérations faites avec les sections territoriales qui composent les nouvelles Caisses, dont la constitution et le fonctionnement sont soumis aux prescriptions du dahir du 9 mai 1923 et de l'arrêté viziriel du 29 novembre 1931 ».

Section III

Opérations

Les Caisses de crédit dont le but est de faciliter et de garantir les opérations concernant directement la production agricole, effectuées par leurs sociétaires individuels ou par les sociétés coopératives agricoles, ont des attributions les plus diverses.

En dehors des prêts d'argent à court et à moyen terme qui constituent leurs principales opérations et dont nous parlerons plus loin, les Caisses de crédit peuvent : 1° Escompter les effets souscrits ou acceptés par leurs sociétaires et faire réescompter leur portefeuille, l'escompte est toutefois limité au dixième du capital versé par les sociétaires ; 2° Transférer au profit de la Caisse de prêts immobiliers du Maroc, en garantie d'ouverture de crédit correspondant, les contrats de prêts à moyen

terme ; 3° Cautionner les emprunts supplémentaires à long terme à contracter par ses sociétaires auprès de la Caisse de prêts immobiliers du Maroc ; 4° Se charger de tous paiements ou remboursements ayant un caractère agricole ; 5° Contracter des emprunts en vue de l'augmentation de leurs fonds de roulement ; 6° Recevoir de leurs sociétaires des dépôts en compte-courant et tous dépôts de titres ¹⁷ ; 7° Se faire consentir des avances sur titres ; 8° Placer les fonds momentanément disponibles, soit à la banque de réescompte, soit en achat de fonds d'Etat français ou marocain ; 9° Contracter des assurances contre l'incendie, la grêle, la mortalité du bétail, les accidents ou tous autres risques professionnels ; 10° Recevoir de la Caisse Fédérale pour leur compte ou pour celui des sociétaires-coopératives agricoles les avances spéciales dont elles garantissent le remboursement dans les délais fixés.

Mais le but même d'existence des Caisses de crédit sont les prêts à court terme et à moyen terme consentis à leurs sociétaires dans la forme suivante :

Le sociétaire désireux d'obtenir un prêt adresse sa demande écrite au président du comité local d'escompte. Il indique la somme dont il a besoin, l'opération agricole à réaliser, l'époque du remboursement, les garanties offertes. Il joint à cette demande un relevé certifié sincère de ses créanciers actifs et passifs, lequel relevé mentionne en outre l'évaluation de ses biens mobiliers

17. Le maximum des dépôts à recevoir en compte-courant est fixé au tiers des effets en portefeuille. Le taux de l'intérêt à servir aux comptes de dépôts est arrêté à : 1° 3/4 de point au-dessous du taux spécial de réescompte de la Banque d'Etat du Maroc pour les dépôts comportant un préavis minimum d'un mois ; 2° 1 point 1/4 au-dessous pour les dépôts à vue.

et immobiliers et un engagement formel d'affecter les fonds à l'opération agricole envisagée.

Le comité local centralise les demandes et certifie la sincérité des déclarations des intéressés. Il adresse au Conseil d'administration des dossiers constitués avec la délibération de sa réunion mensuelle au cours de laquelle ce comité a émis un avis motivé sur la solvabilité des emprunteurs et la valeur des gages offerts.

Le Conseil d'administration saisi des demandes des différents comités locaux, apprécie en dernier ressort le caractère des opérations pour la réalisation desquelles les prêts sont demandés et la valeur des garanties offertes. Il décide alors de la suite à donner aux différentes demandes.

§ I. *Du crédit à court terme.*

Le crédit à court terme est destiné aux dépenses d'exploitation dont le cycle en général ne dépasse pas une campagne agricole. En tout cas sa durée ne doit pas excéder celle de l'opération en vue de laquelle le prêt a été accordé.

Montant des prêts. — Le crédit à court terme consenti par les Caisses est réglementé minutieusement par l'arrêté viziriel du 29 novembre 1931 modifié par l'arrêté viziriel du 28 juillet 1932. Cet arrêté limite le montant des prêts d'après des barèmes basés sur l'importance du fonds. Il fixe en outre les conditions à stipuler au contrat d'ouverture de crédit.

Le montant des crédits à court terme (numéraire, prêts en nature ; débits en comptes cumulés) consentis à

unsociétaire ne peut être supérieur à vingt fois le montant des parts souscrites par lui.

D'autre part, les avances ne sont accordées que dans la limite des garanties offertes d'après les barèmes prévus à l'arrêté viziriel.

A) Pour les agriculteurs exploitant 200 hectares au maximum :

1° cultures succédant à une année de jachère travaillée 600 fr. par hectare au maximum ;

2° cultures de légumineuses sarclées et autres cultures venant sur une sole cultivée pendant l'année précédente, à l'exception du blé succédant à une céréale d'hiver : 3.000 fr. par hectare au maximum. Ce maximum peut être porté à 450 fr. par hectare en ce qui concerne les cultures de pois (*pisum sativum*) et de fèves ;

3° cultures riches ;

a) cultures maraîchères de primeurs destinées en principe à l'exploitation et aménagement des installations nécessaires à de telles cultures : 5.000 fr. par hectare au maximum, sous réserve que le total des prêts à court et à moyen terme cumulés, afférents à l'exploitation agricole ne puisse excéder 6.000 fr. par hectare cultivé ;

b) des cultures maraîchères ordinaires, vignes en rapport, cultures vivrières et cultures riches : 1.200 fr. par hectare au maximum ;

4° cultures fourragères irriguées pérennes 650 fr. par hectare au maximum ;

5° entretien de troupeaux en rapport : 1.500 fr. au maximum à raison de :

a) bovins, animaux en demi stabulation 70 fr. par tête au plus ; à l'engrais en stabulation complète : 90 fr.

par tête au maximum ; vaches laitières en stabulation complète : 150 fr. par tête au plus ;

b) ovins et caprins : 20 fr. par tête au plus ;

c) porcins, en demi stabulation : 25 fr. par tête au maximum ; vache stabulation complète : 35 fr. au plus par tête.

B) Pour les agriculteurs exploitant plus de 200 hectares, il est accordé en plus un crédit de 5.000 fr. par tranche de 10 hectares cultivés jusqu'à 300 hectares. Aucun crédit supplémentaire n'est consenti aux cultivateurs exploitant un domaine de plus de 300 hectares.

A titre d'exemple le montant maximum des prêts à court terme dont peut bénéficier un même agriculteur pour le fonctionnement de son exploitation ne peut excéder, en tout état de cause les chiffres suivants : 120.000 fr. pour exploitation de 200 hectares cultivés,

145.000 fr. pour 250 hectares cultivés,

170.000 fr. pour 300 hectares cultivés et au-dessus.

L'art. 18 de l'arrêté viziriel du 28 juillet 1932 prévoyant ces barèmes donne pouvoir au directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation de les modifier par un arrêté en tenant compte des superficies cultivées, de la nature des cultures ou de la valeur des produits agricoles. Cet arrêté qui a force statutaire, ne peut être pris que sur la proposition de la Caisse Fédérale de la mutualité et de la coopération agricole et sur avis conforme du directeur général des Finances.

Les avances consenties aux sociétaires sont réalisées pour les 2/3 sous forme de numéraires et le reste sous forme d'ouverture de crédit pour paiement d'achats effectués par l'intermédiaire des coopératives. Cette répartition pourra être modifiée par arrêté du directeur

général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation dans la forme prévue pour les modifications aux barèmes du montant des prêts.

Le propriétaire exploitant personnellement, peut presque toujours offrir des garanties suffisantes pour bénéficier des avances à court terme. Mais, il n'en est pas de même du fermier à qui il est parfois difficile, sinon impossible, d'affecter à titre de nantissement, un gage suffisant pour garantir le remboursement des prêts. Ses récoltes, son matériel, son cheptel qui constituent généralement son patrimoine, sont, en effet, déjà frappés d'un privilège au bénéfice du propriétaire du terrain par lui exploité.

Cette situation critique du fermier a nécessité certaines dispositions prévues par l'art. 21 de l'arrêté viziriel du 29 novembre 1931.

Lorsque le locataire n'offre pas des garanties suffisantes, il doit, pour bénéficier de prêts à court terme être cautionné par son propriétaire. Il doit, en outre et ce, même lorsque les garanties présentées par lui sont sérieuses, apporter l'abandon du privilège de son propriétaire jusqu'à concurrence non seulement du montant des arriérés dus par lui à la Caisse de crédit, du nouveau prêt à consentir et de l'annuité dont il est redevable à la Caisse Fédérale, mais encore de la moitié du montant des sommes qu'il doit à ladite Caisse Fédérale. S'il ne peut satisfaire cette dernière condition, il doit apporter aux lieu et place de la cession de privilège s'appliquant à la moitié de la créance de la Caisse Fédérale, tout aval, caution ou sûreté réelle jugés suffisants pour garantir spécialement cette créance.

Contrats d'ouverture. — Les contrats d'ouverture de

crédit à court terme doivent contenir certaines clauses dont l'énumération a été prévue par l'art. 19 de l'arrêté viziriel du 29 novembre 1931.

Les contrats spécifient expressément :

A) Que l'emprunteur s'engage à réaliser un programme de culture en rapport avec le montant des sommes empruntées sur la base des barèmes susvisés ;

B) Que la Caisse du crédit peut à tout moment faire procéder au contrôle des opérations de l'emprunteur par des personnes munies d'un ordre de mission signé de l'administrateur-délégué.

Que le sociétaire s'engage à faciliter les opérations de vérification par tous les moyens, notamment en faisant accompagner sur le terrain les personnes qui en seraient chargées, et en présentant à celles-ci, sur leur demande, tous les documents en rapport avec la nature de leur mission tels que : titres de propriétés, plans, eaux, livres de comptabilité, factures etc...

Que toute entrave apportée à l'exercice du contrôle de la Caisse de crédit, entraînerait de plein droit l'exigibilité immédiate des sommes reçues ;

C) Que l'emprunteur débiteur de la Caisse Fédérale ou non en règle avec la Caisse de crédit, s'engage sous peine d'exigibilité immédiate du prêt consenti à ne se rendre acquéreur d'un nouveau matériel, ni de fournitures agricoles à crédit sans autorisation du Conseil d'administration de la Caisse de crédit donné sur la proposition du comité d'escompte ;

D) Que l'emprunteur accepte d'affecter à titre de nantissement, un gage suffisant pour garantir le rem-

boursement non seulement du crédit de campagne (en numéraire et en nature) mais encore de tout débit en compte et le cas échéant de sa dette à l'égard de la Caisse Fédérale. Ce gage portera sur les récoltes détachées et pendantes, à emblaver et à venir, ainsi que sur le matériel et le cheptel.

La fraction du prêt garantie par le matériel ne devra pas dépasser le tiers de la valeur d'estimation du gage, révisable suivant décision du Conseil d'administration.

La valeur des récoltes données en nantissement ou que l'emprunteur s'engage à apporter aux coopératives de vente, est évaluée d'un commun accord entre la Caisse de crédit mutuel et l'union des docks silos coopératives du Maroc ou l'union des coopératives vinicoles.

E) Que l'emprunteur non débiteur de la Caisse s'engage à remettre d'abord ses récoltes (en céréales et en vin) jusqu'à concurrence du total des avances exigibles en fin de campagne majorés de 15 %, aux organismes coopératifs de vente affiliés à la Caisse de crédit agricole par les soins desquels elles seront vendues.

Qu'en cas d'impossibilité de remise à ces organismes de la part de récolte ainsi déterminée, cet emprunteur s'engage à ne vendre ses récoltes à des tiers qu'autant que la Caisse de crédit sera intervenue au contrat, lequel devra prévoir que le produit de la vente, jusqu'à concurrence du total des sommes exigibles en fin de campagne, sera versé entre les mains de la Caisse de crédit à l'exclusion de tous autres.

F) Que l'emprunteur débiteur de la Caisse Fédérale s'engage à remettre l'intégralité de ses récoltes (en céréales et vins) aux organismes coopératifs de vente affiliés à la Caisse de crédit agricole.

Qu'en cas d'impossibilité de remise de ses récoltes auxdits organismes, cet emprunteur s'engage à les entreposer dans les locaux désignés par la Caisse de crédit et à ne les vendre à des tiers qu'autant que celle-ci sera intervenue au contrat, lequel devra prévoir que le produit de la vente sera versé à ladite caisse à l'exclusion de tous autres.

§ II. *Crédit individuel à moyen terme.*

Les prêts à moyen terme sont destinés aux opérations suivantes :

a) achat de bétail et principalement d'animaux reproducteurs destinés à l'amélioration du troupeau ;

b) Achat de matériel (petit ou gros matériel), matériel de défoncement, de battage ;

c) Travaux de défoncement, de défrichement, et d'épierrage, amendement physique des terres ;

d) plantations d'arbres, essences de production accélérée telles que : vigne (sans limitation autre que le maximum des prêts à moyen terme) arbres fruitiers (tels que, orangers, abricotiers · citronniers, pêcheurs, amandiers) sumac, mimosa à tanin, et autres arbres industriels à rendement aussi rapide que les précédents, jusqu'à concurrence de la moitié du maximum du prêt à moyen terme ;

e) Constructions non durables (en matériaux non durs) jusqu'à concurrence de 40 % du maximum du prêt à moyen terme ;

f) Réparations aux constructions existantes, entretien de gros canaux d'irrigation, amortissables en moins de 6 ans jusqu'à concurrence de 40 % du maximum du prêt à moyen terme ;

g) En général, toute opération destinée à augmenter la valeur du fonds et amortissable habituellement en moins de 6 ans, exceptionnellement 10 ans au plus ; soit par exemple, assainissement facile de terres marécageuses destinées à la création de prairies ou de cultures maraîchères, forages de puits ou captage de source pour l'irrigation jusqu'à concurrence de 40 % du maximum du prêt à moyen terme.

Les garanties offertes pour ces opérations donnent lieu à un examen particulièrement sérieux du comité local d'escompte et du Conseil d'administration.

Le dahir organique a nettement précité que toutes les opérations de ce genre devraient donner lieu à l'établissement d'un contrat de nantissement ou d'hypothèque, mais il semble nécessaire d'observer que seuls les nantissements avec tradition du gage warrants ou hypothèques sur immeubles immatriculés offrent les garanties que la Caisse est en droit d'exiger.

Pour la réalisation de ces prêts la Caisse fait signer à ses membres des engagements spéciaux déterminant les conditions du prêt, les garanties fournies, l'affectation des fonds et les conditions du remboursement.

Les contrats de prêts à moyen terme contiennent une clause permettant le transfert, par simple endos, à la Caisse de prêts immobiliers du Maroc. L'intervention de cette Caisse pour le fonctionnement du crédit à moyen terme a été prévue par le dahir du 25 novembre 1925 sur l'intervention de la Banque d'Etat. « Les censeurs de cette banque avaient estimé en effet que la circulation monétaire devait entièrement reposer sur des opérations de prêts à court terme et que la Banque d'Etat ne devait plus réescompter les effets à 90 jours, créés

par les Caisses agricoles en représentation des prêts à moyen terme à 6 ans d'échéance.

Aussi la Banque d'Etat demanda-t-elle l'intervention d'un organisme intermédiaire qui prendrait sa place de réescompteur du papier causé par des avances à moyen terme. Le gouvernement chérifien obtint que la Caisse de prêts immobiliers se chargeât de ces opérations. Cet arrangement permettait une liaison entre les opérations à moyen terme et celles à long terme, liaison qui devait faciliter le contrôle et ne présenter que des avantages pour tous les emprunteurs »¹⁸.

Montant des prêts et amortissement

Le plafond maximum des crédits à moyen terme qui était de soixante quinze mille francs (75.000 fr.), sous l'empire du dahir du 9 mai 1923, est passé avec le dahir du 25 novembre 1925 à cent vingt cinq mille francs (125.000 fr.) et a été porté finalement à cent cinquante mille francs (150.000 fr.) en juillet 1926.

Avec le dahir de 1923, les prêts étaient remboursables en 6 années au maximum par amortissements annuels d'un sixième. Aux termes du dahir de 1925, ils devinrent remboursables en dix années au maximum, par amortissements annuels d'un huitième à partir de la troisième année. L'art. 22 de l'arrêté viziriel du 29 novembre 1931 actuellement en vigueur prévoit qu'ils doivent être stipulés amortissables d'après le barème suivant :

a) Prêts de huit à dix ans : 1^{er} amortissement reporté à la fin de la troisième année ;

18. R. Marchal, *Précis de législation financière marocaine*.

b) Prêts de cinq à sept ans : 1^{er} amortissement reporté à la fin de la deuxième année ;

c) Prêts de moins de cinq ans, aucun report d'amortissement.

Les prêts à moyen terme sont consentis suivant un rythme de remboursement tel que le montant de chaque semestre doit être remboursé à concurrence de 75 %₀ au cours du premier trimestre de la sixième année.

L'intérêt des prêts est payé d'avance ou à terme échu, suivant la décision de l'assemblée générale. Le taux est fixé par le Conseil d'administration, toutefois il ne peut être supérieur au taux spécial de réescompte de la banque d'Etat du Maroc augmenté de 2 1/2 %₀, inférieur au taux de réescompte.

CHAPITRE II

LA CAISSE FEDERALE DE LA MUTUALITE ET DE LA COOPERATION AGRICOLE

SECTION I. *Constitution.*

SECTION II. *Administration générale.*

SECTION III. *Opérations*

Au cours de 1930, les difficultés de la colonisation provoquées depuis 1928 par les inondations, la sécheresse et la baisse mondiale des céréales s'accrurent par une invasion acridienne sans précédent qui désola force récoltes. La situation était d'autant plus délicate que les colons éprouvaient le poids d'un endettement assez sensible occasionné tout spécialement par des achats inconsidérés de matériel agricole. « Ils avaient emprunté sans compter pour acquérir un outillage agricole disproportionné avec les possibilités pratiques de rendement de leurs titres, et un déséquilibre rapide s'était institué entre leur capital foncier et leur capital d'exploitation. Le Maroc s'était intoxiqué avec un matériel agricole dont les colons préféraient l'usage à la traction animale surtout parce que les fabricants d'appareils de motoculture leur ouvraient avec une libéralité coupable la possibilité d'achats à tempérament »¹.

1. *L'Economie marocaine*, René Hofferh, p. 136.

Il apparut alors que les agriculteurs marocains, débiteurs non seulement des Caisses de crédit agricole, mais encore du commerce se trouvaient dans l'impossibilité de faire face à leurs engagements autrement que par la cession de leurs terres. Cette dernière solution était à repousser car elle aurait pour effet fatal d'entraîner une baisse de la propriété foncière, ce qui aurait compromis l'équilibre de tout le système de crédit hypothécaire, effectué par l'intermédiaire de la Caisse de prêts immobiliers.

La gravité du problème à la fois économique et politique amena le Protectorat à prendre l'initiative d'une action de crédit assisté.

Deux procédés s'offraient à lui : soit augmenter les prêts attribués aux Caisses de crédit, soit appliquer une formule de règlement plus générale par l'intermédiaire d'un nouvel organisme interposé entre l'Etat et les Caisses de crédit. C'est cette dernière solution qui prévalut et fut réalisée par la création de la Caisse Fédérale de la mutualité et de la coopération agricole. « Il y avait avantage, nous dit M. Branly, à cantonner les Caisses de crédit dans leurs attributions normales et à ne pas alourdir leur situation par la reprise des dettes commerciales afin de leur permettre de poursuivre dans les meilleures conditions leur activité dans le domaine du crédit à court terme et à moyen terme. Par ailleurs, malgré le caractère exceptionnel des mesures envisagées leur mise en œuvre pouvait sans inconvénient être confiée à une institution permanente susceptible, le cas échéant, de parer aux crises ultérieures »².

2. *Compte-rendu* des opérations des institutions de crédit agricole mutuel et de coopération agricole du Maroc, année 1931, Branly.

Section I

Constitution

La Caisse Fédérale de la mutualité et de la coopération agricole, créée par le dahir du 5 décembre 1930 est un organisme essentiellement mutualiste dont le rôle en dehors de l'opération exceptionnelle de consolidation des dettes de la colonisation est d'assurer une liaison permanente entre les Caisses de crédit et les coopératives agricoles, de contrôler le fonctionnement de ces organismes et d'étudier toutes les questions relatives au crédit et à la coopération agricole.

Sont membres de droit de la Caisse Fédérale, les Caisses de crédit agricole mutuel, les unions de sociétés coopératives, les coopératives centrales, le gouvernement chérifien.

Les statuts de la Caisse Fédérale sont soumis à l'approbation du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, qui, après avoir recueilli l'avis conforme du directeur général des Finances, prend un arrêté autorisant la création de la Caisse. Les statuts une fois approuvés sont signés par les souscripteurs, avec la liste complète des administrateurs, directeurs, commissaires aux comptes, puis déposés en double exemplaire au secrétariat greffe de la justice de paix de Rabat. Outre cette publicité constitutive, la Caisse Fédérale est astreinte à déposer chaque année dans la première quinzaine de juin au même secrétariat greffe et également en double exemplaire la liste de ses membres et le bilan des opérations effectuées en cours d'exercice.

La Caisse Fédérale n'est valablement constituée qu'après versement du quart du capital souscrit. Ce capital de fondation a été fixé à 5.175.000 fr. et divisé en 5.175 parts d'une valeur de 1.000 fr. chacune, à souscrire et à payer en espèces. Les organismes adhérents ont souscrit un nombre de parts proportionnel à leur capital versé. De son côté le gouvernement chérifien a souscrit un nombre de parts correspondant au nombre d'administrateurs qui lui sont dévolus.

La réglementation relative à la nature nominative des parts et à leur cession est la même que celle des Caisses de crédit agricole mutuel.

La propriété des parts est établie par une inscription sur un registre spécial et par la remise d'un certificat portant un numéro d'ordre et signé par deux administrateurs. La cession ne peut se faire qu'avec l'agrément du Conseil d'administration, et après ratification par l'assemblée générale, et à la condition que le cessionnaire soit membre de la Caisse Fédérale et que le cédant ne soit débiteur de la société. La déclaration de transfert est inscrite sur le certificat que signent le cédant et le cessionnaire et que visent deux administrateurs. Mention de cette cession est faite sur le registre des sociétaires.

La responsabilité de chaque associé est limitée au montant des parts par lui souscrites. La répartition des dettes entre les sociétaires se fait par les soins du Conseil d'administration après règlement des tiers créanciers.

Au cas où l'un des associés ne paierait pas la part lui incombant, la somme ainsi non payée irait grossir la contribution de ses associés.

Section II

Administration générale

§ I. Du Conseil d'administration

Composition. — La Caisse Fédérale est administrée par un Conseil composé des présidents et des administrateurs-délégués des Caisses de crédit agricole mutuel, de trois représentants des unions et des coopérations centrales, et de deux délégués du gouvernement. Ce Conseil élit chaque année parmi ses membres un président et deux vice-présidents ; ils sont rééligibles. Le Conseil se réunit chaque fois que l'exige l'intérêt de la Caisse Fédérale et au moins une fois par trimestre. Il est convoqué par le président ou à son défaut par quatre administrateurs.

Pouvoirs. — Le Conseil a des pouvoirs les plus étendus. C'est lui qui représente la société vis-à-vis des tiers et auprès des pouvoirs publics, qui nomme et révoque mandataires et employés et arrête un règlement particulier concernant le personnel, qui fixe les dépenses générales d'administration, qui examine les demandes de prêts ou propositions d'escompte, sur la proposition des Caisses de crédit agricole mutuel, qui détermine le placement des fonds disponibles après avis conforme du commissaire du gouvernement, qui autorise tout compromis, toute transaction ou toute action judiciaire, qui consent toutes hypothèques et confère toutes autres garanties, qui arrête les comptes annuels à soumettre à l'assemblée générale et fait un rapport sur ces comptes

et sur la situation de la Caisse etc... La délibération du Conseil d'administration formant programme annuel de répartition des avances à consentir aux institutions de crédit mutuel et de coopération agricole est présentée à la commission de crédit mutuel et de la coopération agricoles.

Cette commission chargée de donner son avis sur toutes les questions intéressant le crédit mutuel et la coopération agricoles est présidée par le Résident général ou le secrétaire général du Protectorat, et composée :

1° Du directeur général des Finances ;

2° Du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation ;

3° Du commissaire du gouvernement près la Caisse Fédérale ;

4° De deux délégués colons du Conseil d'administration de la Caisse Fédérale.

Pour l'étude technique des affaires exigeant des connaissances spéciales ou des aptitudes professionnelles rentrant dans l'objet de la société, le Conseil d'administration s'inspire des avis exprimés par un comité technique. Ce comité est composé des directeurs des Caisses de crédit, des unions de coopératives et des coopératives centrales. Il est présidé par l'administrateur-délégué.

Le Conseil tient un registre de ses délibérations que signent après chaque réunion le Président et deux membres. Lorsque des copies ou extraits de ces délibérations doivent être produits en justice, ils sont certifiés par le Président ou l'administrateur-délégué.

Les décisions sont prises à la majorité des voix. Chaque administrateur a un nombre de voix égal, nombre de part qu'il détient.

Les attributions du Conseil, ainsi que l'établit l'énumération faite ci-dessus, sont très vastes : tout ce qui n'est pas réservé aux assemblées générales, disent les statuts, est de sa compétence. Or, nous verrons plus loin que les pouvoirs qui ont été expressément conférés aux assemblées générales sont plutôt spéciaux.

Mandataires substitués. — Le Conseil d'administration ne pouvant siéger en permanence, ni pourvoir à tous les détails d'administration courante délègue une partie de ses pouvoirs à des mandataires : l'administrateur-délégué et le directeur.

L'administrateur-délégué est choisi, parmi les administrateurs colons et désigné par le Conseil d'administration. Le directeur est nommé également par le Conseil, mais cette nomination est soumise à l'agrément du directeur général des Finances.

L'étendue des pouvoirs de l'administrateur-délégué ou du directeur dépend surtout des termes de la délégation qu'il a reçue par la délibération du Conseil d'administration. Toutefois les statuts de la Caisse prévoient d'une façon expresse certaines des attributions de ces mandataires substitués. Les art. 28 et 29 des statuts disposent :

Art. 28 : « Le président du Conseil d'administration ou l'administrateur délégué est chargé de l'exécution des décisions de l'arrêté viziriel et du Conseil d'administration.

L'administrateur-délégué signe avec le Président.

1° les engagements pris à la suite de l'attribution des avances de l'Etat, conformément à l'art. 11 du dahir du 5 décembre 1930.

2° les certificats de parts souscrites et les certificats de cession de parts ».

Art. 29. — « Les actes d'administration à l'exception de ceux visés à l'article précédent, les extraits de statuts, délibérations de l'assemblée générale et du Conseil d'administration les factures, pièces comptables, acquits, accreditifs, chèques, promesses, traites, obligations, contrats, actes d'ouvertures de crédit, billets à ordre ou autres valeurs et la correspondance, devront être revêtus de la signature du Président du Conseil d'administration ou de l'administrateur-délégué et de celle du directeur ».

L'acte accompli par ses mandataires dans le cercle des pouvoirs qui leur ont été conférés engage pleinement la Caisse. Pour tout acte qui excèdera ses pouvoirs le directeur ou l'administrateur-délégué s'engagerait personnellement. Toutefois la Caisse pourrait exceptionnellement être tenue si elle avait profité de l'engagement ou si elle l'avait régulièrement ratifié.

Le directeur et l'administrateur-délégué sont par application des règles du mandat, responsables non seulement de leur dol, mais encore des fautes de gestion qu'ils ont pu commettre aussi que du dommage que par négligence ou imprudence ils auraient pu causer à la société. Ils peuvent être déclarés responsables envers les tiers à raison de leurs délits ou quasi délits, notamment, s'ils ont excédé leur mandat en leur laissant ignorer qu'ils outrepassaient leurs pouvoirs.

Le Conseil d'administration est responsable du mandataire qu'il choisit, administrateur-délégué ou directeur. En déléguant ses pouvoirs le Conseil n'abdique pas sa responsabilité personnelle. Il conserve toujours

la direction de certaines affaires importantes ou au moins le contrôle des actes du délégué. De ce droit de contrôle découle naturellement pour le Conseil la responsabilité des actes de son mandataire.

§ II. *Des commissaires aux comptes*

Nomination. — La comptabilité du Conseil d'administration est soumise au contrôle d'un ou plusieurs commissaires appelés commissaires aux comptes, chargés de vérifier les comptes des administrateurs et de faire connaître par un rapport détaillé et motivé les résultats de leur vérification à l'assemblée générale annuelle.

Les premiers commissaires sont nommés pour un an par l'assemblée générale constitutive. Au cours de la société les commissaires sont désignés également pour un an par l'assemblée générale annuelle appelée à délibérer sur les comptes ou bilans. L'élection a lieu à la majorité simple. Ils sont toujours rééligibles.

Le nombre des commissaires n'est pas légalement limité par les statuts. L'assemblée générale jouit à cet effet d'une entière liberté. Il peut donc n'y avoir qu'un seul commissaire. Quand l'assemblée générale désigne plusieurs commissaires ils peuvent agir conjointement ou séparément.

Les commissaires aux comptes sont des mandataires et comme tels révocables ad nutum, par l'assemblée générale. Il leur est d'autre part loisible de donner leur démission.

Attributions. — Le rôle des commissaires aux comptes est d'éclairer l'assemblée générale sur la gestion financière du contrôle d'administration. Ils vérifient les

comptes et font un rapport à l'assemblée générale sur la situation de la société et sur les comptes présentés par les administrateurs. Ils peuvent se faire assister dans leurs attributions par un expert comptable agréé par les tribunaux. L'assemblée générale fixe la rémunération de cet expert.

Afin de permettre aux commissaires aux comptes d'exécuter leur mission de contrôle, les statuts leur confèrent le droit de prendre communication des livres et d'examiner les opérations de la société à toute époque de l'année, toutes les fois qu'ils le jugent convenable dans l'intérêt social.

Par ailleurs, quarante jours au plus tard avant la réunion de l'assemblée générale annuelle le Conseil d'administration est tenu de mettre à la disposition des commissaires aux comptes, l'inventaire, le bilan, le compte de profit et pertes.

La présentation du rapport annuel à l'assemblée générale est indispensable pour éclairer les sociétaires sur la marche des affaires sociales. Le rapport doit renseigner exactement l'assemblée, non seulement sur la situation matérielle, mais aussi et surtout sur l'état réel des affaires sociales qu'un bilan habilement dressé ne permet pas toujours d'apprécier sainement.

Les statuts ne précisent pas l'époque à laquelle ce rapport doit être terminé ; mais en fait, il doit être déposé assez tôt pour que les sociétaires puissent en prendre connaissance avant la réunion de l'assemblée générale annuelle.

Les commissaires aux comptes chargés de vérifier les pièces comptables et rédiger à cet effet un rapport annuel, ont comme autres attributions celles de convo-

quer l'assemblée générale en cas d'urgence. Ils pourront user valablement de ce droit soit lorsqu'ils auront des présomptions graves que la Caisse court un danger certain, soit lorsque leur mission de contrôle se heurtera au mauvais vouloir ou à un refus de communication de pièces comptables.

Responsabilité. — La responsabilité des commissaires est déterminée d'après les règles générales du mandat. Or, ce mandat peut se résumer dans l'unique obligation de faire un rapport sur la situation de la société, son bilan, et les comptes présentés par les administrateurs. Ils n'ont pas, par conséquent à s'immiscer dans le fonctionnement de la société, et ne sauraient d'une manière générale être rendus responsables des fautes de gestion commises par les membres du Conseil d'administration.

La responsabilité est, en principe individuelle. C'est ainsi que chaque commissaire ne répond que des fautes qu'il a commises pendant la durée de son mandat spécial et non de celles que ses prédécesseurs ou ses successeurs ont pu commettre sans qu'il n'y soit associé. Néanmoins cette responsabilité sera collective et les commissaires aux comptes pourront être condamnés chacun in solidum, s'ils ont commis une faute commune et individuelle.

§ III. *Du commissaire du gouvernement.*

Nomination et attributions.

Outre la désignation des commissaires aux comptes, le dahir du 5 décembre 1930 dans son art. 9, a prévu la nomination d'un commissaire du gouvernement dont

le rôle est de contrôler d'une façon générale le fonctionnement de la Caisse Fédérale. Il est nommé par décision du directeur général des Finances et a pour attributions de contrôler et de vérifier la gestion et la situation financière de la Caisse Fédérale, l'exactitude matérielle des écritures et de l'encaisse et l'application de toutes les dispositions légales et réglementaires.⁷

Il a voix consultative aux séances du Conseil d'administration, ainsi qu'aux réunions de tout comité ou commission issu de ce conseil. Il donne son avis sur le placement des fonds disponibles de la Caisse Fédérale. Ce placement ne peut être déterminé par le Conseil d'administration qu'après accord du commissaire du gouvernement. C'est lui qui transmet au directeur général des Finances les demandes d'autorisation d'emprunt et d'émission d'obligation à au moins 3 ans d'échéance. Il faut dans la limite de ses attributions des observations au Conseil d'administration de la Caisse Fédérale. Dans le cas où il n'en serait pas tenu compte le commissaire du gouvernement en avise le directeur général des Finances qui après examen de la question peut prescrire le remboursement de la partie disponible des avances de l'Etat.

La responsabilité du commissaire du gouvernement est régie par les règles du mandat tout comme celle des commissaires aux comptes.

§ IV. *Des assemblées générales*

Composition et attributions. — L'assemblée générale se compose des membres du Conseil d'administration des Caisses de crédit agricole, des unions de coopératives

et des coopératives centrales adhérentes. Elle est présidée par le président du Conseil d'administration assisté de deux assesseurs désignés par l'assemblée. Si le président du Conseil d'administration est empêché ou absent, la présidence de l'assemblée est assurée par un des vice-présidents du Conseil.

L'assemblée se réunit une fois par an avant le 1^{er} mars. Elle peut en outre se réunir dans le cas : 1^o sur décision du Conseil ; 2^o sur demande expresse des commissaires aux comptes ; 3^o sur réquisition écrite du 1/4 au moins des porteurs de parts.

Quinze jours avant la réunion de l'assemblée générale, des avis de convocation indiquant les questions inscrites à l'ordre du jour sont adressées aux sociétaires par lettres recommandés avec accusé de réception.

L'assemblée régulièrement convoquée et constituée représente l'université des sociétaires, lesquels se trouvent obligés par les décisions prises conformément aux statuts.

L'assemblée générale ordinaire a pour principales attributions :

1^o de désigner ainsi que nous l'avons vu les commissaires aux comptes ;

2^o d'entendre, de discuter et d'approuver les comptes ;

3^o de statuer sur la cession des parts et sur l'augmentation ou la réduction du capital de la Caisse Fédérale ;

4^o de se prononcer en règle générale sur tous les intérêts de la Caisse.

Elle doit être composée pour délibérer régulièrement d'un nombre de sociétaires représentant par eux-mêmes ou par procuration, le 1/6 au moins du nombre total des membres inscrits à la société à la date de la convocation.

Les délibérations doivent être prises à la majorité des suffrages exprimés, et constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau.

Pour les assemblées générales extraordinaires, c'est-à-dire celles qui ont à délibérer sur le versement de partie du solde des parts non libérées et sur les modifications aux statuts le quorum exigé est la $\frac{1}{2}$ et la majorité pour le vote les $\frac{2}{3}$.

Lorsque l'assemblée ne réunit pas un nombre de voix en proportion suffisante pour délibérer valablement, une nouvelle assemblée est convoquée 10 jours à l'avance toujours par lettre recommandée avec accusé de réception. La convocation indique l'ordre du jour, la date et le résultat de la précédente assemblée. Quel que soit le nombre de porteurs de parts présents ou représentés cette seconde assemblée délibère valablement.

Section III

Opérations ; Avances faites à la Caisse ; Avances faites par la Caisse

Opérations. — Les opérations de la Caisse Fédérale de la mutualité et de la coopération agricole sont limitativement énumérées par les art. 1^{er} et 2 du dahir du 5 décembre 1930.

L'art. 1^{er} dispose que la Caisse Fédérale a pour objet :

- 1^o de coordonner l'action des institutions de crédit mutuel et de coopération agricoles, de faciliter leurs opérations et de développer parmi les agriculteurs la pratique du crédit mutuel et de la coopération agricole ;
- 2^o de consentir des avances à ces institutions ;

3° sur la proposition des caisses agricoles d'escompter les effets souscrits par les sociétaires des Caisses de crédit agricole et de consentir à ces personnes en vue du règlement de ces effets des prêts remboursables par annuités ;

4° de contrôler le fonctionnement et de surveiller les opérations des Caisses de crédit mutuel, des unions de coopératives et des coopératives centrales.

Aux termes de l'art. 2 la Caisse est autorisée :

1° à recevoir des avances de l'Etat, des subventions, dons, legs ;

2° à faire réescompter son portefeuille ;

3° à recevoir des dépôts en compte-courant et tous dépôts de titre ³.

4° à se faire consentir des avances sur titres ;

5° à contracter des emprunts et à émettre des obligations à au moins 3 ans d'échéance ;

6° à se charger de tous paiements ou recouvrements ayant un objet agricole.

Il est intéressant d'étudier plus particulièrement parmi les opérations que nous venons de passer en revue, celles qui ont trait aux avances de l'Etat et celles qui concernent les avances de la Caisse Fédérale aux institutions de crédit mutuel et de coopération agricoles.

Avances faites à la Caisse. — Les avances consenties par l'Etat à la Caisse Fédérale sont attribuées par décision du directeur général des Finances qui fixe le montant, le taux et la durée de ces avances. La Caisse remet alors, en représentation desdites avances, à la

3. Le maximum des dépôts à recevoir en compte-courant est fixé aux trois-quarts des effets en portefeuille.

direction générale des finances, des engagements de se libérer à l'échéance indiquée.

Si la Caisse ne tient pas ses engagements les sommes avancées portent de plein droit intérêt à compter de l'échéance stipulée ⁴.

Les avances de l'Etat deviennent immédiatement exigibles dans trois cas :

1° lorsqu'il est relevé une infraction aux dispositions du dahir du 5 décembre 1930 instituant la Caisse Fédérale ;

2° lorsque les statuts ont été violés ;

3° lorsque des modifications y ont été apportées sans avoir été approuvées par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation rendu sur avis conforme du directeur général des Finances.

L'Etat peut poursuivre le remboursement de ces avances soit contre la Caisse en totalité, soit contre chaque sociétaire isolément jusqu'à concurrence de sa part de responsabilité, c'est-à-dire jusqu'à concurrence du montant des parts par lui souscrites.

La Caisse Fédérale est tenue de constituer un fonds de garanties des emprunts et avances de l'Etat. Le directeur général des Finances fixe annuellement d'après les résultats de l'exercice la dotation affectée. Ce fonds obligatoirement placé en valeurs des Etats français et marocain, en valeurs garanties par ces mêmes gouvernements ou en bons de la Caisse des prêts immobiliers, est géré, sous les ordres du directeur général des Finances, par le commissaire du gouvernement qui établit un rapport annuel sur la situation du fonds de garantie.

4. Le taux de l'intérêt est celui pratiqué le jour de l'échéance par la banque de réescompte.

Avances faites par la Caisse. — Les avances faites par la Caisse Fédérale aux Caisses de crédit agricole et aux sociétés de coopératives agricoles sont soumises au contrôle du directeur général des Finances et du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation. C'est ainsi que les décisions d'attribution d'avances sont notifiées au directeur général des Finances et ne deviennent exécutoires, que si dans les 8 jours de leur notification, aucune observation n'a été formulée par le directeur général des Finances, après avis conforme du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

Le total et la durée des avances à consentir sont limités. Pour chaque Caisse de crédit agricole le total ne doit pas dépasser le quadruple du capital de souscription versé en pièces ; les avances ne peuvent être accordées pour durée supérieure à 5 ans ; elles sont renouvelables. Le total des avances consenties à chaque société coopérative agricole peut au maximum atteindre le double de son capital versé en espèces ; ces avances ne peuvent être consenties pour une durée de plus de 25 ans, encore faut-il que la société s'engage à rembourser le montant des avances par annuités égales à compter de la onzième année, autrement, la durée pour laquelle sont accordées les avances ne doit pas excéder 10 ans ; dans les deux cas les avances sont renouvelables.

Il est intéressant de signaler que les coopératives effectuant leurs opérations dans la circonscription territoriale d'une Caisse de crédit agricole ne peuvent recevoir des avances de la Caisse Fédérale que sur la proposition et par l'entremise de cette Caisse de crédit agricole, laquelle est responsable du remboursement de l'avance consentie.

La Caisse de crédit agricole qui doit présenter sous sa propre responsabilité à la Caisse Fédérale, les demandes d'avances de la société a bien soin de s'entourer de garanties. Elle exige soit la clause de la responsabilité solidaire de tous les membres de la coopérative, soit un engagement solidaire signé de tous les membres chargés de l'administration de ladite coopérative. La Caisse de crédit agricole veille ensuite à ce que les avances consenties à la société coopérative ne soient pas détournées de leur affectation. Et quand il s'agit d'avances affectées soit à des travaux, soit à l'achat et à l'installation d'un matériel spécial, elle ne verse à la coopérative qu'au fur et à mesure de la réalisation des projets et après justification de l'emploi des versements antérieurs.

Dans la première quinzaine de février la Caisse rembourse à l'Etat les amortissements reçus des sociétés coopératives au cours de l'année précédente. Elle bénéficie d'un intérêt fixé par elle et approuvé par la commission de crédit sur les avances consenties aux coopératives agricoles.

Les coopératives centrales dont les opérations s'étendent sur la circonscription territoriale de plusieurs Caisses agricoles jouissent d'une situation privilégiée en ce sens qu'elles peuvent recevoir directement des avances de la Caisse Fédérale. Les avances qui leur sont attribuées sont soumises toutefois à certaines garanties. Celles qui se réfèrent à l'établissement de magasins, entrepôts, usines ou autres constructions à édifier sur les terrains appartenant aux sociétés coopératives ne sont accordées que moyennant hypothèque prise au profit de la Caisse Fédérale sur lesdits terrains et sur les constructions à aménager ou à élever. Lorsque les

avances sont destinées à l'acquisition des terrains et à la construction ou à l'aménagement de bâtiments, promesse expresse d'hypothèque est spécifiée au profit de la Caisse Fédérale sur l'ensemble des immeubles visés aux projets. Dès l'acquisition des terrains, l'hypothèque est réalisée et s'étend aux bâtiments. Les sociétés coopératives lorsqu'elles sollicitent des avances sont tenues de justifier que les immeubles leur appartenant ne sont pas grevés de privilèges en hypothèques pouvant préjudicier aux garanties réclamées par la Caisse Fédérale.

La Caisse Fédérale consentant des avances aux Caisses de crédit et aux sociétés coopératives est directement intéressée à l'organisation et au fonctionnement de ces institutions. C'est pourquoi les statuts des Caisses de crédit et des sociétés coopératives ainsi que les modifications qui sont ultérieurement apportées à ces statuts doivent être approuvés par la Caisse Fédérale, après avis conforme du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et du directeur général des Finances.

Le fonctionnement des Caisses de crédit est contrôlé par la Caisse Fédérale dont les instructions sont très suivies ; c'est qu'elle jouit d'une arme redoutable en cas d'infractions : le droit d'exiger immédiatement le remboursement des avances par elle consenties aux différentes institutions de crédit.

TITRE II

Les institutions de crédit réservées aux cultivateurs indigènes La législation

C'est en 1912, dans le Maroc oriental aux cercles d'Oujda et des Béni Snassen que les sociétés indigènes de prévoyance furent instituées sur le modèle de celles d'Algérie et de la Tunisie.

Trois ans plus tard en 1915 une nouvelle société uft créée, celle de Sidi Ali par le commandant du cercle des Doukkala. Cette société dont les buts visaient très nettement l'assistance mutuelle, le crédit rural et la vulgarisation agricole eut un rapide développement.

Son exemple paraissant devoir être suivi dans d'autres régions, le gouvernement chérifien jugea utile de régler la question pour tout le Maroc. C'est ce qu'il fit par dahir du 26 mai 1917¹, en s'inspirant de l'organisation des sociétés nord africaines similaires.

Ce dahir fut remplacé par le dahir du 28 janvier 1922² qui réorganisa les sociétés sur de nouvelles bases en leur assignant notamment des buts de plus en plus vastes.

1. *Bulletin officiel* n° 242 du 11 juin 1917, p. 633.

2. *Bulletin officiel* n° 488, du 28 février 1922, p. 346.

Un dahir du 15 juin 1927³ instaura une caisse centrale chargée de la gestion du fonds de secours général et des fonds de réserve des sociétés indigènes de prévoyance.

Cette réglementation a été à son tour remaniée par les textes suivants qui constituent la législation actuellement applicable :

1^o dahir du 1^{er} février 1928⁴ sur l'organisation et le fonctionnement des sociétés, modifié par le dahir du 1^{er} juin 1931⁵;

2^o arrêté viziriel du 6 février 1928⁶ modifié par l'arrêté viziriel du 1^{er} juin 1931⁷, déterminant les conditions d'application des dahirs précédents ;

3^o dahir du 1^{er} juin 1931⁸ portant création des Caisses régionales et d'une Caisse centrale d'épargne et de crédit agricole indigènes, modifié par le dahir du 27 juillet 1932⁹ ;

4^o arrêté viziriel du 2 septembre 1932¹⁰ déterminant les conditions d'application du précédent dahir.

Nous diviserons notre étude du crédit agricole indigène en trois chapitres :

1^o les sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels ;

2^o les Caisses régionales d'épargne et de crédit agricole indigènes ;

3^o la Caisse centrale d'épargne et de crédit agricole indigènes.

3. *Bulletin officiel* n° 765 du 21 juin 1927, p. 1352.

4. *B. O.* n° 798 du 7-2-28, p. 360.

5. *B. O.* n° 974 du 26-6-31 p. 761

6. *B. O.* n° 798 du 7-2-28 p. 364.

7. *B. O.* n° 974 du 26-6-31 p. 762.

8. *B. O.* n° 974 du 26-6-31 p. 756.

9. *B. O.* n° 1034 du 19-8-32, p. 944.

10. *B. O.* n° 986 du 18-9-31, p. 1059.

CHAPITRE PREMIER

LES SOCIÉTÉS INDIGÈNES DE PRÉVOYANCE

SECTION I. *But. — Opérations.*

SECTION II. *Organisation administrative.*

SECTION III. *Organisation financière.*

SECTION IV. *Caractère juridique*

Section I

But. — Opérations

Les sociétés indigènes de prévoyance ont pour objet :

1^o de permettre aux cultivateurs indigènes, par les prêts en argent ou en nature, de maintenir et de développer leurs cultures et leurs plantations, d'améliorer et d'accroître le rendement de leurs troupeaux ;

2^o de venir en aide par des prêts ou des secours temporaires, aux cultivateurs pauvres gravement atteints par les maladies, épizooties, invasions de sauterelles ou criquets, ou les accidents ou autres événements calamiteux ;

3^o de soustraire les cultivateurs indigènes aux méfaits de l'usure et de l'accaparement, en se substituant au besoin à eux pour exercer en leur lieu et place toutes actions tendant à faire annuler ou réduire les engage-

ments souscrits par eux au profit de tiers ayant abusé de leurs besoins, de leur faiblesse d'esprit ou de leur inexpérience, ou à rejeter comme indues les sommes qu'ils auraient payées dans les mêmes conditions ;

4° de contracter des assurances collectives contre les sinistres agricoles, tels que : l'incendie, la grêle, la mortalité des bestiaux et les accidents ;

5° de créer des coopératives d'achat et de vente de conservation et de transformation des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés ;

6° d'acheter et d'entretenir des machines agricoles et des animaux ;

7° de vulgariser les meilleures méthodes d'agriculture et d'élevage, et généralement de procéder aux opérations agricoles se rapportant aux objets ci-dessus, ou pouvant en faciliter le développement.

Les sociétés indigènes de prévoyance sont donc, avant tout, des organismes d'assistance mutuelle et de prévoyance sociale. Par la voix du crédit mutuel elles permettent aux agriculteurs indigènes de maintenir et de développer leur patrimoine. En cas de calamité agricole, épizooties, invasions de sauterelles, de criquets, inondations etc... elles viennent en aide aux nécessiteux en leur distribuant des prêts ou des secours. D'autre part, elles servent de tutrices naturelles à leurs adhérents en les défendant contre les usuriers, en les assurant collectivement contre les sinistres agricoles, en leur organisant des coopératives de toutes sortes, en les familiarisant avec les meilleures méthodes d'agriculture et d'élevage.

Le rayon d'action des sociétés indigènes de prévoyance est, ainsi que nous venons de le voir, extrêmement vaste. Certains prétendent qu'il est trop étendu, étant données

les ressources relativement faibles dont bénéficient ces organismes. Nous pensons au contraire avec M. Rosier, que l'étendue d'un tel champ d'activité donnera aux sociétés indigènes de prévoyance, une très grande souplesse. « Celles-ci, suivant les régions sur lesquelles elles s'étendent, pourront ainsi librement orienter leur activité, consacrer leur capitaux à l'effort localement le plus favorable. Toutes feront des prêts, certaines lutteront plus spécialement contre l'usure, d'autres tenteront de profiter du particularisme de leur groupement et de l'existence de certaines cultures, oliviers par exemple, pour essayer d'organiser de petites coopératives. Chacune, en définitive, pourra avoir en dehors d'un but commun de prêt et de secours, sa spécialité propre suscitée par le milieu qui diffère.

L'objet largement conçu des sociétés indigènes de prévoyance, aura eu cet incontestable avantage de leur permettre de se rendre partout utile, malgré un cadre uniforme pour des besoins divers »¹⁰.

Section II

Organisation administrative

§ I. *Constitution et dissolution des sociétés*

Les sociétés sont créées par arrêté viziriel. Ces arrêtés déterminent le territoire de la société, son siège social et sa subdivision en sections locales. Cette constitution ne se fait pas en toute liberté, elle est subordonnée dit M. Rosier à 3 conditions au moins :

10. R. Rosier, *Les sociétés indigènes agricoles de prévoyance au Maroc*, p. 61.

« 1^o une condition d'opportunité : des populations trop récemment soumises, trop ignorantes encore de nos méthodes, et qu'il faut avant tout apprivoiser, ne peuvent être organisées en société de prévoyance ; une société nouvelle exige pour fonctionner immédiatement une avance de l'Etat ; celui-ci risquerait le non remboursement des sommes en dissidence de certaines collectivités ou même d'individus ; si pour ces derniers on faisait jouer la responsabilité collective, on risquerait, dès leur création, une grave impopularité des sociétés indigènes de prévoyance. Il vaut donc mieux s'abstenir et attendre. Nul ne saura mieux se rendre compte du montant où elles pourront être organisées, que l'officier de renseignements qui administre sur place. C'est d'ailleurs, en fait toujours, sur sa proposition que la société est créée ;

2^o la circonscription territoriale de la société doit être choisie de telle sorte qu'elle englobe au moins un caïdat ; si elle en comprend plusieurs, il est indispensable qu'ils soient placés sous une même autorité de contrôle.

Cette deuxième condition présente un avantage double elle ne fait pas sortir la société du cadre de la tribu, groupe ethnique, social et politique, à l'intérieur duquel on pourra trouver l'esprit d'entraide mutuelle nécessaire à la société. Si elle est composée de plusieurs tribus, celles-ci, comme en Doukkala, ont une origine sensiblement commune. Elles forment une confédération, et elles sont dirigées par un contrôleur civil qui saura les grouper tout en conservant aux cellules secondaires de la société leur unité naturelle ;

3^o la formule la meilleure (une ou plusieurs tribus à grouper par société) sera celle qui s'inspirera du principe

que le nombre des sociétés doit être limité au minimum pour une région soumise à un même contrôle, tout en ne groupant que les indigènes susceptibles de collaborer utilement. On évitera ainsi d'avoir à diriger, surveiller la gestion de sociétés trop nombreuses »¹¹.

Aux termes de l'art. 2, § 2 du dahir du 1^{er} février 1928 : « Font obligatoirement partie de la société les cultivateurs indigènes non protégés, étrangers inscrits au rôle du tertib ».

Deux conditions sont donc requises pour être sociétaire : n'être pas protégé étranger ; être inscrit au tertib.

Cette première restriction a été suscitée par les difficultés rencontrées dans le recouvrement de l'impôt chez les protégés étrangers ressortissants des tribunaux consulaires. Elle apparaît dans sa généralité quelque peu excessive aujourd'hui où toutes les nations, à l'exception de l'Amérique et de l'Angleterre, ont renoncé aux capitulations. L'accès des sociétés indigènes de prévoyance devrait logiquement n'être maintenant interdit qu'aux protégés américains et anglais.

La deuxième condition à remplir pour faire partie des sociétés indigènes de prévoyance est d'être inscrit au tertib. Sont seuls assujettis à cet impôt ceux qui ont quelques biens : les domestiques, les ouvriers agricoles, s'ils n'ont rien ne peuvent en faire partie. Toutefois quoique non inscrits, ils peuvent bénéficier, s'il sont dans la gêne, d'avances remboursables ou même de secours en argent ou en denrées, de subsistances, à la suite de calamités exceptionnelles.

Il convient de noter le principe de l'association obli-

11. R. Rosier, *Les sociétés indigènes agricoles de prévoyance au Maroc*, p. 62.

gatoire qui régit les sociétés indigènes de prévoyance. Ce principe a été posé afin de vaincre l'insouciance des indigènes qui ne seraient pas allés d'eux-mêmes à une institution dont les bienfaits ne pouvaient se manifester immédiatement. Conseiller était insuffisant, il fallait imposer.

En Algérie, en fait, sinon en droit, en Tunisie depuis 1909 les sociétés indigènes de prévoyance sont également obligatoires. Il est intéressant d'ailleurs de remarquer que même en France, la législation de la prévoyance évolue de plus en plus vers l'obligation (retraites ouvrières, assistance aux vieillards, assurances sociales).

Les sociétés indigènes de prévoyance sont dissoutes par l'autorité qui les a créées. Il est prévu à l'art. 3 du dahir du 1^{er} février 1928 que « la liquidation est poursuivie par le directeur général des Finances, conformément à des règles qui seront délibérées en Conseil de contrôle et de surveillance ».

En principe, après le paiement des engagements contractés par la société, il est procédé au remboursement des avances qui lui ont été consenties par l'Etat. Généralement après ces opérations, l'actif de la société se trouve absorbé, si par hasard, il restait encore des fonds, ils pourraient être affectés à des travaux intéressant le territoire.

En cas de suppression d'un caïdat ou de son démembrement, les sociétaires aux termes de l'art. 4 font de plein droit partie de la société de la nouvelle circonscription à laquelle ils sont rattachés.

Si cette circonscription ne comporte pas de société de prévoyance et si dans un délai de six mois il n'en a pas été créé, la liquidation deviendra obligatoire et se fera suivant les règles de l'art. 30.

Les sociétés de prévoyance sont administrées par trois Conseils hiérarchisés : le Conseil de section, le conseil d'administration et le Conseil de contrôle et de surveillance.

§ II. *Le Conseil de section*

Le Conseil de section est composé des membres de la djémâa de tribu sous la présidence du caïd de la tribu ou d'un cheikh désigné par le chef de la circonscription.

Une section se compose généralement d'une tribu. Les fonctions de secrétaire sont assurées par un fqih. Un agent de contrôle local peut assister aux délibérations des Conseils de section, il veille en particulier à ce que les demandes de prêts et de secours soient instruites avec impartialité et équité.

Cependant, il peut arriver que, dans des tribus très importantes, il soit nécessaire de créer plusieurs sections. Dans ce cas, la section peut comprendre une ou plusieurs fractions de la tribu ; et les notables faisant partie du Conseil de section sont obligatoirement les membres de la djémâa de la fraction (si la section ne comprend qu'une fraction) ou bien sont choisis parmi les membres des djémâas des fractions (si la section comprend plusieurs fractions). Dans l'un et l'autre cas les présidents des djémâas de fractions font toujours partie de droit du Conseil de section.

Si la section est composée d'une fraction unique, la présidence du Conseil de section est exercée par le président de la djémâa de la fraction ; si la section comprend plusieurs fractions la présidence du Conseil de section revient à l'un des présidents des djémâas de ces fractions désigné par l'autorité de contrôle.

Si la section comprend plusieurs tribus, il y a lieu de constituer une djémâa unique pour l'ensemble de ces tribus. La présidence de la djémâa et celle du Conseil de section sont exercées par le caïd désigné par l'autorité de contrôle.

Le Conseil de section local a pour attribution essentielle d'instruire les demandes de prêts, de les centraliser et de les soumettre au Conseil d'administration. Le principe général qui a présidé à l'organisation et à la réorganisation de ces sections, est le suivant : constater et vérifier sur place les besoins du demandeur par des notables appartenant à la même fraction que lui.

Nous retrouvons encore ici l'application du principe de l'organisation du crédit personnel nécessitant à la base l'examen de la valeur morale de l'emprunteur, de sa probité, de son activité, de sa compétence professionnelle, des garanties positives qu'il peut donner. Il est donc nécessaire que cet examen soit fait par un jury composé d'hommes impartiaux et compétents, vivant très rapprochés des emprunteurs et pouvant ainsi facilement fixer la capacité de crédit de chaque associé et vérifier l'emploi des avances qui lui sont faites.

Le Conseil de section local par sa composition et son rayon d'action limité en principe à une tribu réalise bien ce premier jury de classement.

Il tient trois sessions obligatoires chaque année quelques jours avant le Conseil d'administration à une date fixée par son président. Il peut en outre se réunir en session extraordinaire avec l'approbation de l'autorité régionale. Le Conseil ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins des membres inscrits sont présents. Les décisions doivent être prises à la majorité des mem-

bres présents. Le Conseil est libre de son ordre du jour ; il peut délibérer sur les questions plus diverses, touchant ses attributions. Il propose d'accorder les délais de paiement aux sociétaires qui se trouvent dans l'impossibilité absolue d'acquitter leur cotisation. Il donne son avis sur les demandes de secours. En matière de prêts, il s'assure des besoins de l'emprunteur, fixe le montant du prêt en argent ou en nature et transmet ces renseignements au Conseil d'administration. Il assure la distribution des prêts, il donne son avis sur toutes questions qui lui sont soumises par le Conseil d'administration.

Par sa connaissance des besoins des sociétaires, de leurs transactions commerciales, le Conseil de section peut jouer un grand rôle dans sa lutte contre les usuriers en signalant leurs manœuvres aux autorités locales de contrôle.

Président du Conseil de section. — Le président dirige les délibérations du Conseil de section et transmet, dans les cinq jours de la réunion, les procès-verbaux au président du Conseil d'administration. Il veille à la bonne tenue par le secrétaire des registres réglementaires, le registre nominatif des sociétaires de la section, le registre des délibérations, le registre des correspondances.

Enfin, il doit se mettre à la disposition du Conseil d'administration pour l'exécution de toutes les mesures susceptibles d'assurer le bon fonctionnement de la société.

§ III. *Conseil d'administration*

Composition. — Aux termes de l'art. 6 du dahir de 1928 le Conseil d'administration se compose du ou des caïds,

du ou des cadis, d'un notable sociétaire, par Conseil de section, choisi parmi les membres de ce Conseil, d'un délégué de l'autorité de contrôle, d'un délégué du directeur général des Finances, d'un délégué du directeur général de l'agriculture du commerce et de la colonisation. Le Conseil s'adjoint un représentant du service de l'élevage chaque fois qu'une question de son ressort doit être étudiée.

La présidence du Conseil d'administration appartient au caïd de la tribu dont les membres forment la société. Si celle-ci comprend plusieurs tribus, le président du Conseil est choisi parmi les différents caïds, et désigné par le chef de la circonscription¹². La durée de son mandat n'est pas fixée, il peut cesser par démission de l'intéressé ou par décision du contrôleur civil.

Les notables sociétaires qui avec le dahir de 1917 étaient présentés par l'autorité locale de contrôle, après avis du conseiller du gouvernement chérifien et du directeur des affaires indigènes, à l'agrément de l'autorité vizirienne qui les nommait par arrêté, sont depuis le dahir de 1924, nommés parmi les membres de la djémâa de tribu, par arrêté du chef de la région. Ils sont désignés pour trois ans. Au cours de leur mandat, ils peuvent être remplacés et ce, par arrêté du chef de la région. Les autres membres qui font partie du Conseil d'administration, caïds, cadis, délégués, ayant leur mandat attaché non à la personne mais à la fonction, sont remplacés par l'autorité qui les a nommés ou celle qui les a délégués. Les fonctions de secrétaire du Conseil d'administration sont exercées par un commis du service

12. Sous l'empire du dahir de 1917, la présidence était, dans ce cas, exercée de droit par le doyen d'âge des caïds.

des contrôles civils désigné par le président du Conseil d'administration. Les fonctions de trésorier appartiennent de droit au percepteur en résidence au siège de la société ou à l'agent chargé de la comptabilité du bureau local de contrôle, lorsqu'il n'y a pas de percepteur.

Toutes les fonctions administratives sont gratuites, celles de secrétaire exceptées ; le secrétaire a droit à une indemnité fixée par le président du Conseil d'administration et dont le montant ne doit pas dépasser 50 fr. par mois.

Attributions. — Le Conseil d'administration a de nombreuses attributions. Il indique aux Conseils de section l'importance des prêts qui pourront être consentis aux sociétaires de chaque section. Il statue sur toutes les demandes de prêts qui lui sont transmises par les Conseils de section et en particulier sur les prêts en argent ou en nature d'une valeur maxima de 2.000 fr. Il centralise les documents justifiant les prêts aux sociétaires, afin de les transmettre à la direction générale des finances. Il soumet à la décision du Conseil de contrôle et de surveillance les demandes de prêts d'une valeur supérieur à 2.000 fr. Lorsqu'il s'agit de prêts à long terme c'est au Conseil d'administration qu'appartient le soin, en cas d'acceptation, de faire établir les actes de prêts notariés. Il établit le budget de la société pour chaque exercice, en tenant compte des propositions des Conseils de section qu'il peut modifier, s'il le juge utile. Il approuve le compte-rendu de gestion du président du Conseil d'administration.

Le Conseil tient chaque année trois sessions obligatoires :

La première session a lieu dans le courant du mois de février : elle est consacrée à l'établissement des propositions en vue de la fixation des centimes additionnels au tertib et à l'examen des projets de programme que les sociétés se proposent de réaliser sur l'exercice suivant. La deuxième session se tient dans le courant du mois de juillet : elle a pour objet l'établissement des précisions de recettes et dépenses du prochain exercice, qui commence le 1^{er} octobre et finit le 30 septembre de l'année suivante. Au procès-verbal de la réunion est annexé un inventaire de l'actif de la société dressé par le président du Conseil d'administration. La troisième session a lieu dans le courant du mois de décembre. Le président du Conseil d'administration, au cours de cette session rend compte de sa gestion pendant l'exercice clos définitivement au 30 novembre précédent et fait l'exposé de la situation financière.

En dehors des sessions obligatoires, les Conseils d'administration peuvent se réunir en sessions extraordinaires aussi souvent que l'exige l'intérêt de la société. Les questions de quorum et de majorité sont les mêmes que pour les Conseils de section.

Les procès verbaux des réunions des Conseils d'administration sont adressés à la direction générale des affaires indigènes (secrétariat du Conseil de contrôle et de surveillance) dans les cinq jours qui suivent la réunion. Ils sont accompagnés de toutes les pièces justificatives nécessaires qui doivent, comme eux, être signées par le président du Conseil d'administration et le délégué de l'autorité locale de contrôle.

§ IV. *Président du Conseil d'administration*

Il dirige les délibérations du Conseil d'administration et en assure l'exécution. Il représente la société chaque fois qu'une intervention personnelle est nécessaire pour tous les actes intéressant la société et l'exercice de ses droits. Il signe les bons ou ordres de prêts individuels en nature. Il a qualité pour consentir personnellement des prêts d'une valeur maxima de 1.000 fr. et les mandater sur pièces régulières après une simple enquête administrative, mais à deux conditions : 1^o il faut qu'il y ait urgence, 2^o il doit régulariser sa décision en la faisant approuver lors de la plus prochaine réunion du Conseil d'administration. Il reçoit les demandes de prêts de plus de 2.000 fr. qui lui sont transmises par le président du Conseil de section. Il les inscrit en procédant à une enquête spéciale devant porter sur l'opportunité du prêt, sur la valeur des garanties offertes et sur la solvabilité et la moralité du demandeur. Il procède, sous sa responsabilité et dans la limite des crédits ouverts au programme financier approuvé, à la liquidation des dépenses de la société. Il nomme le secrétaire du Conseil d'administration et les fqihs des Conseils de section. Il fixe le montant de leurs indemnités sous réserve de ratification par le Conseil de contrôle et de surveillance. Il veille au bon fonctionnement du secrétariat et à la tenue régulière des registres : registre nominatif par section des sociétaires, registre des délibérations, registre des biens meubles et immeubles appartenant à la société, registre d'inscription des bons de prêts en nature, registre de correspondance. Il cote et paraphe ces registres ainsi que ceux du Conseil de section. Il

surveille les comptes de la société ; à cet effet il tient un registre lui permettant de vérifier le montant des bons de paiement délivrés sur la Caisse du trésorier et de ne pas dépasser les crédits inscrits aux prévisions de dépenses.

Le président du Conseil d'administration réunit de nombreuses et importantes attributions mais elles sont surtout théoriques, le caïd qui en est chargé, malgré toute la bonne volonté dont il peut être animé, ne peut mener à bien sa mission n'étant pas suffisamment familiarisé avec le fonctionnement, qui lui semble complexe, de la société. Aussi le législateur marocain a-t-il eu soin de placer aux côtés de ce président encore inexpérimenté, un vice-président, guide attentif et éclairé, le contrôleur civil.

Contrôleur civil. — En donnant la présidence du Conseil d'administration au caïd, et la vice-présidence au contrôleur civil, le Protectorat n'a fait qu'appliquer son grand principe, qui consiste à laisser à l'autorité indigène la première place dans toute organisation administrative ¹³.

Théoriquement les fonctions du contrôleur civil sont modestes ; mais en réalité c'est lui « le véritable animateur de la société, il en est la cheville ouvrière » suivant les expressions fort justes de M. Rosier ¹⁴.

Il fournit au président les indications nécessaires pour la direction des débats, et éclaire le Conseil sur toutes les questions qui lui sont soumises. Il contresigne tous les actes du président : il peut même recevoir une délégation permanente pour tous les actes d'adminis-

13. C.F. Holts, *Traité de législation marocaine*, p. 107.

14. Rosier, *op. cit.*, p. 70.

tration et opérations de comptabilité faites en dehors des séances du Conseil.

« Le contrôleur civil est là pour conseiller et surveiller la société, en fait, il en est l'âme, elle est son œuvre, il la dirige, il la façonne et l'oriente vers le mode d'activité qui lui paraît être le plus favorable aux indigènes de son territoire et, si possible aux intérêts de tous » ¹⁵

§ V. *Le Conseil de contrôle et de surveillance.*

Le Conseil de section et le Conseil d'administration sont soumis à l'autorité du Conseil de contrôle et de surveillance, institué à Rabat. Ce Conseil se compose : du Grand Vizir, président ; du Conseiller du gouvernement chérifien, vice-président ; du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation ; du directeur des affaires indigènes ; de l'inspecteur des affaires indigènes ; du directeur du service des impôts et contributions ; du chef du service des contrôles civils ; de deux autres membres du Maghzen désignés par arrêté viziriel. Le chef du service de l'élevage peut être appelé à siéger à titre consultatif. Les fonctions de secrétaire, qui, avec le dahir de 1917, étaient remplies par un fonctionnaire de la direction générale des finances, sont, depuis le dahir du 8 août 1918, assurées par un officier de la direction générale des affaires indigènes.

Le Conseil de contrôle se réunit sur la convocation de son président soit en séance obligatoire après les sessions de février, de juillet et de décembre des Conseils d'administration, soit en séance extraordinaire.

Il est chargé d'approuver, d'annuler ou de modifier

15. R. Rosier, *op. cit.*, p. 118.

en dernier ressort les décisions des Conseils d'administration et de surveiller le fonctionnement général des sociétés. Il peut même se substituer au Conseil d'administration pour prendre les décisions qui lui plaisent. Il a en outre pour mission de déterminer les modalités d'exécution des prescriptions des textes organiques pour ce qui concerne les opérations de la société avec ses sociétaires. Ses décisions sont constatées par les procès-verbaux de ses séances. Dans certains cas, et à titre exceptionnel, il peut accorder des prêts supérieurs à 2.000 fr. sur la proposition toutefois des Conseils d'administration. Il soumet au Comité de direction de la Caisse centrale, avec son avis, les demandes d'avances ou de prorogations d'avances sur les fonds de secours général ou le fonds de réserve présentées par les Conseils d'administration. Il décide de la prorogation du délai de remboursement des prêts sur la proposition de ces Conseils. Il approuve par décision spéciale les dons et legs faits aux sociétés indigènes de prévoyance. Il fixe chaque année, après la session de février, le nombre des centimes additionnels au tertib devant constituer les cotisations des sociétaires.

Il approuve le budget établi par le Conseil d'administration. En cas de dissolution d'une société, c'est à lui qu'appartient le soin de délibérer sur les modalités de la liquidation.

Le Conseil de contrôle a pour mission de surveiller le fonctionnement général des sociétés indigènes de prévoyance en tenant compte spécialement des observations des chefs ou commandants de régions, et de donner des directives d'ensemble sur l'action des sociétés ¹⁶. La

16. Art. 165 de l'Instruction Générale pour l'application du dahir du 1^{er} février 1928 sur le fonctionnement des S.I.P. — B.O., n° 885, du 11 octobre 1929, p. 2565.

direction générale des affaires indigènes est chargée de suivre l'exécution de ces directives. Le Conseil de contrôle doit centraliser les correspondances provenant des Conseils d'administration des sociétés et celles qui leur sont destinées. Cette prescription ne s'applique pas aux documents d'ordre purement financier tels que les listes et rôles des prêts. Le Conseil de contrôle assure la liaison des sociétés avec les diverses directions du Protectorat sous le contrôle desquelles celles-ci sont placées.

Les sociétés indigènes de prévoyance, dit l'art. 27 du dahir de 1928, sont soumises à l'inspection des agents des finances pour ce qui concerne leur gestion financière, et à celle du directeur général des affaires indigènes, pour tout ce qui regarde leur administration. Le président du Conseil d'administration, le délégué de l'autorité de contrôle et le trésorier sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de communiquer à ces fonctionnaires, sans déplacement, les livres, registres, procès-verbaux et autres documents de toute nature.

L'organisation des sociétés indigènes de prévoyance par trois Conseils hiérarchisés, le Conseil de section, le Conseil d'administration et le Conseil de contrôle et de surveillance apparaît fort judicieuse. D'ailleurs, nous n'avons fait que suivre, en la matière, l'exemple concluant du principe établi en Algérie et en Tunisie.

Section III

Organisation financière

L'exercice financier des sociétés indigènes de prévoyance coïncide avec la durée de la campagne agricole ;

il commence le 1^{er} octobre et finit le 30 septembre, époque à laquelle sont terminés les moissons et les dépiquages. La période d'exécution des services du budget embrasse outre la période de 12 mois susvisée, des délais complémentaires allant jusqu'au 31 octobre pour la liquidation et l'ordonnancement des sommes dues par les sociétés et au 30 novembre pour le paiement des dépenses, la liquidation et le recouvrement des produits.

Le projet de budget établi par chapitre et par article, tant pour les recettes que pour les dépenses, est préparé par le Conseil d'administration de chaque société et soumis aux délibérations de ce Conseil, au cours de la session de juillet. Il est transmis au chef de région ou de circonscription autonome, chargé de le faire parvenir avant le 10 août à la direction générale des affaires indigènes du Conseil de contrôle.

Après approbation du Conseil de contrôle, le budget est définitivement arrêté ; il est alors notifié au président du Conseil d'administration par les soins du directeur général des affaires indigènes, et au trésorier par les soins du directeur général des Finances.

§ I. *Recettes*

Leurs recettes annuelles se divisent en recettes ordinaires et en recettes extraordinaires.

Font partie des recettes ordinaires :

- 1^o les fonds disponibles à la clôture de l'exercice précédent ;
- 2^o les cotisations des sociétaires ;
- 3^o les remboursements de prêts et de secours ;
- 4^o le produit des frais de gestion mis à la charge des emprunteurs ;

5° les revenus de biens meubles et immeubles de la société ;

6° toutes les ressources d'un caractère annuel et permanent.

Les recettes extraordinaires se composent :

1° des capitaux provenant de l'annulation des biens et valeurs ;

2° des capitaux provenant des dons et legs ;

3° des souscriptions et subventions ayant une affectation spéciale ;

4° des sommes provenant d'avances prélevées sur le fonds de réserve ou sur le fonds de secours général ;

5° de toutes les autres recettes accidentelles.

a) *Recettes ordinaires.* — Fonds disponibles à la clôture de l'exercice. « La prévision à inscrire à cet article, dit l'instruction générale du 1^{er} février 1928, s'obtient en ajoutant au chiffre de fonds disponibles qui figure au bordereau trimestriel du trésorier, arrêté au 30 juin, le montant des prévisions de recettes à réaliser jusqu'à la fin de l'exercice, et en déduisant du total ainsi obtenu les dépenses non acquittées au 30 juin et celles à engager jusqu'au 30 septembre, le détail tant des prévisions de recettes que des prévisions de dépenses à réaliser avant la fin de l'exercice est fourni à l'appui du projet de budget sur un document annexe ».

Cotisations. — Les cotisations annuelles, qui consistent en centimes additionnels au tertib, sont évaluées globalement, compte tenu du montant du tertib de l'année précédente, de l'apparence des récoltes et des tarifs annuels d'imposition en général publiés au *Bulletin officiel* dans le courant du mois de juillet.

Remboursement de prêts et de secours. — Le montant des prêts et secours, dont le remboursement doit se faire avant le 30 septembre de l'année suivante, doit être inscrit en recette aux articles correspondants.

Frais de gestion. — Lors du remboursement des prêts et avances consentis à quelque titre que ce soit, la société exige de l'emprunteur un supplément à titre de frais de gestion. Ce supplément varie suivant la nature et les conditions du prêt. Pour les prêts en nature, il est de 3 % lorsque les grains ont été distribués en automne et de 2 % pour les prêts de semences consentis au printemps. Pour les prêts en argent et les secours remboursables, il est de 1 % par période de 4 mois ou fraction inférieure à 4 mois.

Le dahir organique de 1917 avait fixé à 6 % le supplément obligatoire des prêts et avances. Des difficultés surgirent, au cours desquelles on fit valoir que ce supplément était trop important et qu'il prenait figure d'intérêt. Or le prêt à intérêt est défendu par l'orthodoxie musulmane marocaine. C'est dans ces conditions que le taux des frais de gestion fut abaissé.

Revenus des biens meubles et immeubles. — Les recettes de cette nature proviennent des conventions passées entre la société et ses membres. Le montant des locations du matériel agricole, des ventes des produits de troupeau ou de pépinières etc... est inscrit à cet article.

b) *Recettes extraordinaires.* — Annulation de biens et valeurs. — Les biens meubles et immeubles de la société peuvent être aliénés par décision du Conseil d'administration, approuvée par le Conseil de surveillance

et de contrôle, les capitaux provenant de ces aliénations sont inscrits ainsi que ceux provenant des dons et legs à cette rubrique.

Avances prélevées sur les fonds de réserve ou sur le fonds de secours général. — Ces avances sont arrêtées par le Conseil de contrôle, à la suite des propositions formulées par le Conseil d'administration.

Souscriptions et subventions. — L'Etat afin de faciliter le fonctionnement des sociétés de prévoyance, leur a ouvert en 1917 un crédit de 600.000 fr. remboursable au 1^{er} janvier 1923. Ce capital a permis aux sociétés nouvelles de rentrer en activité dès leur formation, alors qu'elles auraient dû attendre un an, parfois deux, avant de pouvoir commencer à consentir des prêts. Depuis, des subventions leur sont accordées en cas de calamités agricoles, afin de leur permettre de prêter un concours efficace aux agriculteurs sinistrés.

Les avances qui sont faites par l'Etat aux sociétés de prévoyance leur parviennent par le canal de la Caisse centrale de crédit agricole et de prévoyance indigène, depuis la création de cet organisme qui date du 1^{er} juin 1931 et dont nous étudierons plus loin le fonctionnement.

§ II. Dépenses

Les dépenses des sociétés se divisent en dépenses ordinaires, dépenses extraordinaires et dépenses supplémentaires ;

Les dépenses ordinaires comprennent :

1^o les restitutions de cotisations ;

2^o le versement annuel au fonds de réserve ;

3° les frais d'administration (personnel, matériel, impositions) etc... ;

4° les frais d'entretien des biens meubles et immeubles ;

5° les acquisitions de biens meubles ;

6° les prêts en nature et en argent et les secours ;

7° les dépenses imprévues ;

8° toutes autres dépenses annuelles et permanentes.

Les dépenses extraordinaires comprennent :

1° les achats et constructions d'immeubles ou de silos ;

2° les remboursements d'avances reçus au fonds de réserves ou du fonds de secours général et le montant des avances à consentir pour assurer le fonctionnement du fonds de secours général ;

3° toutes autres dépenses d'un caractère accidentel ou temporaire.

Les dépenses supplémentaires comprennent :

1° les restes à payer de l'exercice précédent ;

2° toutes les dépenses dont la prévision n'a pu être inscrite au budget et qui sont autorisées postérieurement à sa notification.

Nous examinerons successivement les dépenses ordinaires et extraordinaires.

a) *Dépenses ordinaires.*

Restitution de cotisations. — Lorsqu'un sociétaire après avoir acquitté sa cotisation bénéficie d'un dégrèvement, il est remboursé par voie de dépense budgétaire. Les crédits devant faire face aux dépenses de cette nature sont inscrits à l'art. 1^{er} des dépenses ordinaires.

Versement annuel au fonds de réserve. — La prévision à inscrire est égale au dixième des cotisations de l'exercice qui va expirer. Le mandatement intervient dès la clôture de cet exercice.

Les frais d'administration. — Les dépenses afférentes au personnel et au matériel font l'objet d'articles distincts. Il est en outre prévu que le détail de la rémunération du personnel est inscrit dans une colonne « observations ».

Entretien des biens meubles et immeubles. — Dans ces frais sont compris non seulement les frais d'entretien et de garde, mais aussi les dépenses pour acquisition de petit matériel dont le prix unitaire est inférieur à 20 fr. ou dont l'usure rapide ne nécessite pas l'inscription au titre « achats de matériel agricole ».

Achats des biens meubles. — Les prévisions à inscrire sous cette rubrique concernent soit du bétail, soit du matériel agricole qui doit figurer au registre d'inventaire.

Prêts. — Les crédits relatifs aux prêts en nature sont répartis sous trois rubriques : la première rubrique « achats de grains pour prêts à effectuer au cours de l'exercice » se subdivise en trois articles différents : prêts pour semences d'automne, prêts pour semences de printemps et prêts de grains de subsistance ; la deuxième rubrique concerne les achats de grains pour prêts à effectuer au cours de l'exercice suivant ; la troisième rubrique comprend les frais de transport et de manipulation, les frais de location de sacherie et de traitement des semences.

Les crédits concernant les prêts en argent sont répartis entre trois articles qui permettent de distinguer les prêts d'automne, les prêts de printemps et les prêts urgents.

Les dépenses imprévues. — Les crédits de cet article sont exclusivement destinés à relever en cours d'exercice, la dotation des articles insuffisamment pourvus sans modifier l'équilibre budgétaire ; les demandes de virement sont adressées à la direction générale des affaires indigènes, elles sont préalablement visées par le trésorier de la société qui s'assure de l'existence des disponibilités permettant le virement sollicité.

b) *Dépenses extraordinaires.*

Les crédits relatifs à l'achat, à la construction d'immeubles, à l'aménagement de silos sont inscrits à l'article correspondant après approbation par le Conseil de contrôle des propositions présentées lors de la session de février tenue par le Conseil d'administration.

Les avances à consentir pour assurer le fonctionnement du fonds de secours général et les sommes à rembourser au fonds de réserve sont déterminées par le Conseil de contrôle au vu de la situation financière de la société.

§ III. *Comptabilité administrative*

La comptabilité administrative des sociétés indigènes de prévoyance embrasse tout ce qui concerne :

1° la constatation des droits des sociétés et le recouvrement des produits ;

2° la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses.

A) *Recouvrement des recettes.*

Pour le recouvrement des cotisations, les titres sont constitués par les rôles rendus exécutoires par le direc-

teur général des Finances. En matière de dégrèvement, la décision du directeur général des Finances relative au principal du tertib est également applicable aux cotisations. Les cotisations sont encaissées soit par les soins du percepteur, soit à la diligence de chefs indigènes. Le recouvrement s'opère en exécution des rôles établis par la direction générale des finances au vu des états d'attribution, et la force exécutoire de ces documents résulte de l'acte notarié de prêt. En cas de réclamation du redevable, réclamation ne pouvant être motivée que par une erreur matérielle ou le double emploi, le différend est tranché par le Conseil de contrôle sur la proposition du président de la société. La décision intervenue est notifiée pour valoir dégrèvement au trésorier, par l'intermédiaire de la direction générale des finances. Dans certains cas, notamment, lorsqu'il s'agit d'encaissement du prix de location de matériel ou de cession directe, les bulletins de recette délivrés par le président de la société tiennent lieu de titre de perception. Constituent encore des titres de recettes les décisions du Conseil de contrôle prises d'office ou sur la proposition du Conseil d'administration. Le trésorier recouvre les divers produits aux échéances déterminées par les titres de perception c'est-à-dire par les actes notariés de prêt, il émarge les recouvrements sur ces titres. Il délivre des quittances pour toutes les sommes versées à sa caisse ; ces quittances sont extraites d'un journal à souche, sauf pour les remboursements de prêts qui donnent lieu à l'établissement préalable de quittances spéciales par les soins de la direction générale des finances ; pour ces recouvrements le trésorier délivre en fin de journée une quittance à souche du montant global des quittances

spéciales délivrées. Lorsqu'en raison de l'éloignement de la fraction ou du peu d'importance des sommes à recouvrer le déplacement du trésorier ne peut être envisagé, les rôles et quittances de remboursement de prêts sont transmis au président. Cette transmission doit s'effectuer quinze jours au moins avant la date fixée pour l'échéance. Le recouvrement des sommes est alors assuré par les caïds sous la surveillance des autorités de contrôle qui veillent à ce que le montant des recettes soit versé directement et sans délai au percepteur trésorier, les recettes relatives aux locations de matériel agricole, aux cessions d'abris d'engrais, de produits chimiques, donnent lieu à l'établissement d'un bulletin de versement appuyé d'une liste des débiteurs mentionnant la nature de la dette, les quantités livrées, le prix unitaire et la somme due par chacun des débiteurs. Lorsque le trésorier ne peut se charger du recouvrement, il procède dans les conditions prévues pour le recouvrement des prêts et secours, il adresse les quittances au président du Conseil d'Administration pour que la perception soit assurée par le chef indigène.

Lorsque des poursuites paraissent nécessaires ¹⁷ pour assurer le recouvrement des créances de la société, elles sont exercées aux requêtes et diligences du directeur général des Finances, dans les formes fixées par le titre II du dahir du 22 novembre 1925 sur le recouvrement des créances de l'Etat. Il est à remarquer que ce dahir constitue une exception aux règles de droit commun puisqu'il dispense l'Etat de prendre en justice un titre exécutoire, le rôle ou titre visé par le directeur des Finances ayant cette qualité sans décision judiciaire.

17. Pour le remboursement de prêts il n'y a lieu d'engager des poursuites que lorsque les garants du redevable sont décédés ou disparus.

B) *Liquidation des dépenses.*

Les sociétés indigènes de prévoyance ne peuvent engager de dépenses que dans la limite des crédits inscrits à leur budget et sous réserve de disponibilités suffisantes dans la Caisse du trésorier

Aux termes de l'art. 108 de l'instruction générale : « Les dispositions des art. 36 à 50 inclus de l'arrêté viziriel du 4 janvier 1919 ¹⁸ portant règlement sur la comptabilité municipale relative à l'engagement des dépenses sont applicables aux dépenses des sociétés indigènes de prévoyance sous réserve des modifications et exceptions ci-après :

1° le président du Conseil d'administration ou le délégué de l'autorité du contrôle ont seuls qualité pour procéder aux formalités de l'engagement de la liquidation et de l'ordonnancement ;

2° l'approbation pour les marchés de gré à gré supérieur à 20.000 fr. est donnée par le chef de région ».

Les sociétés indigènes peuvent passer des marchés de gré à gré en lieu et place d'adjudication avec concurrence et publicité dans deux cas seulement :

1° lorsqu'il s'agit de fournitures, de travaux ou de transports dont la dépense totale n'excède pas 80.000 fr ;

2° lorsqu'aux adjudications il n'a été fait aucune offre ou qu'il y a été fait des offres inacceptables. Dans ce dernier cas, le marché de gré à gré ne peut dépasser le prix maximum que l'Administration aurait fait connaître lors de l'adjudication restée sans résultat.

L'ordonnateur établit un certificat visant celui des chefs d'exception qui justifie la passation du marché de gré à gré ; ce certificat est joint au premier mandat de paiement.

18. B. O., n° 327 du 27 janvier 1919, p. 56.

Les dépenses faites par les sociétés indigènes de prévoyance sont acquittées après avoir été mandatées par le président du Conseil d'administration ou le délégué de l'autorité de contrôle ; en cas d'absence ou d'empêchement du délégué, un intérimaire est désigné par l'autorité régionale de contrôle et une copie de la décision de nomination est modifiée au trésor.

L'ordonnateur fait parvenir au trésorier par l'intermédiaire de la direction générale des finances (service des perceptions), les titres de rente, titres de propriété, baux, contrôle, jugements, listes de prêts et tous les titres établissant les droits des sociétés. Le trésorier acquitte dans la limite des crédits régulièrement ouverts les dépenses mandatées par le délégué de l'autorité de contrôle, seul ordonnateur de la société.

Un compte courant est ouvert à chaque société indigène de prévoyance dans lequel sont centralisées toutes les opérations de recettes et de dépenses la concernant. Les fonds appartenant aux sociétés indigènes de prévoyance sont ainsi déterminés par l'Administration libre de leur permettre d'en disposer. Le compte courant doit toujours être créditeur des intérêts dont le taux est fixé par décision du directeur général des Finances. Ce compte est crédité de toutes les sommes versées par les trésoriers, il est débité pour les paiements des retraits effectués par les trésoriers sur autorisation du directeur général des Finances.

Les créanciers qui ont un compte courant de chèques postaux peuvent obtenir par simple versement le paiement des mandats délivrés à leur profit par les ordonnateurs des sociétés. Ce paiement s'effectue en vertu soit d'une clause formelle des marchés ou contrats, soit

d'une lettre adressée à l'ordonnateur ou au payeur par le titulaire de la créance.

Chaque année au mois de décembre, l'ordonnateur dresse le compte administratif de l'exercice expiré. Ce compte est soumis au cours de la première session à l'examen du Conseil d'administration qui prend une délibération motivée sur ce compte. Il est accompagné des pièces suivantes :

1° un état détaillé des dépenses liquidées, mais dont l'ordonnancement n'a pu être effectué avant le 31 octobre ;

2° un état détaillé des dépenses ordonnancées mais non payées avant la clôture de l'exercice ;

3° un rapport contenant tous les développements et explications nécessaires sur le fonctionnement de la société au point de vue financier ;

4° une copie de l'inventaire.

Le trésorier de son côté, après la clôture des opérations de l'exercice expiré, établit son compte de gestion qui est soumis au Conseil d'administration à la même session que le compte administratif de l'ordonnateur. Ce compte est divisé en deux parties, présentant d'une part les opérations en deniers et de l'autre les opérations en matière. Toutes les opérations d'entrée ou de sortie des matières doivent figurer pour leur montant en argent, dans les écritures et dans les comptes deniers du trésorier. Le trésorier joint à l'appui de son compte de gestion :

1° un exemplaire du budget et des autorisations supplémentaires ;

2° le bilan arrêté au 30 septembre ;

3° une copie de la délibération prise par le Conseil d'administration relativement au compte de gestion ;

- 4° une expédition certifiée du compte de l'ordonnateur ;
- 5° une expédition de la situation sommaire des écritures au 30 septembre ;
- 6° une expédition des décisions du Conseil de contrôle prononçant les reports d'échéance ;
- 7° une copie de l'inventaire des biens appartenant à la société au 30 septembre.

Après que le Conseil d'administration a formulé ses appréciations sur le compte de gestion, celui-ci est soumis à une commission des comptes.

Section IV

Caractère juridique des sociétés indigènes de prévoyance

Malgré leur nom, les sociétés indigènes de prévoyance n'ont pas le caractère de sociétés. Elles n'ont pas pour but de réaliser des bénéfices, elles sont obligatoires, elles naissent du fait du prince.

Elles ne poursuivent aucun but lucratif dans les opérations qu'elles passent ; si elles perçoivent un intérêt pour les prêts en espèce et en nature qu'elles consentent à leurs adhérents, un loyer pour le matériel qu'elles leur prêtent, c'est à titre de rémunération de capital en vue de couvrir les frais de gestion et d'entretien. Et si, par hasard, les sociétés de prévoyance réalisaient des bénéfices, ces sommes n'enrichiraient pas les sociétaires, mais la société. De même d'ailleurs, qu'en cas de déficit, les sociétaires ne seraient nullement tenus sur leurs biens personnels, la société seule devant répondre des dettes par elle contractées.

Les sociétés indigènes de prévoyance sont, avons-nous vu, obligatoires. En font partie de plein droit les cultivateurs étrangers, inscrits au tertib.

Les sociétés indigènes de prévoyance naissent « du fait du prince » elles ne peuvent être créées que par un arrêté viziriel. De durée indéfinie elles ne prennent fin que par la dissolution prononcée par l'autorité même qui les a créées.

Les sociétés indigènes sont soumises à une tutelle administrative très étroite ; elles présentent en ce sens le caractère de véritables établissements publics. Elles naissent ainsi que nous venons de le voir d'un acte réglementaire et non de l'initiative privée. Elles ont une capacité de contracter restreinte à l'instar de celle des établissements publics. Elles sont soumises au principe de la spécialité qui leur interdit les actes étrangers à leurs buts. Elles ont leurs comptes soumis aux règles de la comptabilité publique. Enfin elles poursuivent le recouvrement de leurs créances à la diligence du directeur général des Finances qui par simple visa rend exécutoire le rôle ou le titre sans qu'il soit besoin de décision judiciaire.

En définitive nous pouvons dire que les sociétés indigènes de prévoyance sont des établissements publics, des services publics auxquels l'Etat pour plus de commodité a donné la personnalité morale. Si les sociétés jouissent d'une certaine autonomie, notamment en ce qui concerne les prêts d'une valeur de moins de 2.000 fr. les secours remboursables et non remboursables, l'achat des grains à prêter aux sociétaires, l'achat du petit matériel agricole etc... elles ne peuvent néanmoins être comparées aux établissements d'utilité publique.

CHAPITRE II

LES CAISSES REGIONALES D'EPARGNE ET DE CREDIT AGRICOLE INDIGENES

SECTION I. *But.*

SECTION II. *Administration.*

SECTION III *Organisation financière.*

SECTION IV. *Opérations.*

Section I

But

Les sociétés indigènes de prévoyance disposant des moyens d'action assez restreints ne tardèrent pas à se relever impuissantes à assurer la distribution d'un crédit susceptible de permettre aux agriculteurs de faire face aux dépenses d'exploitation, de les libérer de l'emprise de l'usurier, de faciliter le développement des exploitations agricoles, d'aider enfin les petits cultivateurs à accéder à la propriété rurale.

La crise de 1927, l'invasion acridienne de 1930, et plus généralement les problèmes posés par l'accroissement des besoins de l'agriculture indigène firent ressortir tout l'intérêt qu'il y aurait à étendre l'activité

de ces organismes et à augmenter leurs possibilités financières.

Aussi le gouvernement préoccupé de cette situation et des moyens d'y remédier fut-il conduit à rechercher une formule de crédit qui restant associée à l'œuvre des sociétés indigènes de prévoyance apporterait de nouveaux moyens d'action en vue d'arroïtre la capacité de production et de lutter efficacement contre les pratiques usuraires.

Un dahir, en date du 1^{er} juin 1931 complété par un arrêté viziriel du 2 septembre 1931 a institué des Caisses régionales d'épargne et de crédit agricoles indigènes.

L'idée fondamentale poursuivie par le législateur a été de lier le crédit à l'épargne. En instituant un service de dépôt très facilement accessible à côté du service des prêts, il a voulu placer les Caisses de crédit agricole indigène sur un plan financier et économique normal afin de leur assurer un avenir sérieux. Cette disposition relative à l'épargne présente en outre l'avantage d'offrir à l'agriculteur des possibilités de placement qui éviteront la thésaurisation des espèces et tendront à régulariser les cours du bétail souvent faussés à la suite d'achats réalisés en vue de conserver une valeur d'échange.

Le rôle des Caisses régionales d'épargne et de crédit agricole indigènes peut se résumer comme suit :

1^o faciliter et développer l'épargne dans les milieux ruraux indigènes ;

2^o donner aux membres des sociétés indigènes de prévoyance exploitant directement, des facultés de crédit pour la constitution, l'augmentation et la mobilisation du capital d'exploitation ainsi que pour l'amélioration et le dégrèvement du capital foncier ;

3^o faciliter l'accession à la petite propriété des culti-

vateurs et particulièrement des anciens combattants marocains.

Ces organismes jouissent de la responsabilité civile et de l'autonomie financière. Ils peuvent :

- 1° ester en justice ;
- 2° cautionner des emprunts contractés par la Caisse centrale de crédit agricole et de prévoyance indigènes ;
- 3° recevoir des avances et des subventions ;
- 4° acquérir librement à titre onéreux et à titre gratuit, sous réserve d'autorisation spéciale donnée par la Caisse centrale de crédit agricole et de prévoyance indigènes entre vifs et par testament, tous deniers, valeurs, objets mobiliers et immeubles ;
- 5° ouvrir des comptes courants, escompter les effets souscrits par leurs adhérents et faire réescompter leur portefeuille à la Caisse centrale de crédit agricole et de prévoyance indigènes ;
- 6° se charger de tous paiements ou recouvrements ayant un caractère agricole ;
- 7° contracter des assurances contre l'incendie, la grêle, la mortalité du bétail, les accidents ou tous autres risques professionnels.

Les Caisses régionales sont placées sous le contrôle de la Caisse centrale de crédit agricole et de prévoyance indigènes dont nous étudierons le fonctionnement plus loin. Elles sont soumises en ce qui concerne leur administration à l'inspection du directeur général des affaires indigènes ou de son délégué assisté dans les régions civiles d'un représentant du service du contrôle et en ce qui concerne leur administration au contrôle de la direction générale des finances.

Elles ne peuvent être dissoutes que par arrêté du

grand Vizir. En cas de dissolution, l'actif est réparti de la façon suivante, il est pourvu tout d'abord au remboursement des subventions accordées par les sociétés indigènes, le reste de l'actif est réparti en suite entre les autres Caisses régionales existantes suivant les règles fixées par la Caisse centrale.

Section II

Administration

Chaque Caisse régionale est administrée par un Conseil présidé par le chef de la région. Ce conseil composé au maximum de 15 personnes comprend :

1° le ou les contrôleurs, chef des circonscriptions ou des bureaux compris dans le territoire de la Caisse régionale ;

2° un représentant du directeur général des Finances ;

3° un représentant du directeur général de l'agriculture ;

4° des délégués indigènes des Conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance.

Ces délégués dont l'un remplit les fonctions de vice-président sont désignés par l'autorité locale du contrôle qui commet en outre un de ses agents pour remplir les fonctions de secrétaire. Le remplacement, et le cas échéant, la prorogation des pouvoirs des délégués marocains membres du Conseil d'administration font l'objet d'arrêtés pris par les chefs de région ou de circonscription autonome. Le mandat de ces délégués est renouvelé après qu'il a été procédé à la nomination des membres des Conseils d'administration des sociétés indigènes

de prévoyance de la région c'est-à-dire tous les trois ans. Ce Conseil d'administration a des pouvoirs très étendus dont l'art. 14 du dahir du 1^{er} juin 1931 donne une énumération complète. Le Conseil, dit l'article :

1° établit le budget de chaque exercice ;

2° sous réserve de ratification par la Caisse centrale de crédit agricole et de prévoyance indigènes détermine au début de chaque année le taux des frais de gestion à ajouter au principal des prêts à consentir au cours de l'année ainsi que leur montant maximum, tant pour le court terme que pour le moyen terme ;

3° décide de l'octroi des prêts et des modalités de leur attribution. Il peut déléguer ce pouvoir à un comité permanent de direction composé du président, des représentants des directions générales des finances et de l'agriculture et de deux délégués indigènes du Conseil ¹.

Dans le cas où le prêt aurait été détourné de sa destination, il décide sans que l'emprunteur puisse se prévaloir des stipulations contraires de l'acte de prêt le remboursement immédiat de la somme avancée ;

4° autorise tout compromis, toute transaction, et toute action judiciaire sous réserve de l'approbation de la Caisse centrale ;

6° surveille la gestion, vérifie la Caisse, fait l'inventaire chaque année et assure l'exécution des prescriptions du présent dahir ;

7° approuve le compte de gestion annuel, du trésorier ;

8° organise le contrôle de l'emploi des fonds avec le concours des inspecteurs de la direction générale de l'agriculture et des contrôleurs des impôts ruraux.

1. Cette délégation du pouvoir d'octroi des prêts à un Comité permanent de direction est d'un usage courant.

Le Conseil d'administration tient annuellement deux sessions obligatoires aux mois de mai et d'octobre. A la session de mai, il est procédé à l'établissement du budget et à la fixation du taux des frais de gestion et du maximum du montant individuel des prêts de l'exercice suivant. La session d'octobre est consacrée à l'examen de la situation financière et morale de la Caisse régionale en vue de l'approbation du compte administratif et du compte de gestion établi par l'agent comptable de la caisse.

Le Conseil d'administration peut en outre se réunir à tout moment et aussi souvent que l'exige l'intérêt de la Caisse, sur convocation de son président.

Le Conseil d'administration sous réserve de l'approbation de la Caisse désigne un administrateur-délégué qu'il charge de l'exécution de ses décisions et à qui il donne en la circonstance le pouvoir de signer en son nom. Les opérations des recettes et des dépenses effectuées par lui sur l'ordre du Conseil d'administration sont enregistrées dans une comptabilité tenue en partie double.

Toutes les opérations d'administration du Conseil sont désignées sur deux registres ; le registre des délibérations et le registre d'inventaire des biens meubles et immeubles de la Caisse régionale. Lorsque le Conseil a délégué son pouvoir de décision en ce qui concerne l'octroi des prêts et les modalités de leur attribution à un comité permanent de direction, ce comité tient également deux registres, le registre des délibérations et le registre de surveillance des prêts accordés. Tous ces registres sont cotés et paraphés par le président du Conseil d'administration. Lors des réunions du Conseil et du Comité de direction, des procès-verbaux de séance sont dressés et envoyés dans les 8 jours à la Caisse centrale de crédit

agricole et de prévoyance indigènes. Cette Caisse centrale reçoit en outre des Caisses régionales :

1° dans les 8 jours du mois qui suit chaque trimestre, une situation donnant la balance des comptes du grand livre, en distinguant les opérations de prêts à court terme des opérations de prêts à moyen terme ;

2° dans la première quinzaine de septembre, un relevé des opérations faites par elles pendant l'exercice précédent ainsi qu'une copie de leur inventaire annuel et de leur bilan.

L'administration des Caisses régionales se poursuit, peut-on conclure sous un contrôle suivi de la Caisse centrale. Ce contrôle, s'il est efficace, ne peut manquer de stimuler le zèle des membres du Conseil d'administration des Caisses régionales auxquels incombent de nombreuses et importantes obligations dont la satisfaction consciencieuse est indispensable à la bonne direction du crédit agricole indigène.

Section III

Organisation financière

Les ressources des Caisses régionales d'épargne et de crédit agricole indigènes se composent :

1° des subventions à elles accordées par les sociétés indigènes de prévoyance de leur ressort ² ;

2° des avances et subventions de la Caisse centrale de crédit agricole et de prévoyance indigènes ;

3° du bénéfice annuel réalisé sur les frais de gestion ³ ;

2. Ces subventions sont fixées annuellement après avis du Conseil d'administration et de la société indigène de prévoyance intéressée, par le Conseil de contrôle et de surveillance des S.I.P.

3. En sus du remboursement en principal de tous prêts et avances consentis, on exige de l'emprunteur un supplément représentant des frais de gestion

4° des dons et legs ;

5° du revenu des biens meubles et immeubles ;

6° des comptes d'épargne ;

7° du réescompte de leur portefeuille par la Caisse centrale de crédit agricole et de prévoyance indigènes ;

8° du remboursement des avances et prêts accordés ;

9° des disponibilités d'un fonds de réserve constitué par les bénéfices des opérations, déduction faite des frais généraux, charges de toute nature, paiement des intérêts aux emprunts et aux dépôts de fonds.

Les recettes et les dépenses des Caisses régionales sont faites conformément au budget de chaque exercice établi par le Conseil d'administration et approuvé par la Caisse centrale. Si en cours d'exercice des modifications budgétaires essentielles s'imposent, elles sont faites suivant autorisation extraordinaire accordée par le Conseil d'administration sur avis conforme de la Caisse centrale. S'il ne s'agit que de modifier la dotation d'un article ou d'un paragraphe à l'intérieur d'un chapitre une décision du directeur général des Finances prise sur la proposition du président du Conseil d'administration suffit ⁴.

L'exercice budgétaire des Caisses régionales comprend l'ensemble des charges et des droits de l'année financière. Cette période se divise en l'année financière proprement dite et en une période complémentaire nécessaire pour terminer les opérations de recettes et de dépenses se rapportant à cette année financière.

L'exercice commence le 1^{er} juillet pour finir le 30 juin de l'année suivante.

4. Antérieurement au dahir du 27 juillet 1932 qui a modifié l'alinéa 1^{er} de l'art. 15 du dahir du 1^{er} juin 1931, il fallait la proposition du Conseil d'administration.

La période complémentaire se prolonge :

1° jusqu'au 31 juillet pour compléter les opérations relatives à la liquidation et à l'ordonnancement des dépenses ;

2° jusqu'au 31 août pour terminer le paiement des dépenses et compléter les opérations relatives aux recouvrements des produits.

Le recouvrement des créances des Caisses régionales se poursuit comme en matière d'impôts directs et dans les conditions prévues par le dahir du 22 novembre 1924 modifié par les dahirs du 7 février 1927, 11 septembre 1928, 31 janvier 1930, 11 mars 1931. Il en découle que la Caisse régionale possède un privilège général sur les membres de ses débiteurs qui prend rang après celui des gens de service ouvriers et commis, et d'un privilège spécial qui prime tous les autres et s'exerce sur les récoltes, fruits, loyers et revenus des immeubles donnés en garantie du prêt. Les contrats de prêts ou d'avances et les extraits de compte courant constituent les titres exécutoires. Les poursuites comportent une sommation, un commandement signifié 10 jours après la sommation et, le cas échéant, saisie et vente.

Les opérations des recettes et des dépenses sont faites par un agent comptable nommé par le président du Conseil d'administration sur la proposition du directeur général des Finances. Il est assujetti au cautionnement des comptables de deniers publics régi par les dispositions du dahir du 20 avril 1925.

Ce cautionnement est constitué pour la totalité, soit en obligations au porteur dont l'amortissement et les intérêts sont garantis par l'Etat français ou chérifien pendant toute leur durée, soit en rente au porteur sur

l'Etat français. Il peut être remplacé pour les assujettis membres d'une association française de cautionnement mutuel, par la caution solidaire fournie par l'Association et dans les conditions prévues à l'art. 41 de la loi française du 26 décembre 1908, modifié par la loi du 15 novembre 1918.

Ce cautionnement est affecté :

a) par premier privilège, à la garantie de tous les faits résultant de la gestion dont le comptable a été chargé.

b) pour un second privilège ne pouvant s'exercer qu'après celui du trésor public ou des municipalités et établissements publics du Protectorat au remboursement des fonds prêtés ou du retrait des obligations ou rentes déposées par des tiers pour tout ou partie du cautionnement.

L'agent comptable est chargé de poursuivre sous sa responsabilité la rentrée de toutes les sommes dues à la Caisse et d'acquitter dans la limite des fonds disponibles les dépenses ordonnancées jusqu'à concurrence des crédits régulièrement ouverts par l'administrateur chargé de l'exécution des décisions du Conseil d'administration. C'est entre ses mains que doivent être faites à peine de nullité toutes saisies arrêts ou oppositions sur des sommes dues par la Caisse régionale, toutes significations de cessions et de transports des dites sommes et toutes autres significations ayant pour objet d'en arrêter le paiement.

Les opérations de gestions de l'agent comptable sont soumises aux vérifications des agents de la direction générale des finances et de l'inspection générale des finances.

En fin d'exercice, l'agent comptable établit son compte de gestion qui est soumis en même temps que le compte administratif du président du Conseil d'administration pour être présenté ensuite à la Caisse centrale de crédit agricole et de prévoyance indigènes. Cette Caisse examine le compte et le transmet après y avoir ajouté les observations jugées par elles nécessaires à la commission chargée de juger les comptes des comptables publics au Maroc.

Le règlement définitif de l'exercice est arrêté par la Caisse centrale au vu du compte administratif et du projet de budget additionnel, établi par le président du Conseil d'administration et après avis du directeur général des Finances.

Section IV

Opérations

Les Caisses régionales d'épargne et de crédit agricole, ainsi que leur dénomination l'indique, s'occupent de deux sortes d'opérations tendant l'une à l'épargne et l'autre au crédit. Nous examinerons successivement cette dualité d'attributions.

Les Caisses régionales reçoivent des dépôts de fonds à titre d'épargne. Un compte est ouvert au nom du déposant qui doit jouir de la capacité juridique. Le minimum des versements partiels est de 10 fr. ; le maximum du compte est de 15.000 fr. versé en une ou plusieurs fois. Lorsque le dépôt a atteint ce maximum aucun versement nouveau n'est reçu ; mais si le déposant a retiré

tout ou partie de cette somme, il peut recommencer ses dépôts jusqu'à concurrence de ce maximum. Le taux de l'intérêt servi par les Caisses régionales aux déposants est de 3 % ; il part du 1^{er} de chaque mois après le jour du versement et cesse de courir à compter du 1^{er} du mois qui aura précédé le jour du remboursement. L'intérêt est réglé à la fin de l'année, il est capitalisé et produit des intérêts pour l'année suivante. Lorsque les plus values portent le total du compte en un chiffre supérieur au maximum de 15.000 fr. elles ne sont plus capitalisées et sont versées à un compte spécial non productif d'intérêt ouvert dans les écritures de la Caisse régionale d'épargne et de crédit agricole indigènes.

Il est délivré gratuitement au déposant un livret portant les noms et prénoms du titulaire et destiné à l'inscription de toutes les sommes qui seront successivement versées ou retirées pour son compte. Nul ne peut être titulaire de plusieurs livrets sous peine de perdre les plus values afférentes au second livret et aux livrets ultérieurs. La perte des plus values est encourue alors même que la totalité des placements n'excède pas le maximum légal.

Le déposant muni d'un livret peut faire des versements et opérer des retraits à tous les guichets ouverts au service des Caisses régionales d'épargne et de crédit agricole indigènes.

En cas de perte ou de vol le livret est remplacé par un duplicata délivré dans le mois à partir de la déclaration faite par le déposant sur une formule spéciale.

Lorsqu'il s'est écoulé dix ans à partir du dernier versement ou remboursement, le déposant cesse de bénéficier de la plus value et doit être remboursé. Si le rem-

boursement ne peut avoir lieu, notamment dans le cas où l'ayant droit est inconnu, les sommes portées au livret seront déposées à la trésorerie générale à un compte spécial de consignation ouvert à la Caisse régionale intéressée.

Chaque quinzaine les Caisses régionales centralisent les fonds d'épargne recueillis par les comptables publics de leur circonscription et versent à la Caisse centrale 85 % de ces fonds.

Pour toutes les opérations relatives à la réception des dépôts de fonds à titre d'épargne et à leur retrait, les Caisses régionales bénéficient du concours gratuit des comptables publics du Maroc.

En matière de crédit les opérations des Caisses régionales se divisent en deux catégories : crédit à court terme ou crédit agricole d'exploitation, crédit à moyen terme ou crédit agricole d'amélioration.

Les prêts à court terme sont consentis par les Caisses régionales aux membres des sociétés indigènes de prévoyance exploitant directement en vue d'une opération agricole dont la durée totale ne peut excéder en principe une campagne.

Au fur et à mesure des besoins de l'emprunteur les fonds lui sont remis. Dans cette catégorie pourront être également compris les prêts contractés en vue du remboursement de créances onéreuses dont le montant ne dépassera pas les possibilités de remboursement du débiteur en fin de campagne. Les prêts ainsi consentis aux cultivateurs indigènes sont subsidiairement garantis ou par une caution personnelle consistant en un engagement solidaire de une ou plusieurs personnes d'une

solvabilité connue ⁵ ou par un nantissement de produits agricoles ou encore par la caution de la société indigène de prévoyance.

Les prêts à moyen terme sont accordés pour l'acquisition, la mise en valeur, l'aménagement ou l'amélioration des exploitations rurales des emprunteurs ainsi que pour le remboursement de créances onéreuses dont le montant aura servi à des améliorations agricoles. L'art. 5 de l'arrêté viziriel du 2 septembre 1931 déterminant les conditions d'application du 1^{er} juin 1931 sur ces Caisses régionales dispose d'une façon limitative, que les demandes de prêts à moyen terme ne peuvent avoir pour objet que :

- 1° l'achat de terrains destinés à la culture ;
- 2° des constructions légères ;
- 3° des travaux d'hydraulique sommaires ; captage de sources, élévation d'eau, puits et séguías d'irrigation ;
- 4° des défrichements ;
- 5° des constructions ou des aménagements des silos fosses ;
- 6° des plantations de cactus interne et des plantations fruitières de réussite facile ;
- 7° l'achat de matériel agricole simple et d'entretien facile ;
- 8° l'achat de bétail et d'animaux reproducteurs ;
- 9° le remboursement de créances onéreuses dont le montant aura servi à des améliorations agricoles.

Les emprunts sont amortis au maximum en 3 ans ou en 5 ans suivant le cas. Rentrent dans la première catégorie les emprunts ayant pour objet les achats de

5. Aucun débiteur de la caisse ne peut se porter garant pour un emprunteur.

matériel et de bétail et la construction de silos fosses. Font partie de la deuxième catégorie tous les autres emprunts.

Les prêts à moyen terme sont cautionnés en général par la société indigène à laquelle appartient l'emprunteur. Au cas où elle ne l'est pas par cette société, le demandeur souscrit un engagement de ne pas aliéner par un mode quelconque l'immeuble offert en garantie du prêt et de ne pas constituer au profit de tiers de droits réels immobiliers ⁶. A cet effet, il dépose à la Caisse ses titres de propriété. En cas de violation de l'engagement pris par lui, les conventions passées à cet effet avec les tiers sont nulles (art. 11 du dahir du 1^{er} juin 1931).

Le cultivateur ayant besoin de crédit adresse soit à l'autorité de contrôle, soit à la société indigène de prévoyance, soit directement à la Caisse régionale sa demande de prêt. Il a soin d'y indiquer le montant, l'objet et la durée de l'emprunt, le nom et l'adresse des garants presentis ou l'indication des garanties offertes sa situation active et passive, et au cas échéant, le nom et l'adresse des créanciers à désintéresser, la quote part due à chacun d'eux, les contrats intervenus et la date des échéances. La demande de prêt est transmise pour examen au président du Conseil d'administration de la Caisse régionale. Celui-ci ouvre une enquête portant sur la situation financière du demandeur, sa moralité, l'objet de l'emprunt, les garants présentés ou les garanties offertes, la nature de la créance, les prêts antérieurs dus à la société indigène de prévoyance, les impôts dus à l'Etat. Le président du Conseil d'administration résume

6. Dans ce cas le montant du prêt ne peut excéder 60 % de la valeur d'estimation par la Caisse régionale des biens offerts en garantie.

en une note succincte les renseignements obtenus et présente le dossier de la demande de prêt au Conseil d'administration qui décide de l'attribution du prêt. Ce Conseil s'il juge insuffisantes les garanties offertes peut en exiger d'autres complémentaires.

Le prêt est-il accordé, un contrat est formalisé entre la Caisse régionale et l'emprunteur. Ce contrat de prêt fixe le montant de l'emprunt, les modalités de remboursement, l'engagement solidaire du ou des garants (pour le prêt à court terme), la caution de la société indigène de prévoyance ou l'engagement de l'emprunteur de ne pas aliéner le bien offert en garantie (pour le prêt à moyen terme). Il doit constater en outre, dans ce dernier cas, le dépôt des titres de propriété à la Caisse régionale.

Le prêt à court terme, avons nous vu, peut avoir pour but le remboursement d'une créance. Le Conseil d'administration saisi d'une créance de ce genre peut convoquer devant lui les créanciers en même temps que le demandeur et les garants. Après examen de la créance et discussion sur le règlement à intervenir, il est établi, en cas d'accord, outre le contrat de prêt susvisé, une déclaration souscrite, par les créanciers attestant qu'ils ne possèdent pas d'autre créance de quelque nature que ce soit contre leur débiteur. Les ordres de paiement sont alors établis directement aux noms des créanciers. Il appartient au Conseil d'administration, après avoir accordé le prêt, de surveiller l'emploi des fonds. Ne pouvant en général satisfaire directement cette mission, il charge le contrôleur des impôts ruraux qui vérifie sur place l'utilisation de l'emprunt ; en cas de contestation il est fait appel à l'expertise d'un inspecteur de l'agriculture. S'il est établi que le prêt a été détourné

de sa destination, le Conseil peut décider le remboursement immédiat de la somme avancée.

Les échéances des remboursements de prêts sont toujours fixées à une date voisine de l'époque de la récolte dans la région, ce, afin de combattre l'imprévoyance du cultivateur indigène, qui serait vite amené à employer moins utilement l'argent lui revenant de la réalisation de sa campagne agricole. C'est encore dans cette idée qu'il a été prévu que le Conseil d'administration peut toujours, en dehors des garanties stipulées au contrat, requérir du caïd, comme garantie spéciale du paiement du terme, le séquestre sur la récolte du débiteur.

Il peut arriver que par suite de circonstances exceptionnelles, l'emprunteur ne puisse en fin d'année tenir ses engagements. Le Conseil d'administration peut alors proroger d'une année la date d'échéance du remboursement et s'il s'agit d'un prêt à moyen terme reporter également les échéances.

En mettant à la disposition des cultivateurs indigènes des fonds leur permettant d'acquérir, d'exploiter, et d'améliorer leurs terres, les Caisses régionales luttent contre les usuriers. Cette lutte a été voulue plus efficace par le législateur marocain qui prévoit que le remboursement des créances pourra être effectué, sous certaines garanties par les Caisses régionales qui prendront alors compte des prêts consentis aux cultivateurs indigènes. L'examen sérieux de la créance par la Caisse régionale fera vraisemblablement ressortir dans certains cas son caractère frauduleux et aboutir à une réduction de la dette.

« Le débiteur se trouvera placé sous la tutelle et le créancier sous la surveillance de la Caisse régionale de

crédit, celle-ci empêchera le premier de s'adresser à nouveau à ses prêteurs habituels, elle l'aidera peu à peu à acquérir le goût de l'épargne. Elle pourra d'autre part en suivant attentivement les remboursements opérés réunir contre certains prêteurs des charges suffisantes, pour faire jouer la législation répressive du délit d'usure »⁷.

7. « Les Sociétés indigènes de Prévoyance et le Crédit Agricole indigène au Maroc », Général Noguès, article paru dans l'*Orientation économique et financière illustrée*, supplément au numéro du 30 avril 1932.

CHAPITRE III

LA CAISSE CENTRALE DE CREDIT AGRICOLE ET DE PREVOYANCE INDIGENES

SECTION I. *But et opérations.*

SECTION II. *Administration.*

SECTION III. *Organisation financière.*

Section I

But et opérations

Le dahir organique sur les sociétés indigènes agricoles de prévoyance et de secours mutuel a prévu la constitution d'un fonds de secours général provenant de l'excédent annuel des recettes sur les dépenses de chaque société. Ces excédents sont répartis entre ces sociétés dont les ressources sont jugées insuffisantes.

Il est également prévu un fonds de réserve destiné à consentir aux sociétés des prêts remboursables. Ce fonds a été constitué par le versement de chaque société d'une somme égale au vingtième de son actif global à la clôture de l'exercice 1926-1927. Il est alimenté chaque année par un prélèvement sur les cotisations égal au dixième de leur montant total. Le fonds de secours

général et le fonds de réserve étaient gérés par chaque société sous la surveillance du Conseil de contrôle et de surveillance qui décidaient de la répartition des fonds disponibles entre les sociétés nécessiteuses et des fonds remboursables à leur accorder. Le fonds de secours général ne tardait pas à être reconnu insuffisant pour permettre en cas de disette aux sociétés d'exécuter le programme d'assistance impérieusement commandé par les circonstances.

Le gouvernement décidait alors de mettre, à titre d'avance remboursable, les fonds nécessaires à la disposition de ces sociétés par l'entremise d'une Caisse centrale qui fut instituée par le dahir du 15 juin 1927. Ce nouvel organisme devait assurer une juste distribution des nouvelles disponibilités, il était en outre chargé de la gestion du fonds de secours général et des fonds de réserve et habilité à réaliser le cas échéant des emprunts à contracter avec la garantie d'une ou de plusieurs sociétés de prévoyance.

Le dahir du 15 juin 1927 fut abrogé par le dahir du 1^{er} juin 1931. La Caisse centrale des sociétés indigènes de prévoyance fut remplacée par la Caisse centrale de crédit agricole et de prévoyance indigènes. Cette nouvelle Caisse a pour objet dit l'art. 24 du nouveau dahir :

1^o de faciliter les opérations des Caisses régionales d'épargne et de crédit agricole indigènes et des sociétés indigènes de prévoyance ;

2^o de consentir des avances à ces institutions et de leur attribuer des subventions ;

3^o d'escompter les effets souscrits par les débiteurs des Caisses régionales ;

4^o de gérer les fonds disponibles des Caisses régionales

et ceux provenant spécialement de l'épargne ainsi que le fonds de réserve et les disponibilités des sociétés indigènes de prévoyance ;

5° de contrôler le fonctionnement et de surveiller les opérations des Caisses régionales ;

6° de contrôler les opérations effectuées par les sociétés indigènes de prévoyance au moyen des avances et subventions mises à leur disposition par la Caisse centrale.

Dotée de la personnalité civile la Caisse centrale est autorisée à recevoir des avances et subventions, notamment de l'Etat, à faire réescompter son portefeuille et à contracter des emprunts soit sous sa seule responsabilité, soit avec la garantie solidaire d'une ou plusieurs Caisses régionales ou d'une ou plusieurs sociétés indigènes de prévoyance.

Section II

Administration

La Caisse centrale est administrée par un Conseil d'administration présidé par le Commissaire Résident Général et composé :

Du grand Vizir ;

Du secrétaire général du Protectorat ;

Du directeur général du cabinet militaire et des affaires indigènes ;

Du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation ;

Du directeur des affaires chérifiennes ;

Du directeur des affaires indigènes ;

Du chef du service de contrôle civil ;

Du chef du service des perceptions et recettes municipales ;

Du chef du contrôle du crédit ;

Du chef de l'office des renseignements agricoles.

Les fonctions de secrétaire sont assurées par un fonctionnaire de la direction générale des finances.

Le dahir du 26 juin 1931 a, dans son art. 27, fixé par une longue énumération les attributions du Conseil d'administration. C'est lui qui approuve les budgets des Caisses régionales, qui détermine le chiffre des fonds disponibles à verser, des frais de gestion et le montant maximum autorisé des prêts à court terme et des prêts à moyen terme, qui fixe le taux des avances consenties aux Caisses régionales et aux sociétés indigènes de prévoyance, qui autorise les Caisses régionales à compromettre, transiger et à intenter toute action judiciaire, à accepter les dons et legs, qui répartit l'excédent d'actif des Caisses régionales en cas de dissolution.

Le Conseil, composé ainsi que nous l'avons vu, d'un nombre important de membres dont la réunion n'est pas toujours facile, chargé par ailleurs de multiples attributions nécessitant un sérieux travail ne saurait sans grandes difficultés mener à bien sa mission. Aussi le dahir a-t-il prévu, dans son art. 28, que le Conseil pouvait donner délégation de ses pouvoirs à un comité de direction présidé par le directeur général des affaires indigènes et comprenant :

Le directeur général des Finances ;

Le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation ;

Le chef du service du contrôle civil.

Le secrétaire désigné pour le Conseil d'administration remplit les mêmes fonctions auprès du Comité de direction.

Ainsi secondé par ce comité, le Conseil d'administration se décharge d'une partie de ses attributions et peut ainsi se réserver seulement l'étude des questions les plus délicates.

Section III

Organisation financière

Les recettes de la Caisse centrale de crédit agricole et de prévoyance indigènes comprennent :

1° les fonds déposés par les Caisses régionales et les sociétés indigènes de prévoyance ;

2° les revenus et frais de gestion des biens et valeurs de la Caisse centrale ou versés à sa Caisse ;

3° les fonds de concours, dons et legs, et de toutes ressources ayant un caractère annuel et permanent ;

4° les avances de l'Etat et toutes les recettes ayant une affectation spéciale ;

5° les sommes provenant du réescompte du portefeuille ;

6° le produit des emprunts.

L'art. 12 du dahir du 1^{er} juin 1931 prévoit l'utilisation de la première catégorie de recettes. Les Caisses régionales de crédit agricole et de prévoyance indigènes, avons-nous vu, sont tenues de verser à la Caisse centrale les fonds disponibles excédant un chiffre fixé chaque année par le Conseil d'administration de ladite

Caisse centrale. Les fonds ainsi versés sont obligatoirement placés pour 1/5 en compte courant au Trésor, pour 4/5 en fonds et valeurs de l'Etat français ou marocain, en valeurs dont les arrérages sont garantis par l'Etat français ou marocain ou en bons hypothécaires de la Caisse de prêts immobiliers du Maroc (art. 12 précité).

Quant aux fonds libres de la Caisse centrale, ils sont déposés, suivant des conditions fixées par le directeur général des Finances, en compte courant unique au Trésor ou dans des établissements financiers agréés.

Les dépenses de la Caisse se composent principalement 1° des avances et des subventions consenties aux Caisses régionales d'épargne et de crédit agricole indigènes et aux sociétés indigènes ; 2° du remboursement des avances de l'Etat.

Ces recettes et ces dépenses s'effectuent suivant les données du budget établi par le Conseil d'administration et après avis du directeur général des Finances.

La dotation des articles et paragraphes à l'intérieur d'un chapitre peut être toutefois modifiée par décision du directeur général des affaires indigènes sur la proposition du directeur général des Finances.

L'exercice financier de la Caisse s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre. Toutefois, il est accordé jusqu'au 31 mars pour achever la liquidation et l'ordonnancement des dépenses dont le paiement peut se poursuivre jusqu'au 31 mai, date à laquelle sont également arrêtées les opérations relatives au recouvrement des produits.

Les opérations de recettes et de dépenses sont exécutées par un agent comptable nommé par le commissaire résident général sur la proposition du directeur

général des Finances. Cet agent est assujetti aux mêmes obligations de cautionnement, aux mêmes principes de comptabilité, aux mêmes règles de contrôle que l'agent comptable auprès des Caisses régionales de crédit agricole et de prévoyance indigènes. En fin d'année, il fournit un compte au Conseil d'administration qui, après examen, l'adresse avec un rapport à la commission chargée de juger les comptes des comptables publics au Maroc. Dans le courant du mois de juin, qui suit la clôture de l'exercice, le budget est réglé par arrêté du directeur général des Finances.

En conséquence, l'administration financière de la Caisse centrale de crédit agricole et de prévoyance indigènes est sous la dépendance étroite de l'Etat sans l'avis duquel avons-nous vu aucune recette, aucune dépense ne peut s'effectuer

Troisième Partie

**De l'application
du système
de crédit agricole mutuel
marocain**

CHAPITRE PREMIER

L'INITIATIVE PRIVEE
LARGEMENT COMPLETEE PAR L'ETAT
BASE DU SYSTEME MAROCAIN

SECTION I. *Appréciation du principe*

SECTION II. *Son application au Maroc.*

Section I

Appréciation du principe

Le domaine du crédit agricole n'a certes pas manqué d'opposer les deux grandes théories du libéralisme et de l'interventionisme. Tandis que la première considère l'ingérence étatiste comme une entrave à une organisation rationnelle du crédit, la seconde l'estime indispensable pour compléter l'initiative privée.

Ces conceptions adverses ont trouvé l'une et l'autre des terrains d'application : certaines législations, plutôt restreintes, il est vrai, suivent en matière de crédit agricole le principe de l'initiative individuelle, cependant que d'autres font appel à l'intervention de l'Etat.

C'est sous l'impulsion de Schultze-Delitzsch que le système de l'initiative privée est né en Allemagne et s'y

est développé. « La coopérative de crédit disait Delitzsch doit se constituer par l'aide de ses membres, par leurs épargnes ; elle ne doit accepter aucune subvention de la part de l'Etat dans l'intérêt de sa liberté et de son indépendance ». Cette théorie qui a eu un grand retentissement a trouvé un terrain très favorable en Allemagne où vite se sont développées les idées de liberté économique et d'initiative privée dans l'organisation des sociétés coopératives, en général, et des associations de crédit, en particulier. Le principe adopté en matière de crédit se résumait ainsi « aucune aide, aucun bienfait, aucune tutelle », formule correspondant au « laisser faire » de la vieille école classique et tendant à propager les mêmes idées, en exaltant la valeur des conceptions de liberté économique, d'initiative privée, d'intérêt personnel et en condamnant l'intervention de l'Etat, dont le rôle doit se borner à assurer la paix sociale et à administrer le domaine public.

Cette théorie extrémiste devait subir une légère transformation dans son principe même, avec Reiffeisen, qui admit dans une certaine mesure l'entraide de l'Etat pour combler les vides et protéger les intérêts des agriculteurs. Toutefois, cette intervention devait être considérée comme subsidiaire ; elle n'était légitimée qu'en cas d'insuffisance des mesures privées.

En France, le développement du crédit agricole n'a pas été, ainsi que nous l'avons vu, spontané : il a été l'œuvre de l'Etat, dont l'aide s'est manifestée législativement et financièrement.

Doit-on approuver cette intervention étatiste, et, dans l'affirmative dans quelle mesure ? Telle est la question que nous examinerons.

Il est incontestable que le système de l'initiative privée en matière de crédit agricole mutuel est préférable à tous autres systèmes préconisant tant soit peu l'entraide du Gouvernement. Malheureusement, l'initiative privée, il faut le reconnaître n'apparaît pas toujours consciente de tout ce qu'il lui faut et pourvue de moyens nécessaires. Elle doit être secondée par l'Etat, dont l'intervention n'est pas seulement un droit mais un devoir, puisqu'il s'agit de protéger les intérêts de classes s'étant révélés socialement faibles. Cette intervention s'imposera à deux points de vue : 1^o au point de vue législatif ; 2^o au point de vue financier.

a) Les mesures législatives consisteront à grouper les cultivateurs, à les éclairer et à les seconder. L'Etat devra se garder de se substituer à l'initiative privée ; son rôle se bornera à suppléer à la carence des initiatives isolées. Il agira non pas dans un intérêt particulier, mais dans l'intérêt général, de façon à donner aux organismes de crédit un essor qui leur permette de se passer progressivement de la tutelle gouvernementale. En sa qualité de législateur il réglementera, encouragera, protégera le crédit, d'autant plus qu'en favorisant et en défendant les intérêts des cultivateurs, il contribuera à développer une source de richesse économique de laquelle dépend souvent l'importance du pays.

b) Le fonctionnement de certaines sociétés coopératives n'est possible que si elles ont à leur disposition un assez gros capital de premier établissement. Telles sont les coopératives qui s'occupent de la transformation des produits agricoles nécessitant un matériel toujours coûteux et celles qui doivent subordonner l'utilité de leurs efforts à l'existence de magasins ou entrepôts,

soit qu'il s'agisse de magasins de blé et autres produits agricoles ou de caves coopératives. Comment ces organismes se procureront-ils des capitaux dont ils auront besoin ? « Elles pourront s'adresser à des capitalistes qui prêteront leur argent avec un assez gros intérêt suivant les chances de réussite qu'ils escompteront pour l'entreprise. Mais ces sommes ne sont pas toujours faciles à trouver, car, évidemment, au moment où elle emprunte, la coopérative n'a encore rien pour donner une garantie immédiate. Tous les membres pourront, il est vrai, s'engager solidairement jusqu'à concurrence de la somme empruntée ; mais il faut alors remplir des formalités hypothécaires et il est à présumer que beaucoup ne voudront pas s'engager à moins qu'on ne soit en présence de fervents coopérateurs, sûrs du succès futur de leur œuvre »¹.

En présence de telles difficultés il appartient à l'Etat de venir en aide aux sociétés en leur donnant de grandes facilités pour se procurer aux meilleures conditions possibles des capitaux.

L'intervention de l'Etat dans le domaine du crédit agricole s'avère nécessaire, soit qu'il s'agisse de mettre à la disposition des initiatives individuelles des cadres légaux considérés comme désirables au point de vue social, soit qu'il s'agisse de favoriser le fonctionnement des organismes privés en mettant à leur disposition les capitaux nécessaires. Toutefois, il est à souhaiter que l'Etat ait à intervenir le moins possible de façon à permettre aux initiatives individuelles de se développer sans gêne. Une association quelconque pour prospérer et garder son indépendance, doit reposer sur le seul déve-

1. *L'organisation du crédit agricole*, Borislav Yordanovitch, p. 114.

loppement de l'effort individuel. Si cet effort est superfétatoire par suite de l'aide trop active de l'Etat, s'il est comprimé par suite du contrôle trop sévère d'une administration publique, il ne peut s'épanouir et ne tarde pas à disparaître complètement, cédant à l'action gouvernementale la place prépondérante que devrait occuper l'initiative individuelle.

Section II

Son application au Maroc

Au Maroc où toute l'économie moderne était à créer, le gouvernement ne pouvait, sans faillir à sa mission, se confiner dans un rôle passif. N'apparaître à un pays et à un peuple qui ont besoin d'être dirigés dans tous les domaines que sous la forme du percepteur, et du gendarme est, certes, insuffisant. A côté de la fonction d'éducation et de tutelle des individus il appartient à l'Etat de diriger la production, de créer la base économique, sans laquelle les efforts prodigués pour élever les populations le seront en pure perte. Il lui appartient de réaliser la collaboration, que l'initiative privée est impuissante à établir d'une manière efficace entre le capital et la production.

L'insuffisance de l'organisation privée en matière de crédit agricole au Maroc s'est vite révélée. Les banques qui consentaient des prêts hypothécaires, des crédits de campagne et des avances sur récoltes, rendaient bien aux colons les plus grands services en leur évitant de

recourir à des emprunts onéreux et parfois à taux usuraire. Mais ce système de crédit était loin de procurer aux exploitants du sol des capitaux dans des conditions aussi satisfaisantes que le commerce ou l'industrie, parce que l'opération agricole offre moins de chance de profits et demande des délais plus longs que l'opération commerciale ou industrielle. Afin de permettre à l'agriculture mal outillée de supporter la concurrence de ces formes de l'activité économique le gouvernement a dû lui venir en aide en organisant le crédit sous une forme mi-étatiste, mi-coopérative.

L'intervention de l'Etat s'est manifestée législative-ment, financièrement et administrativement.

Le crédit agricole au Maroc a été créé de toutes pièces par le Protectorat. Les conditions de faveur, dont il a voulu faire bénéficier l'agriculture en matière de crédit, ont trouvé leur expression, ainsi que nous l'avons vu, dans le dahir organique du 15 janvier 1919 inspiré de l'organisation algéro-tunisienne. Nous ne reprendrons pas ici pour les analyser à nouveau les différents textes qui pour des raisons révélées à l'expérience ont successivement modifié ce dahir ; qu'il nous suffise de signaler le caractère de plus en plus impératif des dispositions qui se sont succédé et l'ingérence de plus en plus accentuée de l'Etat dans l'organisation des Caisses de crédit.

L'exemple le plus typique de cette main mise du gouvernement est relatif aux statuts des Caisses de crédit agricole mutuel.

L'art. 11 du dahir du 9 mai 1923 modifié les 25 novembre 1925 et 5 décembre 1930 dispose que :

« Les statuts déterminent :

1^o le siège et la circonscription territoriale de la Caisse ;

2° le mode d'administration ;

3° la nature et l'étendue des opérations de la Caisse ;

4° les garanties exceptionnelles exigées des opérations effectuées avec le fonds de réserve ;

5° les règles à suivre pour :

a) la modification des statuts,

b) la dissolution de la Caisse (notamment lorsque l'assemblée générale a décidé cette dissolution en vue de la constitution de plusieurs Caisses dans la même circonscription territoriale :

c) la composition du capital et les règles adoptées en ce qui concerne l'augmentation du capital, la proportion dans laquelle chaque associé peut contribuer à la constitution de ce capital et les conditions dans lesquelles il peut se retirer ;

6° le maximum des dépôts à recevoir en compte courant et des bons à émettre ainsi que l'intérêt à servir aux déposants ;

7° le taux de l'intérêt des parts qui ne peut excéder le taux moyen annuel du réescompte en banque ;

8° l'étendue et les conditions de la responsabilité incombant à chaque groupement territorial et à chacun des sociétaires dans les engagements pris par la Caisse.

L'art. 12 du dahir précité prévoit que : « les statuts déterminent également les limites maximum et minima des prélèvements retenus au profit de la Caisse sur les opérations faites par elle ».

Ces dispositions laissent supposer que dans le cadre légal les Caisses de crédit agricole mutuel bénéficient d'une certaine indépendance pour l'élaboration de leurs statuts. Il n'en est rien depuis l'arrêté pris par le grand Vizir à la date du 29 novembre 1931. Ce texte, qui pour

a création et l'organisation, place les Caisses de crédit agricole mutuel sous la tutelle complète du gouvernement, prévoit d'une façon impérative et minutieuse les dispositions statutaires. Aux termes de l'art. 1^{er} de cet arrêté : « les statuts des Caisses de crédit agricole mutuel appelées à bénéficier des avances de la Caisse Fédérale doivent contenir les dispositions suivantes :..., et « statuts de la Caisse de crédit agricole,

de

Art. 1^{er} etc...

C'est un véritable modèle type de statuts divisé en titres et en articles et qui prévoit tous les détails intéressant le capital social, les sociétaires, les opérations, l'administration, les sections territoriales et comités locaux d'escompte, les commissaires, les assemblées générales, la dissolution et les constatations judiciaires.

Au titre IV du statut type, il est intéressant de souligner certaine disposition curieuse. Il y est prévu que les crédits à court terme (numéraire, prêts, en nature et débits en compte cumulés) sont accordés dans la limite des garanties offertes suivant des barèmes déterminés et que la réalisation de ces avances doit s'effectuer suivant un rythme donné. Or, il est dit ensuite que les barèmes applicables au calcul du montant des prêts à court terme ainsi que le rythme de réalisation des avances peuvent être modifiés par un arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, ayant force statutaire et pris sur la proposition de la Caisse Fédérale et avis conforme du directeur général des finances. L'on se trouve donc, en face d'une disposition dénotant un esprit de suprématie gouvernementale quelque peu excessive ; le gouvernement après avoir assujetti les

sociétaires à une réglementation organique minutieuse s'est arrogé le droit de modifier en cours de fonctionnement certains points dont l'importance est telle qu'on n'a pas cru devoir en laisser la modification éventuelle aux sociétaires.

En conclusion l'on peut dire que toute indépendance pour se constituer est enlevée aux Caisses de crédit agricole mutuel ; le directeur général des Finances et le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, se chargent de soumettre aux exigences gouvernementales ces institutions en leur refusant l'autorisation nécessaire à leur constitution dès que les statuts élaborés par elles sortent tant soit peu du cadre et des dispositions rigides de l'arrêté viziriel du 29 novembre 1931.

En ce qui concerne la Caisse Fédérale de la mutualité et de la coopération agricole l'emprise administrative est encore plus forte et cela se comprend : le capital social étant constitué au moyen de parts souscrites pour partie par le gouvernement chérifien, celui-ci a le plus grand intérêt à réglementer la constitution et l'organisation de ladite Caisse. Là encore, les statuts doivent être approuvés par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, après avis conforme du directeur général des Finances.

Tout ce qui vient d'être dit au sujet de l'intervention législative du gouvernement pour la création des institutions de crédit ouvertes aux colons européens et aux cultivateurs indigènes n'est qu'encore plus vrai en ce qui concerne les institutions de crédit réservées seulement aux indigènes. Il était évidemment impossible de fonder en la matière quelque espérance sur l'initiative

privée. Il a fallu non seulement organiser de toutes pièces les sociétés indigènes de prévoyance au moyen d'éléments administratifs, mais encore imposer lesdites sociétés aux indigènes de façon à combattre utilement l'imprévoyance musulmane. Et c'est ainsi qu'en étudiant le caractère juridique des sociétés indigènes de prévoyance, nous avons été amenés à les considérer comme des établissements publics ayant une personnalité morale.

Quant aux Caisses régionales d'épargne et de crédit agricole indigènes et à la Caisse centrale de crédit agricole et de prévoyance indigènes, ce sont de véritables organismes administratifs composés presque uniquement de fonctionnaires publics. Il se conçoit aisément dès lors, que le gouvernement ait prévu même dans les détails la constitution et le fonctionnement de ces institutions.

A côté de cette intervention législative gouvernementale, il convient de mentionner l'aide financière que l'Etat apporte à ces institutions de crédit.

Le gouvernement intervient pour faciliter les opérations des Caisses de crédit en leur consentant des avances sans intérêt par l'entremise de la Caisse Fédérale, chargée de procéder à la répartition des fonds entre ces différents organismes de crédit agricole mutuel.

Les avances sans intérêt qui ne peuvent excéder le quadruple du capital de souscription versé par les sociétaires de chaque Caisse se sont élevées pour 1932 à 10.000.000 fr. alors qu'elles n'avaient atteint en 1931 que 3.572.728 fr. Le tableau suivant donne la répartition de ces avances.

Au 31 décembre 1932 le total des avances a atteint : 48.747.728 fr.

Caisse	Situation des avances au 31 décembre 1931	Avances réalisées en 1932	Situation des avances au 31 décembre 1932
Sud du Maroc .	15.186.880	5.440.000	20.626.880
Mutuelle rurale	920.000	761.100	1.681.100
Rabat	6.548.804	1.072.500	7.621.304
Meknès	8.020.736	1.142.400	9.163.136
Fez	5.321.308	1.051.600	6.372.908
Maroc Oriental	2.542.600	739.800	3.282.400
	38.450.328	10.207.400	48.747.728

D'autre part, l'Etat prête son concours aux Caisses de crédit en cas de calamités et de sinistres agricoles. C'est ainsi qu'en 1928, à la suite des inondations dont les colons ont été victimes, l'Etat a mis à la disposition des Caisses une somme de 4 millions destinée à la réalisation de prêts amortissables en 3 ans, consentis aux sinistrés. Cette somme qui avait été prélevée sur le fonds de réserve du Protectorat a été affectée à la constitution d'un fonds spécial destiné à permettre dans l'avenir des prêts aux cultivateurs victimes de calamités et de sinistres exceptionnels.

A ce titre, la Caisse du Nord a reçu, en 1928, une avance de 2.797.000 fr. remboursable par tiers, les 1^{er} octobre 1929-1930 et 1931. De son côté la Caisse du Sud du Maroc a reçu dans les mêmes conditions une avance de 1.125.000 fr. Ce fonds spécial présentait le 31 décembre 1931 un solde disponible de 2.448.500 frs. compte tenu des remboursements effectués et de nouvelles attributions d'avances à la Caisse du Sud en vue de la réalisation de prêts aux colons de Saada (Marra-kech) victimes de la sécheresse.

Les Caisses de crédit perçoivent des intérêts sur ces prêts aux sinistrés et les affectent à la constitution dans

leur comptabilité d'une réserve spéciale du fonds de secours aux sinistrés agricoles.

Au 31 décembre 1931, cette réserve s'élevait pour la Caisse de Rabat à 132.329 fr. et pour la Caisse du Sud à 211.233 fr.

L'Etat soutient encore les Caisses de crédit par des subventions versées sous forme de ristourne d'intérêt. Une ristourne d'intérêt de 1 % est en principe consentie aux Caisses de crédit agricole sur le montant de leurs opérations à moyen terme.

Les sommes ainsi payées aux Caisses de crédit agricole mutuel se sont élevées en 1930 à 438.767 fr. et sont passées en 1932 à 243.465 fr. 23.

Afin de favoriser le crédit collectif à long terme, l'Etat ainsi que nous l'avons vu met à la disposition des sociétés coopératives agricoles, par l'intermédiaire de la Caisse Fédérale et d'une Caisse de crédit, des avances au maximum égales au double de leur capital versé.

Ces avances atteignaient le 31 décembre 1931 la somme de 8.198.545 fr. Elles sont passées, en 1932 à 18.615.545 fr. sur lesquelles 455.252 fr. 72 ont été remboursés (v. tableau, p. 211).

Bien que l'ensemble de ces mesures ait permis d'intensifier en ces dernières années le crédit agricole, des dispositions nouvelles s'avérèrent nécessaires, au cours de la campagne de 1930 en raison de l'invasion acridienne qui est venue aggraver la situation de la colonisation, déjà atteinte par la baisse mondiale des produits agricoles. Le Protectorat a favorisé la constitution d'une Caisse mutuelle d'assurance acridienne et lui a accordé une subvention de 15 millions.

<i>Coopératives</i>	<i>Situation des avances au 31 /12 /1931</i>	<i>Avances consenties en 1932</i>	<i>Avances remboursées en 1932</i>	<i>Situation des avances au 31 /12 /1932</i>
Guelmane-Oued-Arrimène	17.368	«	8.684	8.684
Oued-Marès	40.000	«	6.666, 64	33.333, 36
Bir-Tam-Tam	65.417	«	10.903, 08	54.513, 92
Targa	28.800	«	28.800	«
Zaer	63.000	«	«	63.000
Zouara-Sejaa-Doulet	16.800	«	5.600	11.200
Quatre-Rivières	92.160	«	2.000	80.160
Coopérative d'achat et de vente du Nord marocain	240.000	«	240.000	«
Pépinière coopérative fruitière de Meknès-Fez-Taza	32.000	«	4.000	28.000
Vinicole des Beni-Snassen	1.530.000	480.000	56.666	1.953.334
Cave coopérative des Alt-Souala	729.000	1.154.500	48.600	1.834.900
Vinicole de la région de Meknès	500.000	1.332.000	33.333	1.798.667
Dock-silos du Sud de Casablanca	2.000.000	1.000.000	«	3.000.000
Dock silos de Port-Lyautey	544.000	«	«	544.000
Docks silos de Meknès	1.300.000	2.607.000	«	3.907.000
Docks-silos du Maroc Orie.	1.000.000	410.000	«	1.410.000
Docks-silos de Fez ...	«	2.100.000	«	2.100.000
Cave coopérative du Sahel	«	426.500	«	426.500
Coopérative vinicole de Rabat	«	107.000	«	107.000
Cave coopérative de Fez .	«	800.000	«	800.000
Totaux	8.198.545	10.417.000	455.252, 72	18.160.292, 28

Avec la même sollicitude l'Etat prête son concours financier aux institutions de crédit agricole indigène. C'est ainsi qu'afin de permettre aux sociétés agricoles indigènes de fonctionner dès leur création, en 1917, l'Etat leur a consenti une avance de 600.000 fr. Depuis lors, de nouvelles subventions leur ont été accordées en cas de sinistres agricoles par l'intermédiaire de la Caisse centrale. C'est ainsi notamment qu'à la suite de la récolte déficitaire de 1927, les disponibilités des sociétés indigènes de prévoyance s'étant révélées insuffisantes pour assurer le financement des prêts de semences à consentir pour la nouvelle campagne agricole, l'Etat a décidé

de leur attribuer une avance sans intérêts de (13.000.000 fr.) 13 millions remboursables dans un délai de cinq ans. Par dahir du 10 avril 1911 cette avance était réduite à dix millions de francs (10.000.000 fr.), la différence de trois millions de francs (3.000.000 fr.) étant affectée à la dotation d'un fonds de réserve de la Caisse centrale des sociétés indigènes de prévoyance.

Nous avons vu comment l'Etat intervenait dans l'organisation des institutions de crédit et quel concours financier il leur prêtait, il nous reste à examiner maintenant le rôle qu'il s'est réservé dans l'administration de ces organismes.

L'action de l'Etat dans le fonctionnement des Caisses de crédit se développe avec d'autant plus d'acuité qu'elle est réclamée de partout. Lorsqu'après avoir liquidé le lourd passé de dettes dont le règlement avait nécessité la création de la Caisse Fédérale de la mutualité et de la coopération agricole il fallut mettre sur pied un nouveau départ de la colonisation et ouvrir de nouveaux crédits, les colons privés manifestèrent leur désir d'un contrôle plus sévère de la colonisation officielle à laquelle ils reprochèrent une tendance trop manifeste à un véritable parasitisme social.

La Banque d'Etat du Maroc se joignit aux colons pour demander que l'octroi de nouveaux prêts soit subordonné à des garanties plus efficaces de remboursement.

C'est dans ces conditions que parut l'arrêté viziriel du 30 novembre 1931 « qui renforce l'action de l'Etat au point qu'il inaugure par certains côtés un véritable régime d'exploitation agricole directe par l'Etat »².

Le colon qui veut obtenir un prêt doit soumettre à

2. *L'Economie marocaine*, René Hoffherr p. 139.

l'agrément de l'Etat un programme de culture vérifié par des inspecteurs de l'agriculture. Ainsi surveillé techniquement par l'Etat le colon est crédité selon un barème basé sur le nombre d'hectares exploités, après avoir pris l'engagement de vendre par l'intermédiaire de l'Etat en remettant intégralement ses récoltes en céréales aux organismes officiels de distribution.

L'Etat contrôle le fonctionnement des Caisses de crédit par l'intermédiaire de la Caisse Fédérale de la mutualité et de la coopération agricole qui entre autres attributions a celles de surveiller les opérations des dites Caisses, des unions de coopératives et des coopératives centrales. Et cette Caisse Fédérale de la mutualité et de la coopération agricole est à son tour soumise à la surveillance d'un commissaire du gouvernement, nommé par décision du directeur général des Finances et chargé de contrôler et de vérifier la gestion et la situation financière de la Caisse Fédérale, l'exactitude matérielle des écritures et de l'encaisse et l'application de toutes les dispositions légales et réglementaires.

Ce contrôle du commissaire du gouvernement est assorti d'une sanction au cas où il y aurait méconnaissance des observations par lui présentées à la Caisse Fédérale. Cette sanction consiste dans le droit conféré au directeur général des Finances de prescrire le remboursement de la partie disponible des avances de l'Etat.

En ce qui concerne les institutions de crédit agricole réservées aux indigènes, le contrôle de l'Etat s'exerce encore plus sévèrement. Ainsi pour les sociétés indigènes de prévoyance le Conseil d'administration est composé en majeure partie de représentants du gouvernement, il comprend en effet, des notables indigènes, des repré-

sentants de l'autorité de contrôle et des délégués des services financiers et agricoles.

Outre cette composition quasi-administrative du Conseil d'administration nous notons l'intervention gouvernementale dans l'institution du Conseil de contrôle siégeant à Rabat et présidé par le grand Vizir et dont le rôle est de surveiller le fonctionnement général des sociétés indigènes de prévoyance, d'orienter et de diriger leur activité, d'approuver, d'annuler ou de modifier les décisions des Conseils d'administration.

Les Caisses régionales d'épargne et de prévoyance indigènes dont l'administration est également confiée à un Conseil composé d'éléments à la solde de l'Etat, sont, en outre, placées sous la surveillance de la Caisse centrale de crédit agricole et de prévoyance qui contrôle également les opérations effectuées par les sociétés indigènes de prévoyance.

L'intervention gouvernementale dans la création et dans le fonctionnement agricole se manifeste très activement. Cette intervention nous apparaît actuellement nécessaire afin de lancer ces organismes. Sans le principal appoint financier de l'Etat chérifien, ces établissements abandonnés à l'initiative de leurs sociétaires seraient impuissants à atteindre le but visé par leurs organisateurs. Et l'on peut, sans crainte de se tromper, conclure avec M. Walch que « la progression des institutions de crédit agricole mutuel au Maroc a été plutôt la conséquence de l'aide de l'Etat réalisée sous forme d'avances sans intérêts que d'initiatives particulières s'exerçant dans les limites des principes posés »³.

3. G. Walch, p. 13 *Le crédit mutuel et la coopération agricole*.

CHAPITRE II

L'ACTIVITE DES INSTITUTIONS DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL

SECTION I. *L'activité des institutions communes aux colons européens et aux cultivateurs indigènes.*

SECTION II *L'activité des institutions réservées aux cultivateurs indigènes.*

Section I

L'activité des institutions communes aux colons européens et aux cultivateurs indigènes

§ I. *Les Caisses de crédit*

Le dahir du 15 janvier 1919 organisant le crédit agricole mutuel, dont le besoin se faisait tant sentir, reçut une application immédiate.

Le 28 mars suivant, la Caisse de crédit agricole du Nord ayant son siège à Rabat était constituée. Deux mois environ après, le 14 mai fut autorisée la Caisse de crédit du Sud du Maroc avec son siège social à Casablanca. Ces exemples étaient suivis l'année d'après par le Maroc oriental dont la Caisse ayant son siège à Oujda fut créée par dahir du 15 janvier 1921.

Ces trois Caisses fonctionnèrent ensemble jusqu'en 1929, époque à laquelle la Caisse de crédit agricole du Nord du Maroc fut dissoute et remplacée¹ par trois sections territoriales :

1° la Caisse de crédit agricole mutuel de Rabat, Kénitra, du Gharb et d'Ouezzan, avec son siège social à Rabat ;

2° la Caisse de crédit agricole mutuel de la région de Meknès, avec son siège social à Meknès ;

3° la Caisse de crédit agricole mutuel des régions de Fez et de Taza, avec son siège social à Fez.

Ces trois nouvelles Caisses ont continué chacune en ce qui la concerne les opérations engagées par la Caisse de crédit agricole du Nord du Maroc.

Au cours du premier semestre de 1931, une sixième Caisse de crédit agricole « la mutuelle rurale » fut constituée par des colons exclus ou démissionnaires de la Caisse du Sud.

Ces six caisses dont le nombre des sociétaires s'est élevé de 2.495 au 31 décembre 1930 à 2.931 au 31 décembre 1931 et à 2.979 au 31 décembre 1932, n'ont pu se développer que grâce à des disponibilités importantes. Nous avons vu dans un chapitre précédent quel soutien financier leur a apporté l'Etat, il nous reste à étudier les autres sources de capitaux dont elles jouissent ; ressources propres, aide de la Banque d'Etat, ouvertures de crédit de la Caisse de prêts immobiliers.

Les ressources propres des Caisses sont constituées par leur capital, leurs réserves et les dépôts de leurs adhérents.

Au 31 décembre 1932, les versements des sociétaires

1. Cette nouvelle répartition a eu pour effet une meilleure distribution du crédit.

s'élevaient à 16.644.450 fr. au lieu de 16.112.275 fr. en 1931². Depuis le montant de ces versements ne cesse d'accroître.

Les réserves des Caisses constituées par le prélèvement des 3/4 sur les bénéfices annuels ont atteint 12.894.743 fr. en 1931 ; l'année précédente, elles s'étaient chiffrées à 10.697.426 fr.

Caisses	Réserves au 31/12/1931	Réserves au 31/12/1932	Différence
Sud du Maroc ...	4.001.200	5.116.794	1.115.594
Mutuelle rurale .	«	38.235	38.235
Rabat	2.492.106	2.703.266	211.160
Meknès	2.350.000	2.790.000	440.000
Fez	1.396.120	1.796.448	400.328
Maroc oriental .	440.000	450.000	10.000
	10.679.426	12.894.743	2.215.317

A l'exception de la Caisse d'Oujda qui enregistre pour 1932 une légère augmentation des dépôts des adhérents, les autres Caisses signalent une diminution.

L'année a été exceptionnelle car, d'habitude les dépôts vont croissant :

Caisses	Dépôts au 31/12/1931	Dépôts au 13/12/1932	Différences
Sud du Maroc ...	12.051.003	2.166.705	—9.884.298
Mutuelle rurale .	1.259.174	525.526	— 733.648
Rabat	3.207.659	1.628.792	—1.578.867
Meknès	4.383.313	3.921.570	— 461.743
Fez	1.131.240	421.155	— 710.085
Maroc oriental .	262.998	278.380	+ 15.382
	22.295.387	8.932.128	

La Banque d'Etat apporte son aide financière au crédit agricole :

2. Les statistiques pour l'année 1933 n'ayant pas encore été établies, nous n'avons pu en faire état. Les chiffres cités par nous pour l'année 1932 n'ont été publiés que le 12 janvier 1934, au *Bulletin officiel du Protectorat*, n° 1107.

a) Par une avance permanente et sans intérêts de 1.666.666 fr. également répartie entre les Caisses du Sud du Maroc, de Rabat, de Meknès, de Fez et du Maroc oriental ;

b) Par l'ouverture de fiches de réescompte pour les prêts à court terme (taux 4,25 %). Le montant de ces fiches en 1932 s'élevait à 46,5 millions de francs au lieu de 42 millions en 1931.

	ANNÉE 1931		ANNÉE 1932	
	Montant des fiches	Maximum et Minimum du réescompte	Montant des fiches	Maximum et Minimum du réescompte
Sud du Maroc	15.000.000	14.997.536 juin 1.408.500 etc.	15.000.000	14.924.709 juin
Mutuelle rurale de crédit	1.000.000	965.000 déc.	2.550.000	2.429.424 juill. " oct.
Rabat	6.500.000	5.425.000 mai " nov.	6.500.000	3.762.150 juin "
Meknès	9.000.000	7.500.000 juill. 2.305.000 oct.	12.000.000	9.120.000 juill. "
Rèz	6.000.000	5.673.500 mars 1.561.000 déc.	6.000.000	6.000.000 août "
Maroc Oriental ...	4.500.000	4.489.000 juin 2.727.500 déc.	4.400.000	4.494.443 juin "

En 1930 à la suite de l'invasion acridienne, la Banque d'Etat dût prêter son concours financier aux Caisses de crédit agricole. Elle accepta avec la garantie de l'Etat de financer des prêts accordés aux cultivateurs sinistrés en ouvrant aux caisses de crédit agricole les fiches d'es-compte suivantes :

CAISSES	Montant de la fiche	Montant des prêts au 31 /12 /1931	Montant des prêts au 31 /12 /1932
Sud du Maroc .	9.000.000	6.324.366	3.677.200
Rabat	2.000.000	1.232.600	586.800
Meknès	900.000	270.400	135.200
Fez	100.000	100.000	63.310
	12.000.000	7.927.366	4.467.510

Le taux de réescompte a été fixé à 3 % la première année ; à 3,5 % la seconde année ; à 4 % la troisième année.

Le taux d'intérêt des prêts a été arrêté à 2 % la première année ; à 3 % la seconde année ; à 4 % la troisième année.

L'Etat afin de compenser la différence existant entre ces deux taux et pour tenir compte des frais de gestion évalués à 1 % du montant des prêts, sert aux Caisses de crédit une ristourne égale à :

2 % du montant des prêts la première année,

1,50 % — — — deuxième année,

1 % — — — troisième année.

De plus les Caisses recevront de l'Etat une ristourne complémentaire de 2 % pour les prêts remboursés en totalité à la fin de la deuxième année.

A côté de l'appui financier qui leur est apporté par l'Etat et la Banque d'Etat, les Caisses de crédit sont aidées par la Caisse de prêts immobiliers.

Le rapide essor de la colonisation agricole avait fait ressortir la nécessité de seconder l'action des Caisses de crédit en faisant mettre à leur disposition pour le crédit à moyen terme les fonds qui leur étaient nécessaires pour satisfaire les besoins toujours croissants de l'agriculture marocaine. Le dahir du 25 novembre 1925

portant organisation du crédit agricole à moyen terme par l'intermédiaire de la Caisse de prêts immobiliers au Maroc, fut donc le bienvenu. Aux termes de cette législation la Caisse de prêts immobiliers peut consentir aux Caisses de crédit agricole des ouvertures de crédit correspondant aux sommes dues par les bénéficiaires des prêts à moyen terme. En garantie de ces ouvertures de crédit les Caisses transfèrent par simple endos à la Caisse de prêts immobiliers, les contrats de prêts à moyen terme qu'elles détiennent.

Ces opérations sont réalisées sur décision conforme du comité de direction de la Caisse de prêts, au moyen des fonds provenant d'une dotation constituée par des avances du Protectorat, de la Banque d'Etat et de la Caisse de prêts immobiliers elle-même.

Le tableau suivant indique la composition des fonds depuis la création de la Caisse de prêts.

Années	PARTICIPATION			TOTAL
	De l'Etat	De la Banque d'Etat	De la caisse de prêts	
	en millions	en millions	en millions	en millions
1926	8	8	1, 6	17, 6
1927	11	11	2, 2	24, 2
1828	11	11	2, 2	24, 2
1929	14	14	2, 8	30, 8
1930	20	20	4	44
1931	20	20	4	44
1932	20	20	4	44

L'intérêt que porte l'avance de la Banque d'Etat est inférieur d'un point au taux officiel d'escompte.

Les ouvertures de crédit faites par la Caisse de prêts immobiliers du Maroc aux Caisses de crédit agricole mutuel sont consenties aux mêmes taux que ceux prévus pour la Banque d'Etat du Maroc. Sur le montant de ces

ouvertures de crédit, l'Etat consent à la Caisse de prêts une ristourne de 1 % payable par semestre et d'avance. Cette ristourne pour l'année 1932 s'est élevée à 439.239 fr.39.

Puissamment aidées par les moyens financiers mis à leur disposition par l'Etat, la Banque d'Etat et la Caisse de prêts immobiliers, les Caisses de crédit agricole peuvent faire face aux besoins de crédit toujours croissants de l'agriculture marocaine. Le tableau ci-dessus donne au 31 décembre 1930-1931-1932 la situation des prêts à court et à moyen terme. Nous constaterons une diminution des prêts à moyen terme pour toutes les Caisses, à l'exception de la Mutuelle rurale constituée en 1931. De même le volume des crédits de campagne tend à se stabiliser par rapport aux années précédentes. Cette situation a été causée par les mesures prises au cours de l'année 1931 pour réglementer la distribution du crédit :

Caisses de Crédit Agricole Mutuel	Catégories de Prêts	1930	1931	1932	Différences entre 1931 et 1932
Caisse du Sud ...	Court terme	36.941.206	46.301.382	38.624.610	7.676.772
	Moyen terme	23.274.497	24.361.934	23.395.976	965.958
Mutuelle rurale ..	Court terme	α	4.994.448	6.534.321	1.539.873
	Moyen terme	α	196.000	1.484.824	1.288.824
Caisse de Rabat ..	Court terme	15.028.103	11.255.122	13.914.079	2.658.957
	Moyen terme	9.644.807	9.336.955	10.124.925	787.970
Caisse de Meknès .	Court terme	18.374.000	22.059.500	15.648.000	6.411.500
	Moyen terme	10.864.841	12.201.415	11.048.242	1.153.183
Caisse de Fez	Court terme	13.411.500	10.530.000	10.594.980	64.981
	Moyen terme	6.729.875	6.347.520	5.571.500	776.620
Caisse du Maroc Oriental	Court terme	9.148.656	13.583.459	8.282.789	4.300.710
	Moyen terme	1.793.356	2.494.737	2.196.942	297.795

Les chiffres que nous venons de citer montrent la grande activité que devront déployer les Caisses de crédit pour parer aux nécessités agricoles du pays. Il appartient à la Caisse Fédérale de la mutualité et de la coopération agricole de diriger et de soutenir le plus utilement possible cette activité, fonction de la prospérité de l'agriculture marocaine.

§ II. *La Caisse Fédérale de la mutualité et de la Coopération agricole*

La Caisse Fédérale de la mutualité et de la coopération agricole, dont la création, ainsi que nous l'avons vu, avait été motivée par des nécessités impérieuses, entra, dès le début, en pleine activité. Constituant un organisme permanent de lutte contre les crises agricoles et chargée de se substituer à l'Etat pour la distribution et la gestion du crédit assisté elle eut immédiatement pour mission de réaliser l'opération de conversion et de consolidation des dettes commerciales de la colonisation.

Un premier projet de règlement à adopter par la Caisse avait été établi par la direction générale des finances. Il prévoyait sur le montant des dettes échues un abattement de 10 %, compte tenu des pertes déjà constatées et des pertes probables. Cependant le risque total de la Caisse Fédérale à l'égard du commerce ne devait pas excéder les 66 % des créances. La différence entre ce pourcentage et le montant des créances présentées, déduction faite de l'abattement de 10 % soit 24 % devait faire l'objet d'un compte spécial ouvert au nom de chaque firme dans les écritures de la Caisse Fédérale.

En présence de l'opposition des commerçants, le Conseil d'administration de la Caisse auquel fut soumis le projet, proposa les modalités suivantes :

1^o Le paiement définitif par la Caisse Fédérale de 80 % du montant de la créance, intérêts de retard, frais de prorogation et judiciaires compris ;

2^o Avance par la Caisse Fédérale d'un supplément de 10 % portant à 90 % le versement fait au commerce, remboursable par le colon et à son défaut par le commerçant ;

3^o Dans le cas où les débiteurs d'une forme se libéreraient de 90 % de leurs dettes, quitus serait donné aux créanciers des 10 % avancés par la Caisse ;

4^o Dans le cas où les débiteurs d'une maison de commerce se libéreraient à 100 %, remise serait faite au créancier des fonds récupérés jusqu'à concurrence de 97 %.

Cette proposition, bien que donnant aux commerçants un droit de contrôle des plus étendus sur les recouvrements, fut encore repoussée par eux.

C'est alors qu'en présence de cette situation aussi préjudiciable aux colons qu'aux commerçants, le gouvernement demanda à la Caisse Fédérale de procéder au règlement des dettes commerciales sur la base d'un forfait de 92 %.

Le règlement s'est effectué dans les conditions suivantes :

La Caisse Fédérale a acquitté les dettes échues et à échoir contractées par les colons pour les besoins de leurs exploitations agricoles à l'occasion de la campagne 1929-1930 et des campagnes précédentes, à l'exclusion de toutes sommes dues à des associés commanditaires ou prêteurs.

En l'espace de deux mois la Caisse Fédérale a dû recevoir, classer, examiner 795 dossiers comportant environ 15.000 créances. Ce travail s'est effectué minutieusement, la Caisse s'appliquant par tous les moyens possibles à s'entourer de toutes les garanties désirables. Une créance était elle présentée, un avis était aussitôt adressé au débiteur pour lui demander son accord ou ses observations, et la Caisse de crédit de l'intéressé était priée de fournir les renseignements qu'elle était en mesure de se procurer. Cette manière de procéder avait pour but de faire ressortir les désaccords existant entre débiteurs et créanciers. En fait elle a eu d'excellents résultats compensant ainsi largement le gros travail nécessité par elle.

Une commission d'examen des créances a tenu sept séances ³, au cours desquelles 12.940 créances ont été présentées pour un montant de 125.957.741 fr. 92 ; 11.683 créances ont été acceptées s'élevant à 118.652.531 fr. 75.

La Caisse Fédérale a eu, en outre, à régler aux Caisses de crédit agricole 20.500.000 fr. représentant des crédits de campagne non remboursés à l'échéance pour lesquels de nouveaux délais de paiement devaient être donnés au débiteur.

Pour réaliser cette opération, le Protectorat dut faire appel au concours financier de la Banque d'Etat du Maroc, qui consentit à la Caisse Fédérale un crédit d'escompte de 53 millions. Cette côte d'escompte fut ouverte aux conditions suivantes :

Taux : 4 1/4 % ;

Durée 3 ans ;

Aval du gouvernement.

3. Les 6 mars, 23 mars, 9 avril, 6 mai, 15 mai, 1^{er} juillet.

Au mois d'avril 1931, la fiche de 63.000.000 fr. s'étant révélée insuffisante le montant fut porté à 100 millions.

En définitive, le montant des créances prises en charge par la Caisse Fédérale s'élève à 136.806.179 fr. 12 se décomposant comme suit :

Créances commerciales	116.449.639, 15
Effets impayés des Caisses de crédit agricole	20.356.539, 97
	136.806.179. 12

Ce total s'est augmenté des intérêts de 5 % perçus sur les comptes colons savoir	9.919.352, 50
	146.725.531, 62

Depuis le début de ses opérations la Caisse Fédérale a recouvré 27.594.577, 26

Par suite, au 31 mars 1933 le solde débiteur des colons est de 119.130.953, 36

L'action de la Caisse Fédérale de la mutualité et de la coopération agricole est des plus efficaces ; elle permet à l'agriculture marocaine de lutter utilement contre la crise des débouchés et l'avilissement des cours.

Section II

L'activité des institutions de crédit réservées aux cultivateurs indigènes

§ I. *Les sociétés indigènes de prévoyance*

Il existe actuellement au Maroc cinquante-quatre sociétés indigènes de prévoyance dont vingt-deux en

territoire civil et trente-deux en territoire militaire. Elles comptent 922.746 sociétaires en progression d'environ 87.000 fr. sur l'exercice précédent. L'actif dont elles disposent va sans cesse croissant ⁴.

Campagne agricole du 1 ^{er} octobre 1928 au 30 juin 1932 et 1 ^{er} juill. 1932 au 30 juin 1932.		Montant de l'actif global à la fin de chaque campagne
Année	1918-1919	3.294.954, 01
—	1919-1920	5.366.672, 83
—	1920-1921	10.739.373, 34
—	1921-1922	12.474.894, 13
—	1922-1923	14.959.830, 82
—	1923-1924	19.095.498, 59
—	1924-1925	24.177.646, 46
—	1925-1926	29.824.673, 66
—	1926-1927	36.781.283, 17
—	1927-1928	55.749.168, 51
—	1928-1929	50.215.880, 95
—	1929-1930	50.385.567, 62
—	1930-1931	54.546.597, 18
—	1931-1932	56.526.787, 15
—	1932-1933	58.473.660, 14

La principale ressource des sociétés indigènes de prévoyance est constituée par les centimes additionnels au tertib impôt agricole. Il en résulte que les sociétés les plus florissantes sont celles qui englobent les circonscriptions riches en cultures et en troupeaux.

La société des Doukkhalas est la plus prospère : au 30 septembre 1931 les cotisations de ses membres se sont élevées à 517.802 fr. 35. Puis viennent la société des Abda et celle de Chaouïa Nord dont les montants des cotisations versées par leurs adhérents se sont chiffrés respectivement à 429.681 fr. 29 et 411.850 fr. 52.

A côté de ces sociétés prospères, on compte des parentes pauvres parmi lesquelles on peut citer les sociétés de Taourit-Debbou, des territoires du Sud, de Zaïn,

4. Statistiques, *Bulletin officiel*, n° 1135 du 27 juillet 1934.

dont les cotisations annuelles pour l'exercice 1930 à 1931 se sont élevées à 16.226 fr. 63 ; 14.031 fr. 38 ; 13.615,05.

Le capital de la société forme la prospérité commune et indivisible de la personne morale qu'elle constitue.

Ce fonds commun dont l'utilité est indiscutable pour le fonctionnement et le développement de la société a été vanté tout particulièrement par M. Rosier ⁵. « La société fonctionnant comme Caisse de crédit, pourra peut être lorsqu'elle sera assez riche, consentir un crédit gratuit, ce sera alors le rêve de Proudhon réalisé, elle pourra aussi et surtout, développer les branches d'activité qu'elle a dû négliger jusqu'à ce jour, faute de disponibilité suffisante. Au lieu de s'assurer à une société à qui il faut payer de lourdes redevances, elle pourra également être à elle-même son propre assureur, en ne demandant qu'une prime minime comme en Tunisie, ou même pas de prime du tout ; la cotisation proportionnelle à l'avoir immobilier du sociétaire en faisant office.

Les services rendus par les sociétés indigènes de prévoyance se développeront ainsi en nombre et en valeur. Sans effort, sans peine, les générations actuelles travailleront pour celles qui grandissent, les ouvriers de la première heure pour ceux de la onzième.

Et ceux-ci bénéficiant des efforts de ceux-là recevront ainsi le plus bel exemple de solidarité et de dévouement ».

L'action des sociétés indigènes de prévoyance se manifeste principalement par le crédit, l'assistance mutuelle et la vulgarisation agricole.

a) *Le crédit.*

Jusqu'à l'organisation des sociétés indigènes de pré-

5. R. Rosier, *op. cit.*, p. 95.

voyance, le fellah pour obtenir le crédit nécessaire à l'exploitation de sa terre, avait recours aux bons soins de l'usurier, qui pour tourner les principes rigides de l'orthodoxie musulmane interdisant le prêt à intérêt, procédait de la façon suivante.

Il consentait au fellah un prêt par exemple de 2.000 fr. et faisait établir par les adouls un acte de 4.000 fr., à l'échéance, il abandonnait au caïd une partie de son bénéfice pour faire rentrer sa créance.

De telles conditions mettaient celui qui avait emprunté dans l'impossibilité absolue de se relever.

Aussi certains fellahs, au lieu d'emprunter, vendaient surtout au printemps, pour faire la « soudure » ; ils passaient un contrat de « selem » ou vente de la récolte en vert. Cette opération n'était pas moins désastreuse que le prêt usurier. En effet, ce que l'homme d'affaires achetait à l'indigène, ce n'était pas sa récolte future à un prix forfaitaire, mais telle quantité de grains à un prix déterminé et payé d'avance. L'acheteur avait soin de traiter en général à la moitié du prix éventuel du grain à la récolte, ce prêt lui rapportait donc un intérêt de 100 % en l'espace d'un mois. L'indigène souscrivait d'assez bonne grâce à ces conditions, il était trop heureux de recevoir de l'argent, sans avoir à consentir d'avantage immédiat.

Le rôle principal des sociétés indigènes de prévoyance est de lutter contre ces opérations usuraires, de façon à pouvoir libérer peu à peu l'indigène de ce long passé de servitude économique.

C'est en distribuant largement et judicieusement des prêts à court terme que ces sociétés parviendront à combattre efficacement l'usure. Ces prêts revêtent deux formes : prêts en espèces ou prêts en argent.

Les prêts en espèces bénéficient d'une préférence marquée et de la part des sociétés et de la part des sociétaires. Ils ont l'avantage d'être d'une pratique plus facile que les prêts en nature, de simplifier les opérations de distribution et de recouvrement et de laisser plus de liberté d'action à l'emprunteur.

Le dahir, distingue deux sortes de prêts en espèces :

- 1^o Les prêts qui ne dépassent pas 1.000 fr. ;
- 2^o Les prêts de 1.000 fr. à 2.000 fr. ;
- 3^o Les prêts de plus de 2.000 fr.

Les prêts de 1.000 fr. sont accordés en principe par le Conseil d'administration. Exceptionnellement, ils peuvent être consentis par le président du conseil d'administration en cas d'urgence reconnue et après une enquête administrative à charge par lui de faire ratifier sa décision lors de la plus prochaine séance du conseil d'administration.

Le président du conseil est juge des cas urgents ; en principe, il sollicite presque toujours l'assentiment du contrôleur civil de façon à obtenir plus sûrement l'approbation ultérieure du Conseil d'administration.

Les prêts de 1.000 fr. à 2.000 fr. ne peuvent être accordés que par le Conseil d'administration. Ils sont distribués à la diligence du président du Conseil d'administration.

Les prêts de plus de 2.000 fr. sont accordés exceptionnellement ; ils sont soumis à la procédure d'enquête suivie par les Conseils de section et d'administration et subordonnés à la décision du Conseil de contrôle et de surveillance. Dans les cas d'urgence, dit l'instruction générale, les dossiers concernant les demandes de cet ordre, accompagnées des avis émis par les autorités de

contrôle seront adressés à la direction générale des affaires indigènes (secrétariat du Conseil de contrôle, des sociétés indigènes de prévoyance) qui provoquera les mesures à prendre à leur sujet.

Les prêts en argent sont remboursables dans les délais stipulés dans les actes de prêts ; ils peuvent être à échéance d'un, de deux ou de trois ans. Le terme limite est de trois années grégoriennes ; toutefois, dans des cas exceptionnels, les délais peuvent être prorogés pour une ou deux nouvelles périodes de trois ans.

Ces prêts de trois ans ont été prévus pour l'organisation de plantations, l'amélioration des arbres fruitiers, la régénération d'olivettes et de palmeraies ou pour dégager des biens donnés en antichrèse aux usuriers.

La somme à rembourser comprend, outre la somme prêtée, un supplément à titre de frais de gestion calculé à raison de 1 %.

Si les prêts en espèces ont l'avantage de la simplification et de la souplesse, ils présentent cependant certains dangers quand ils s'adressent à des primitifs imprévoyants et inconscients du lendemain, comme le sont les indigènes. Ils sont tentés par la somme offerte qui, dans leur esprit correspond souvent à une aubaine inespérée, à un acte bienveillant et gratuit de l'autorité administrative ; ils profitent de l'heure présente et ne sont nullement incités à préparer la récolte prochaine, à prévoir les mauvais jours d'autant plus que le contrôle de l'emploi du prêt en espèces, qui leur a été consenti, est sinon impossible, du moins fort difficile dans la généralité des cas.

Les prêts en nature apparaissent, en ce sens, plus favorables et plus profitables au fellah ; il est en effet très

difficile à ce dernier d'utiliser le montant du prêt à un but différent de celui recherché, surtout si le produit prêté, les semences par exemple, reçoivent une préparation les rendant impropres à la consommation.

D'autre part, l'indigène est encore ignorant de ses véritables intérêts, il n'est pas suffisamment pénétré du modernisme de notre vie économique, il a besoin de conseils pour exploiter rationnellement sa terre, pour développer et améliorer ses cultures. « Malgré sa longue expérience de la terre, il ne sait pas, parce qu'il ne connaît que peu d'espèces différentes, quels sont les produits les plus favorables à son sol ; il ignore comment les obtenir et à qui s'adresser pour en acheter les graines. S'il le savait, il est probable qu'il tarderait longtemps avant de se décider et que, s'il le faisait, on abuserait bien souvent de son inexpérience »⁶.

Grâce aux prêts en nature, les sociétés indigènes de prévoyance dirigent utilement ses adhérents dans le choix des produits à cultiver, compte tenu du milieu physique et des débouchés, elles les encouragent à expérimenter de nouvelles cultures d'exportation : pommes de terre, betteraves, géraniums etc..

Ces prêts en nature se réalisent principalement sous forme de semences sélectionnées en Algérie et en Tunisie, ce système a reçu une application très heureuse, l'emploi des semences triées a donné au fellah des résultats forts probants tant en ce qui concerne la qualité que la quantité des produits. Les semences d'orge, de blé, de maïs détenues par les indigènes, appartenaient souvent pour une même espèce à une vingtaine de variétés. Pareil mélange constituait une plaie pour la production :

6. R. Rosier, *op. cit.* p. 137.

certaines variétés étaient plus précoces, d'autres plus délicates, il en résultait des produits inférieurs dont la quantité ne suppléait même pas à la qualité. Aussi l'utilisation des semences sélectionnées s'imposait-elle.

Au Maroc, où les données du problème sont les mêmes, les semences purifiées par un sérieux triage ont eu vite fait d'obtenir la préférence des indigènes.

La procédure de ces prêts est la suivante. Le Conseil de section, auquel les demandes de prêts sont adressées, étudie les besoins des sociétaires et transmet les différents dossiers avec son avis au Conseil d'administration, qui décide. La décision intervenue, le secrétaire du Conseil d'administration dresse un état récapitulatif, par section et pour chaque nature de grains, des quantités attribuées aux emprunteurs. Au vu de cet état récapitulatif, les marchés sont conclus avec concurrence et publicité soit par le Conseil d'administration, soit par la direction générale de l'agriculture. Une fois en possession des grains, le Conseil d'administration arrête au moins 8 jours à l'avance les dates de distribution pour chaque section. La distribution de grains aux sociétaires est assurée par le Conseil de section érigé en bureau de distribution. Un représentant de l'autorité locale du contrôle et, le cas échéant, un délégué de la direction générale des finances assistent aux opérations.

Le tableau suivant montre l'état comparatif des prêts en argent et en nature, consentis par les sociétés indigènes de prévoyance depuis leur constitution jusqu'au 30 juin 1933.

Campagnes agricoles	Prêts en argent	Prêts en nature	TOTAL
Année 1917		46.296, 10	46.296, 1
Année 1917-1918.	297.040, 00	789.855, 76	1.086.895, 76
— 1918-1919.	290.172, 30	190.272, 36	480.444, 64
— 1919-1920.	697.465, 00	1.696.133, 99	2.393.598, 99
— 1920-1921.	1.688.480, 00	1.842.426, 82	3.530.906, 82
— 1921-1922.	2.619.833, 50	834.241, 32	3.454.075, 32
— 1922-1923.	4.012.292, 50	1.464.671, 99	5.476.964, 49
— 1923-1924.	5.429.930, 00	2.035.617, 83	7.465.547, 83
— 1924-1925.	5.056.021, 34	3.229.765, 43	8.285.786, 77
— 1925-1926.	6.177.462, 75	4.686.703, 16	11.863.165, 91
— 1926-1927.	5.744.580, 40	9.378.232, 35	15.122.812, 84
— 1927-1928.	6.715.030, 00	21.348.912, 55	28.063.942, 55
— 1928-1929.	11.448.802, 00	7.842.665, 81	19.331.467, 81
— 1929-1930.	7.793.592, 00	8.930.210, 97	16.723.802, 97
— 1930-1931.	14.884.143, 24	19.153.875, 23	34.038.018, 47
— 1931-1932.	10.691.387, 50	11.146.704, 27	21.838.091, 77
— 1932-1933.	14.051.594, 15	9.874.170, 21	23.925.764, 36

b) *L'assistance mutuelle.*

Le but d'assistance mutuelle des sociétés de prévoyance est l'élément qui justifie le plus aux yeux des indigènes l'existence de ces organismes. Ils y voient la continuation du rôle joué autrefois par les djemâa. Celles-ci prélevaient sur la récolte des gens aisés une petite part, dont elles formaient une réserve destinée à secourir les miséreux pendant l'hiver et à servir de prêts de semences aux cultivateurs nécessiteux. Ces derniers, la récolte faite, rendaient la quantité de grains qui leur avait été prêtée, plus un supplément pour couvrir les frais de garde de silos et compenser les pertes.

Les sociétés de prévoyance apparaissent donc aux indigènes comme un perfectionnement de leur ancienne coutume basée sur les principes du Coran, qui fait au croyant l'obligation de donner aux malheureux la dîme de ses biens.

Les secours qu'accordent les sociétés indigènes de

prévoyance sont les uns remboursables, les autres non remboursables. Les avances remboursables sont au point de vue procédure, assimilables aux prêts en nature ou aux prêts en argent. Elles en diffèrent cependant du fait qu'elles sont réservées aux ouvriers agricoles ne faisant pas partie de la société, parce que non inscrits sur les rôles du tertib.

Les sociétaires bénéficient non d'avances remboursables, mais de prêts. Les sociétés de prévoyance peuvent, en outre, attribuer des secours non remboursables aux ouvriers agricoles ou aux sociétaires qui, par suite de calamités, se trouvent momentanément démunis de toute ressource. Ces secours sont alloués par le Conseil d'administration sur la proposition du Conseil de section. Ils sont exceptionnels et ne doivent être accordés qu'avec modération sous peine d'habituer les populations pauvres à réagir moins activement. Favoriser la paresse et tarir la charité privée, telles seraient les conséquences d'allocations trop faciles de secours non remboursables.

Aussi l'instruction générale a-t-elle eu soin d'insister sur le caractère exceptionnel des secours non remboursables. En principe, on n'en accorde ni à l'indigent permanent, ni aux malades, mais seulement aux nécessiteux accidentels, dont le cas devra être particulièrement intéressant.

c) *La vulgarisation agricole.*

Le but des sociétés indigènes de prévoyance serait incomplet s'il ne comprenait pas la vulgarisation des méthodes perfectionnées d'agriculture et d'élevage dans le milieu arabe.

L'outillage agricole, dont se servent les indigènes

se caractérise par une extrême rusticité ; il consiste en charrues très légères, en bois, armées d'un soc en fer, et en quelques outils : fourches, pelles en bois et faucilles. Souvent, plusieurs indigènes n'ont qu'une seule charrue ; ils dépiquent sur l'aire à l'aide des animaux qui piétinent les épis, ne connaissant même pas le fléau : le dépiquage est ainsi très imparfait. Ils trient les grains avec un van, le tarare étant inconnu.

Le matériel agricole employé par les indigènes étant donc à peu près inexistant, les sociétés indigènes de prévoyance ont du tenter un effort louable pour essayer de le développer. Des moissonneuses, des batteuses, des faucheuses, des lieuses furent achetées et mises en service dès 1918. Les résultats furent décevants.

Le 11 janvier 1922, la direction de l'agriculture faisait connaître au Conseil de contrôle son avis sur la question. « L'utilisation du gros matériel par les sociétés indigènes de prévoyance présente des inconvénients qui ne permettent pas d'établir une note destinée à guider les sociétés dans l'achat et l'utilisation de ce matériel. La manœuvre onéreuse et délicate des moissonneuses et des batteuses, les difficultés de réparation de ces instruments font mal augurer de leur mise entre les mains des indigènes. Or, le mauvais fonctionnement d'une de ces machines est de nature à jeter le discrédit sur le matériel agricole européen ».

L'échec du gros matériel est dû, en outre, au fait que ces instruments ne pouvaient servir qu'aux riches ; les petits cultivateurs, propriétaires de quelques parcelles, n'allaient pas faire moissonner ou battre mécaniquement leurs maigres récoltes.

Si le gros matériel agricole ne connut pas le succès, il

n'en fut pas de même du petit matériel dont la vulgarisation s'étend de plus en plus.

Les sociétés indigènes de prévoyance ont acheté un important matériel agricole : des trieurs, des tarares, des charrettes, des charrues, des houes, des pioches à dédoumer, des bascules, des pinces à castrer, des forces à fondre, etc.. Ces instruments sont utilisés chez les cultivateurs indigènes qu'on initie à leur fonctionnement et à leurs avantages. L'indigène ayant le sens pratique très développé a vite fait de s'assimiler le mécanisme des instruments et le profit qu'on peut en tirer. Aussi peut-on considérer comme terminée la période de vulgarisation pour bon nombre de ces instruments ; en effet, de nombreuses commandes de petit matériel sont passées actuellement par les agriculteurs indigènes pour leurs besoins propres.

Les trieurs tout particulièrement ont été bien reçus. La maison Clert en a fourni, qui répondent aux besoins de robustesse et de rusticité indispensables aux instruments dont doivent se servir les indigènes.

Les poudreuses destinées au sulfatage des semences ont donné d'excellents résultats. La carie et le charbon auxquels sont sujets les grains sont activement combattus au moyen du sulfatage par voie sèche.

Les charrues n'ont pas eu de succès, la cause principale tient à la faible puissance des animaux de trait. « Le fellah garde en effet les chevaux les meilleurs, les plus forts, pour les fêtes de fantaisias, ou pour les promenades au « souk ». Il ne songerait guère à atteler un cheval quelque peu élégant ou une mule afin de les faire labourer, mais il trouve tout naturel de leur substituer un âne efflanqué auprès d'un bœuf étique »⁷.

7. Rosier, *op. cit.*, p. 162.

C'est donc sur ce point la mentalité de l'indigène qu'il faudrait changer et c'est chose difficile. Le temps, l'exemple des colons arriveront tout de même à entraîner sa conviction, et à lui faire comprendre qu'il va de son intérêt de bien labourer sa terre de façon à la rendre fertile.

Les sociétés indigènes de prévoyance doivent procéder d'une façon générale avec beaucoup de discrétion, l'indigène est très routinier ; il l'est d'autant plus qu'il observe des pratiques superstitieuses pour la culture de sa terre. Son évolution sera donc lente. Si les sociétés de prévoyance n'ont pas réussi du premier coup certaines parties de leur programme, elle le doivent à ce milieu, non encore adapté. Qu'elles ne perdent pas confiance ! qu'elles soient patientes !

L'indigène manifestant une extrême indifférence à l'égard des arbres, il était naturel que l'effort des sociétés indigènes de prévoyance se portât également vers la régénération de l'arboriculture. Les arbres fruitiers possédés par l'indigène sont de mauvaise qualité et, de plus, mal soignés. Ils produisent en général des fruits assez rares, qui sont en outre trop tardifs pour être exportés comme primeurs. Les sociétés indigènes de prévoyance ont installé de petites pépinières d'attente qui reçoivent des jeunes plantes. Dès que les arbres sont en pleine croissance, il est procédé à une distribution gratuite à titre de propagande aux agriculteurs indigènes. Par la suite, on les leur cède au prix de revient. Actuellement, de nombreuses pépinières fonctionnent avec un plein succès. On y fait venir, suivant les milieux, des poiriers, des pommiers, des orangers, des citronniers, des figuiers, des abricotiers, des pêchers, des oliviers ;

on y recherche la variété la plus favorable et la plus facile à adapter.

Les sociétés indigènes de prévoyance secondent d'une façon très efficace les entreprises du service de l'élevage pour la conservation, le développement et l'amélioration du cheptel marocain.

Les races et les espèces exploitées par l'indigène, si elles sont rustiques et résistantes, présentent, par suite du manque de soin, un format réduit, lent à se développer, peu recherché dans la ligne. Pour l'amélioration des types on procède par la sélection ou par le croisement et quelquefois même des deux façons.

Le cheptel bovin est plus apte à la sélection qu'au croisement. Les races perfectionnées sont trop délicates, trop sensibles, et demandent trop de soins, une alimentation trop spéciale pour être importées utilement. En milieu indigène on ne peut, en dehors de la sélection, que s'adresser à des géniteurs présentant les mêmes caractères de sobriété, de rusticité et de résistance que la race autochtone. C'est ainsi que le croisement avec l'espèce « Zébu » a donné d'excellents résultats. Le métis gagne en format, en précocité, en sobriété, en force pour le travail, et sa chair est de bonne qualité.

Les essais de croisement concernant le cheptel ovin n'ont pas donné de bons résultats, les races importées n'ayant jamais assez de résistance. Aussi cherche-t-on actuellement à améliorer la race autochtone par une sélection très sévère. Par des soins vigilants, une nourriture abondante, on augmente le poids du sujet, dont le père et la mère sont déjà soigneusement choisis.

La production mulassière est particulièrement suivie par les sociétés indigènes de prévoyance, en raison de

l'intérêt que l'indigène porte au mulet, l'instrument indispensable de la vie rurale. Des baudets ont été importés du sud-ouest de la France et d'Espagne et sont mis à la disposition des indigènes propriétaires de juments non susceptibles de produire un cheval utile, mais aptes à donner un mulet amélioré. L'importation des baudets étalons a donné d'excellents résultats. Les sociétés indigènes de prévoyance poursuivent activement en ce sens l'amélioration de la race mulassière.

Les reproducteurs d'élite du cheptel marocain sont entretenus dans des stations placées sous la surveillance des autorités de contrôle et des vétérinaires inspecteurs du service de l'élevage. Certaines d'entre elles, comme la bergerie de Sidi Jabeur, les fermes d'élevage de Khémisset et d'Aïn Al Aouda constituent de véritables entreprises modèles. Elles ont pris un développement tel qu'elles débordent nettement du cadre des sociétés indigènes de prévoyance et qu'il est question de les rattacher directement au service de l'Elevage.

Par ailleurs le Conseil de contrôle, estimant que le but de la vulgarisation agricole semble atteint, a décidé de limiter l'action des sociétés indigènes de prévoyance en matière d'élevage et de substituer dans la plus large mesure à l'achat direct de géniteurs par les sociétés, un système de crédit agricole permettant aux éleveurs indigènes d'acquérir des étalons de choix, avec des grandes facilités de paiement. Parallèlement à la multiplication des reproducteurs améliorés, il faut poursuivre la castration des sujets défectueux. Grâce à la propagande faite par les inspecteurs de l'Elevage et par des conférenciers indigènes la coutume des castrations se répand de plus en plus en milieux indigènes. Les mul-

tiples avantages de l'opération sont connus de presque toutes les tribus : elles savent notamment que l'animal castré se développe davantage et fournit une viande de meilleure qualité. Les castrations sont faites à la pince italienne Burdizzo par écrasement des cordons à travers la peau, sans plaie et sans effusion de sang. L'opération ainsi pratiquée, offre, entre autres avantages, celui de conserver à l'animal les éléments de son anatomie, ce qui a pour intérêt de permettre à l'indigène de manger la viande de l'animal castré tout en restant fidèle au principe de la loi coranique d'après lequel seul un animal entier peut être consommé par un musulman. Les sociétés indigènes de prévoyance confient des pinces à des moniteurs qui sont chargés d'opérer dans des rayons déterminés.

Pour protéger le troupeau marocain contre la rigueur du climat, les intempéries, les sociétés indigènes de prévoyance tendent à convaincre leurs adhérents de la nécessité de construire des abris et de faire des réserves fourragères. Les résultats de cette propagande sont déjà encourageants.

En amenant les indigènes à améliorer leur outillage et leurs méthodes de cultures, en propageant les nouveaux procédés susceptibles d'intensifier la production en provoquant et en encourageant toutes les initiatives, les sociétés indigènes de prévoyance exercent une action bienfaisante appelée à dégager nos protégés de leurs traditions séculaires, de leurs pratiques routinières et à leur faire concevoir les réalisations dans le sens de la technique moderne.

§ II. *Les Caisses régionales d'épargne et de crédit agricole indigènes*

La création de ces établissements, appelés à compléter l'action des sociétés indigènes de prévoyance a été accueillie avec la plus grande faveur par les fellahs. Deux Caisses régionales d'épargne et de crédit agricole indigènes fonctionnent actuellement, l'une à Rabat, l'autre à Fez. La première Caisse créée, celle de Rabat, a fonctionné dès le début sans anicroches. Les opérations d'épargne effectuées avec le concours des bureaux de contrôle civil, des bureaux de perception et des collecteurs de droits de marchés ruraux se sont élevées à 150.291 fr. 68 pour 160 comptes, au cours du premier exercice compris entre le 10 octobre 1931 et le 30 juin 1932. Le montant des prêts accordés au cours de cet exercice se chiffre à 2.751.150 fr. pour 1.161 demandes satisfaites.

Au cours de l'exercice 1932-1933 les prêts ainsi que les dépôts se sont légèrement ralentis : 652 prêts représentant un crédit total de 1.991.550 fr. ont été accordés ; quant aux dépôts d'épargne ils n'ont atteint que 121.296 fr. 01. Voici le détail des opérations de prêts consentis pour l'année 1932.

Circonscriptions	Court terme		Moyen terme		TOTAUX	
	nombre	montant	nombre	montant	nombre	montant
Rabat-banlieu .	36	71.750	171	479.500	207	551.250
Salé	42	84.000	2	22.000	44	106.500
Camp-Marchand.	«	«	230	789.400	230	789.400
Khemisset	«	«	171	544.400	171	544.400
Total	78	156.250	574	1.835.300	652	1.991.550

Nous notons un changement d'orientation important dans la politique de cette Caisse régionale. Tandis qu'au

cours de l'année agricole 1931-1932 les prêts à moyen terme de 3 à 5 ans consentis n'étaient que de 50 % supérieurs aux prêts à court terme attribués pendant le même temps (soit 1.692.750 fr. pour les prêts moyen terme et 1.058.400 fr. pour les prêts à court terme), nous constatons en 1932-1933 une augmentation marquée du crédit à moyen terme puisque les prêts de cette nature ont atteint 1.835.300 fr. contre 156.250 fr. en court terme.

Les chiffres que nous venons de citer s'appliquent uniquement à la Caisse d'épargne et de crédit agricole indigènes de Rabat, la Caisse de Fez, créée le 1^{er} juillet 1933, n'a pu encore être appréciée dans son fonctionnement.

§ III. *La Caisse centrale d'épargne et de crédit agricole indigènes*

Cette Caisse devant servir d'organisme régulateur du crédit agricole indigène est dotée de fonds importants. Elle a en gestion : le fonds de réserve des sociétés indigènes de prévoyance, les avances de l'Etat, le fonds de réserve de la Caisse Centrale des sociétés indigènes de prévoyance et les fonds libres des autres organismes de crédit agricole indigène.

Après encaissement du 1/10 des cotisations des sociétaires, le fonds de réserve des sociétés indigènes de prévoyance, de 4.425.714 f. 40, en 1931, est passé à 4.915.816 fr. 40, en 1932, pour atteindre 5.507.278 fr. 40, au 31 décembre 1933. A cette date, les sociétés indigènes de prévoyance restaient devoir 2.340.000 fr. ainsi que le fait ressortir le tableau suivant :

Sociétés indigènes de Prévoyance	Avances aux S.I.P. 31 /12 /1932	Rembourse- ment des S.I.P en 1933	Avances aux S.I.P. au 31 /12 /1933
Midelt	325.000	«	325.000
Territoire du Sud	400.000	«	400.000
Azrou	265.000	«	265.000
Gzenaïa-Métalsa	50.000	50.000	«
Béni-Mellah	300.000	300.000	300.000
Guercif	300.000		300.000
Sous	200.000	200.000	«
Petitjean	500.000	«	500.000
Tedders	90.000	«	90.000
Souk-el-Arba-du Rharb	400.000	«	400.000
Zaïan	60.000	«	60.000
	2.890.000	550.000	2.340.000
En caisse au 31 décembre 1933.....			3.167.278, 40
Total égal du fonds de réserve au 31 décembre 1933 .			5.507.278, 40

Sur l'avance de 10.000.000 consentie par l'Etat pour permettre éventuellement une action importante et immédiate au cas d'événements exceptionnels, une somme de 2.000.000 fr. a été mise à la disposition de la Caisse d'Epargne et du Crédit agricole indigènes de la région de Fez.

Le fonds de réserve de l'ancienne Caisse Centrale des sociétés indigènes de prévoyance soit 3.000.000 fr. a été affectée entièrement au financement de la Caisse d'Epargne et de Crédit Agricole indigènes de Rabat.

En outre la Caisse Centrale reçoit pour les gérer les fonds libres des sociétés indigènes de prévoyance des Caisses d'épargne et de Crédit agricole indigènes, ainsi que ceux des collectivités indigènes.

Le montant de ses fonds qui avait atteint 39.223.731 fr. 40 en 1932, s'est chiffré à 46.306.79 fr. 67 au 31 décembre 1933.

Voici le bilan de la Caisse Centrale de crédit agricole et de prévoyance à la fin de l'exercice 1933.

ACTIF		PASSIF	
<i>Valeurs disponibles :</i>		Avance de l'Etat (fonds de secours contre les calamités) ..	10.000.000, 00
Fonds en caisse :		Fonds de réserve des S.I.P.	5.507.278, 40
Fonds propres...	11.925.612, 30	Fonds de réserve de la Caisse Centrale	3.000.000
S.I.P.	36.610.290	Dépôts exigibles :	
Caisses régionales	4.459.000	Fonds des S.I.P.	36.610.290
Epargne	84.344, 64	Fonds des caisses régionales	4.459.000
Collectivités indigènes ...	5.134.145, 03	Fonds des collectivités indigènes à vue	511.762, 69
Valeurs	19.000	Fonds d'épargne	103.344, 64
		Dépôts à terme :	
Créances :		Fonds des collectivités indigènes à un an	4.622.382, 30
Avances aux S.I.P.	2.340.000	Résultats :	
Avances aux Caisses régionales ..	6.500.000	Résultat des exercices antérieurs	1.376.393, 40
		Résultats des exercices 1933 ...	881.940, 50
	67.072.391, 97		67.072.391, 97

Grâce au contrôle et à l'appui financier de la Caisse Centrale, les autres organismes que sont les Caisses régionales de crédit agricole et de prévoyance indigènes et les sociétés indigènes de prévoyance jouent un rôle de plus en plus efficace dans l'économie marocaine.

CHAPITRE III

LA CRISE AGRICOLE ET LE CREDIT RURAL AU MAROC

SECTION I. *Caractères généraux de la crise agricole mondiale.*

SECTION II. *La crise agricole au Maroc et le crédit rural.*

Section I

Caractères généraux de la crise agricole mondiale

La crise actuelle qui paralyse l'activité mondiale revêt, tant par sa gravité, que par sa durée et son intensité, une physionomie propre qui la distingue des crises antérieures. « C'est, nous dit avec infiniment de justesse, l'éminent professeur M. Oualid ¹, qu'elle est le point de jonction de trois catégories de crises économiques qui superposent et additionnent leurs effets, et qu'elle se complique d'éléments politiques et psychologiques tenant à l'étroite solidarité des hommes et des branches d'activité à l'intérieur de chaque pays et des différentes nations de par un monde où l'économie n'est plus domes-

1. « Les grandes leçons de la crise et l'agriculture française », Conférence prononcée par M. Oualid, le 5 avril 1933, à l'Institut National agromomique.

tique, nationale ou coloniale, mais véritablement universelle.

Ces trois sortes de crises sont :

1° Une crise de longue durée marquée par arrêt de la hausse des prix ininterrompue depuis 1896 ;

2° Une crise cyclique ou périodique de surproduction annoncée depuis longtemps et qu'a déclenchée brutalement en octobre 1929, la panique boursière de Wall Street ;

3° Une crise de structure ou transformation de l'Economie générale qui fait dire à certains que nous sommes en face d'une crise de régime.

« Une telle superposition de causes de déséquilibre économique, poursuit plus loin l'auteur, une telle tentative de l'organisation de la production et du crédit, ont pour effet qu'au lieu de laisser l'agriculture en dehors d'elle et de lui laisser suivre la courbe de sa propre évolution, elles l'entraînent au contraire dans la crise et l'atteignent même souvent la première dans ses œuvres vives ». La situation actuelle de l'agriculture mondiale ne manque certes pas de corroborer les considérations de M. le professeur Oualid.

Au lendemain de la guerre, les nations belligérantes se sont trouvées en présence d'une diminution considérable de leur production agricole causée par l'absence prolongée d'un très grand nombre d'hommes et dont plusieurs millions ne revinrent pas. Produire fut alors le mot d'ordre général adressé aux agriculteurs, dont les efforts ne manquèrent pas d'être universellement encouragés. Soutenue par l'Etat, aidée par le machinisme et par les progrès réalisés dans la culture, la production au bout de quelques années égala sensiblement dans chaque

pays celle d'avant-guerre. Mais comme d'autre part, l'Europe, pendant la guerre, avait fait appel, pour ravitailler les combattants, à plusieurs grands pays d'outre-mer plus particulièrement aptes à une production agricole industrialisée, l'agriculture mondiale se trouva dans une situation de pléthore. Les pays exportateurs n'avaient-ils pas compris que le débouché européen diminuerait, qu'il ne serait plus dans tous les cas aussi important qu'il l'avait été pendant et aussitôt après la guerre ; ou le sachant, n'avaient-ils pas pu réduire, en conséquence, leurs ensemencements, étant donnée l'importance des capitaux investis dans les entreprises agricoles ? Toujours est-il qu'une lutte ardue s'ensuivit entre les pays exportateurs qui se disputaient la clientèle des pays importateurs, tandis que ceux-ci s'efforçaient d'acquérir une indépendance économique.

De part et d'autre, on eut alors recours à la production en masse, de façon à abaisser le prix de revient, ce qui devait avoir pour but de développer la consommation. L'utilisation des machines, les progrès de la technique, la rationalisation, l'inflation de crédit favorisèrent cette production intensive et suppléèrent dans les vieux pays à la pénurie de main-d'œuvre.

Le machinisme permit d'obtenir sur des superficies moindres des récoltes équivalentes ou croissantes : pour le blé, en 1830, 5 millions d'hectares et 40 millions de quintaux ; en 1900, 6.700.000 ha et 88.600.000 quintaux ; en 1913, 6.300.000 ha et 87.000.000 quintaux, en 1929, on ne cultive plus que 5.160.000 ha, mais on récolte encore 87.000.000 quintaux et même davantage.

Dans les pays neufs surtout l'agriculture s'est industrialisée. La motoculture s'y développe d'autant plus

que les espaces à cultiver sont plus vastes. « Des études fort intéressantes aux B.I.T. ont été consacrées à ces progrès, au Canada, aux Etats-Unis, en Argentine, enfin dans la Russie des Soviets qui fait grand fond sur la mécanisation agricole pour augmenter la production et retenir ou ramener à la campagne ses paysans embri-gadés en coopératives d'exportation »².

L'agriculture d'autre part, fait appel de plus en plus à la science pour l'intensification de sa production. Les engrais phosphatés, indispensables pour accroître la quantité et la qualité des produits agricoles cultivés sur des sols pauvres en acide phosphorique, sont utilisés en grandes quantités³. L'emploi de la chaux, de la potasse, de l'azote est aussi très recherché et contribue à l'accroissement des rendements des différentes récoltes. D'autre part, les pertes connues par les maladies parasitaires sont enrayerées de plus en plus grâce aux efforts de la science.

« Cet accroissement de la production dû à l'industrialisation agricole et aux progrès scientifiques se traduit par l'emprunt à l'industrie et au monde ouvrier de mille des méthodes qui jusqu'alors étaient réservées au monde des affaires : concentration, spécialisation et monoculture dont l'Égypte tournée vers le coton et souffrant de sa mévente, et le Brésil producteur d'un café invendable, sont de frappants exemples ; syndicalisation et ententes pour l'uniformisation des produits, l'action sur les pouvoirs publics et la résistance à la baisse des prix dont

2. Oualid, *op. cit.*

3. En 1889, l'agriculture française consommait 425.000 tonnes de superphosphate et à peine quelques tonnes de scories ; en 1913, elle consommait 2 millions de tonnes de superphosphate, 390.000 tonnes de scories. Cette proportion depuis s'est encore accrue considérablement.

l'Amérique et le Danemark nous fournissent de bons modèles ; organisation de partis agrairiens de grands exploitants ou de petits paysans, ainsi qu'il en existe en Allemagne et en Roumanie »⁴.

Les facilités de surproduction furent, en outre, encouragées par l'inflation de crédit⁵. Au fermier qui déjà produisait trop et ne pouvait pas vendre, on offrait de l'argent pour produire plus encore. Sous l'influence de cette inflation, les prix des produits agricoles montèrent à des taux élevés au cours des années 1924-1927. Les agriculteurs ne se rendant pas compte de ce qui provoquait cette hausse exagérée, s'imaginèrent que les bénéfices réalisés durant cette période persisteraient. Ils étendirent leurs cultures, achetèrent des terrains, passèrent des baux, et ce au moyen de crédit dont les taux d'intérêts élevés ne permettent pas aujourd'hui, avec la baisse générale des prix à cette agriculture anémiée, de faire face à ses engagements.

Le résultat catastrophique ne se fit pas attendre. La population du globe n'ayant guère varié en nombre depuis la guerre, les besoins alimentaires de l'humanité ne pouvaient physiologiquement parlant, que rester les mêmes. La consommation journalière d'un individu ne prenant pour seul guide que son appétit dépend uniquement de ses besoins physiologiques qui, eux, sont fixes. C'est dans ce sens que parlant de la différence

4. W. Oualid, *op. cit.*

5. M. Lucien Romier cite l'exemple de banquiers américains mettant de force dans les mains les prêts dont ceux-ci ne voulaient pas « Je me rappelle, dit-il, avoir vu des Américains achetant une voiture ou achetant une maison qu'ils voulaient payer comptant, et à qui on refusait d'accepter leur argent en leur disant que cela n'avait pas de sens. On ne paie plus ! Tout se fait maintenant à crédit ». (L'Agriculture et la crise aux Etats-Unis », Conférence prononcée le 1^{er} février 1933, à l'Institut National Agronomique).

d'élasticité du marché agricole et du marché industriel, M. Lucien Romier disait : « En élevant les besoins de confort d'un milieu social, en excitant ses besoins par les appels de la publicité commerciale, en servant le consommateur artificiellement par toutes sortes de méthodes de crédit ou de combinaisons analogues, vous pourrez faire assez aisément qu'un individu achète plus de vêtements, se serve d'un plus grand nombre d'automobiles, renouvelle son mobilier plus fréquemment, aille au cinéma trois fois par jour, mais vous ne pourrez pas faire avec tous les procédés du même genre employés, qu'un individu une fois ses besoins de nourriture satisfaits, absorbe chaque jour plus d'une certaine quantité de pain, de viande ou de vin ⁶ ».

En méconnaissant les lois naturelles qui dominent la vie du règne animal, dont l'humanité fait partie, les pays producteurs se sont créé une richesse inutilisable dont les consommateurs n'eurent que faire.

La surproduction universelle a rapidement atteint des chiffres inquiétants, ainsi que nous allons l'établir en citant quelques éléments numériques concernant les deux denrées alimentaires les plus importantes : le blé et le sucre. Depuis 1915, les pays d'outre-mer et l'Europe centrale ont passé dans leur production en 15 ans de 875.000.000 quintaux de blé à 1.130.000.000. La quantité de blé mise à la disposition du marché a augmenté de 31 %, alors que la consommation ne s'est accrue que d'environ 10 % ; la différence entre ces deux chiffres soit 21 % représente le blé inconsommé, autrement dit, surproduit

Le sucre fournit un autre exemple de la perturbation

6. Lucien Romier, *op. cit.*

profonde amenée par la guerre dans la production et l'écoulement des produits agricoles. A la veille des hostilités, la betterave et la canne à sucre se partageaient presque également la production du sucre dans le monde : 8.875.000 tonnes de sucre de betterave provenant pour la plus grande part des cultures européennes ; 9.773.000 t. provenant de sucre de canne. En 1930, la production du sucre dépassait 28.000.000 de tonnes, le sucre de canne entrait pour les $\frac{2}{3}$ et le sucre de betterave n'entrait plus que pour $\frac{1}{3}$. Ici encore la consommation n'ayant pu suivre la même progression, les stocks se sont accumulés.

Il s'ensuivit une baisse des prix des produits agricoles, à laquelle malheureusement n'a pas correspondu une diminution du coût de la production. « La comparaison entre les indices des prix obtenus par les agriculteurs pour la vente de leurs produits et les indices des prix qu'ils doivent payer pour les produits qu'ils achètent soit pour leur exploitation, soit pour leur consommation personnelle est souvent difficile à établir, toujours délicate à interpréter ; mais il est certain qu'à l'heure actuelle presque tous les produits agricoles, le blé, le maïs, le sucre, le coton, le café, le caoutchouc, la laine, les œufs etc.. sur le marché mondial, ont des prix de vente inférieurs à ceux enregistrés dans la période qui a précédé la guerre. Au contraire, presque tous les postes du prix de revient des produits agricoles ont subi une augmentation, et parfois très forte, par rapport à l'avant-guerre »⁷.

En présence des faits nettement établis concernant la

⁷ 7. H. Hitier, « Face à la crise », *L'Agriculture*, *Revue des deux mondes*, n° du 15 juillet 1932.

situation de l'agriculture mondiale, il n'existe plus, pour ainsi dire de divergence d'opinions sur les raisons essentielles de la crise agricole. On est aujourd'hui généralement fixé sur deux points :

1° La crise agricole est due à une sorte de déséquilibre entre la production qui est dans l'état de surproduction et la consommation qui est dans l'état de sous-consommation ;

2° La crise agricole se manifeste par un rapport anormal entre le coût de production et le prix de vente des produits agricoles.

Aussi la recherche des mesures propres à remédier à cette situation citée doit-elle être dirigée dans deux sens : d'une part, réduire les frais de production et organiser la vente des produits de façon à assurer aux prix plus de fixité et, d'autre part, restreindre la production et augmenter la consommation. Pour parvenir à ces fins il conviendrait de recourir à la formation d'organisations nationales professionnelles fortes et disciplinées dont le but serait de conclure des ententes internationales destinées à réadapter la production à la consommation ; programme plus facile, certes, à proclamer qu'à réaliser.

Section II

La crise agricole au Maroc et le crédit rural

§ I. *Quelques aspects de la crise au Maroc*

Le Maroc n'est pas à l'abri de la crise mondiale qui alarme les esprits. Retardé dans son essor par une grande

évolution qui s'opère dans tous les esprits, le pays souffre principalement :

1° de la surproduction céréalière qui amène la création des stocks et l'avilissement des cours ;

2° du ralentissement des échanges dus à la politique douanière ;

3° du chômage.

Dans un pays, qui fut jadis le grenier de Rome, il n'est pas étonnant que la colonisation européenne se soit portée résolument vers la culture céréalière rapidement rémunératrice et nécessitant de médiocres immobilisations.

« Concentré sur lui-même, indifférent au problème des débouchés, le Maroc s'est ainsi abandonné à l'exaltation collective du blé, imitant tout simplement la politique de surproduction céréalière qui a conduit les quatre pays exportateurs d'outre-mer, Canada, Etats-Unis, Argentine et Australie à ensemercer en 1930 plus de 49 millions d'hectares, soit 17 de plus qu'en 1920 »⁸.

Les exportations s'accrurent considérablement en France où les cours pratiqués sont les plus élevés et où les variétés marocaines, grâce à la richesse de leurs grains en gluten sont particulièrement appréciées et interviennent comme blés de force dans la panification. Les agriculteurs marocains encouragés concentrèrent leurs efforts sur cette culture que malheureusement les concurrents étrangers avaient déjà sérieusement entreprise.

La lutte engagée par le Maroc contre la concurrence étrangère plus favorisée, d'inégale qu'elle était, devint excessive.

⁸. René Hoffherr, *L'Economie marocaine*, p. 144.

Le stock en fin de campagne se chiffre pour l'ensemble des pays producteurs à 180 millions de quintaux contre 85 millions seulement en 1928. Or la réserve de 1933 pour le Maroc atteint à elle seule 400.000 quintaux.

Il va sans dire que le cours international s'en ressent ; mais au lieu de diminuer en rapport des excédents, le ralentissement des affaires le fait tomber à 53 fr. le quintal alors que comparativement au cours de 1928 (137 fr. le quintal) il ne devait pas descendre plus bas que 65 fr. le quintal.

« Avec l'apparition d'un excédent agricole exportable en croissance rapide, la fortune marocaine révéla toute sa précarité puisqu'elle reposait désormais sur l'ouverture des marchés étrangers et spécialement sur les variations capricieuses des régimes douaniers métropolitains » ^{8 bis}.

Le Maroc dans la lutte qu'il a engagée se trouve handicapé par suite de nouveaux frais auxquels la politique du blé en France lui demande de faire face. Le marché français, le seul qui lui soit réellement profitable est très limité par suite du contingentement dont le problème toujours renaissant se posa à partir de 1928. De telle sorte que l'approvisionnement marocain ne peut être envisagé que comme un apport complémentaire, ce qui implique le classement des semences et l'échelonnement des ventes ⁹.

^{8 bis}. René Hoffherr, *L'économie marocaine*, p. 157.

⁹. Ce travail s'effectue par les Doks-silos, sociétés coopératives dont le programme est le suivant :

- 1° Standardisation des blés marocains en trois types, en tenant compte de la richesse en gluten du poids spécifique, de la siccité, du calibrage ;
- 2° Réduction progressive de 3 à 1 % du pourcentage des impuretés ;
- 3° Echelonnement sur toute l'année des exportations sur la France ;

Ces doks-silos constitués à Casablanca, Rabat, Meknès, Fez, Oujda, donnent à leurs adhérents la possibilité de loger leur récolte au fur et à mesure des battages, afin d'en assurer la conservation et d'éviter toute

Le contingentement qui a fixé pour l'année 1933, le maximum d'exportation de la récolte à 1.800.000 quintaux, a accru le mal, rendant extrêmement délicat le problème des charges financières contractées dans le passé. L'impossibilité dans laquelle se trouvent les colons de vendre à la fin de la récolte tout l'excédent des stocks et la nécessité, qui en découle pour eux, de reporter cet excédent, constituent une lourde entrave au règlement des dettes. Aussi, les milieux dirigeants doivent-ils s'efforcer de parer à l'urgence du problème, afin d'éviter le désarroi et la perturbation du marché local, que les ventes intempestives déjà signalées et les spéculations qui s'ensuivent accéléreraient à brève échéance.

Malgré la valorisation des produits agricoles qui a provoqué une augmentation indéniable de l'aisance

perte pouvant résulter des intempéries ou des insectes nuisibles. D'autre part, les grains y sont nettoyés et conditionnés par catégorie, ce qui augmente leur valeur marchande et permet de présenter à la vente totale et à l'exportation des quantités importantes de blé de qualité saine et loyale et de valeur boulangère reconnue. Enfin, le logement des grains, en vrac réduit au minimum l'emploi de la sacherie et la régularisation de l'expédition de la récolte évite l'encombrement des gares d'évacuation.

Cette organisation a été complétée par la création d'une Union des docks-silos coopératifs constituant une coopérative de vente superposée aux cinq coopératives régionales de conditionnement et de classement. Cette Union qui dispose de moyens d'information grâce auxquels elle suit les fluctuations du marché local et mondial est exclusivement chargée de la vente à la minoterie locale et aux acheteurs de France.

Par l'échelonnement de ses ventes, elle peut obtenir une moyenne des prix qui atténue les variations défavorables du marché. Les colons du Maroc ont parfaitement compris que cet échelonnement ne pouvait être effectué dans de bonnes conditions que par la substitution de la vente collective de grosses quantités centralisées dans les docks à l'ancien système de ventes individuelles, multiples, par petits lots. Enfin, pour procurer aux intéressés des fonds pour la campagne suivante et pour régler leurs dettes à court terme, l'Union leur fait des avances qu'elle finance par le warrantage des produits déposés dans les docks et qui servent obligatoirement à éteindre les dettes contractées aux Caisses régionales au titre de prêts de campagne. Pour faciliter son premier fonctionnement l'Union des docks a bénéficié en 1930 d'une subvention de l'Etat de 500.000 fr. (Voir *compte-rendu* des opérations des institutions de crédit agricole mutuel et des coopérations agricoles du Maroc, 1931).

chez l'indigène, les échanges se sont ralentis par suite de l'écroulement des marchés étrangers et de l'aggravation de la situation mondiale. Les importations qui, au Maroc atteignaient 2.547.430.000 francs sont tombées à 1.830.000 fr. en 1931 et ce qui est plus alarmant la part qu'y tient la France est de 51 % au lieu de 65,5 %¹⁰.

Cette diminution des importations a été amenée par la nécessité qu'a sentie le Maroc de se défendre contre l'envahissement des produits étrangers. Cette lutte s'est révélée dure ; le Maroc pays de porte ouverte ne pouvant se protéger, ni réclamer des mesures de faveur apparaissait comme le meilleur des terrains d'écoulement des produits dont l'habituel consommateur n'assurait plus le débouché.

Le régime douanier du Maroc, établi par l'acte d'Algésiras, consiste en un droit uniforme de 12,5 % *ad valorem* appliqué à toutes les importations, sans discrimination de provenance. Ce régime, le plus libéral du monde, s'il a contribué à faire du Maroc un pays à bon marché largement ouvert à la concurrence internationale, s'il a pu ainsi donner satisfaction pendant toute la période d'équipement et de mise en valeur du pays apparaît aujourd'hui insuffisant. La production marocaine réclame une protection plus efficace pour ses entreprises naissantes ou projetées.

Aussi notons-nous déjà certaines tendances à combattre utilement le principe de la porte ouverte et de la

10. M. Henriet y voit la concurrence faite par les étrangers aux produits français et l'influence tant de la politique douanière de restriction que celle des Services administratifs, qui font considérer par exemple comme matières françaises tous les produits même étrangers, expédiés de France par des maisons de transit françaises, et ne les dégrèvent pas des charges incompréhensibles dont tous les consommateurs souffrent (thé et café pour n'en citer que deux), « Le Maroc agricole et la crise économique, », *L'Afrique française*, supplément n° 10, octobre 1933.

liberté commerciale. Des mesures restrictives consistant en taxes de consommations ont été prises pour atténuer l'invasion croissante du marché marocain par des produits étrangers ¹¹. Ce mouvement est allé s'accroissant au point que déjà l'entrée même de quelques produits, comme le blé, est interdite.

Un statut douanier permettant une lutte plus efficace contre la concurrence étrangère se fait donc sentir d'une manière pressante. La révision du régime actuel s'impose mais non sans difficultés. « Elle est liée à la révision d'un acte international, dont les bénéficiaires étrangers ne semblent pas disposés à abandonner sans contrepartie les avantages qu'ils en retirent. Et il faut toujours craindre en pareille matière de polariser à nouveau au Maroc les rivalités européennes » ¹².

L'idée se développa que le Maroc devait marquer une période de recouvrement et vivre coûte que coûte sur lui-même en s'organisant pour vendre toute sa production et surtout pour produire à bon marché. Tâche très difficile, car, ainsi que le signale M. Henriot ¹³, « si le pays réclame que son propre marché intérieur soit réservé d'abord à ses producteurs avant d'admettre l'introduction des produits étrangers à égalité de droit, comme il s'y est engagé, et s'il désire que sa part de concours au

11. Les produits japonais livrent une sévère concurrence aux produits les plus spécifiquement marocains. C'est ainsi que l'industrie de la babouche l'une des plus florissantes à Fez s'est trouvée gravement menacée non seulement par des sandales en caoutchouc, mais par des babouches identiques, les unes et les autres fabriquées au Japon et vendues à vil prix sur le marché marocain.

Le Gouvernement par un dahir du 25 avril 1934 pour mettre fin à cette concurrence insidieuse a dû interdire l'entrée des babouches en zone française de l'empire chérifien.

12. Jacques Lorrains, « Crise de croissance », *La revue des vivants*, juillet 1924.

13. *Op. cit.*

ravitaillement de la Métropole soit reconnue au même titre que celle de l'Algérie et de la Tunisie, il devra résoudre le problème des taxes compensatrices ¹⁴, celui de la politique de restriction, ceux de la superficie budgétaire ¹⁵ enfin la réadaptation des prix ¹⁶ ».

A la surproduction et au ralentissement des échanges dont souffre le Maroc vient s'ajouter la chômage. La main-d'œuvre déficitaire jusqu'en 1930 s'accroît peu à peu par suite des effets de la crise mondiale. Des travailleurs étrangers chassés de chez eux par le chômage, encouragés par la publicité avantageuse faite par l'exposition coloniale, vinrent chercher du travail au Maroc.

Ce mouvement d'immigration prit une telle importance que, dès le premier trimestre 1931, le pays subissait un afflux extraordinaire d'ouvriers et employés. Le chômage commença à se faire sentir si sérieusement que le gouvernement pour y parer promulgua le dahir du 20 octobre 1931 réglementant dans un sens restrictif, l'immigration des travailleurs en zone française du Maroc ¹⁷.

14. Un timide essai a été tenté par le dahir du 5 février 1933, relatif à l'indication d'origine sur les produits importés en zone française de l'empire chérifien, ce, afin d'assurer la loyauté des transactions et de ne permettre l'exportation en France ou en Algérie sous le régime du contingentement que des produits spécifiquement marocains.

15. Il y aurait lieu d'alléger le tertib afin d'éviter des incidents du genre de la manifestation de Buerguent ou 200 indigènes armés de matraques menaçaient le collecteur. (C.f. Hoffherr, « Introduction à une étude de la fiscalité marocaine », *Afrique française*, novembre 1932), droit de mutation de 2 % passé à 7 % etc..

16. Le vin, avec les mêmes frais de culture à 150 fr. l'ha atteints cette année, a été vendu 70 fr. au maximum en 1931 alors qu'en Algérie il vaut 170 fr. Le blé est vendu 80 fr. au lieu de 160 fr., la pomme de terre n'arrive pas à 20 fr. le quintal pour la belle qualité soit moins d'un sou d'avant-guerre pour 1 kg.

17. Dahir du 20 octobre 1931 (8 joumada II, 1350), réglementant l'immigration des travailleurs en zone française du Maroc.

Art. premier. — Tout travailleur immigrant en zone française du Maroc pour y exercer une profession, doit être muni outre les pièces prescrites par les règlements sanitaires et de police, d'un contrat de travail préalablement visé par le service du travail à Rabat, et dont le modèle

Peu après d'ailleurs, la zone espagnole ferma également ses portes aux immigrants.

La mise en application du dahir du 20 octobre 1931 n'enraya pas le chômage mais l'atténua dans de fortes proportions, compte tenu de l'aggravation de la crise économique. Toujours est-il qu'au cours de l'année 1932 le Protectorat dû pour venir en aide aux chômeurs

sera déterminé par arrêté du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale de la République française du Maroc. Ce contrat est présenté aux services de police du lieu de débarquement ou d'entrée par voie de terre qui y apposent un timbre daté.

Art. 2. — Au débarquement ou à l'entrée par voie de terre du travailleur immigrant, une fiche sera établie indiquant d'une façon précise, sa destination, son adresse exacte et le nom de son employeur. Son passeport sera retenu et un récépissé lui sera délivré. — L'intéressé sera avisé d'avoir à se présenter, le quinzième jour après son arrivée dans la zone française au commissariat de police ou à l'autorité de contrôle de son domicile, qui lui remettra le passeport sur présentation d'un certificat de travail de l'employeur.

Art. 3. — Les membres de la famille qui rejoignent un travailleur dans la zone ou qui accompagnent le travailleur qui s'y rend, doivent, s'ils sont eux-mêmes travailleurs, être possesseurs personnellement du contrat de travail prévu par le présent dahir. — S'ils rejoignent le chef de famille sans avoir l'intention d'exercer un métier, ils doivent produire un certificat de l'employeur les désignant nominativement, indiquant leur degré de parenté (femme, enfant, n'étant pas en âge de travailler ou ascendants à la charge du travailleur) ainsi que le salaire du chef de famille, et spécifiant le nombre de pièces dont se compose le logement de ce dernier. Ce certificat sera visé par l'autorité locale du lieu où réside l'employeur ainsi que par le service du travail.

Art. 4. — Tout travailleur immigrant ne remplissant pas les conditions fixées par le présent dahir sera refoulé. Si l'immigrant est arrivé en zone française par la voie maritime, le refoulement aura lieu jusqu'au port d'embarquement.

L'arrêté de refoulement sera prononcé par l'autorité régionale du lieu d'entrée de l'immigrant en zone française.

Art. 5. — Tout travailleur qui aura débarqué ou pénétré en zone française sans s'être conformé aux prescriptions du présent dahir ou se sera soustrait à l'exécution d'un arrêté de refoulement ou qui, après avoir été refoulé sera revenu en fraude sera passible d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 à 5.000 francs.

A l'expiration de sa peine il sera expulsé dans le moindre délai.

Art. 6. — Seront punies des mêmes peines les personnes qui sciemment auront procuré aide ou assistance aux travailleurs immigrants pour s'introduire ou demeurer en fraude dans la zone française du Maroc.

Art. 7. — Les dispositions du présent dahir ne sont pas applicables aux domestiques, chauffeurs, gouvernantes et nurses accompagnant leurs maîtres.

Art. 8. — Le présent dahir entrera en vigueur le 1^{er} décembre 1931.

ouvrir un crédit de 230.000 fr. qui passa, en 1933 et en 1934, à 1.275.000 fr. Parmi les chômeurs secourus on compte 33, 4 % de français et 66, 6 % d'étrangers. Les secours sont alloués dans la même mesure à tous, sans distinction de nationalité.

La réglementation de l'immigration a eu sans conteste une répercussion bienfaisante sur le chômage, qui doit peu à peu disparaître sous l'effet de la nouvelle activité économique que donnera au Maroc un programme d'expansion bien compris.

§ I. *Programme de redressement économique*

Deux événements récents et dont l'importance économique ne saurait échapper à l'esprit ont fait bénéficier au pays d'un regain d'activité, nous voulons parler de la liaison ferroviaire Fez-Oudjda et le jaillissement du pétrole au Djebel Tselfat.

La nouvelle liaison ferroviaire permet de joindre sans discontinuité Marrakech à Tunis. Outre les transactions commerciales qu'elle facilitera à travers l'Afrique du Nord, elle est appelée à créer un lien tangible, susceptible de provoquer un rapprochement entre le Maroc et l'Algérie pays opposés par une rivalité latente d'autant plus vive que les dernières productions marocaines, primeurs et vins notamment, concurrencent avec avantage les produits similaires de l'Algérie.

Le jaillissement du pétrole au Djebel Tselfat ¹⁸, qui eut lieu le 28 mars 1934, a donné au Maroc l'espoir de pouvoir satisfaire dans un avenir assez proche la con-

18. Bien que la nappe n'ait pu être encore évaluée avec précision, les renseignements fournis font présumer que le gisement est d'une importance considérable.

sommation locale en carburant sinon de subvenir partiellement aux besoins de la Métropole¹⁹. Cet événement, susceptible de consolider dans une production essentielle l'indépendance économique de la France et du Maroc, ne peut manquer de réveiller cette activité que la crise actuelle semble avoir endormie.

Il conviendrait, dans le domaine purement agricole, de ne pas laisser se dépenser en pure perte ce regain de vitalité et de diriger les efforts dans le sens d'un programme bien déterminé. Restreindre l'importation, écouler vers l'intérieur les denrées stockées, adapter rationnellement les cultures aux régions, favoriser l'utilisation des terrains irrigués ou le développement des cultures riches, mettre en valeur les sols moyens et la production des cultures secondaires, organiser l'exploitation des contrées récemment soumises, telles doivent être à notre avis les grandes lignes de la politique agricole à suivre.

Le Maroc doit s'efforcer pour les raisons douanières que nous avons déjà exposées d'assurer par ses propres moyens son approvisionnement qui pour l'instant nécessite l'importation des produits de consommation courante, dont les chiffres suivent :

Sucre, 35.630 kg. ; vins, 248.250 hl. ; bière, 22.686 hl. ; huiles d'olive, 1.006.343 kg. ; pâtes alimentaires 10.581 quintaux ; biscuits, 246.337 kg. ; huiles alimentaires, 9.629.069 kg. ; tissus de coton, 92.898 quintaux ; papiers, 27.084 quintaux ; soies grèges 60 quintaux ; conserves de fruits, 88.988 kg. ; conserves de poissons, 698.986 kg. ; conserves de viande 951.545 kg. ; ciment 254.882 tonnes ; chaux 19.498 tonnes ; huiles 974.648 kg. ;

19. Cf., Jacques Lorrains, *La Revue des Vivants*.

alcools, 733.061 kg.; bougies, 2.664.048 kg.; savon 5.014.157 kg.

Le Maroc présente une grande diversité de végétation qui fait que certaines régions telles : la Chaouïa ou la vallée du Sebbou regorgent de marchandises par suite de l'abondance des terres cultivées et de leur rendement, tandis que d'autres contrées, notamment celles de l'intérieur, beaucoup moins favorisées produisant peu, ne peuvent se suffire à elles-mêmes. Si donc, les producteurs des plaines dirigeaient leurs récoltes vers les régions peu fertiles de l'intérieur, au lieu de les grouper en vue d'une exportation limitée et consentie à vil prix, la colonisation aurait un champ d'écoulement très vaste, ce qui amènerait l'équilibre de la production.

Une adaptation rationnelle des cultures aux régions ne manquerait pas de favoriser le but visé. Et c'est dans ce sens que le Protectorat dirige ses recherches et désirant connaître les possibilités du pays poursuit actuellement une série d'expérimentations pratiques portant sur la production des cultures irriguées, leur commercialisation, la sélection régionale, la recherche des meilleures techniques, les moyens de transport, etc...

La question des terres irriguées et celle des cultures riches ne cessent d'être complexes ; en général, les plantations nécessitent de gros capitaux tant pour l'établissement des canaux d'irrigation que pour la culture même et demandent de nombreuses années avant d'arriver à la rémunération. Double désavantage auquel doit parer le Protectorat en favorisant les efforts des colons dont le choix toutefois ne doit porter que sur certaines cultures déterminées, non susceptibles d'être sérieu-

sement concurrencées et strictement contingentées.²¹

Des cultivateurs pressentant le danger de cette situation, au lieu d'investir sur les terres limoneuses des plaines des capitaux importants en vue de l'exploitation des cultures riches, ont préféré s'établir sur des sols encore convenables et bien desservis, mais de valeur moindre dont la mise en valeur ne nécessite pas de gros frais.

Il serait salulaire d'encourager ce point de vue et de développer la production des cultures secondaires, qui, nous le croyons, est la source de la richesse future. La culture arbustive trouvant sa place sur les côtes des Oueds ou en terre Bours (terres non irriguables) doit être entreprise sérieusement. Le prunier, l'abricotier, le pêcher, le pommier, le noyer, l'amandier, le figuier, sont autant d'arbres peu exigeants et pouvant fructifier sur des sols amoindris. Des plantes comme les lentilles, le sorgho, le ricin, le cumin etc... s'accommodant de terrains légers, argilo-calcaires, silico-calcaires, ou même caillouteux, sont précieuses ; d'ailleurs, elles n'ont pas manqué de retenir l'attention des colons avisés qui en font leurs principales cultures.

La pacification marocaine a mis récemment à la disposition du Protectorat une zone nouvelle encore inconnue, mais sur l'utilité de laquelle il est permis de fonder des espoirs. L'œuvre colonisatrice du Protectorat doit tendre à prodiguer aux régions nouvelles les bienfaits de nos méthodes d'organisation, à la base desquelles se trouvent la politique agricole et la politique indigène. Il convient de provoquer l'évolution de tous les pays compris à l'Est et au Sud de l'Atlas, de façon à mettre

20. C'est ainsi que certains cultivateurs craignant la concurrence espagnole et un contingentement éventuel ont abandonné la culture des agrumes pour celle du coton et de la banane.

à profit les possibilités d'avenir des contrées nouvellement soumises. L'aménagement de l'hydraulique, l'établissement des cultures nouvelles, le développement des moyens de communication, l'extension des marchés doivent être autant de sujets dignes de l'attention des dirigeants. La main-d'œuvre trop abondante et sans cesse croissante, dirigée vers l'intérieur, devra être utilisée avantageusement dans les entreprises, dont le champ d'action pourra ainsi s'étendre de plus en plus.

En aiguillant ainsi les capacités de production dans cette voie nouvelle ouverte à la colonisation, et qui nécessite une longue période d'attente, le Maroc aura pallier en partie au marasme actuel dont il souffre. Et il l'aura fait en établissant la sécurité et la prospérité des populations nouvellement soumises dont la confiance lui sera vite acquise.

Le programme de redressement économique du Maroc que nous venons d'étudier ne peut être mené à bien que si des capitaux sont mis à la disposition des entreprises quelles qu'elles soient, agricoles, industrielles, ou commerciales. Le Maroc, qui, depuis 1920, avait vécu une ère de prospérité remarquable grâce à l'apport des capitaux étrangers nécessités par son équipement, a commencé, en 1930, à sentir les effets de la crise économique mondiale. Les capitaux se sont retirés au fur et à mesure que se perdait la confiance. Et c'est ainsi que le pays souffre actuellement d'un manque de moyens financiers régénérateurs. Il faut donc faire renaître la confiance chez les capitalistes pour les amener à s'intéresser à nouveau à l'essor du Maroc. Qu'on ne perde pas de vue surtout que pour y parvenir il faudra renforcer l'organisation et la discipline du crédit, dont l'influence sur l'orientation et

le développement de l'activité économique va grandissant de jour en jour »²¹.

§ III. *Renforcement de l'organisation et de la discipline du crédit*

« A l'origine de toute crise de surproduction on trouve un développement exagéré du crédit, il ne suffit pas à lui seul, à faire naître la crise, mais il la rend possible et il l'aggrave. »²².

Ainsi s'exprime M. Lucien Brocard, qui, étudiant la crise actuelle soutient que le fait, cette fois, s'est encore produit.

Il est incontestable que l'abus du crédit a joué un grand rôle dans le développement du déséquilibre économique dont souffre actuellement le monde. « On peut dire, avec l'éminent professeur M. Oualid, qu'il a contribué à grossir dans les deux sens les effets de l'optimisme en période de dépression. D'une part en effet, en partageant, en encourageant, la croyance au développement continu d'une consommation vouée à l'arrêt, du moment qu'elle dépassait la population, au recours de la prédiction de Malthus, il a favorisé la capitalisation irraisonnée des espérances, il a rendu la surproduction inévitable. D'autre part, en exigeant, en pleine période de chute des prix, des remboursements massifs ou des paiements d'intérêts excessifs, il a aggravé la crise en greffant sur un problème de mévente un problème d'insolvabilité et de congélation généralisée des dépôts et des crédits

21. Lucien Brocard, « Le Crédit », *Le crédit, Revue des Deux Mondes*, 15 mars 1932.

22. Lucien Brocard, « Le Crédit », *op. citée*.

que les banquiers eux-mêmes ne peuvent plus à leur tour débloquer ²³.

Il importe donc pour mener la crise à sa fin de renoncer aux abus de crédit, qui ont si largement contribué à sa naissance et à son extension.

C'est ainsi que le gouvernement marocain tend à réagir sérieusement contre les grandes facilités de crédits consenties à la colonisation. Cette tendance a été nettement marquée, au mois de février 1931, alors que les colons cherchaient à obtenir une aide financière du Protectorat pour les entreprises en difficulté ainsi qu'un nouvel aménagement des dettes contractées auprès des Caisses agricoles. ²⁴ Nous avons vu comment au cours des années précédentes de larges crédits avaient été alloués à la colonisation. Il apparaissait donc tout naturel aux colons en nouvelles difficultés de faire appel au concours financier du gouvernement. Mais, l'état des finances, interdisant toute dépense supplémentaire au budget, *a fortiori* toute subvention nouvelle, fit apparaître les défauts de l'organisation issue de la période de facilité, eu égard tant au contrôle insuffisant des crédits alloués qu'à la gestion trop onéreuse des Caisses et des coopératives agricoles.

Un assainissement s'avérait donc indispensable. Il fut l'objet d'un rapport remarquable de M. Maringue, inspecteur général des finances, rapport qui fut présenté, le 2 mars 1934, à la commission du budget du Conseil de gouvernement marocain

23. W. Oualid, *op. cit.*

24. Pour appuyer leurs revendications, les colons groupés en association corporative, organisèrent une manifestation symbolique : en cortège, les cheveux coupés ras ils se rendirent à la Résidence Générale. Ce fut la journée des Tondus.

« J'estime, écrivait M. Maringue, qu'il est absolument indispensable d'abandonner cette politique de facilité qui consiste, lorsque des difficultés se présentent à faire appel systématiquement au concours financier de l'Etat et qui conduit nécessairement, en augmentant les charges budgétaires à prendre sur une partie de la population ce qu'on distribue à l'autre.

Il ne me paraît d'ailleurs pas impossible d'alléger les charges de la colonisation. Cet allègement est nécessaire mais il faut le rechercher tout d'abord dans une meilleure organisation et dans un meilleur fonctionnement des institutions agricoles. J'ai acquis la certitude que l'organisation coopérative du Protectorat, est, de par son extrême complexité trop coûteuse pour la colonisation », 25.

25. Voici un extrait du rapport de M. Maringue sur les mesures propres à améliorer l'organisation et le fonctionnement des organismes mutualistes :

A. Mesures intéressant le fonctionnement administratif et le contrôle des divers organismes mutualistes :

1° Interdire toute rémunération aux membres des conseils d'administration des organismes mutualistes. Seuls des frais de déplacement peuvent leur être alloués ;

2° Réduire le nombre des administrateurs des différents organismes ;

3° Etablir le principe d'un traitement fixe pour les directeurs ou employés des organismes mutualistes ;

Un traitement basé sur le chiffre d'affaires ou les bénéfices est un non sens et aboutit trop souvent à un conflit entre l'intérêt personnel du bénéficiaire et celui de la collectivité (Assurances mutuelles. Union des docks) ;

4° Fusion de l'Union coopérative et de la Coopérative des carburants.

La juxtaposition de ces deux organismes ne se justifie pas ; en effet, il s'agit là de deux organismes chargés de rassembler les commandes de leurs adhérents afin d'obtenir du commerce les meilleures conditions. Je ne conçois pas que deux organismes soient nécessaires à cet effet, l'un spécialement chargé des carburants, l'autre s'occupant des achats de toutes les autres marchandises. Ces deux organismes exercent, en fait, une même activité. Leur champ d'action s'étend, il est vrai, sur des marchandises différentes, est-ce là une raison suffisante pour s'opposer à leur fusion.

Une fusion, ainsi que je l'envisage, entraînerait une économie sensible des frais généraux. Elle permettrait de supprimer au minimum un poste de directeur substantiellement rémunéré ;

5° Supprimer l'autonomie pour les achats des diverses coopératives

Peu de temps après la discussion de ce rapport dont les conclusions furent en principe adoptées paraissait, le 21 mars 1933, un dahir modifiant le dahir du 9 mai 1923 sur le crédit agricole mutuel et le dahir du 5 décembre 1930 instituant une Caisse Fédérale de la mutualité et de la coopération agricole. Le nouveau texte dont les détails d'application sont l'objet de l'arrêté viziriel du 21 mars 1934, prévoit certaines dispositions tendant :

1° à simplifier l'administration des Caisses de crédit agricole mutuel ;

d'achat et de vente qui sont en fait des comptoirs de vente de l'Unicoop ;

6° Envisager les moyens de réduire certains traitements élevés ;

7° Au contrôle sur pièces de la direction générale des finances, un contrôle sur place exercé par la direction générale de l'agriculture (commissaire du Gouvernement) a été dernièrement substitué ;

8° Etendre les pouvoirs du commissaire du gouvernement à tous les organismes, y compris les mutuelles d'assurances qui, en n'observant pas les prescriptions qui leur sont imposées par les règlements et par leurs statuts, pressurent le colon.

B. Mesures tendant à réduire les frais imposés à la colonisation par les organismes mutualistes :

1° Coopérative des carburants :

La Coopérative des carburants semble s'orienter vers l'importation directe. Elle a acheté des huiles de graissage qu'elle vend à ses adhérents et se propose de construire des tanks à Port-Lyautey. C'est là une politique dangereuse qu'il faut stopper.

Autant je suis partisan de soutenir une politique qui consiste à combattre l'hégémonie des grandes compagnies pétrolières, autant je suis certain qu'il faut éviter de se livrer contre elles à une concurrence directe. Si la Coopérative des carburants s'engage dans cette dernière voie, on peut lui prédire qu'à brève échéance ses réserves seront absorbées et partant ses moyens d'actions.

Ses réserves, à l'heure actuelle, sont suffisantes pour lui permettre d'avoir une action efficace sur les compagnies pétrolières ; aussi j'estime qu'on peut, sans inconvénient lui supprimer ses sources de profit qui actuellement, sont trop élevées (800.000 fr. de bénéfices nets par an). Elle prélève à l'heure actuelle 0,05 par litre d'essence vendue. C'est trop, 0,01 serait largement suffisant pour faire face aux frais généraux ; d'où une économie pour la colonisation de 720.000 francs.

2° Coopératives d'achat et de vente :

Prohiber de la façon la plus formelle les ventes à crédit effectuées par les coopératives, crédit qui échappe à la réglementation des Caisses, à leur surveillance et qui coûte annuellement des sommes importantes à la colonisation.

3° Caisses de crédit :

Prescrire aux Caisses de crédit une compensation d'intérêt au profit

2° à en alléger les charges ;

3° à organiser un contrôle plus strict du crédit.

Le nombre d'administrateurs, qui était fixé antérieurement par l'assemblée générale des porteurs, est désormais arrêté à quatre membres augmentés d'une unité par comité d'escompte. Cette fixation limitative a eu pour conséquence de réduire le Conseil d'administration dont le fonctionnement s'en trouve simplifié.

Les administrateurs, dont le mandat en principe,

du colon, lorsque celui-ci détenteur d'un ou plusieurs prêts à court terme ou d'un compte courant débiteur, dispose en même temps d'un compte créditeur.

Je trouve, en effet, qu'il est exagéré qu'une Caisse de crédit fasse par exemple payer du 5 % à un débiteur et ne lui donne que du 2 ou 3 % pour le montant de son compte créditeur. Une compensation d'intérêt doit à mon avis, s'établir en cette matière.

4° Assurances :

a. Les fonctions de directeur de Caisse de crédit et de directeur de Mutuelle d'assurances appointé à la commission sont incompatibles. L'intérêt personnel du directeur est opposé à l'intérêt conjoint du colon et de la Caisse du crédit.

Il conviendrait d'inviter des Caisses de crédit à devenir les conseillères des colons en matière d'assurances. Les colons sont trop assurés. En matière d'incendie, ils négligent de modifier leur police au fur et à mesure de la dépréciation de leur matériel.

5° Docks-silos.

A. Donner à l'Union des docks et aux docks silos des instructions précises pour que les mouvements de fonds soient effectués avec le maximum de célérité et que les comptes des colons dans les Caisses de crédit soient crédités « bonne valeur » lors des répartitions.

B. Interdire à un dock de profiter du fait qu'il sert d'intermédiaire entre le colon et une banque pour prélever à son profit, un bénéfice si minime qu'il soit.

C. Mesures propres à alléger les charges de la colonisation :

1° Pour obtenir des banques escomptant les warrants le fonctionnement des comptes en compte courant ; 2° Obtenir des banques une réduction du taux de l'intérêt des warrants.

Je crois que ce sera possible en 1934. Il est anormal que l'opération de warrantage ait pour le colon cette conséquence de lui permettre de rembourser un emprunt à 5 % au moyen d'un autre emprunt, mais celui-ci à 6 %.

D. Mesure tendant à restreindre le crédit.

Il me paraît indispensable en 1934, de réduire les plafonds et de modifier les barèmes actuellement en vigueur pour les prêts à moyen et à court terme. Ces barèmes et ces plafonds établis à une époque de prospérité économique et de cherté des denrées agricoles, sont, à l'heure actuelle, incontestablement trop élevés. Ils ne sont plus en rapport avec les prix pratiqués en 1934.

était gratuit, pouvaient toutefois, après délibération de l'assemblée générale et avis conforme de la commission de crédit agricole, bénéficier de vacations, lorsqu'ils avaient la signature. Avec la nouvelle réglementation plus de vacations ; les fonctions d'administrateurs sont obligatoirement gratuites. Seuls les frais de déplacement et de séjour nécessités par l'exécution de leur mandat pourront être remboursés aux administrateurs par décision de l'assemblée générale annuelle.

L'art. 1^{er} du dahir du 21 mars 1934 stipule dans son dernier alinéa, que les statuts doivent mentionner expressément que le directeur et le personnel reçoivent un traitement fixe à l'exception de toute commission.

Il convenait d'interdire la pratique du traitement basé sur le chiffre d'affaires ou les bénéfices, cette pratique en effet constituait un non sens et aboutissait trop souvent ainsi que le signale M. Maringe, à un conflit entre l'intérêt personnel du bénéficiaire et celui de la collectivité.

La grande réforme de la nouvelle législation est de renforcer l'efficacité du contrôle de l'Etat dans l'administration des Caisses de crédit, en substituant au contrôle sur pièces de la direction générale des finances un contrôle sur place exercé par la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation. Cette direction nomme près de chaque Caisse de crédit agricole un commissaire du gouvernement chargé de la surveillance permanente des opérations et doté d'une autorité telle que la méconnaissance de ces observations par la Caisse de crédit pourrait entraîner la dissolution de cet organisme, après décision du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation. Les directeurs

des Caisses de crédit, qui étaient nommés par le Conseil d'administration sans autres formes, doivent aujourd'hui être agréés par les directions générales de l'agriculture et des finances, qui peuvent retirer leur agrément en cas de faute grave des directeurs.

Il résulte de cet ensemble de disposition que le Protectorat en renforçant son contrôle sur les Caisses de crédit et en prenant des mesures ayant pour but de réduire les frais de gestion de ces organismes entend suivre une politique restrictive de crédit commandée, d'ailleurs, par les nécessités budgétaires gouvernementales.

Qu'il s'agisse de crédit agricole européen ou de crédit agricole indigène les plafonds et les barèmes actuellement en vigueur pour les prêts s'avèrent trop élevés. S'ils convenaient à une époque de prospérité économique et de cherté des produits agricoles, ils apparaissent aujourd'hui inapplicables, n'étant plus en rapport avec les prix pratiqués. Que le montant maximum des prêts soit donc diminué et que le nombre en soit aussi restreint!

Trop de cultivateurs dont la valeur morale, la probité, l'activité, la compétence professionnelle laissaient plutôt à désirer ont profité d'avances parfois considérables ; il est temps de mettre fin à cette situation qui risque de compromettre la valeur de l'organisation du crédit agricole mutuel marocain. En examinant de plus près la capacité de crédit de chaque emprunteur, en contrôlant plus strictement l'emploi des fonds avancés, nul doute qu'on y parvienne.

Conclusion

Pays essentiellement agricole, le Maroc, se trouve aujourd'hui en face de nombreux problèmes économiques qui l'obligent de prêter la plus grande attention à sa politique agraire. La situation actuelle a fait ressortir toute l'importance du crédit agricole dont la solution favorable a été considérée comme devant atténuer dans une grande mesure les méfaits de la crise agricole, d'une part, par l'augmentation de la consommation de la classe rurale et d'autre part, par la modification de la production. En tant que facteur de la production, le crédit doit jouer un rôle primordial, car la prospérité rurale au Maroc est loin d'être suffisamment forte pour tirer d'elle-même le capital nécessaire à ses besoins ordinaires et encore moins à ses besoins extraordinaires. En tant que régulateur de la production, le crédit agricole permettrait aux cultivateurs de changer de cultures en renonçant aux productions actuellement trop abondantes pour adopter celles dont la consommation tend à s'accroître.

La question du crédit agricole ne cesse donc de revêtir un caractère de prépondérance dans la période de déséquilibre économique que nous traversons. Le législateur marocain ne se fait pas faute de s'y intéresser, comprenant tout l'intérêt de cette œuvre que vantait M. Méline

à la tribune de la Chambre des députés dans la séance du 16 juin 1892, dans les termes suivants :

« Organiser le crédit agricole, c'est porter la production du sol français à son maximum de puissance ; c'est faire sortir du sol de notre pays les millions qui y sont enfouis ; c'est donner de la confiance à nos campagnes, arrêter cette émigration des populations rurales vers les villes qui fait une concurrence redoutable à nos ouvriers ; c'est mettre à la disposition des consommateurs une masse énorme de produits dont le bon marché ira toujours croissant, c'est assurer à notre budget par le développement de la richesse publique, les ressources certaines de plus values ; c'est rendre enfin un immense service au marché des capitaux si souvent en désarroi en les portant vers leur véritable destination qui est de féconder le travail ; c'est arracher du gouffre de la spéculation, l'épargne des travailleurs pour l'employer à leur profit ».

Tel qu'il est organisé au Maroc, le système du crédit agricole rend de précieux services aux cultivateurs et par suite à la colonisation toute entière. Les chiffres que nous avons cités dans la troisième partie de notre étude, plus éloquents que des considérations générales, nous ont montré combien grande était l'activité des institutions de crédit et quel concours utile elle apportait au développement de l'agriculture marocaine.

D'aucuns, cependant, critiquent le principe de la dualité de ces organismes mutualités. Pourquoi proclament-ils séparer en la matière des intérêts connexes et créer pour le même objet des institutions spéciales, les unes destinées aux colons européens et aux cultivateurs indigènes, les autres exclusivement affectées aux

indigènes, institutions n'ayant entre elles aucune relation ni aucun point de contact?. Ne conviendrait-il pas dans un but de simplification d'unifier le système du crédit agricole ? Grâce à la fusion des intérêts on arriverait plus aisément à établir entre les deux races une communion complète des cœurs et des esprits.

Cette unification nous apparaît prématurée pour le moment, en raison de la différence d'évolution existant entre les deux éléments de la population marocaine. On ne saurait, en effet, soumettre totalement aux mêmes règles l'indigène encore primitif et l'européen évolué. Qu'il s'agisse du perfectionnement technique ou du crédit le colon européen sait venir aux bureaux de l'inspection d'agriculture ou de la Caisse de crédit. N'attendons pas la même attitude de la part des indigènes du bled. Et cela est si vrai qu'encore que l'accès des Caisses de crédit leur soit possible, pratiquement on ne les rencontre pas. On ne les rencontrerait pas davantage dans les sociétés indigènes de prévoyance, si connaissant l'imprévoyance et l'insouciance musulmane, le législateur marocain n'en avait pas rendu l'accès obligatoire. L'esprit associationniste du fellah n'est pas encore assez développé pour arriver à la conception plus élevée de la mutualité de crédit. Nous estimons donc absolument indispensable de laisser avoisiner les deux sortes d'institutions de façon à permettre au fellah de jouir d'une organisation appropriée à sa mentalité et à ses habitudes traditionnelles, tout en lui laissant facilités d'accéder aux établissements de crédit plus évolués.

Le système du crédit agricole mutuel marocain, conçu d'après des principes généraux vérifiés par une longue expérience, constitue un instrument qui, s'il est manié

habilement, permettra aux cultivateurs honnêtes qui y ont recours de se procurer à un taux d'intérêt modéré les ressources dont ils ont besoin pour une meilleure exploitation de leurs domaines. Tout l'avenir de ces institutions de crédit agricole dépendra donc de l'activité et du zèle de ceux qui en ont la gestion. On ne saurait trop recommander aux administrateurs de se montrer circonspects dans le choix des prêts à consentir. « Ils ne devront pas tolérer des opérations douteuses mais bien s'intéresser en les facilitant aux initiatives des agriculteurs ayant déjà donné des preuves de leur moralité, de leur activité et de leur compétence technique »¹. Qu'ils se gardent bien de faciliter des spéculations plus ou moins hasardées et d'autoriser des opérations n'ayant pas pour but d'augmenter la production. Pour éviter ces errements il est nécessaire que les Conseils d'administration soient exactement renseignés par les organismes locaux, sur les qualités et les garanties offertes par les cultivateurs qui sollicitent des prêts. Si tous les membres devant collaborer tant soit peu à la gestion des institutions de crédit agricole s'acquittaient consciencieusement de leur mission, il n'est pas de doute que ces organismes n'apparaissent d'un précieux secours au développement de l'activité économique de l'Empire Fortuné.

Nous ne voulons pas prétendre cependant qu'il ne puisse avoir dans l'avenir quelques perfectionnements à introduire dans le fonctionnement de ces institutions. Toute œuvre humaine est sur quelque point au moins imparfaite. Mais, si des réformes s'avèrent plus tard utiles, ce ne peut être à notre avis que dans le domaine des détails d'application.

1. G. Walch, *op. cit.*

Vu, le Doyen,
Edgard ALLIX.

Vu, le Président de la Thèse,
William OUALID.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

Bibliographie

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- BERNARD (A.). — *Le Maroc*, Paris, 1931, Alcan.
- BERNARD (F.). — *Le Maroc économique et agricole*, Paris, 1917, Masson.
- CÉLÉRIER (J.). — *Le Maroc*, Paris, 1931, A. Colin.
- GENTIL (L.). — *Le Maroc physique*, Paris, 1912, Alcan.
- GIDE (Ch.). — *Cours d'Economie Politique*, 10^e édit., Paris, 1930, Sirey.
- GIRAULT (A.). — *Principes de colonisation et de législation coloniale*, Paris, 1930, 5^e édit., Sirey.
- GOULVEN (J.). — *Economie et législation marocaines*, 2 vol. Paris, 1921, Rivière.
- HOFFHERR (R.). — *Economie marocaine*, Paris, 1932, Sirey.
- HOLTZ (L.). — *Traité de législation marocaine*, Paris, 1914, édit. des J. Classems.

OUVRAGES SPECIAUX

- ALBIER (A.). — *De l'organisation du crédit en Algérie*, Thèse, Paris, 1901, Larose.
- ARRIPE (P.J.). — *Des sociétés indigènes*, thèse, Alger, 1930, Emile Gaudet.
- BEAUMONT (P. de). — *Note sur le Crédit agricole mutuel et son institution en Tunisie*, Tunis, Imprimerie de l'Association ouvrière.
- BONDIS (A.). — « La colonisation au Maroc », Conférence faite au cours préparatoire au Service des Affaires indigènes, Casablanca 1928, Imprimeries réunies *Vigie marocaine* et *Petit marocain*.
- BOUY (E.). — *Le problème de la main d'oeuvre et de la législation du travail au Maroc*, thèse, Paris, 1930, Sirey.
- COLLIEZ (A.). — *Les associations agricoles entre les Européens et les Indigènes au Maroc*, Paris, Rousseau.
- CRAMOIS (A.). — « Les associations agricoles dans les colonies françaises *Rapport* présenté au VI^e Congrès de la Mutualité Coloniale et des Pays de Protectorat à Paris, 28-30 sept. 1931.
- CUNIAC (E.). — *Le crédit agricole en Algérie*, thèse, Paris, 1903, Larose.
- ECORCHEVILLE (Cl.). — *Production et protection au Maroc*, Paris, 1934, Sirey.

- SAINT-HILAIRE (Geoffroy). — « Les produits de l'Agriculture et de l'Élevage au Maroc occidental », Conférence, (V. *L'agriculture au Maroc*, Rabat, 1917, Imprimerie Officielle).
- GODCHOT. — *Sur le crédit agricole en Algérie*. Alger, 1901, S. Léon.
- GREFFULHE. — « L'agriculture et l'élevage au Maroc oriental ». Conférence. (V. *L'agriculture au Maroc*, Rabat, 1917, Imprimerie Officielle)
- GRAUX (Cl.). — *Le Maroc. — Sa production agricole*. Thèse, Paris, 1912, Sirey.
- HERBAULT (Pierre). — *Du crédit agricole réel mobilier en Tunisie*. Paris, 1914, J. Jouve.
- HITIER (H. et J.). — *Les problèmes actuels de l'agriculture*. Paris, 1923, Payot.
- BARBIER (Le L.). — *Le Maroc agricole*, Paris, 1927, Gourber.
- LEYGGE (G.). — *Les caisses de crédit agricole mutuel en Algérie*, Thèse, Paris, 1908, Michalon.
- LYAUTEY (P.). — « Les dettes agraires au Japon, en Chine et aux Indes, leurs effets sur les crises politiques et économiques ». Conférence prononcée à l'Institut National agronomique. (V. *L'agriculture dans l'évolution de la crise mondiale*, Paris, 1933, F. Alcan).
- MALET. —
- MATHIEU (E.). — *Le prêt usuraire et le crédit en Cochinchine*. Thèse, Paris, 1912, Larose.
- MILHAT (A.). — *La coopérations agricole en Egypte*. Thèse, Dijon 1926. Imprimerie Bernigau det Privat.
- MONOD. — « L'élevage au Maroc ». Conférence faite au cours préparatoire au service des Affaires indigènes. Casablanca, 1928. Imprimerie réunies, Vigie Marocaine, et Petit Marocain.
- « Le climat, le sol et les régions naturelles du Maroc », Conférence. (V. *l'agriculture au Maroc*. Rabat 1917. Imprimerie Officielle).
- NATAF. — *Le crédit et la banque au Maroc*. Thèse, Paris, 1929, Guethner.
- QUALID. — « Les grandes leçons de la crise et l'agriculture française ». Conférence prononcée à l'Institut National Agronomique. (V. *l'Agriculture dans l'évolution mondiale*, Paris, 1933, F. Alcan).
- RICHON (Ch.). — *La production coloniale et le crédit*, Paris, 1931, Fasquelle
- ROMIER (L.). — « L'agriculture et la crise aux Etats-Unis ». Conférence prononcée à l'Institut National Agronomique. (V. *l'Agriculture dans l'évolution de la crise mondiale*, Paris, 1933, F. Alcan).
- ROSIER (R.). — *Les sociétés indigènes agricoles de prévoyance au Maroc*. Thèse, Paris, 1925. Larose.
- ROYER (P.). — *Les grands établissements de crédit dans l'Algérie et les colonies françaises*, thèse, Paris, 1907. Michalon.
- SALPHATI (J.). — *Le crédit agricole mutuel en Algérie*, thèse, Alger, 1924. La Typo-Litho.
- SELNET (F.). — *Colonisation officielle et crédit agricole en Algérie*. Thèse, Alger 1930. Minerva.

- SURDON. — « La condition des terres et le régime immobilier au Maroc » Conférence faite au cours préparatoire au service des affaires indigènes. Casablanca, 1928. Imprimeries réunies Vigie Marocaine et Petit Marocain.
- VAN VOLLENHOVEN JOST. — *Essai sur le fellah algérien*, thèse, 1903.
- VORKAPITCH. — *Le crédit agricole en Yougoslavie*, Thèse, Paris, 1930.
- VONTCHO (N.). — *La banque agricole de Yougoslavie. — Son rôle dans la crise actuelle*. Thèse, Paris, 1932, Rousseau.
- WALCH (G.). — « Le crédit mutuel et la coopération agricole au Maroc ». Casablanca, 1923. Imprimerie de La Vigie marocaine.
- YORDANOVITCH (B.). — *L'organisation du crédit agricole*. Thèse, Paris, 1931. Librairie des Facultés.

DOCUMENTS. — REVUES. — JOURNAUX.

Annuaire de statistique générale du Maroc. Casablanca. Imprimeries réunies.

Annuaire économique et financier du Protectorat. Casablanca. Imprimeries réunies.

Bulletin économique du Maroc. Publié trimestriellement par la société d'études économiques et statistiques. Rabat. Imprimerie Officielle.

Bulletin officiel du Protectorat de la République française au Maroc. Rabat. Imprimerie Officielle.

Compte rendu des opérations des institutions de crédit agricole mutuel et de la coopération agricole du Maroc. Rabat. Imprimerie Officielle, publié chaque année.

Compte rendu des opérations des sociétés indigènes agricoles de prévoyance. Rabat. Imprimerie Officielle publié chaque année.

Rapport sur le crédit agricole mutuel en Tunisie. Tunis. Imprimerie générale.

Rapport sur les opérations des sociétés indigènes de prévoyance en Algérie. Alger. Imprimerie générale.

L'Afrique française. Bulletin mensuel du comité de l'Afrique française et renseignements coloniaux, supplément, Paris.

Bulletin de la Chambre d'agriculture. Rabat. Imprimerie Foch.

Bulletin mensuel de renseignement économique et sociaux. Rome.

L'économiste. Paris.

Outre mer. Revue générale de colons. Paris.

Revue d'Afrique. Paris.

Revue d'économie politique. Paris.

Revue économique internationale. Paris, Bruxelles.

Revue d'économie sociale et rurale. Paris.

Revue internationale d'agriculture. Rome.

Revue des deux mondes. Paris.

Revue des vivants. Paris.

La terre marocaine. Casablanca.

La technique, industrielle, agricole et coloniale. Paris.

Les annales coloniales. Paris.

La dépêche coloniale. Paris.

L'Echo du Maroc. Rabat.

Le Petit marocain. Casablanca.

La Presse marocaine. Casablanca.

Le soir marocain. Casablanca.

La vigie marocaine. Casablanca.

Le temps. Paris.

Table des Matières

Introduction	1
---------------------------	----------

PREMIERE PARTIE LE MAROC AGRICOLE

Chapitre premier	
L'économie rurale marocaine	9

<i>Section I.</i> Le milieu naturel. — Orographie. — Hydrographie. Climat. — Sol	9
---	---

<i>Section II.</i> Les ressources principales. — L'agriculture. — L'élevage	18
---	----

Chapitre II	
L'oeuvre colonisatrice du Protectorat.....	26

<i>Section I.</i> La colonisation officielle. — Concessions à titre gratuit et onéreux. — Ressources foncières. — Petite moyenne et grande colonisation	26
---	----

<i>Section II.</i> La colonisation privée. — Stabilité de la propriété. — Création de services centraux et régionaux. — Etablissements de jardins d'essais et de fermes expérimentales. — Attributions de subventions et de primes. — Organisation de la mutualité et du crédit	36
---	----

Chapitre III	
Le crédit agricole au Maroc.....	47

<i>Section I.</i> Nécessité du crédit. — Son influence économique et morale. — Sa lutte de l'usure	47
---	----

<i>Section II.</i> La mutualité, base du crédit agricole. — Principes. — Le crédit agricole mutuel en France	56
---	----

DEUXIEME PARTIE

LES INSTITUTIONS DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL AU MAROC

Titre I

**Les institutions de crédit ouvertes aux colons européens
et aux cultivateurs indigènes. — La législation 65**

Chapitre premier

Les caisses de crédit agricole..... 68

<i>Section I.</i> Constitution. — Personnes pouvant constituer la caisse. — Formalités constitutives. — Capital : souscription, libération, intérêts des parts — Sociétaires. — Formalités publicitaire. — Caractère juridique	68
<i>Section II.</i> Administration générale	78
§ I. Du Conseil d'administration	78
a) <i>Généralités. — Formes. — Eligibilité. — Gratuité. Durée. — Administration provisoire. — Président du Conseil et mandataires substitués</i>	78
b) <i>Pouvoirs</i>	85
c) <i>Délibération</i>	87
§ II. Des sections territoriales et comités locaux d'escompte. — Composition et fonctionnement	88
§ III. Des commissaires de surveillance. — Nomination Pouvoirs. — Responsabilité	91
§ IV. Des assemblées générales	94
a) <i>Des règles communes aux différentes assemblées générales. — Convocation. — Délai. — Mode. — Délibération</i>	94
b) <i>Des assemblées générales ordinaires. — Attributions. Quorum. — Majorité</i>	98
c) <i>Des assemblées générales réunies extraordinairement</i>	100
d) <i>Des assemblées générales extraordinaires. — Attributions. — Quorum. — Majorité</i>	101
§ V. Contrôle	102
§ VI. Dissolution	105
<i>Section III.</i> Opérations	107
§ I. Du crédit à court terme. — Montant des prêts. — Contrats d'ouverture	109
§ II. Du crédit individuel à moyen terme. — Montants des prêts et amortissement	115

Chapitre II**La Caisse Fédérale de la mutualité**

et de la coopération agricole.....	119
<i>Section I. Constitution</i>	121
<i>Section II. Administration générale</i>	123
§ I. Du Conseil d'administration. — Composition. — Pouvoirs. — Mandataires substitués	123
§ II. Des commissionnaires aux comptes. — Nomination. Attributions. — Responsabilité	127
§ III. Du commissaire du gouvernement. — Nominations et attributions	129
§ IV. Des assemblées générales. — Composition et attri- butions	130
<i>Section III. Opérations. — Avances faites à la caisse. — Avances faites par la Caisse</i>	132

Titre II**Les institutions du crédit réservées aux cultivateurs****indigènes. — La législation** 139**Chapitre premier****Les sociétés indigènes agricole de prévoyance** 141

<i>Section I. Buts. — Opérations</i>	141
<i>Section II. Organisation administratives</i>	143
§ I. Constitution et dissolution des sociétés	143
§ II. Le Conseil de section	147
§ III. Le Conseil d'administration. — Nomination. — Attributions	149
§ IV. Le Président du Conseil d'administration	153
§ V. Le Conseil de contrôle et de surveillance	155
<i>Section III. Organisation financière</i>	157
§ I. Recettes	158
a) Recettes ordinaires	159
b) Recettes extraordinaires	160
§ II. Dépenses	161
a) Dépenses ordinaires	162
b) Dépenses extraordinaires	164

§ III. Comptabilité administrative	164
a) <i>Recouvrement des recettes</i>	164
b) <i>Liquidation des dépenses</i>	167
<i>Section IV. Caractère juridique des S.I.P.</i>	170

Chapitre II

Les caisses régionales d'épargne et de crédit agricole indigènes	172
---	-----

<i>Section I. But</i>	172
<i>Section II. Administration</i>	175
<i>Section III. Organisation financière</i>	178
<i>Section IV. Opérations</i>	182

Chapitre III

La Caisse centrale de crédit agricole et de prévoyance indigènes	190
---	-----

<i>Section I. But et opérations</i>	190
<i>Section II. Administration</i>	192
<i>Section III. Organisation financière</i>	194

TROISIEME PARTIE

DE L'APPLICATION DU SYSTEME DU CREDIT AGRICOLE MUTUEL MAROCAIN

Chapitre Premier

L'initiative privée largement complétée par l'Etat, base du système marocain	199
---	-----

<i>Section I. Appréciation du principe</i>	199
<i>Section II. Son application au Maroc</i>	203

Chapitre II

L'activité des institutions de crédit agricole mutuel	217
--	-----

<i>Section I. L'activité des institutions communes aux colons euro- péens et aux cultivateurs indigènes</i>	217
§ I. Les caisses de crédit	217
§ II. La Caisse Fédérale de la mutualité et de la coopé- ration agricole	222

<i>Section II.</i> L'activité des institutions réservées aux cultivateurs indigènes	225
§ I. Les sociétés indigènes de prévoyance	225
§ II. Les Caisses régionales d'épargne et de crédit agricole indigènes	241
§ III. La Caisse centrale d'épargne et de crédit agricole indigènes	242
 Chapitre III 	
La crise agricole et le crédit rural au Maroc	245
<i>Section I.</i> Considérations générales sur la crise agricole mondiale ..	245
<i>Section II.</i> La crise agricole au Maroc et le crédit rural	252
§ I. Quelques aspects de la crise	252
§ II. Programme de redressement économique	260
§ III. Renforcement de l'organisation et de la discipline du crédit	265
Conclusion	272
Bibliographie	277

Imprimerie F. BOISSEAU, 34, rue du Taur. — TOULOUSE

